



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

Droit de la sécurité sociale

La réforme des pensions en 2013

Situation au 1^{er} septembre 2013

Sozialversicherungsrecht

Die Rentenreform im Jahr 2013

Stand am 1. September 2013



Droit de la sécurité sociale

La réforme des pensions en 2013

Situation au 1^{er} septembre 2013

Version française des pages 2 à 86
Französische Version von Seite 2 bis 86

Version allemande des pages 87 à 177
Deutsche Version von Seite 87 bis 177

Impressum

Editeurs

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. +352 27 494 200
F. +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur

Impression

Imprimerie Watgen

Distribution

Librairie "Um Fieldgen Sàrl"
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. +352 48 88 93
F. +352 40 46 22
info@libuf.lu

ISBN : 978-2-919888-18-8

L'indice applicable aux salaires et pensions s'établit à 756,27 en septembre 2013. Il augmentera de 2,5% le 1^{er} octobre 2013 et passera donc à 775,17.

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas à une interprétation et application des textes légaux par les administrations étatiques ou les juridictions compétentes.

La CSL ne peut pas être tenue responsable d'éventuelles omissions dans le présent ouvrage ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans cet ouvrage.

Préface

Jean-Claude Reding
Président de la Chambre des salariés



Bien que le système de pension soit robuste à l'heure actuelle au Luxembourg, une réforme qui concerne le régime général (salariés de droit privé) et les régimes statutaires (fonctionnaires et employés publics) a été votée en décembre 2012. Le but affiché de cette réforme est d'assurer la viabilité à long terme de ces régimes de pension. Les mesures proposées ont été vivement discutées quant à leur bien-fondé et leurs répercussions sur les retraités et les futurs retraités. Une conclusion nette se dégage toutefois. La nouvelle loi va entraîner une indéniable baisse du niveau des pensions, en particulier pour les salariés qui entrent ou entreront bientôt sur le marché du travail.

Pour la Chambre des salariés (CSL), il semblait dès lors nécessaire d'éditer une brochure destinée à expliquer le régime général d'assurance pension au Grand-Duché, c'est-à-dire les dispositions en vigueur pour les salariés de droit privé. Cette publication tient compte des dernières modifications apportées par la loi votée le 21 décembre 2012 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Les nouvelles règles régissant le régime général d'assurance pension s'appliquent essentiellement aux assurés qui partent à la retraite à partir du 1^{er} janvier 2013. Les assurés qui étaient déjà à la retraite avant cette date ne sont pas concernés par le cœur de cette réforme, à savoir la baisse du niveau des pensions due à un changement dans les calculs des majorations proportionnelles. Cependant, les actuels retraités subiront également la modulation à la baisse de l'adaptation des pensions aux salaires réels (réajustement) ainsi que la possible suppression de l'allocation de fin d'année.

En résumé, pour une durée de cotisation identique, un retraité devra dorénavant se contenter d'une pension moins élevée, à moins d'accepter une prolongation de sa vie active.

Toutes ces nouvelles règles sont expliquées dans la présente publication et sont illustrées par des exemples.

Cet ouvrage traite aussi plus généralement de la pension de vieillesse en décrivant notamment les conditions à remplir pour pouvoir en bénéficier.

À côté de l'assurance pension obligatoire, cette brochure présente également ce que recouvrent les notions d'assurance continuée, d'assurance facultative et d'achat de périodes.

Des exemples de calculs relatifs à une pension de vieillesse, à une pension de vieillesse anticipée et aux cumuls de pensions avec d'autres revenus sont destinés à faciliter la compréhension de la législation somme toute complexe.

En plus de la pension de vieillesse, cette brochure traite aussi de la pension d'invalidité, de la pension de survie et de la pension d'orphelin.

Avec cette publication, la CSL souhaite que les salariés et retraités puissent trouver les informations qui leur seront utiles pour mieux comprendre et appréhender le système de pension récemment réformé.

Luxembourg, septembre 2013



Sommaire

1. Un aperçu historique de l'assurance pension au Luxembourg	9
2. La pension de vieillesse	11
2.1. Les définitions et le cadre conceptuel	11
2.2. La méthode de financement du régime général	11
2.2.1. La répartition et la capitalisation	11
2.2.2. La prime de répartition pure	12
2.2.3. Le coefficient de charge	12
2.2.4. Le taux de remplacement	12
2.3. Les sources de financement du régime général	12
2.4. Les conditions d'attribution	13
2.4.1. La pension de vieillesse légale	13
2.4.2. La pension de vieillesse anticipée	13
2.4.3. La distinction entre pension de vieillesse anticipée et préretraite	13
2.5. Les périodes d'assurance	14
2.5.1. L'assurance obligatoire	14
2.5.2. Les périodes complémentaires	16
2.5.3. Les assurances continuée et facultative	17
2.5.4. L'achat de périodes	19
2.5.5. Les unités de calcul des périodes d'assurance	21
2.5.6. La restitution de cotisations remboursées	22
2.6. La demande et le paiement de la pension de vieillesse	22
2.6.1. L'ouverture du droit et le paiement	22
2.6.2. La demande de pension pour les résidents	23
2.6.3. La demande de pension pour les frontaliers	23
2.7. Les voies de recours	26
2.8. Le calcul de la pension de vieillesse	26
2.8.1. Les majorations proportionnelles	27
2.8.2. L'augmentation échelonnée des majorations proportionnelles	27
2.8.3. Les majorations forfaitaires	28
2.8.4. Les taux, seuils et augmentations des majorations proportionnelles et les taux des majorations forfaitaires, selon l'année du début du droit à la pension	29
2.8.5. L'allocation de fin d'année	29
2.8.6. La double adaptation des pensions	30
2.8.7. Un exemple de calcul d'une pension de vieillesse	32
2.8.8. Un exemple de calcul d'une pension de vieillesse anticipée	34

2.9.	La pension de vieillesse minimum et maximum	36
2.9.1.	La pension minimum	36
2.9.2.	La pension maximum	36
2.10.	Le forfait d'éducation	36
2.10.1.	Les bénéficiaires	36
2.10.2.	L'ouverture du droit	37
2.10.3.	Le montant	37
2.10.4.	Le financement et l'organisation	37
2.10.5.	La procédure	37
2.11.	Le concours de la pension de vieillesse avec d'autres revenus	38
2.11.1.	Le concours d'une pension de vieillesse normale avec d'autres revenus	38
2.11.2.	La pension de vieillesse anticipée et l'activité salariée	38
2.11.3.	La pension de vieillesse anticipée et l'activité non salariée	39
2.11.4.	La refixation du montant de la pension	39
2.11.5.	La pension de vieillesse et la rente d'accident	39
2.12.	Les retenues sur les pensions de vieillesse	40
2.13.	Le remboursement des cotisations	41
3.	La pension d'invalidité	42
3.1.	La définition de l'invalidité	42
3.2.	Les conditions d'ouverture du droit	42
3.3.	Les conditions d'octroi et modalités de paiement de la pension	42
3.3.1.	La pension d'invalidité temporaire	42
3.3.2.	La pension d'invalidité permanente	43
3.3.3.	La reconduction de la pension d'invalidité en pension de vieillesse	43
3.4.	Le calcul de la pension d'invalidité	43
3.5.	La pension minimum	45
3.5.1.	Le principe légal	45
3.5.2.	Un exemple de calcul d'une pension minimum	46
3.6.	Le retrait de la pension d'invalidité	47
3.7.	Les dispositions anti-cumul	47
3.7.1.	Le concours d'une pension d'invalidité avec une activité professionnelle	47
3.7.2.	Le concours d'une pension d'invalidité avec une rente d'accident	47
3.8.	Le supplément de pension alloué aux victimes d'actes illégaux de l'occupant (complément différentiel)	47
3.9.	La procédure administrative en matière de pension d'invalidité	48
3.9.1.	La présentation de la demande	48
3.9.2.	L'instruction de la pension	49

4. Les pensions de survie	50
4.1. La pension de survie du conjoint ou partenaire	50
4.1.1. Les conditions d'attribution	50
4.1.2. Les droits à pension du conjoint divorcé ou de l'ancien partenaire	50
4.1.3. Les personnes assimilées au conjoint ou au partenaire survivant	50
4.1.4. Le mode de calcul	51
4.1.5. Les dispositions anti-cumul	52
4.1.6. Les modalités de paiement	54
4.2. La pension d'orphelin	54
4.2.1. Les conditions d'octroi	54
4.2.2. Le mode de calcul et les dispositions anti-cumul	55
4.3. La procédure administrative en matière de pensions de survie	58
4.4. Le complément en cas de décès (trimestre de faveur)	58
5. Les références juridiques	59
6. Les adresses utiles	60
7. Lexique	61
Annexes	63
1. Règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 fixant les facteurs de revalorisation prévus à l'article 220 du code de la sécurité sociale	64
2. Demande en obtention d'une pension personnelle de vieillesse ou d'invalidité (CNAP)	66
3. Demande en obtention d'une pension de survie (CNAP)	70
4. Demande d'achat rétroactif de périodes d'assurances (CNAP)	75
5. Demande de restitution de cotisations remboursées (CNAP)	81
6. Demande d'admission à l'assurance volontaire (CCSS)	83
7. Demande de mise en compte des baby-years (CCSS)	84
8. Demande en obtention du forfait d'éducation (FNS)	85

SIGLES UTILISÉS

- AAA** : Association d'assurance accident
- CCSS** : Centre commun de la sécurité sociale
- CFL** : Société nationale des chemins de fer luxembourgeois
- CNAP** : Caisse nationale d'assurance pension
- CNS** : Caisse nationale de santé
- CSL** : Chambre des salariés
- EEE** : Espace économique européen
- FNS** : Fonds national de solidarité
- IGSS** : Inspection générale de la sécurité sociale
- RMG** : Revenu minimum garanti
- SSM** : Salaire social minimum
- UE** : Union européenne

1 UN APERÇU HISTORIQUE DE L'ASSURANCE PENSION AU LUXEMBOURG

L'introduction de la sécurité sociale au Luxembourg n'a eu lieu qu'au début du XX^e siècle. Le système de sécurité sociale mis en place au Grand-Duché a été fortement inspiré par le modèle allemand des assurances sociales. À cette époque, le pays était lié à l'Allemagne dans le cadre du *Zollverein*. C'est la loi du **6 mai 1911** qui a introduit un régime obligatoire d'assurance pension pour les ouvriers ainsi que pour les employés privés dont le revenu annuel ne dépassait pas 3.750 francs de l'époque. Le cercle des assurés a été élargi ultérieurement :

- à l'ensemble des employés privés en 1931 ;
- aux artisans en 1951 ;
- aux agriculteurs en 1956 ;
- aux commerçants et industriels en 1960 ;
- aux travailleurs intellectuels indépendants en 1964.

La loi du **10 avril 1951** a introduit l'adaptation des pensions des ouvriers et des employés privés à l'indice des prix. L'échelle mobile est également prévue à chaque fois lors de la création des régimes pour les artisans, les agriculteurs, les commerçants et industriels et, finalement, les travailleurs intellectuels indépendants. La loi unique du **13 mai 1964** est l'une des plus importantes en matière d'assurance pension contributive. Elle a notamment introduit le principe de l'ajustement des pensions au relèvement du niveau réel des salaires. Des améliorations substantielles ont été obtenues par la loi du **25 octobre 1968** qui a introduit les majorations spéciales en cas d'invalidité ou de décès précoces dans les régimes de pension contributifs.

La loi du **23 mai 1984** a introduit une communauté de risque généralisée englobant les quatre régimes contributifs et a modifié fondamentalement le système de financement appliqué.

L'ancien système de financement était constitué d'un enchevêtrement de systèmes basés tant sur la capitalisation que la répartition¹, systèmes qui n'étaient plus appliqués conformément à leurs définitions.

Ainsi, les prestations normales étaient en théorie financées par un système de capitalisation, alors que l'ajustement des pensions était financé par le système de la répartition pure. La part fixe et les compléments pensions minimums étaient directement à charge du budget de l'État et donc également financés par répartition pure.

Au moment de la réforme du financement, plus de 50% des prestations étaient explicitement financées par un système de répartition pure et le reste des prestations relevaient de systèmes de capitalisation, mais pour lesquelles les réserves requises n'avaient pas été intégralement constituées.

Dans la mesure où la loi maintenait la structure administrative des quatre caisses de pension, la communauté de risque était réalisée par des transferts de compensation entre les quatre caisses. La nature mixte des sources de financement était conservée, c'est-à-dire que les charges du régime étaient couvertes, d'une part, par des cotisations prélevées sur les revenus professionnels des assurés et, d'autre part, par une participation directe des pouvoirs publics.

1 voir le point « 2.2.1. La répartition et la capitalisation » pour une définition de ces termes

L'évolution de l'harmonisation et l'uniformisation des régimes de pension contributifs s'achève avec la loi du **27 juillet 1987**. Celle-ci a créé un régime contributif unique d'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie en fusionnant les quatre régimes de pension contributifs. L'autonomie de gestion des caisses de pension est maintenue car celles-ci restent compétentes pour les groupes socioprofessionnels couverts par elles. Cette loi introduit une nouvelle formule de calcul des pensions prévoyant l'ajustement intégral de la pension à l'évolution du niveau réel des salaires et comportant une augmentation structurelle transitoire des pensions de 7% (augmentation qui devait finalement s'avérer définitive). Par ailleurs, elle a réalisé de multiples améliorations dans des situations concrètes bien définies (invalidité professionnelle pour les ouvriers, pension de veuf, pensions minimums, *baby-years*).

La loi du **24 avril 1991** ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif a transformé l'augmentation transitoire des pensions de 7% en une augmentation structurelle définitive et y a ajouté une augmentation structurelle supplémentaire de 4% des majorations proportionnelles et de 10% des majorations forfaitaires². Elle a également abaissé l'âge de la retraite anticipée à 57 ans et a réduit le retard dans l'ajustement des pensions au niveau réel des salaires. Le plafond cotisable a été relevé de quatre à cinq fois le salaire social minimum (SSM).

La loi du **28 juin 2002** a été votée suite à une étude effectuée par le Bureau international du travail de Genève et une concertation des forces vives du Luxembourg, réunies autour du *Rentendesch*. Cette loi a procédé à une augmentation des majorations forfaitaires et des majorations proportionnelles ainsi qu'à un échelonnement partiel de ces dernières en fonction de l'âge et de la durée de cotisation de l'assuré. La situation des bénéficiaires de pension de faible niveau a été améliorée par cette loi sous forme d'un relèvement des pensions minimums et d'améliorations de la loi sur le revenu minimum garanti (RMG). La loi a également introduit une allocation de fin d'année pour les pensionnés. Finalement, elle a valorisé l'éducation des enfants par la révision des dispositions concernant les *baby-years* et l'introduction d'un forfait d'éducation pour tout parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant à condition que sa pension ou celle de son conjoint ne comporte pas de *baby-years*.

La loi du **13 mai 2008** portant introduction d'un statut unique a mis fin à la distinction entre les catégories socioprofessionnelles des employés privés et des ouvriers sur le plan de la sécurité sociale et du droit du travail. Le statut unique a donc entraîné la fusion des différentes caisses de maladie et de pension des salariés relevant du régime général pour donner naissance à la Caisse nationale de santé (CNS) et à la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP).

Finalement, la loi du **21 décembre 2012**, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, a réformé les régimes d'assurance pension de façon importante. Pour ce qui est du régime général, la nouvelle loi a pour conséquence une baisse non négligeable du niveau des pensions pour les assurés partant à la retraite à partir de 2013. En effet, cette baisse est essentiellement due à une réduction graduelle des majorations proportionnelles qui passeront de 1,85 à 1,6% d'ici 2052. Cette réduction est couplée à une modulation à la baisse de l'ajustement des pensions aux salaires réels ainsi qu'à une prévisible suppression de l'allocation de fin d'année. En outre, le nouveau texte législatif prévoit désormais, pour le bénéfice de l'augmentation échelonnée des majorations proportionnelles, l'exclusion des périodes d'assurance continues et facultatives ainsi que de celles correspondant à un achat rétroactif³. Du reste, l'augmentation progressive des majorations forfaitaires de 23,5 à 28% du montant de référence à l'horizon 2052 ne suffit pas à compenser, pour la grande majorité des salariés, les pertes induites par la réforme. Pour une durée de cotisation identique, un retraité doit dorénavant se contenter d'une pension moins élevée, à moins d'accepter une prolongation de sa vie active.

2 voir le point « 2.8. Le calcul de la pension de vieillesse » pour une définition des différentes majorations

3 voir les points « 2.5.3. et 2.5.4. » pour une définition de ces termes

2 LA PENSION DE VIEILLESSE

2.1. LES DÉFINITIONS ET LE CADRE CONCEPTUEL

L'objet de ce chapitre est de décrire la législation et le mécanisme de la pension de vieillesse légale de la sécurité sociale. Il s'agit en fait de la pension des salariés relevant du régime général, c'est-à-dire ceux qui cotisent à la CNAP.

Jusqu'en 1998, il était de coutume de parler du régime contributif (salariés de droit privé) et du régime non contributif (fonctionnaires et employés publics), étant donné que dans le premier régime, les assurés, les employeurs et l'État versent une cotisation calculée sur les salaires. Cette cotisation détermine pour une grande partie la prestation ultérieure, c'est-à-dire la pension. Depuis 1998 cependant, les agents du second régime versent également une cotisation de 8% sur leur traitement. De fait, leur régime est également devenu contributif. Dès lors, les termes corrects sont le régime général pour les salariés de droit privé et les régimes statutaires pour les agents de la fonction publique, des communes et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL).

En effet, les deux lois du 3 août 1998 – tout en maintenant le système du calcul de la pension pour les agents retraités au moment de la mise en vigueur de la réforme – prévoient une phase de transition pour les agents en activité, où la philosophie « dernier traitement » est maintenue tout en réduisant le plafond des 5/6^{es}, ainsi que la mise en place pour les futurs fonctionnaires d'un régime comparable à celui en vigueur pour le régime général.

Pour ce qui concerne le régime général d'assurance pension, la présente brochure tient compte des modifications introduites depuis lors et, en dernier lieu, de la loi de réforme du 21 décembre 2012, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

2.2. LA MÉTHODE DE FINANCEMENT DU RÉGIME GÉNÉRAL

Le système luxembourgeois, comme celui de nombreux autres pays, est celui de la répartition : non seulement les recettes annuelles doivent couvrir les dépenses courantes, mais en plus elles doivent contribuer à maintenir une réserve minimum de 1,5 fois le montant des prestations annuelles. En 2012, la réserve atteignait 3,9 fois le montant des prestations annuelles.

Avec l'entrée en vigueur de la loi de réforme du 21 décembre 2012, le taux de cotisation global est fixé pour chaque période de couverture de dix ans⁴ sur base d'un bilan technique et de prévisions actuarielles établis par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Ce taux de cotisation constant est déterminé de façon à ce que la valeur actualisée des recettes probables couvre la valeur actualisée des dépenses probables et de l'augmentation de la réserve. Tous les cinq ans, l'IGSS procède à une actualisation de son bilan et de ses prévisions. Si le taux de cotisation global fixé initialement ne permet pas de garantir l'équilibre financier, le taux de cotisation est refixé par loi spéciale pour une nouvelle période de couverture de dix ans⁵.

2.2.1. La répartition et la capitalisation

Ces deux concepts sont souvent utilisés lors des discussions sur les régimes de pension.

4 au lieu de sept précédemment

5 voir également le point « 2.3. Les sources de financement du régime général »

Un **régime de répartition pure** est un régime où les pensions des bénéficiaires (les retraités) sont payées par les cotisations prélevées sur la masse salariale des travailleurs actifs. Dans ce cas, l'on parle d'une solidarité intergénérationnelle, d'un contrat social entre actifs et retraités : la génération active prend en charge les pensions des retraités.

Un **système de capitalisation** est un régime où les cotisations prélevées ne sont pas utilisées pour le paiement des pensions des retraités actuels, mais sont placées sur des marchés financiers pour obtenir un rendement. À la fin de la carrière professionnelle de l'assuré, le capital ainsi accumulé détermine la prestation vieillesse du bénéficiaire retraité.

Ces deux régimes ne sont pas fondamentalement différents. Le régime de répartition est basé sur l'évolution démographique tandis que le régime de capitalisation dépend du rendement des marchés financiers. Soulignons en outre que ce rendement dépend également *in fine* de l'évolution démographique. Plus il y a de retraités et moins il y a d'actifs, moins il y aura de capitaux investis sur les marchés financiers ; car les retraités auront tendance à vendre leurs titres financiers tandis qu'il y aura moins d'actifs pour épargner et donc placer leur épargne.

L'avantage indéniable du système de répartition consiste dans la possibilité d'introduire des éléments sociaux, c'est-à-dire d'adapter les pensions à l'évolution globale des salaires et du coût de la vie⁶. Cette adaptation n'est pas possible dans le système de capitalisation.

2.2.2. La prime de répartition pure

La prime de répartition pure est le rapport entre les dépenses annuelles et la masse annuelle des revenus cotisables⁷.

En 2012, cette prime atteint 21,36% et reste donc à un niveau inférieur au taux de cotisation fixé à 24%.

2.2.3. Le coefficient de charge

Le coefficient de charge est un indicateur qui est souvent utilisé en matière de pensions. Il désigne le nombre de pensions pour 100 actifs cotisants. Ainsi, un coefficient de charge de 25% veut dire qu'il y a un pensionné pour 4 actifs. Un coefficient de 150% signifie qu'il y a plus de pensionnés que d'actifs (à savoir un pensionné et demi par actif).

En 2012, ce coefficient s'élève à 40,4%.

2.2.4. Le taux de remplacement

Le taux de remplacement peut être défini soit comme le rapport entre la pension et le dernier revenu d'activité au moment du départ à la retraite, soit comme le rapport entre le niveau moyen de la pension durant la période de jouissance de celle-ci et le niveau moyen des revenus de la période d'activité.

Si une personne reçoit une pension de 1.500 € alors que son dernier salaire a été de 2.000 €, le taux de remplacement est de 75%.

2.3. LES SOURCES DE FINANCEMENT DU RÉGIME GÉNÉRAL

Les charges de la CNAP sont couvertes principalement par les cotisations, complétées par les revenus financiers et des revenus divers. Depuis le 1^{er} janvier 1985, le taux de cotisation global est fixé à 24% du revenu professionnel plafonné.

⁶ voir le point « 2.8.6. La double adaptation des pensions »

⁷ voir également le point « 2.8.6.1. La revalorisation et le réajustement »

Jusqu'en 1991, le plafond s'élevait au quadruple du SSM. À partir de 1992, il est relevé au quintuple de celui-ci. Les 24% se répartissent comme suit : 8% à charge du salarié, 8% à charge de l'employeur, 8% à charge de l'État. Pour les travailleurs indépendants, le taux de cotisation s'élève à 16%, correspondant à la part assuré et à la part employeur, à cela s'ajoutent les 8% à charge de l'État.

À noter que les bénéficiaires d'une pension de vieillesse qui exercent une activité pour leur propre compte après l'âge de 65 ans ne sont pas soumis à l'assurance.

En cas d'exercice d'une occupation salariée après l'âge de 65 ans par un bénéficiaire de pension de vieillesse, la cotisation est due comme en cas d'assujettissement. Celui-ci a alors droit, sur demande, au remboursement des cotisations versées après l'accomplissement de la 65^e année. Le remboursement est constitué exclusivement de la part des cotisations à charge de l'assuré et il n'est pas adapté au nombre indice du coût de la vie. Le remboursement peut être demandé pour chaque année de calendrier.

2.4. LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION

2.4.1. La pension de vieillesse légale

A droit à une pension de vieillesse à partir de l'âge de 65 ans, tout assuré qui justifie de **120 mois de périodes d'assurance obligatoire, d'assurance continuée, d'assurance facultative ou de périodes d'achat rétroactif⁸**.

2.4.2. La pension de vieillesse anticipée

A droit à une pension de vieillesse anticipée à partir de l'âge de 60 ans, l'assuré qui justifie de **480 mois de périodes d'assurance obligatoire, d'assurance continuée, d'assurance facultative, de périodes d'achat rétroactif ou de périodes complémentaires, dont au moins 120 mois de périodes d'assurance obligatoire, d'assurance continuée, d'assurance facultative ou de périodes d'achat rétroactif**.

A droit à une pension de vieillesse anticipée à partir de l'âge de 57 ans, l'assuré qui justifie de **480 mois de périodes d'assurance obligatoire**.

Les périodes d'assurance reconnues pour parfaire les différents stages nécessaires au départ à la retraite						
Âge de la retraite	Minimum d'années	Périodes d'assurance				
		obligatoire	complémentaires	continuée	facultative	achetées
57 ans	40 ans					
60 ans	40 ans					
	dont 10 ans					
65 ans	10 ans					

 type de périodes d'assurance prises en compte pour atteindre le minimum

 type de périodes d'assurance non prises en compte pour atteindre le minimum

2.4.3. La distinction entre pension de vieillesse anticipée et préretraite

Beaucoup de personnes ont tendance à confondre la pension de vieillesse prise anticipativement avec la préretraite.

Cette confusion est née de l'introduction de la retraite anticipée à 57 ans, qui s'est faite postérieurement à celle de la préretraite, elle aussi attribuée à partir de 57 ans.

⁸ voir le point « 2.5. Les périodes d'assurance » pour une définition de ces termes

Or, il existe une différence fondamentale entre ces deux revenus : la pension de vieillesse avant 65 ans relève de l'assurance pension tandis que la préretraite, dont la durée est limitée à trois ans, constitue notamment un instrument de prévention du chômage et est donc assimilée à des années d'assurance qui sont comptabilisées pour la pension de vieillesse.

Il existe quatre types de préretraites :

- la préretraite-solidarité (en remplacement d'un salarié de 57 ans et plus, par un demandeur d'emploi, par un salarié exposé au risque immédiat d'un licenciement économique ou par un apprenti) ;
- la préretraite-ajustement (applicable au personnel d'entreprises en difficulté économique) ;
- la préretraite des travailleurs postés – qui travaillent par roulement – et des travailleurs de nuit (applicable aux travailleurs qui justifient d'au moins 20 années de travail presté dans ces conditions) ;
- la préretraite progressive (transformation d'un emploi à temps plein en emploi à temps partiel dans les mêmes conditions que pour la préretraite-solidarité).

L'âge de départ à la préretraite ne peut être inférieur à 57 ans. Pour pouvoir bénéficier de la préretraite, le salarié doit avoir droit à une pension de vieillesse ou à une pension de vieillesse anticipée dans les trois ans.

L'indemnité de préretraite est calculée sur base du revenu brut moyen des trois mois précédant immédiatement l'octroi de celle-ci. Y sont compris la gratification et le treizième mois à raison d'un douzième par mois.

Pour les salariés dont le revenu est composé d'une partie fixe et d'une partie variable, la préretraite est calculée sur base d'une période de référence de douze mois dans le cas où ce mode de calcul s'avérerait plus favorable au salarié.

Pour la première année, le montant de la préretraite est fixé à 85% de la moyenne des trois derniers revenus bruts mensuels du bénéficiaire. Il passe à 80% pour la deuxième année et à 75% pour la dernière année. L'indemnité de préretraite est plafonnée à cinq fois le SSM.

2.5. LES PÉRIODES D'ASSURANCE

2.5.1. *L'assurance obligatoire*

Toutes les personnes qui exercent au Luxembourg contre rémunération une activité professionnelle soit pour le compte d'autrui, soit pour leur propre compte, ou justifient de périodes assimilées à de telles périodes d'activité professionnelle, sont assurées obligatoirement dans le cadre du régime général d'assurance pension.

L'activité exercée en qualité de gens de mer sur un navire battant pavillon luxembourgeois par des ressortissants luxembourgeois ou d'un pays avec lequel le Luxembourg est lié par un instrument bilatéral ou multilatéral de sécurité sociale ou par des personnes résidant au Luxembourg est assimilée à une activité au grand-duché de Luxembourg.

Il en est de même des activités prestées comme participant à une opération pour le maintien de la paix dans le cadre d'organisations internationales.

Les périodes effectives d'assurance obligatoire sont des périodes qui comptent tant pour l'ouverture du droit à pension (stage) que pour le calcul de la pension.

Ce sont des périodes d'activité professionnelle ou périodes y assimilées pour lesquelles des cotisations ont été versées :

1. les périodes correspondant à une activité professionnelle salariée ;
2. les périodes correspondant à une activité professionnelle non salariée ;
3. les périodes pour lesquelles est versé un revenu de remplacement sur lequel une retenue de cotisations au titre de l'assurance pension est prévue (indemnités pécuniaires de maladie, de maternité, d'accident, de chômage, de préretraite) ;
4. les périodes correspondant à des périodes d'activité exercée par des membres d'associations religieuses et des personnes pouvant leur être assimilées, dans l'intérêt des malades et de l'utilité générale ;
5. les périodes correspondant au titre d'un apprentissage pratique à des périodes de formation professionnelle indemnisées, pour autant qu'elles se situent après l'âge de 15 ans accomplis ;
6. les périodes accomplies par le conjoint ou le partenaire et, pour les activités agricoles, par les parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement d'un assuré au titre d'une activité professionnelle non salariée, pourvu que le conjoint ou le partenaire, le parent ou allié soit âgé de 18 ans au moins et prête au prédit assuré des services nécessaires dans une mesure telle que ces services peuvent être considérés comme activité principale ;
7. sur demande⁹, une période de 24 mois ou de 48 mois dans le chef des parents se consacrant au Luxembourg à l'éducation du ou des enfants (*baby-years*) :

Les modalités pour l'octroi des *baby-years*

- L'intéressé doit justifier d'une période d'assurance obligatoire de 12 mois au cours des 36 mois précédant la naissance ou l'adoption de l'enfant âgé de moins de quatre ans. Cette période de référence est étendue pour autant et dans la mesure où elle se superpose à des périodes pendant lesquelles l'intéressé a élevé un ou des enfants au Luxembourg¹⁰.
 - La période de 24 mois peut être étendue à 48 mois si l'intéressé élève dans son foyer au moins deux autres enfants ou si l'enfant souffre d'une diminution permanente de sa capacité physique ou mentale d'au moins 50% par rapport à un enfant normal du même âge.
 - Les *baby-years* peuvent être répartis entre les deux parents, dans la limite de la durée maximale (24 ou 48 mois). En cas de désaccord, la mise en compte s'effectue prioritairement au bénéfice du parent qui s'est consacré principalement à l'éducation de l'enfant.
 - La condition que des cotisations aient été versées ne s'applique pas. Le financement des *baby-years* n'est pas réalisé par le biais de cotisations¹¹.
 - Pour les travailleurs frontaliers, la clause de résidence est levée dans le cas où les périodes d'éducation d'enfants ne sont pas prises en compte par un autre État que le Luxembourg.
8. les périodes accomplies dans un pays en voie de développement au titre de la coopération au développement ;

⁹ formulaire (reproduit en annexe) disponible sur le site en ligne de la CCSS : www.ccss.lu/formulaires/formulaires/

¹⁰ voir le point « 2.5.2. Les périodes complémentaires »

¹¹ voir les points « 2.8.1. Les majorations proportionnelles » et « 2.8.7. Un exemple de calcul d'une pension de vieillesse » pour la mise en compte des *baby-years* lors du calcul de la pension

9. les périodes de guerre pour les victimes d'actes illégaux de l'occupant ;
10. les périodes de service militaire obligatoire accomplies dans l'armée luxembourgeoise ;
11. les périodes pendant lesquelles l'intéressé a participé à une opération pour le maintien de la paix dans le cadre d'organisations internationales ;
12. les périodes pendant lesquelles l'intéressé était volontaire au service de l'armée ;
13. les périodes pendant lesquelles une personne a assuré des aides et des soins à une personne dépendante, sans qu'il s'agisse d'une activité professionnelle ;
14. les périodes pendant lesquelles une personne a accueilli un enfant en placement de jour et de nuit, ou, en placement de jour et que ce placement a été effectué par un organisme agréé conformément à la législation réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ;
15. les périodes pendant lesquelles l'intéressé a participé à une activité de volontariat ;
16. les périodes correspondant au congé parental dont l'assuré a bénéficié ;
17. les périodes pendant lesquelles l'intéressé a eu une activité sportive d'élite reconnue par le Comité olympique et sportif luxembourgeois ;
18. les périodes d'occupation des travailleurs handicapés dans un atelier protégé à partir du 1^{er} juin 2004¹².

Les périodes accomplies en vue d'une insertion ou réinsertion professionnelle peuvent également être mises en compte.

2.5.2. Les périodes complémentaires

Sont prises en compte en outre comme périodes, mais uniquement aux fins de parfaire le stage requis pour la pension de vieillesse anticipée à partir de 60 ans et pour la pension minimum, ainsi qu'aux fins de l'acquisition des majorations forfaitaires dans les pensions, les périodes ci-après, pour autant qu'elles ne soient pas autrement couvertes par un régime de pension luxembourgeois ou étranger :

1. les périodes pendant lesquelles une pension d'invalidité a été versée ;
2. les périodes d'études ou de formation professionnelle, non indemnisées au titre d'un apprentissage, pour autant que ces périodes se situent entre 18 et 27 ans.

Il s'agit des études secondaires, supérieures ou universitaires accomplies au Luxembourg ou à l'étranger, des cours du soir pour adultes de l'enseignement technique ou secondaire, ainsi que des stages requis pour l'obtention d'un diplôme.

Sont assimilées les interruptions pour cause de maladie, les vacances, et, à la fin des études, la période entre la fin de l'année scolaire et le 31 octobre subséquent ;
3. la période correspondant au délai d'inscription imposé au jeune demandeur d'emploi avant l'ouverture du droit à l'indemnité de chômage complet ;
4. les périodes pendant lesquelles l'un des parents a élevé au Luxembourg un ou plusieurs enfants âgés de moins de 6 ans accomplis; ces périodes ne peuvent être inférieures à 8 années pour la naissance de 2 enfants, ni être inférieures à 10 années pour la naissance de 3 enfants ; l'âge prévisé est porté à 18 ans si l'enfant est atteint d'une infirmité physique ou mentale, sauf si l'éducation et l'entretien de l'enfant ont été confiés à une institution spécialisée. Le ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale peut dispenser de la condition que l'enfant soit élevé au Luxembourg.

12 entrée en vigueur de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Concernant ces périodes d'éducation, il est présumé que la mère a élevé l'enfant. Le père peut cependant apporter la preuve contraire :

- s'il avait la garde de l'enfant ;
- si la mère exerçait une occupation professionnelle et le père assurait la garde des enfants ;
- si le père habitait seul avec l'enfant ;
- si les deux parents exerçaient simultanément une activité professionnelle et le père touchait le revenu le plus bas ou était le moins âgé.

Ces preuves ne peuvent être apportées qu'au moment où l'un des conjoints a droit à la pension de vieillesse.

5. les périodes d'assurance correspondant à une activité professionnelle exercée pour le propre compte et dispensées de cotisations avant le 1^{er} janvier 1993 ;
6. jusqu'à concurrence de 15 années, les périodes d'activité professionnelle au Luxembourg se situant avant la création des anciens régimes de pension contributifs ou dispensées de l'assurance obligatoire en vertu des dispositions légales applicables à ces régimes, pour autant que ces périodes ne donnent pas autrement lieu à prestations et qu'elles se situent après l'âge de 14 ans ;
7. les périodes à partir du 1^{er} janvier 1990 pendant lesquelles une personne a assuré des soins au bénéficiaire d'une allocation de soins, d'une allocation spéciale pour personnes gravement handicapées, d'une majoration de la rente d'accident pour impotence ou d'une majoration du complément du RMG ;
8. les périodes d'activité professionnelle soumises à assurance au titre de la législation du pays d'origine dans le chef des personnes ayant bénéficié avant l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise du statut de réfugié politique¹³ et pour autant qu'elles soient exclues du bénéfice de prestations par tout régime international ou étranger ;
9. les périodes pendant lesquelles le travailleur handicapé n'a pas pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, être occupé dans un atelier protégé ainsi que celles au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie ; ces périodes doivent se situer avant le 1^{er} juin 2004¹⁴.

2.5.3. Les assurances continuée et facultative

2.5.3.1. L'assurance continuée

Les personnes qui justifient de 12 mois d'assurance obligatoire pendant la période de 3 années précédant la perte de la qualité d'assuré obligatoire ou la réduction de l'activité professionnelle peuvent demander de continuer ou de compléter leur assurance. La période de référence de 3 ans est étendue pour autant et dans la mesure où elle se superpose à des périodes complémentaires ainsi qu'à des périodes d'assurance continuée antérieures ou correspondant au bénéfice du complément au RMG. Cette demande doit être présentée au Centre commun de la sécurité sociale¹⁵ (CCSS), au titre du régime auprès duquel l'assuré était affilié en dernier lieu, dans un délai de 6 mois suivant la perte de l'affiliation.

Ce délai de 6 mois est cependant suspendu à partir du jour de la demande en obtention d'une pension d'invalidité jusqu'à la date où la décision est coulée en force de chose jugée.

L'assurance continuée ou complémentaire doit couvrir une période continue.

13 au sens de l'article 1^{er} de la convention signée à Genève le 28 juillet 1951

14 entrée en vigueur de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

15 formulaire (reproduit en annexe) disponible sur le site en ligne de la CNAP : www.cnap.lu/formulaires/

2.5.3.2. *L'assurance facultative*

Les personnes qui ne remplissent pas les conditions pour être admises à l'assurance continuée peuvent, sur avis favorable du Contrôle médical de la sécurité sociale, s'assurer facultativement pendant les périodes au cours desquelles elles n'exercent pas ou réduisent leur activité professionnelle pour des raisons familiales.

Les intéressés doivent :

- résider au grand-duché de Luxembourg ;
- avoir été affiliés au titre des périodes effectives d'assurance obligatoire pendant au moins 12 mois ;
- ne pas avoir dépassé l'âge de 65 ans ni avoir droit à une pension personnelle au moment de la demande.

Dans les mêmes conditions, l'État procède à l'affiliation des personnes occupées auprès d'une représentation diplomatique, économique ou touristique luxembourgeoise à l'étranger, pour autant que ces personnes ne soient pas soumises à un autre titre à un régime d'assurance pension.

Les personnes qui remplissent les conditions ci-dessus peuvent s'assurer facultativement pendant les périodes de mariage, d'éducation d'un enfant mineur ou d'aides et de soins assurés à une personne reconnue dépendante en présentant une demande écrite à introduire auprès du CCSS¹⁵.

Toute comme pour l'assurance continuée et complémentaire, l'assurance facultative doit couvrir une période continue.

2.5.3.3. *L'assiette de cotisation*

L'assiette de cotisation mensuelle ne peut être inférieure au SSM mensuel, ni supérieure au quintuple de ce salaire.

L'intéressé est libre de fixer l'assiette de cotisation de l'assurance continuée, complémentaire ou facultative, sans que celle-ci ne puisse dépasser :

- soit le plafond fixé à la moyenne des cinq revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance, relevé le cas échéant jusqu'à concurrence du double du SSM mensuel ;
- soit l'indemnité dont bénéficie l'assuré en sa qualité de membre de la Chambre des députés ;
- soit la rémunération réalisée par l'assuré au cours de l'année précédant l'année de cotisation auprès d'un organisme international officiel qui ne le fait pas bénéficier d'un régime statutaire prévoyant le paiement d'une pension périodique ;
- soit le dernier traitement pensionnable payé en raison de l'exercice, avant l'admission à l'assurance continuée ou facultative, d'une activité soumise à un régime de pension transitoire spécial (fonctionnaires de l'État, des communes, agents de la CFL), relevé, le cas échéant, jusqu'à concurrence du double du SSM de référence. En cas de congé pour travail à mi-temps ou de service à temps partiel, le traitement correspondant à une tâche complète est pris en compte ;
- soit la différence entre, d'une part, le traitement pensionnable payé en raison de l'exercice, pendant l'assurance complémentaire ou facultative, d'une activité soumise à un régime de pension transitoire spécial et, d'autre part, le dernier traitement pensionnable payé avant l'admission à cette assurance, déterminé conformément au tiret qui précède ;
- soit la rémunération de la personne occupée auprès d'une représentation diplomatique, économique ou touristique luxembourgeoise à l'étranger affiliée par l'État.

En cas d'assurance complémentaire ou facultative, l'assiette prévue comprend l'assiette de l'assurance obligatoire.

Par ailleurs, la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension a introduit un nouveau minimum pour l'assiette cotisable mensuelle en matière d'assurance continuée et d'assurance facultative. Ainsi, l'assuré peut dorénavant demander, dans ce cadre et pour une période maximale de cinq ans, que l'assiette de cotisation mensuelle soit réduite à un tiers du SSM mensuel. Cette option a été introduite afin d'encourager les personnes interrompant leur activité professionnelle à contracter une assurance de pension volontaire afin d'éviter des lacunes de carrière. Au-delà de la période maximale de cinq ans, l'assuré doit de nouveau cotiser au minimum sur le SSM mensuel.

En revanche, le règlement grand-ducal du 13 mars 2013 supprime la possibilité pour l'assuré volontaire de ne s'assurer que pendant une période de 4 mois seulement par année civile¹⁶. Désormais, l'assuré doit couvrir toute l'année par une assurance volontaire. Toutefois, une disposition transitoire prévue par le règlement grand-ducal permet aux assurés ayant conclu une assurance volontaire non continue, portant sur moins de 12 mois par exercice, avant l'introduction de la nouvelle option, de choisir entre le maintien dans leur régime précédent ou d'exercer la nouvelle option de 60 mois d'assurance volontaire sur base d'une assiette de cotisation égale à un tiers du SSM.

2.5.4. L'achat de périodes

Les personnes qui ont soit abandonné ou réduit leur activité professionnelle pour des raisons familiales, soit quitté un régime de pension étranger non visé par un instrument bilatéral ou multilatéral de sécurité sociale ou un régime de pension d'une organisation internationale prévoyant un forfait de rachat ou un équivalent actuariel peuvent couvrir ou compléter les périodes correspondantes par un achat rétroactif ; à condition qu'elles résident au grand-duché de Luxembourg, qu'elles aient été affiliées obligatoirement pendant au moins 12 mois et qu'au moment de la demande elles n'aient ni dépassé l'âge de 65 ans ni droit à une pension personnelle.

2.5.4.1. L'introduction de la demande

La demande en vue d'un achat rétroactif de périodes d'assurance doit être présentée auprès de la CNAP¹⁷ qui est chargée de l'instruction du dossier.

2.5.4.2. Les périodes à couvrir

La période à couvrir rétroactivement ne peut ni se situer avant l'âge de 18 ans ni excéder :

- 1) les périodes de mariage ;
- 2) les périodes d'éducation d'un enfant mineur ;
- 3) les périodes d'aides et de soins assurés à une personne reconnue dépendante ou bénéficiant d'une allocation de soins, d'une allocation spéciale pour personnes gravement handicapées, d'une majoration de la rente d'accident, ou d'une majoration du complément du RMG ;
- 4) les périodes d'affiliation à un régime de pension étranger ou à un régime de pension d'une organisation internationale ;
- 5) les périodes ayant donné lieu à paiement de l'indemnité accordée aux femmes fonctionnaires mariées ayant quitté le service avant le droit à pension (disposition abolie par

¹⁶ règlement grand-ducal du 13 mars 2013 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension

¹⁷ formulaire (reproduit en annexe) disponible sur son site en ligne : www.cnap.lu/formulaires/

une loi du 25 juillet 1985), ainsi que celles prévues par les dispositions afférentes de la législation régissant les autres régimes transitoires spéciaux ;

- 6) les périodes d'occupation auprès d'une représentation diplomatique, économique ou touristique luxembourgeoise à l'étranger se situant avant le 1^{er} septembre 2000.

La CNAP peut demander à l'intéressé de fournir les pièces justificatives au sujet des périodes ci-dessus.

Les périodes visées sous 1) à 3) peuvent se superposer à des périodes d'assurance obligatoire, mais les mois d'assurance afférents ne sont mis en compte qu'une seule fois. Ceci vaut également pour les périodes accomplies dans un régime de pension transitoire spécial.

2.5.4.3. L'assiette cotisable

Pour un mois d'assurance à couvrir rétroactivement pendant une période visée sous 1) à 3) et sous 5) du point précédent, il est mis en compte, à la demande de l'intéressé, un revenu correspondant soit au minimum cotisable en vigueur auprès de la CNAP pendant ces périodes, soit au double de ce minimum. En aucun cas, les revenus portés en compte au titre de l'assurance obligatoire et de l'achat rétroactif ne peuvent dépasser le maximum cotisable en vigueur auprès de la CNAP pendant l'année de calendrier en question.

Le montant à verser pour la couverture rétroactive des périodes d'assurance est calculé sur base des revenus cités ci-dessus à l'aide du taux de cotisation global applicable au moment de la réception de la demande.

Le montant nominal des cotisations ainsi calculées est augmenté des intérêts composés au taux de 4% l'an. Les intérêts courent par année pleine à partir de l'année qui suit celle à couvrir rétroactivement jusqu'à la fin de l'année précédant celle de la réception de la demande.

La charge du montant des cotisations est répartie entre l'intéressé et l'État à raison de deux tiers pour l'intéressé et un tiers pour l'État.

Cotisations de pension découlant d'un achat rétroactif

(1^{er} janvier 2013)

année	1 x minimum cotisable		2 x minimum cotisable		plafond cotisable
	revenu nominal	rappel de cotisations*	revenu nominal	rappel de cotisations*	
1962	1.362,42	1.549,17	2.724,84	3.098,33	4.676,26
1963	1.498,42	1.638,28	2.996,84	3.276,55	4.825,00
1964	1.596,43	1.678,30	3.192,86	3.356,60	5.003,48
1965	1.653,45	1.671,39	3.306,90	3.342,78	6.224,61
1966	1.705,51	1.657,71	3.411,02	3.315,41	6.405,57
1967	1.752,61	1.637,97	3.505,22	3.275,94	6.549,35
1968	1.864,16	1.675,21	3.728,32	3.350,43	6.772,45
1969	1.928,04	1.665,98	3.856,08	3.331,96	7.394,66
1970	2.112,05	1.754,79	4.224,10	3.509,57	8.428,38
1971	2.267,56	1.811,53	4.535,12	3.623,06	8.829,97
1972	2.398,02	1.842,07	4.796,04	3.684,14	9.742,22
1973	2.776,80	2.051,00	5.553,60	4.101,99	10.530,52
1974	3.062,01	2.174,67	6.124,02	4.349,34	12.067,46
1975	3.899,41	2.662,89	7.798,82	5.325,77	14.067,96
1976	4.285,78	2.814,17	8.571,56	5.628,34	17.771,49
1977	4.779,11	3.017,41	9.558,22	6.034,81	19.067,97
1978	5.168,26	3.137,60	10.336,52	6.275,20	19.821,57
1979	5.374,41	3.137,26	10.748,82	6.274,53	21.276,01
1980	5.705,10	3.202,21	11.410,20	6.404,42	22.820,14

*revenu nominal x 0,16 x 1,04ⁿ (n = 2013 – année – 1)

année	1 x minimum cotisable		2 x minimum cotisable		plafond cotisable
	revenu nominal	rappel de cotisations*	revenu nominal	rappel de cotisations*	
1981	6.277,43	3.387,94	12.554,86	6.775,87	25.109,56
1982	6.661,69	3.457,04	13.323,38	6.914,08	26.646,72
1983	7.130,30	3.557,91	14.260,60	7.115,81	28.521,19
1984	7.535,86	3.615,65	15.071,72	7.231,30	30.143,36
1985	7.740,03	3.570,78	15.480,06	7.141,55	30.960,29
1986	8.068,34	3.579,08	16.136,68	7.158,15	32.273,58
1987	8.208,15	3.501,05	16.416,30	7.002,11	32.833,20
1988	8.225,26	3.373,41	16.450,52	6.746,83	32.901,57
1989	8.961,85	3.534,15	17.923,70	7.068,29	35.847,39
1990	9.261,50	3.511,84	18.523,00	7.023,68	37.046,60
1991	10.152,06	3.701,47	20.304,12	7.402,94	40.608,53
1992	10.655,50	3.735,60	21.311,00	7.471,20	53.278,00
1993	11.613,14	3.914,74	23.226,28	7.829,48	58.066,01
1994	12.033,84	3.900,54	24.067,68	7.801,07	60.169,51
1995	12.906,82	4.022,59	25.813,64	8.045,18	64.534,12
1996	13.012,63	3.899,59	26.025,26	7.799,17	65.062,83
1997	13.737,54	3.958,49	27.475,08	7.916,97	68.687,48
1998	13.765,53	3.813,99	27.531,06	7.627,98	68.827,34
1999	14.090,17	3.753,79	28.180,34	7.507,57	70.451,07
2000	14.472,02	3.707,23	28.944,04	7.414,45	72.360,12
2001	15.388,16	3.790,30	30.776,32	7.580,60	76.940,75
2002	15.708,39	3.720,36	31.416,78	7.440,72	78.541,90
2003	16.595,98	3.779,40	33.191,96	7.558,80	82.979,85
2004	16.940,67	3.709,52	33.881,34	7.419,03	84.703,29
2005	17.711,19	3.729,07	35.422,38	7.458,15	88.556,01
2006	18.078,62	3.660,04	36.157,24	7.320,07	90.393,32
2007	18.843,36	3.668,13	37.686,72	7.336,27	94.216,80
2008	19.235,86	3.600,52	38.471,72	7.201,04	96.179,40
2009	20.111,08	3.619,56	40.222,16	7.239,11	100.555,26
2010	20.445,42	3.538,20	40.890,84	7.076,41	102.226,98
2011	21.222,51	3.531,43	42.445,02	7.062,85	106.112,58
2012	21.752,94	3.480,47	43.505,88	6.960,94	108.764,49

*revenu nominal x 0,16 x 1,04ⁿ (n = 2013 – année – 1)

2.5.5. Les unités de calcul des périodes d'assurance

Les périodes d'assurance sont comptées par mois de calendrier. Compte pour un mois entier la fraction de mois représentant au moins soit 64 heures de travail lorsqu'il s'agit de périodes d'activité professionnelle exercée pour autrui ou de périodes y assimilées, soit 10 jours civils dans les autres cas.

Les fractions de mois inférieures à ces seuils sont reportées aux mois suivants et mises en compte le premier mois où le total des heures d'activité aura, compte tenu du report, atteint le seuil prévisé, alors que les salaires, traitements et revenus sont portés en compte pour le mois auquel ils se rapportent. Toutefois, en cas de concours durant un mois de diverses périodes d'assurance (obligatoire, continuée, facultative, achat rétroactif), la mise en compte ne peut excéder un mois. Pour autant que de besoin, les mois sont convertis en années, les douzièmes étant convertis en nombres décimaux.

Ce mode de détermination des périodes d'assurance est applicable aux périodes effectuées après le 1^{er} janvier 1988. Pour les périodes qui précèdent, les jours sont convertis en mois à l'aide du diviseur 22,5.

2.5.6. La restitution de cotisations remboursées

Les personnes qui ont bénéficié d'un remboursement de cotisations peuvent faire revivre les droits attachés initialement aux périodes d'assurance afférentes en restituant le montant des cotisations remboursées à condition qu'au moment de la demande elles n'aient ni dépassé l'âge de 65 ans ni droit à une pension personnelle¹⁸.

La restitution comprend le montant des cotisations remboursées, revalorisées compte tenu d'intérêts composés au taux de 4% par année pleine à partir de l'année qui suit celle du remboursement des cotisations jusqu'à la fin de l'année précédant celle de la restitution des cotisations. Le montant ainsi déterminé doit être réglé, sous peine de déchéance, dans les trois mois qui suivent la notification de la décision

À noter toutefois que les droits attachés à la partie non remboursée revivent de toute façon par l'accomplissement d'une nouvelle période de 48 mois d'assurance obligatoire, continuée ou facultative¹⁹.

2.6. LA DEMANDE ET LE PAIEMENT DE LA PENSION DE VIEILLESSE

2.6.1. L'ouverture du droit et le paiement

La pension de vieillesse commence à courir à partir du jour du 65^e anniversaire de l'assuré ou, si les conditions d'attribution ne sont réalisées que postérieurement, à partir de cette date. Un assuré né le 7 mai 1949 a donc droit à la pension de vieillesse normale à partir du 7 mai 2014.

La pension de vieillesse anticipée ne commence à courir qu'à partir du jour suivant l'expiration du droit de l'assuré à son revenu professionnel. En cas de continuation d'une activité salariée rapportant un revenu supérieur au tiers du SSM, la pension, le cas échéant réduite²⁰, commence à courir à partir du premier jour du mois suivant celui de la demande, mais au plus tôt à partir du mois au cours duquel la rémunération est inférieure au plafond fixé à la moyenne des cinq revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance²¹.

Les pensions de vieillesse sont payées mensuellement par anticipation. Les paiements sont effectués en euros à deux décimales près.

Le paiement se fait au moyen d'un virement à un compte bancaire du bénéficiaire auprès d'un établissement financier.

La pension cesse d'être payée à la fin du mois au cours duquel décède le bénéficiaire. Les mensualités éventuellement payées en trop pour des mois postérieurs au décès sont à rembourser.

18 formulaire de demande (reproduit en annexe) disponible sur le site en ligne de la CNAP : www.cnap.lu/formulaires/

19 voir également l'article 32 de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1999 pour les modalités et les conditions suivant lesquelles les assurés ayant bénéficié d'un remboursement de cotisations restituent les cotisations remboursées.

20 voir le point « 2.11.2. La pension de vieillesse anticipée et l'activité salariée »

21 Ce plafond ne peut être inférieur au montant de référence augmenté de 50% : 33.231,54 € par an, soit 2.769,30 € par mois au 1^{er} janvier 2013 (le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions ; il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an).

Les arrérages de pension (retards de paiement) se rapportant éventuellement à une période antérieure au décès et non encore versés sont dus par priorité au conjoint survivant non séparé de corps ou au partenaire, sinon aux successeurs en ligne directe jusqu'au deuxième degré, c'est-à-dire aux enfants, petits-enfants, parents et grands-parents.

2.6.2. La demande de pension pour les résidents

Il est important de noter que toutes les prestations de la sécurité sociale ne sont accordées que sur demande formelle des intéressés. Pour éviter des retards inutiles, il importe d'introduire la demande de pension de vieillesse, accompagnée des pièces justificatives, plusieurs mois avant la date de l'ouverture du droit auprès de la CNAP. Les formulaires de demande sont disponibles auprès de la CNAP²².

La durée de l'instruction des demandes de pension est fonction de la disponibilité et de la fiabilité des données de base et peut donc varier fortement d'une demande à l'autre. Six à huit semaines suffisent en général pour le calcul d'une pension pour un assuré ayant réalisé toute sa carrière au Grand-Duché. Si, en revanche, la collecte des données implique des recherches complexes à l'étranger, l'instruction peut prendre des mois.

Lorsque l'instruction est terminée, la pension est accordée ou rejetée par une décision susceptible de recours²³.

Les frontaliers doivent présenter leur demande auprès de l'organisme compétent du lieu de leur résidence, en observant les prescriptions légales de ce pays²⁴.

2.6.3. La demande de pension pour les frontaliers

Le travailleur frontalier²⁵ paie ses cotisations dans le pays du lieu de travail, en l'occurrence le Luxembourg, et bénéficie de ce fait des mêmes droits que les travailleurs résidents²⁶. En matière de sécurité sociale, c'est la législation du pays d'emploi qui lui est appliquée.

Au moment de la retraite, toutes les périodes de cotisation réalisées dans un pays membre de l'Union européenne (UE), de l'Espace économique européen²⁷ (EEE) ou en Suisse sont prises en compte et totalisées pour l'ouverture du droit et le calcul de la pension de vieillesse. Chaque État est donc tenu de prendre en compte les périodes d'assurance qui ont été effectuées dans les autres pays. C'est le principe de la totalisation des périodes d'assurance qui garantit que les périodes d'assurance ou de travail accomplies dans un État seront prises en compte, si nécessaire, pour ouvrir le droit à prestations dans un autre État²⁸.

L'assuré souhaitant partir en retraite introduit directement sa demande de pension auprès de la caisse de pension compétente de son pays de résidence, qui se charge du transfert des formulaires de liaison en direction des organismes compétents des autres pays concernés.

22 ainsi que sur son site en ligne (formulaire reproduit en annexe) : www.cnap.lu/formulaires/

23 voir le point « 2.7. Les voies de recours »

24 voir le point suivant

25 Le terme « frontalier » désigne la personne, salariée ou indépendante, travaillant dans un autre État (en l'occurrence le Luxembourg) que celui de son lieu de résidence (habituellement la Belgique, la France, l'Allemagne, etc.), dans lequel elle rentre en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine. Au sein de l'Union européenne, le travailleur frontalier qui est détaché par l'entreprise dont il relève normalement ou qui effectue une prestation de services sur le territoire du même État membre ou d'un autre État membre conserve la qualité de travailleur frontalier pendant une durée n'excédant pas quatre mois, même si, au cours de cette durée, il ne peut pas retourner chaque jour ou au moins une fois par semaine au lieu de sa résidence.

26 à l'exception de certaines prestations non exportables

27 les pays de l'UE plus l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein

28 Les périodes de travail dans le secteur public sont également prises en compte.

2.6.3.1. Les conditions préalables

L'âge d'accès à la pension de vieillesse relève d'une réglementation nationale. Cet âge légal varie d'un pays à l'autre. La pension d'un État n'est donc versée que si le demandeur remplit les conditions d'octroi prévues par la législation de ce pays. En cas de carrière mixte auprès de régimes d'assurance vieillesse prévoyant des âges différents, l'assuré se voit attribuer par chaque pays une pension partielle, dont le montant et l'âge légal sont déterminés conformément aux dispositions applicables dans l'État concerné.

Pour pouvoir prétendre à une pension de vieillesse luxembourgeoise, l'assuré doit faire valoir au moins un an d'assurance au Luxembourg et au moins dix ans par totalisation avec des périodes réalisées dans un autre pays de l'UE, de l'EEE ou en Suisse. Si la période est inférieure à un an, les mois cotisés au Luxembourg seront pris en compte par l'autre pays et ne donneront pas droit au paiement d'une pension luxembourgeoise.

Citons le cas d'un salarié qui a été assuré pendant 30 ans au Luxembourg, où l'âge de la pension est fixé à 65 ans, et pendant 5 ans en France, où il peut prétendre à une pension de retraite à 62 ans. S'il cesse de travailler à l'âge de 62 ans, il aura droit de la part de la France à une pension relativement réduite qui correspond à la durée des périodes d'assurance accomplies dans cet État (5/35). Il devra ensuite attendre trois nouvelles années avant d'avoir droit à une pension relativement élevée du Luxembourg (30/35). Il ne pourra en effet pas prétendre à une pension de vieillesse anticipée au Luxembourg dès l'âge de 60 ans puisqu'il n'aura pas rempli une période d'affiliation de 40 ans. Pour le calcul des 40 ans, il est non seulement tenu compte des périodes d'affiliation accomplies au Luxembourg, mais également de celles accomplies en France. Il faudra donc être particulièrement attentif à ce genre de situation.

Autre exemple, un frontalier résidant en Belgique a travaillé pendant 40 ans, dont 30 années au Luxembourg. Il peut alors demander une pension à partir de 57 ans, âge minimum pour une retraite anticipée au Luxembourg. Dans le cas présent, il ne percevra que la partie luxembourgeoise de sa retraite, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de la pension en Belgique (minimum 60 ans).

2.6.3.2. L'introduction de la demande

En principe, les prestations de la sécurité sociale ne sont accordées que sur demande formelle des intéressés. Les frontaliers doivent présenter leur demande auprès de l'organisme compétent du lieu de leur résidence, en observant les prescriptions légales de ce pays. Cet organisme se charge le cas échéant du transfert des formulaires de liaison en direction des organismes compétents des autres pays concernés (l'assuré doit néanmoins préciser qu'il a aussi cotisé dans un autre pays). Cependant, si l'assuré n'a jamais travaillé dans son pays de résidence, il y a lieu de présenter la demande dans le pays dans lequel il a travaillé en dernier lieu.

Exemple

M. Untel a vécu dans le pays A et travaillé dans le pays B voisin en tant que travailleur frontalier. Il a payé des cotisations de retraite dans le pays B. Plusieurs cas de figure sont possibles :

- *s'il réside dans le pays A au moment où il désire demander sa pension de vieillesse, il doit adresser sa demande à l'organisme du pays A (s'il n'a jamais travaillé dans ce dernier, la demande se fera auprès de l'organisme du pays B) ;*
- *s'il réside dans le pays B, il s'adressera à l'organisme du pays B dans lequel il a payé ses cotisations de retraite ;*
- *s'il vit dans un autre pays (c'est-à-dire ni A, ni B), il doit introduire sa demande à l'organisme de pension du pays B dont il dépendait en dernier lieu. Celui-ci transmettra sa demande aux autres organismes concernés.*

Pour éviter des retards inutiles, il importe d'introduire la demande de pension de vieillesse bien avant la date de l'ouverture du droit auprès de l'organisme compétent. En Belgique par exemple, la demande est à présenter une année avant la date de l'ouverture du droit.

Par exception au principe décrit ci-dessus, au moment du départ à la retraite, le résident belge, allemand ou français qui bénéficie de l'indemnité pécuniaire de maladie de la part de la caisse luxembourgeoise peut adresser sa demande de départ à la retraite à la caisse de pension luxembourgeoise compétente. Si le frontalier est affilié également dans son pays de résidence, la caisse de pension luxembourgeoise se met alors en rapport avec l'organisme de pension compétent du pays de résidence, en vue de l'examen des droits à la pension dans ce pays.

2.6.3.3. Le versement de pension

Trois cas de figure peuvent se présenter :

1. si le frontalier a cotisé moins d'un an au grand-duché de Luxembourg et le reste de sa carrière dans le pays de résidence, c'est la caisse de pension de ce pays qui verse intégralement sa pension ;
2. si le travailleur frontalier a effectué une partie de sa carrière professionnelle au Luxembourg et l'autre dans son pays de résidence et/ou dans un autre pays de l'UE, de l'EEE ou en Suisse, on parle alors de carrière « mixte » ; le travailleur reçoit une pension de chaque État, à condition qu'il ait été assuré dans le pays au moins une année ;
3. si le frontalier a effectué la totalité de sa carrière professionnelle au Grand-Duché, l'intégralité de sa pension est payée par la caisse luxembourgeoise, même s'il ne réside pas dans le pays.

2.6.3.4. Le calcul de la pension

En cas de carrière dans un seul pays, le montant de la pension est déterminé conformément aux dispositions applicables dans cet État.

En cas de carrière mixte, le demandeur reçoit une pension de chaque État dans lequel il a été assuré. Le montant de chaque pension à laquelle le frontalier a droit est proportionnel au nombre d'années de cotisation accomplies dans le pays concerné.

Chaque État où le travailleur frontalier a été assuré procède au calcul suivant :

- **pension nationale** : elle est calculée sur base de la législation nationale, en tenant compte uniquement des périodes travaillées dans le pays pendant une durée supérieure à la période minimale d'affiliation ;
- **montant théorique** : l'institution compétente calcule le montant théorique de la prestation de vieillesse qui aurait été due si l'assuré avait effectué toutes les périodes d'assurance (y compris celles réalisées à l'étranger²⁹) sous sa législation ;
- **pension proportionnelle** : sur base du montant théorique, elle fixe le montant effectif au prorata de la durée des périodes d'assurance effectivement réalisées sous sa législation.

La caisse de pension compétente verse alors le montant le plus élevé des deux pensions³⁰ (généralement la pension proportionnelle).

²⁹ Pour les périodes d'assurance à l'étranger, c'est la moyenne annuelle des salaires, traitements ou revenus cotisables qui sert de référence à la CNAP.

³⁰ Cette situation s'applique seulement en cas de droit autonome, c'est-à-dire lorsque les périodes nationales seules permettent d'ouvrir le droit à la pension.

Exemple

La carrière d'assurance d'un assuré se présente de la manière suivante :

- France (FR) : 3 ans
- Belgique (BE) : 32 ans
- Luxembourg (LU) : 5 ans
- Total : 40 ans

Le prorata permettant le passage du montant théorique au montant effectivement à charge du Luxembourg équivaut donc à la fraction suivante :

$$\text{périodes LU} / (\text{périodes LU} + \text{périodes FR} + \text{périodes BE}) = 5/40 = 0,125$$

En conséquence, tous les éléments de pension déterminés en mode totalisation (montant théorique) seront donc multipliés par le facteur prorata ainsi calculé.

2.7. LES VOIES DE RECOURS

Toute demande de pension est suivie d'une décision présidentielle d'attribution ou de rejet prise par la CNAP.

En cas de désaccord, l'intéressé peut former une opposition contre la décision qui sera tranchée par le comité directeur de la CNAP.

La décision du comité directeur peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale. Le recours n'est pas suspensif.

Si le Conseil arbitral juge la demande en obtention de la pension fondée, il détermine le point de départ de la pension. Du moment que la décision adjugeant la demande en principe a acquis force de chose jugée, la CNAP détermine le montant de la pension.

Le Conseil arbitral statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.250 €³¹, et à charge d'appel, lorsque la valeur du litige dépasse cette somme.

Un appel contre le jugement du Conseil arbitral de la sécurité sociale peut être porté devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale. L'appel est suspensif.

Tous les recours doivent se faire par écrit dans le délai de 40 jours à partir de la notification de la décision de la CNAP ou du jugement. Passé ce délai, le recours n'est plus recevable et la décision est devenue définitive.

2.8. LE CALCUL DE LA PENSION DE VIEILLESSE

La pension de vieillesse annuelle se compose des majorations proportionnelles et des majorations forfaitaires. Les majorations forfaitaires sont accordées en fonction de la durée d'assurance, les majorations proportionnelles sont accordées en fonction des revenus professionnels cotisables réalisés au cours de la carrière d'assurance.

À la pension s'ajoute l'allocation de fin d'année.

Enfin, les pensions bénéficient d'une double adaptation. Elles sont adaptées à l'évolution réelle des salaires (revalorisation et réajustement) ainsi qu'au coût de la vie (indexation).

³¹ montant non indexé à l'échelle mobile des salaires

2.8.1. Les majorations proportionnelles

Les majorations proportionnelles correspondent au produit de la multiplication d'un taux de pourcentage³² par la somme des salaires, traitements ou revenus cotisables mis en compte.

Avant la réforme apportée par la loi du 21 décembre 2012, ce taux de pourcentage était fixé à 1,85. Or, la nouvelle loi prévoit une réduction graduelle de ce taux qui passe ainsi de 1,85 à 1,6%, à l'horizon 2052. Pour la personne dont le début du droit à la pension est l'année 2013, ce taux n'est déjà plus que de 1,844%. Pour les personnes partant à la retraite les années suivantes, ce taux se réduit progressivement pour atteindre 1,6% en 2052.

Pour obtenir la somme des salaires, traitements et revenus cotisables intervenant dans le calcul des pensions, ceux-ci sont réduits par année de calendrier au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 sur la base de la moyenne annuelle pondérée des indices mensuels des prix à la consommation.

Ensuite, ces montants sont portés au niveau de vie d'une année de base qui est 1984. À cet effet, ils sont divisés par des facteurs de revalorisation qui expriment la relation entre le niveau moyen brut des salaires de chaque année de calendrier et celui de l'année de base³³.

Pour les *baby-years*, est mise en compte la moyenne mensuelle des revenus cotisables portés en compte au titre de périodes d'assurance obligatoire au cours des douze mois d'assurance précédant immédiatement celui de l'accouchement ou de l'adoption, déduction faite des revenus cotisables portés en compte au profit des intéressés à un autre titre. Cette moyenne ne peut être inférieure à 270,28 € par enfant et par mois au nombre indice 100 du coût de la vie du 1^{er} janvier 1948 et à l'année de base 1984 (2.871,89 € au 1^{er} janvier 2013, nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

2.8.2. L'augmentation échelonnée des majorations proportionnelles

L'augmentation échelonnée des majorations proportionnelles est conditionnée par deux critères : l'âge et la durée des périodes d'assurance obligatoire.

La loi du 21 décembre 2012 redéfinit les conditions d'octroi et le niveau des majorations proportionnelles échelonnées. Au lieu de situer, comme auparavant, le début des majorations proportionnelles échelonnées à 55 ans d'âge et à 38 années de carrière, leur octroi est désormais soumis à une seule condition de seuil minimum, égal à la somme de l'âge et des périodes d'assurance obligatoire, qui évolue selon l'année de départ à la retraite. Ce seuil se situe à 93 en 2013 pour atteindre progressivement 100 en 2052.

Le taux des majorations proportionnelles échelonnées est lui augmenté graduellement selon l'année de départ à la retraite : de 0,011% par année supplémentaire³⁴ en 2013 à 0,025% en 2052.

Concrètement, l'augmentation du taux des majorations proportionnelles se calcule sur base de la différence entre, d'une part, l'âge du bénéficiaire augmenté du nombre d'années de cotisations³⁵ et, d'autre part, le seuil de référence (fixé à 93 pour l'année 2013). Ainsi, pour chaque unité dépassant ce seuil, une augmentation du taux des majorations proportionnelles est prévue (de 0,011% pour l'année 2013). Toutefois, le taux de majoration ne peut dépasser au total 2,05%³⁶.

Si la nouvelle formule donne des majorations proportionnelles échelonnées plus significatives que sous l'ancienne législation, les conditions d'octroi sont également de plus en plus restrictives au fil du temps. Ainsi, en 2052, un assuré âgé de 60 ans qui justifie de 40 années de carrière ne pourra plus bénéficier de l'augmentation échelonnée (40 + 60 = 100).

32 qui change suivant l'année de départ à la retraite (voir le tableau au point 2.8.4.)

33 Les facteurs de revalorisation annuels applicables sont repris dans le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 (reproduit en annexe).

34 par rapport au seuil décrit ci-dessus

35 uniquement les années entières au titre des périodes effectives d'assurance obligatoire

36 voir le tableau au point 2.8.4.

Exemple

En 2013, un prétendant à la retraite de 60 ans d'âge comptant 40 années de cotisation obtient donc :

$$60 + 40 = 100$$

$$100 - 93 = 7$$

$7 \times 0,011\% = 0,077\%$ d'augmentation du taux des majorations proportionnelles qui s'élève ainsi à $1,844\% + 0,077\% = 1,921\%$.

En revanche, en 2052, un prétendant à la retraite du même âge (60) et ayant la même durée de cotisation (40) ne bénéficiera d'aucune augmentation de son taux des majorations proportionnelles. En effet, le seuil sera alors fixé à 100 ($100 - 100 = 0$).

Formule pour le calcul des majorations proportionnelles³⁷ :

(somme des revenus x taux) x (indice/100) x facteur de revalorisation

2.8.3. Les majorations forfaitaires

Les majorations forfaitaires sont accordées en fonction de la durée de l'assurance et sont indépendantes du niveau des revenus de l'assuré. Pour calculer cette durée, sont prises en compte les périodes d'assurance obligatoire, d'assurance continuée, d'assurance facultative, les périodes d'achat rétroactif et les périodes complémentaires.

Avant la réforme de 2012, le montant des majorations forfaitaires pour une carrière d'assurance de 40 années (480 mois) s'élevait à 23,5% du montant de référence. Ce dernier constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions. Il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an.

Or, la loi du 21 décembre 2012 a prévu l'augmentation graduelle des majorations forfaitaires selon l'année de départ à la retraite. En 2013, le montant des majorations forfaitaires pour une carrière complète (40 années) s'élève à 23,613% du montant de référence, pour atteindre 28% en 2052. Ce montant est identique pour chaque assuré.

Les majorations forfaitaires s'acquièrent par 1/40 par année, accomplie ou commencée, sans que le nombre d'années mises en compte ne puisse dépasser 40.

Ainsi, un assuré qui part à la retraite en 2013 et qui justifie de 33 ans et trois mois d'assurance auprès de la CNAP obtiendra des majorations forfaitaires égales à 34/40 de 492,33 €³⁸, ce qui équivaut à 418,48 € (au nombre indice 100 du coût de la vie du 1^{er} janvier 1948 et à l'année de base 1984). Ceci correspond, au 1^{er} janvier 2013, à 4.446,60 €³⁹ par an ou 370,55 € par mois (au nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Un autre assuré qui justifie, en 2013, de 43 ans d'assurance obtiendra des majorations forfaitaires annuelles de 492,33 € (au nombre indice 100 du coût de la vie du 1^{er} janvier 1948 et à l'année de base 1984). Ceci correspond, au 1^{er} janvier 2013, à 5.231,30 €⁴⁰ par an ou 435,94 € par mois (au nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Formule pour le calcul des majorations forfaitaires :

(périodes d'assurance en années/40) x (2.085 € x taux) x (indice/100) x facteur de revalorisation

³⁷ comprenant le cas échéant l'augmentation échelonnée

³⁸ 23,613% du montant de référence

³⁹ 418,48 € x 1,405 x 7,5627

⁴⁰ 492,33 € x 1,405 x 7,5627

2.8.4. Les taux, seuils et augmentations des majorations proportionnelles et les taux des majorations forfaitaires, selon l'année du début du droit à la pension

année du début du droit à la pension	majorations forfaitaires	majorations proportionnelles			année du début du droit à la pension	majorations forfaitaires	majorations proportionnelles		
	taux (%)	taux (%)	seuil	augmentation (%)		taux (%)	taux (%)	seuil	augmentation (%)
avant 2013	23,500	1,850	93	0,010	2033	25,863	1,719	96	0,018
2013	23,613	1,844	93	0,011	2034	25,975	1,713	96	0,019
2014	23,725	1,838	93	0,011	2035	26,088	1,707	97	0,019
2015	23,838	1,832	93	0,012	2036	26,200	1,700	97	0,019
2016	23,950	1,825	93	0,012	2037	26,313	1,694	97	0,020
2017	24,063	1,819	93	0,012	2038	26,425	1,688	97	0,020
2018	24,175	1,813	94	0,013	2039	26,538	1,682	97	0,021
2019	24,288	1,807	94	0,013	2040	26,650	1,675	97	0,021
2020	24,400	1,800	94	0,013	2041	26,763	1,669	98	0,021
2021	24,513	1,794	94	0,014	2042	26,875	1,663	98	0,022
2022	24,625	1,788	94	0,014	2043	26,988	1,657	98	0,022
2023	24,738	1,782	94	0,015	2044	27,100	1,650	98	0,022
2024	24,850	1,775	95	0,015	2045	27,213	1,644	98	0,023
2025	24,963	1,769	95	0,015	2046	27,325	1,638	98	0,023
2026	25,075	1,763	95	0,016	2047	27,438	1,632	99	0,024
2027	25,188	1,757	95	0,016	2048	27,550	1,625	99	0,024
2028	25,300	1,750	95	0,016	2049	27,663	1,619	99	0,024
2029	25,413	1,744	95	0,017	2050	27,775	1,613	99	0,025
2030	25,525	1,738	96	0,017	2051	27,888	1,607	99	0,025
2031	25,638	1,732	96	0,018	2052	28,000	1,600	100	0,025
2032	25,750	1,725	96	0,018	après 2052	28,000	1,600	100	0,025

Source : Mémorial

2.8.5. L'allocation de fin d'année

La loi du 28 juin 2002 a introduit une allocation de fin d'année en faveur des personnes qui ont droit à une pension au 1^{er} décembre.

Pour les bénéficiaires d'une pension de vieillesse, d'invalidité, de conjoint ou de partenaire survivant, l'allocation équivaut à 1,67 € pour chaque année d'assurance, accomplie ou commencée, au titre de l'assurance obligatoire, de l'assurance continuée, de l'assurance facultative, de l'achat rétroactif de périodes d'assurances ou de périodes complémentaires, sans que le nombre d'années mises en compte ne puisse dépasser 40. Ce montant correspond au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 et à l'année de base 1984. Il est ajusté au niveau de vie ainsi que revalorisé et réajusté⁴¹.

Le bénéficiaire d'une pension qui a totalisé 40 années d'assurance a donc droit à :

$40 \times 1,67 \text{ €} = 66,8 \text{ €}$ à l'indice 100 et à l'année de base 1984.

En janvier 2013, ce montant équivaut à : $66,8 \text{ €} \times 1,405 \times 7,5627 = 709,79 \text{ €}$ (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Cependant, la loi du 21 décembre 2012 prévoit désormais de lier le maintien de l'allocation de fin d'année à la situation financière du régime des pensions. Ainsi, si le taux de cotisation globale en matière d'assurance pension dépasse 24%, l'allocation de fin d'année n'est plus due.

41 voir le point « 2.8.6. La double adaptation des pensions »

Pour les bénéficiaires d'une pension d'orphelin, l'allocation correspond à un tiers de l'allocation déterminée précédemment. Elle est de deux tiers pour les orphelins de père et de mère.

L'allocation est répartie, le cas échéant, entre deux ou plusieurs conjoints survivants, conjoints divorcés ou partenaires survivants conformément aux dispositions en vigueur pour les pensions de survie (fixation proportionnelle à la durée des mariages ou des partenariats et à la durée d'occupation dans le ménage).

L'allocation est également allouée aux parents et alliés en ligne directe, aux parents en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré et aux enfants adoptifs mineurs lors de l'adoption.

Si la pension n'est pas versée au bénéficiaire pour l'année civile entière, l'allocation se réduit à un douzième pour chaque mois de calendrier entier. Le conjoint survivant ou le partenaire ayant vécu en communauté domestique avec le bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité a droit à la totalité de l'allocation pour la période de l'année civile s'étendant jusqu'à la fin du mois du décès.

Le montant de l'allocation n'est pas pris en compte pour l'application des dispositions relatives au concours de pensions avec d'autres revenus, mais il est réduit dans la même mesure que la pension par l'effet de ces dispositions.

Par dérogation à la loi concernant l'impôt sur le revenu, la retenue d'impôt est déterminée d'après le barème de retenue mensuelle, c'est-à-dire que l'allocation n'est pas considérée comme une rémunération non périodique.

2.8.6. La double adaptation des pensions

Les pensions bénéficient d'une double adaptation. Par la revalorisation et le réajustement, elles sont adaptées à l'évolution réelle des salaires et, par l'indexation, elles sont adaptées à l'indice des prix à la consommation, donc au coût de la vie.

2.8.6.1. La revalorisation et le réajustement

La loi du 21 décembre 2012 introduit une différenciation entre, **d'une part, le mécanisme de revalorisation des salaires**, à savoir l'actualisation des salaires inscrits dans la carrière en valeur année de base 1984 au niveau des salaires de l'économie **au moment du calcul de la pension et, d'autre part, le mécanisme de réajustement** qui consiste à ajuster annuellement, **au cours de la retraite**, le niveau des pensions à l'évolution des salaires.

La revalorisation

Concernant **la revalorisation** au moment de l'attribution de la pension, la nouvelle loi dispose que les pensions dont le début du droit se situe **avant le 1^{er} janvier 2014** sont multipliées par le facteur de revalorisation qui est fixé à 1,405. Les pensions dont le début du droit se situe **après le 31 décembre 2013** sont multipliées par le facteur de revalorisation de la quatrième année précédant le début du droit à la pension. Ce facteur de revalorisation sera fixé par règlement grand-ducal.

Concrètement, pour le calcul de la pension d'un assuré qui quitte la vie active en 2020, on appliquera le facteur de revalorisation de 2016.

Le réajustement

Quant au **réajustement des pensions au cours de la retraite**, la loi du 21 décembre 2012 prévoit un nouveau mécanisme afin que l'ajustement des pensions aux salaires réels ne soit plus automatique et dépende de la situation financière du régime des pensions. Au cas où la prime de répartition pure dépasse le taux global de cotisation, un **mécanisme modérateur** est déclenché et le réajustement des pensions en cours de liquidation sera, au plus, égal à la moitié de l'évolution des salaires.

Concrètement, les pensions auxquelles on a appliqué le mécanisme de revalorisation, décrit ci-dessus, sont multipliées par le produit des différents **facteurs de réajustement** déterminés par année de calendrier et ce à partir de l'année postérieure au début du droit à la pension, mais au plus tôt à partir de l'année 2014.

Pour une année de calendrier, on obtient le facteur de réajustement en ajoutant à 1 le produit de la multiplication du taux de variation annuel du facteur de revalorisation, entre l'avant-dernière année et l'année précédant celle-ci, par le modérateur de réajustement applicable pour l'avant-dernière année.

Ce modérateur de réajustement est fixé à 1 à partir de l'année 2012.

Tous les ans, le gouvernement examine s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du modérateur de réajustement par la voie législative. Si la prime de répartition pure de l'avant-dernière année précédant celle de la révision dépasse le taux de cotisation global, le gouvernement soumet à la Chambre des députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant refixation du modérateur de réajustement à une valeur inférieure ou égale à 0,5 pour les années à partir de l'année précédant la révision.

Toutefois, le modérateur de réajustement peut de nouveau être augmenté à une valeur ne dépassant pas 1 pour les années à partir de l'année précédant la révision, si le taux de cotisation global pour l'avant-dernière année précédant celle de la révision dépasse la prime de répartition pure.

La prime de répartition pure représente le rapport entre les dépenses courantes annuelles et la totalité des salaires, traitements et revenus cotisables à la base des recettes annuelles en cotisations du régime général de pension. Un règlement grand-ducal fixe annuellement la prime de répartition pure de l'année précédente.

De fait, les nouvelles dispositions de la loi concernant la double adaptation ont, et auront, un impact négatif sur le niveau des pensions dont bénéficient les assurés.

Exemple

Un assuré part à la retraite le 1^{er} juillet 2013 à l'âge de 60 ans

Supposons que l'ensemble des salaires de sa carrière d'assurance de 40 années représente 140.000 € à l'année de base 1984 et à l'indice 100.

Sa pension annuelle base 1984 à l'indice 100 calculée au 1^{er} juillet 2013 est la suivante :

$$0,23613 \times 2.085 \text{ €} + 140.000 \text{ €} \times 0,01921 = 492,33 \text{ €} + 2.689,4 \text{ €} = 3.181,73 \text{ €}$$

Ce montant doit être multiplié par le facteur de revalorisation applicable et par l'indice, soit :

$$3.181,73 \text{ €} \times 1,405 \times 7,5627 = 33.807,77 \text{ €},$$

$$\text{soit un montant mensuel de } 33.807,77 \text{ €} / 12 = 2.817,31 \text{ €}$$

Ce montant est acquis. C'est-à-dire qu'en cas de modération du réajustement, on ne peut pas toucher à ce montant de pension.

Toutefois, l'évolution future de cette pension dépend de celle des salaires réels et de la relation entre prime de répartition pure et taux de cotisation global.

Facteur de réajustement de 2014

1 + (variation du facteur de revalorisation de 2012 par rapport au facteur de revalorisation de 2011) x modérateur

Au moment de la rédaction de cette publication, on ne connaît pas encore le facteur de revalorisation de 2012. Celui de 2011 est de 1,424. Mais supposons que le salaire moyen réel ait augmenté de 0,6% en 2012. Dans cette hypothèse, le facteur de revalorisation de 2012 serait de 1,433.

À partir de 2012, le modérateur est fixé à 1 par la loi.

Le facteur de réajustement de l'année 2014 serait dans ce cas de :

$$1 + 0,006 \times 1 = 1,006$$

En 2014, la pension de notre assuré passerait donc à $2.817,31 \text{ €} \times 1,006 = 2.834,21 \text{ €}$

Si l'on avait une augmentation des salaires réels de 0,7% en 2013, la pension initiale de l'assuré serait multipliée par le produit des facteurs de réajustement de 2014 et 2015 :

En 2015, la pension passerait donc à : $2.817,31 \text{ €} \times 1,006 \times 1,007 = 2.854,05 \text{ €}$

À cela, il faut évidemment encore ajouter les tranches indiciaires payées.

2.8.6.2. L'indexation

Les pensions calculées au nombre 100 de l'indice pondéré des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948, revalorisées et réajustées, sont adaptées par le mécanisme de l'échelle mobile des salaires (tranches indiciaires), tout comme les salaires et traitements⁴².

Au 1^{er} janvier 2013, le nombre indice applicable est : 756,27.

Au 1^{er} octobre 2013, le nombre indice applicable est : 775,17.

2.8.7. Un exemple de calcul d'une pension de vieillesse

Pour rappel, le calcul de la pension annuelle se fait au nombre indice 100 du coût de la vie et en prenant comme année de base l'année 1984. La pension ainsi fixée est adaptée au coût de la vie moyennant l'indexation et portée au niveau de vie en la multipliant par le facteur de revalorisation. Dans l'exemple qui suit, le calcul a été effectué au 1^{er} janvier 2013 (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Madame Weber est née le 15 septembre 1948. Elle a poursuivi des études jusqu'à l'été 1968. Elle a commencé à travailler le 1^{er} septembre 1968 et ce jusqu'au 31 décembre 1975. À cette date, elle a renoncé à travailler puisqu'elle a voulu s'occuper de ses enfants.

Elle a élevé ses deux enfants, nés respectivement le 20 octobre 1975 et le 13 février 1977.

Le 1^{er} juin 1995, elle a repris une activité professionnelle, mais elle a cessé de travailler le 31 décembre 2001.

Le 15 septembre 2013, Madame Weber a bien droit à une pension de vieillesse, puisqu'elle remplit la condition de stage de 120 mois d'affiliation obligatoire en raison d'une activité salariée. En effet, ces périodes d'affiliation sont les suivantes :

Du 01.09.1968 au 31.12.1975 : 88 mois

Du 01.06.1995 au 31.12.2001 : 79 mois

À cela s'ajoutent les *baby-years*, qui, depuis la loi du 28 juin 2002, sont accordés également pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 1988.

En outre, jusqu'à la fin de l'année 1975, Madame Weber était en congé de maternité. À partir du 1^{er} janvier 1976, elle a bénéficié des *baby-years*, mais uniquement jusqu'au moment où l'enfant le plus âgé est arrivé à l'âge de 2 ans, soit en février 1979. Ceci donne 38 mois au titre des *baby-years*.

Total : $88 + 79 + 38 = 205$ mois.

⁴² voir les deux points suivants pour des exemples de calculs

Au titre des majorations forfaitaires, sont prises également en considération :

- les périodes d'études ou de formation professionnelle, pour autant que ces périodes se situent entre 18 et 27 ans. Dans le cas de Madame Weber, il s'agit de 24 mois (période entre le 15.09.1966, date à laquelle elle a obtenu 18 ans, et le 01.09.1968, fin de ses études) ;
- les périodes d'éducation des enfants de moins de 6 ans. C'est l'espace de temps entre la naissance du premier enfant (20.10.1975) et la date où le second enfant a eu 6 ans, donc le 13.02.1983). Ceci équivaut à un total de 7 ans et 5 mois. Or, pour deux enfants, le total des périodes ne peut être inférieur à 8 ans. Madame Weber bénéficie déjà de 38 mois au titre des *baby-years*. Elle a donc encore droit à 58 mois au titre des périodes d'éducation (96-38).

Si Madame Weber prend sa retraite en 2013, le total des périodes d'assurance obligatoire et complémentaires comptant pour le stage d'une pension de vieillesse à l'âge de 65 ans ainsi que pour le calcul des majorations forfaitaires sera de :

$205 + 24 + 58 = 287$ mois / 12 = 23,92 ans, ce qui est arrondi à 24 ans.

Les revenus de la carrière d'assurance obligatoire de Madame Weber sont les suivants:

Année	Revenu	Facteur de revalorisation	Indice	Revenu base 1984
1968	929,60	0,654	156,67	907,2616
1969	2.920,20	0,676	159,79	2.703,4373
1970	3.123,46	0,719	166,67	2.606,4513
1971	3.381,26	0,746	174,38	2.599,2202
1972	3.504,68	0,775	184,26	2.454,2319
1973	3.624,24	0,806	196,24	2.291,3655
1974	3.740,92	0,901	213,11	1.948,2730
1975	2.549,34	0,901	236,19	1.197,9576
1995	9.788,20	1,202	530,94	1.533,7442
1996	19.752,10	1,211	535,29	3.047,0530
1997	20.341,06	1,218	547,56	3.049,9630
1998	23.322,36	1,233	548,67	3.447,4518
1999	24.863,12	1,255	554,38	3.573,5869
2000	27.029,96	1,277	569,41	3.717,3154
2001	29.824,72	1,299	587,24	3.909,7735
			Total :	38.987,0862

Explication : Pour chaque année, on prend le revenu touché par Madame Weber, on le divise par le facteur de revalorisation pour le ramener à la base 1984 et on le divise par l'indice pour le ramener à l'indice 100. À la fin, on calcule la somme de tous les revenus annuels.

À ces revenus, s'ajoute encore la mise en compte des *baby-years*. Supposons qu'avant la naissance du premier enfant, Madame Weber avait un revenu mensuel moyen de 99,83 € au nombre indice 100 du coût de la vie du 1^{er} janvier 1948 et à l'année de base 1984. Or, le code de la sécurité sociale dispose que le revenu ne peut pas être inférieur à 270,28 € par enfant et par mois, toujours au nombre indice 100 du coût de la vie du 1^{er} janvier 1948 et à l'année de base 1984.

Il convient donc d'ajouter au titre des deux enfants :

$$38 \times 270,28 = 10.270,64 \text{ €}$$

Le montant mis en compte au titre de majorations proportionnelles s'élève donc à :

$$38.987,0862 \text{ €} + 10.270,64 \text{ €} = 49.257,7262 \text{ €}$$

Calcul de la pension de Madame Weber

On calcule d'abord le montant à l'année de base 1984 :

Madame Weber bénéficie de 24/40 des majorations forfaitaires, c'est-à-dire 24/40 de 23,613% de 2.085 €, soit 295,399 €.

S'y ajoutent les majorations proportionnelles, à savoir 1,844% de 49.257,7262, soit 908,3125 €.

La pension annuelle base 1984 à l'indice 100 s'élève donc à :

$$295,399 \text{ €} + 908,3125 \text{ €} = 1.203,7115 \text{ €}.$$

Par mois, ceci équivaut à $1.203,7115 / 12 = 100,3093 \text{ €}$ indice 100.

Pour avoir le montant mensuel de la pension au niveau de vie de 2013 et à l'indice du 1^{er} janvier 2013, il faut la multiplier par le facteur de revalorisation et l'indice correspondants.

Au 1^{er} janvier 2013, le facteur de revalorisation applicable est 1,405 et l'indice est de 756,27.

La pension mensuelle de Madame Weber s'élève donc à : $100,3093 \times 1,405 \times 7,5627 = 1.065,85 \text{ €}$

2.8.8. Un exemple de calcul d'une pension de vieillesse anticipée

Comme dans l'exemple précédent, le calcul de la pension annuelle se fait au nombre indice 100 du coût de la vie et en prenant comme année de base l'année 1984. La pension ainsi fixée est adaptée au coût de la vie moyennant l'indexation et portée au niveau de vie en la multipliant par le facteur de revalorisation. Dans l'exemple suivant, le calcul a été effectué au 1^{er} janvier 2013 (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Monsieur Schmit est né le 25 mars 1956. Il a commencé à travailler le 1^{er} janvier 1973. Sa carrière professionnelle a été la suivante :

Année	Revenu	Facteur de revalorisation	Indice	Revenu base 1984
1973	3.730,10	0,806	196,24	2.358,2937
1974	3.929,40	0,901	213,11	2.046,4334
1975	4.341,46	0,901	236,19	2.040,0908
1976	4.717,16	0,909	259,59	1.990,0735
1977	5.143,34	0,926	278,34	1.995,5317
1978	5.486,08	0,943	289,42	2.010,1196
1979	5.813,40	0,962	300,97	2.007,8531
1980	6.221,58	0,971	319,48	2.005,5698
1981	6.221,58	0,980	340,92	1.862,1820
1982	6.403,04	1,000	358,31	1.787,0112
1983	6.588,86	0,990	383,51	1.735,3952
1984	7.202,70	1,000	405,33	1.776,9965
1985	9.028,28	1,010	416,31	2.147,1718
1986	9.195,32	1,033	424,43	2.097,2995
1987	9.489,36	1,044	428,67	2.120,3782
1988	9.692,10	1,057	429,56	2.134,6126
1989	10.187,88	1,088	443,04	2.113,5474
1990	11.526,50	1,103	457,86	2.282,3868
1991	12.847,08	1,129	475,12	2.395,0091
1992	14.898,40	1,140	490,02	2.666,9875
1993	15.942,62	1,164	505,37	2.710,1745
1994	17.459,44	1,183	521,18	2.831,7690
1995	19.292,32	1,202	530,94	3.022,9749
1996	19.442,28	1,211	535,29	2.999,2586
1997	20.454,64	1,218	547,56	3.066,9934
1998	23.408,34	1,233	548,67	3.460,1611

Année	Revenu	Facteur de revalorisation	Indice	Revenu base 1984
1999	24.888,50	1,255	554,38	3.577,2348
2000	29.209,04	1,277	569,41	4.016,9950
2001	29.870,62	1,299	587,24	3.915,7906
2002	32.147,42	1,316	599,46	4.075,0226
2003	35.012,24	1,325	605,61	4.363,2589
2004	36.956,72	1,337	624,63	4.425,2639
2005	42.241,06	1,350	640,24	4.887,1789
2006	46.914,00	1,368	653,52	5.247,5608
2007	55.807,52	1,377	668,46	6.062,9412
2008	64.271,26	1,391	682,39	6.771,0657
2009	65.740,72	1,403	699,44	6.699,2521
2010	68.890,90	1,418	711,07	6.832,3998
2011	71.224,22	1,424	724,34	6.905,1838
2012	74.489,82	1,424	747,05	7.002,2444
2013	24.829,96	1,424	756,27	2.305,6276
			Total :	136.760,2953

Explication : Pour chaque année, on prend le revenu touché par Monsieur Schmit, on le divise par le facteur de revalorisation pour le ramener à la base 1984 et on le divise par l'indice pour le ramener à l'indice 100. À la fin, on calcule la somme de tous les revenus annuels.

Le 25 mars 2013, Monsieur Schmit a 57 ans. À ce moment, il a déjà travaillé plus de 40 ans. Il a en effet 483 mois de périodes d'assurance obligatoire. Monsieur Schmit a donc droit à la pension de vieillesse anticipée à l'âge de 57 ans.

Le montant de la pension de Monsieur Schmit est calculé de la manière suivante

On calcule d'abord le montant à l'année de base 1984 :

Monsieur Schmit a une carrière complète, donc il bénéficie de la totalité des majorations forfaitaires, c'est-à-dire 23,613% de 2.085 €, soit 492,3311 €.

S'y ajoutent les majorations proportionnelles. Monsieur Schmit bénéficie de l'augmentation du taux des majorations proportionnelles en raison de son âge et de la durée d'affiliation.

L'augmentation est égale à 0,044%

(0,011% x 4 ; puisque âge + carrière - seuil = 57 + 40 - 93 = 4).

Le taux des majorations proportionnelles est donc égal à 1,844% + 0,044% = 1,888%.

Par conséquent, les majorations proportionnelles s'élèvent à :

1,888% de 136.760,2953 € = 2582,0344 €.

La pension annuelle base 1984 à l'indice 100 s'élève donc à :

492,3311 + 2.582,0344 = 3.074,3655€.

Par mois, ceci équivaut à 3.074,3655 € / 12 = 256,1971 € indice 100.

Pour avoir le montant mensuel de la pension au niveau de vie de 2013 et à l'indice du 1^{er} janvier 2013, il faut la multiplier par le facteur de revalorisation et l'indice correspondant.

Au 1^{er} janvier 2013, le facteur de revalorisation applicable est 1,405 et l'indice est de 756,27.

La pension mensuelle s'élève donc à : 256,1971 € x 1,405 x 7,5627 = 2.722,25 €.

2.9. LA PENSION DE VIEILLESSE MINIMUM ET MAXIMUM

2.9.1. La pension minimum

Aucune pension de vieillesse ne peut être inférieure à 90% du montant de référence⁴³ lorsque l'assuré a couvert au moins un stage de 40 années au titre de périodes d'assurance obligatoire, d'assurance continuée, d'assurance facultative, de périodes d'achat rétroactif ou de périodes complémentaires. Si l'assuré n'a pas accompli le stage prévu mais justifie de 20 années d'assurance au titre des mêmes périodes, la pension minimum se réduit de 1/40 pour chaque année manquante.

En 2013, la pension mensuelle minimum d'un assuré qui justifie de 40 années d'affiliation équivaut à 1.661,58 €⁴⁴ (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

La pension minimum d'un assuré qui n'a qu'une affiliation de 26 années est de 1.080,03 € (26/40 de 1.661,58 €).

Formule pour le calcul de la pension minimum:

(périodes d'assurance en années / 40) x (2.085 x 90%) x (indice / 100) x facteur de revalorisation

2.9.2. La pension maximum

Aucune pension personnelle ne peut être supérieure à 5/6^{es} du quintuple du montant de référence⁴³. Ceci équivaut, en 2013, à un montant mensuel de 7.692,49 €⁴⁵ (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

2.10. LE FORFAIT D'ÉDUCATION

La loi du 28 juin 2002, qui a également introduit un forfait d'éducation, a été modifiée le 16 décembre 2010.

2.10.1. Les bénéficiaires

Le forfait d'éducation est accordé au parent qui s'est consacré principalement à l'éducation d'un enfant légitime, légitimé, naturel ou adoptif⁴⁶, domicilié au grand-duché de Luxembourg et y résidant effectivement au moment de la naissance ou de l'adoption de l'enfant. À partir du 1^{er} janvier 2009, la condition de domiciliation et de résidence ne s'applique plus aux personnes relevant d'un instrument bilatéral ou multilatéral de coordination de sécurité sociale.

Pour avoir droit au forfait d'éducation, il faut que la pension du bénéficiaire ou celle de son conjoint ne comporte pas, pour l'enfant au titre duquel l'octroi du forfait est demandé, la mise en compte de *baby-years*.

Le forfait d'éducation est en outre attribué à toute personne qui s'est occupée en lieu et place des parents de l'éducation de l'enfant.

En cas de contestation sur le bénéficiaire, le forfait d'éducation est alloué à celui des parents qui s'est occupé de l'éducation de l'enfant pendant la période la plus longue.

⁴³ Le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions. Il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an.

⁴⁴ $(0,9 \times 2.085 \text{ €} \times 1,405 \times 7,5627) / 12$

⁴⁵ $(5/6 \times 5 \times 2.085 \text{ €} \times 1,405 \times 7,5627) / 12$

⁴⁶ âgé de moins de quatre ans lors de l'adoption

Conformément à la réglementation de l'UE, il y a lieu d'assimiler le forfait d'éducation à un élément de pension, alors qu'il est alloué subsidiairement aux éléments découlant de la mise en compte des années d'éducation dans le cadre de l'assurance pension. Dès lors, les principes prévus en matière de pensions trouvent application, avec les conséquences que cela implique : droit personnel pour les personnes couvertes par le champ d'application du règlement et possibilité d'exportation. Il y a lieu de conclure que les travailleurs frontaliers peuvent bénéficier de la prestation en cause à titre d'élément de leur pension et ceci tant pour l'ouverture du droit que pour le calcul. En revanche, comme il s'agit d'un droit personnel, les survivants en seront exclus.

2.10.2. L'ouverture du droit

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le bénéfice du forfait d'éducation est ouvert à partir de l'âge de 65 ans (et non plus dès 60 ans comme auparavant).

Néanmoins, les personnes qui bénéficiaient du droit au forfait d'éducation au 1^{er} janvier 2011 gardent le droit à la prestation, indépendamment du fait qu'elles aient atteint l'âge de 65 ans ou non.

Le retrait de la pension comporte le retrait du forfait d'éducation.

2.10.3. Le montant

Pour les bénéficiaires du forfait seul, le forfait d'éducation s'élève en 2013 à 86,54 € par mois et par enfant (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405)

Pour les personnes qui bénéficient en outre d'une pension personnelle et qui touchent le forfait d'éducation en lieu et place des *baby-years*, celui-ci varie avec l'évolution du coût de la vie et avec celle des salaires. Il s'élève en 2013 à 106,26 € par mois et par enfant (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Le forfait d'éducation est soumis aux charges sociales et fiscales prévues en matière de pensions. Il est cessible et saisissable.

Pour les bénéficiaires d'un complément pension minimum, le forfait d'éducation est diminué à raison de la part du complément résultant de la mise en compte des périodes d'éducation comptant pour la détermination du stage⁴⁷.

Pour la détermination des ressources en matière d'allocation complémentaire au RMG, le forfait d'éducation est assimilé à un revenu de remplacement, ce qui veut dire qu'il est pris en compte comme ressource de la communauté domestique.

2.10.4. Le financement et l'organisation

Le forfait d'éducation est à charge de l'État, qui verse chaque mois des avances à l'organisme gestionnaire qui est le Fonds national de solidarité (FNS).

2.10.5. La procédure

Les demandes en vue de l'octroi du forfait d'éducation sont à adresser au FNS⁴⁸.

Les requérants sont tenus de fournir tous les renseignements et données jugés nécessaires pour pouvoir constater l'accomplissement des conditions prévues pour l'octroi du forfait d'éducation.

⁴⁷ voir le point « 2.5.2. Les périodes complémentaires »

⁴⁸ formulaire de demande (reproduit en annexe) disponible sur son site en ligne: www.fns.lu/formulaires/

Les administrations et établissements publics, notamment les organismes de sécurité sociale, sont tenus de fournir au FNS les renseignements que celui-ci leur demande pour le contrôle des conditions et la détermination du forfait.

Le forfait d'éducation est liquidé mensuellement par anticipation. La mensualité est entièrement due à partir de son échéance.

2.11. LE CONCOURS DE LA PENSION DE VIEILLESSE AVEC D'AUTRES REVENUS

2.11.1. Le concours d'une pension de vieillesse normale avec d'autres revenus

La législation luxembourgeoise autorise le retraité de plus de 65 ans à exercer n'importe quelle occupation professionnelle. Celui-ci peut donc cumuler librement sa pension de vieillesse avec un revenu.

2.11.2. La pension de vieillesse anticipée et l'activité salariée

Le bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée ne peut exercer qu'une activité salariée insignifiante ou occasionnelle. Est considérée comme activité insignifiante ou occasionnelle, toute activité continue ou temporaire rapportant un revenu au Luxembourg ou à l'étranger qui, réparti sur une année civile, ne dépasse pas par mois un tiers du SSM. Le SSM mensuel s'élève, au 1^{er} janvier 2013 (indice 756,27), à 1.874,19 €; son tiers équivalant à 624,73 €.

Ainsi, le bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée dont le salaire, réparti sur une année, ne dépasse pas par mois un tiers du SSM, ne subit donc aucune réduction de sa pension.

En revanche, des dispositions anti-cumul sont appliquées si le salaire brut, réparti sur une année civile, dépasse par mois un tiers du SSM. Trois cas peuvent se présenter :

1. Si le cumul de la pension de vieillesse anticipée avec un salaire dépasse un plafond fixé à la moyenne des cinq revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance, la pension est alors réduite du montant de la différence entre, d'une part, la somme du salaire et de la pension et, d'autre part, le plafond des cinq meilleurs revenus, dans le cas où la pension à elle seule est inférieure à ce plafond. Ce plafond ne peut être inférieur au montant de référence augmenté de 50%⁴⁹.

Exemple⁵⁰:

Le bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée continue à toucher un salaire mensuel de 1.500 € pendant 12 mois, cela donne par an 18.000 €.

Supposons que sa pension mensuelle, calculée sans disposition de réduction, s'élève à 2.500 €, soit 30.000 € par an.

Supposons également que la moyenne des cinq revenus les plus élevés de la carrière d'assurance s'élève, au nombre indice du 1^{er} janvier 2013, à 34.100 €

Le salaire touché est supérieur à un tiers du SSM.

⁴⁹ 33.231,54 € par an, soit 2.769,30 € par mois au 1^{er} janvier 2013 (le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions ; il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an).

⁵⁰ Par souci de simplification, les calculs se font pour l'année 2013. En fait, tous les montants sont portés en compte pour leur valeur réduite à l'indice 100 au 1^{er} janvier 1948 et définis pour l'année de base 1984. Le revenu en concours avec la pension est réduit au niveau de l'année de base en le divisant par le facteur de revalorisation et l'indice.

Le total du salaire et de la pension est donc égal à 48.000 € (30.000 € + 18.000 €).

Le montant cumulé de la pension annuelle et du salaire annuel dépasse la moyenne des cinq meilleurs salaires de la carrière d'assurance de 13.900 € (48.000 € – 34.100 €).

Ce montant est donc à déduire de la pension de notre assuré qui continue à toucher 16.100 € de pension par an (30.000 € – 13.900 €), soit 1.341,67 € par mois.

2. Si maintenant la pension est déjà supérieure au plafond, celle-ci est réduite du montant du salaire réalisé.

Dans notre exemple, si l'assuré bénéficiait d'une pension (sans disposition de réduction) s'élevant à 35.000 € par an, celle-ci serait réduite de 18.000 €. Notre assuré continuerait à toucher 17.000 € de pension par an (35.000 € – 18.000 €), soit 1.416,67 € par mois.

3. Enfin, lorsque la rémunération dépasse le plafond prévu, la pension est refusée ou retirée.

À noter qu'en cas de carrière mixte (au Luxembourg et à l'étranger), le plafond des cinq meilleurs salaires est proratisé en fonction de la durée d'assurance au Luxembourg par rapport à la carrière totale.

Par ailleurs, la CSL a développé un logiciel, disponible sur son site en ligne⁵¹, permettant de calculer automatiquement le montant de la pension de vieillesse anticipée en cas de cumul avec un salaire.

2.11.3. La pension de vieillesse anticipée et l'activité non salariée

En matière de cumul d'une pension et d'un revenu d'une activité non salariée, il n'y a aucune diminution de la pension tant que le revenu de cette activité ne dépasse pas un tiers du SSM.

Si le revenu dépasse un tiers du SSM, la pension de vieillesse anticipée est retirée. Il y a donc ici une différence fondamentale avec le cumul dans le cas d'une occupation salariée.

2.11.4. La refixation du montant de la pension

La pension de vieillesse anticipée n'est recalculée qu'une fois par année à la date du 1^{er} avril.

En dehors de cette révision d'office, un recalcul a lieu dans les cas suivants :

- si le revenu professionnel du bénéficiaire augmente de plus de 25% ;
- sur demande du bénéficiaire, s'il prouve une diminution de son revenu, pendant 3 mois et à raison de 10% au moins ;
- lorsque le bénéficiaire reprend ou abandonne son activité professionnelle.

Les dispositions de non cumul restent valables jusqu'à l'accomplissement de la 65^e année. À partir de ce moment, les pensions de vieillesse anticipées deviennent des pensions de vieillesse normales et ne sont plus soumises aux dispositions de non cumul. Les salaires ou revenus réalisés pendant la période de la pension de vieillesse anticipée sont mis en compte et donnent lieu à une refixation des majorations proportionnelles.

2.11.5. La pension de vieillesse et la rente d'accident

En cas de concours d'une pension de vieillesse ou de vieillesse anticipée avec une rente d'accident, la pension est réduite dans la mesure où elle dépasse, ensemble avec la rente d'accident :

- soit la moyenne des cinq revenus annuels les plus élevés de la carrière d'assurance, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%⁵² ;

⁵¹ www.csl.lu/calcul-personnalise-de-votre-pension

⁵² 26.585,23 € par an, soit 2.215,44 € par mois au 1^{er} janvier 2013 (le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions ; il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an).

- soit le revenu professionnel qui a servi de base au calcul de la rente d'accident, si cet autre mode de calcul est plus favorable.

Exemple⁵³:

Revenu ayant servi de base au calcul de la rente d'accident : 27.750 €.

Moyenne des cinq revenus annuels les plus élevés de la carrière d'assurance : 25.640 €.

Or, cette moyenne ne peut être inférieure à 26.585,23 € par an.

Le revenu ayant servi de base au calcul de la rente d'accident reste toutefois le plus élevé. C'est donc ce revenu qui sert de plafond. Il s'élève par mois à : $27.750 \text{ €} / 12 = 2.312,50 \text{ €}$.

Pension de vieillesse mensuelle : 1.856,25 €

Rente d'accident mensuelle : 604,00 €

Total : 2.460,25 €

Plafond (mensuel) : 2.312,50 €

Montant de la réduction : $2.460,25 \text{ €} - 2.312,50 \text{ €} = 147,75 \text{ €}$

Le montant à payer au titre de la pension de vieillesse après réduction s'élève donc à :

$1.856,25 \text{ €} - 147,75 \text{ €} = 1.708,50 \text{ €}$

Résumé des dispositions anti-cumul de la pension de vieillesse anticipée

Revenu	Montant du revenu	Effet des règles anti-cumul de la pension de vieillesse anticipée	
Revenu d'une activité non salariée	< 1/3 SSM		Pas de réduction
	> 1/3 SSM		Retrait
Revenu d'une activité salariée	< 1/3 SSM		Pas de réduction
	> 1/3 SSM et < M5R	pension + revenu < M5R	Pas de réduction
		pension + revenu > M5R	Réduction du dépassement
	> M5R		Retrait
Rente accident		pension + rente accident < soit M5R, soit RBA	Pas de réduction
		pension + rente accident > soit M5R, soit RBA	Réduction du dépassement

RBA : revenu ayant servi de base au calcul de la rente d'accident

M5R : moyenne des cinq salaires ou revenus les plus élevés de la carrière d'assurance (cette moyenne ne peut être inférieure au montant de référence augmenté de 20% en cas de rente d'accident ou de 50% en cas d'activité salariée)

Source : CNAP

2.12. LES RETENUES SUR LES PENSIONS DE VIEILLESSE

Il y a 3 sortes de retenues qui sont généralement effectuées sur les pensions de vieillesse :

- **Les cotisations pour l'assurance maladie**

Pour les bénéficiaires d'une pension de vieillesse affiliés à la CNS, les cotisations sont à parts égales à charge des assurés et de la CNAP. La cotisation est uniquement destinée à financer des prestations en nature puisqu'une indemnité pécuniaire de maladie n'est plus accordée. En 2013, la cotisation à charge du pensionné s'élève à 2,8% de la pension brute.

⁵³ Par souci de simplification, les calculs se font pour l'année 2013 (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

- **La contribution à l'assurance dépendance**

En 2013, elle s'élève à 1,4% de la pension, après déduction de l'abattement d'un quart du SSM ($1.874,19 \text{ €} / 4 = 468,55 \text{ €}$, au 1^{er} janvier 2013, indice 756,27).

- **Les impôts**

Les pensions sont sujettes à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Un barème de retenue d'impôts sur les pensions est publié par arrêté ministériel. Ce barème peut être consulté sur le site en ligne de l'Administration des contributions directes⁵⁴ où il est également possible de calculer soi-même l'impôt sur le revenu, ainsi que les différentes retenues d'impôt à la source sur les salaires et sur les pensions.

2.13. LE REMBOURSEMENT DES COTISATIONS

- Lorsqu'après l'expiration de la 65^e année d'âge, l'assuré ne remplit pas la condition de stage pour l'octroi d'une pension de vieillesse, les cotisations effectivement versées sur son compte, à l'exclusion de la part à charge des pouvoirs publics, lui sont remboursées sur demande⁵⁵, compte tenu de l'adaptation à l'indice des prix à la consommation. Le remboursement fait perdre tout droit à prestations.
- Lorsque par suite du cumul de plusieurs activités ou prestations soumises à l'assurance, l'assiette de cotisation totale d'un assuré dépasse le maximum cotisable, la différence n'est pas mise en compte pour le calcul de la pension. En revanche, l'assuré a droit au remboursement de la part de cotisations afférente lui incombant, sur demande, par année civile et au plus tard au moment de l'attribution de la pension.
- Lorsque le titulaire d'une pension normale exerce une activité salariée, il a droit, sur demande, au remboursement des cotisations versées après l'accomplissement de la 65^e année. Le remboursement est constitué exclusivement de la part des cotisations à charge de l'assuré et il n'est pas adapté à l'indice des prix à la consommation. Le remboursement peut être demandé pour chaque année de calendrier.

54 www.impotsdirects.public.lu

55 formulaire (reproduit en annexe) disponible sur le site en ligne de la CNAP : www.cnap.lu/formulaires/
La demande en obtention d'une pension personnelle de vieillesse ou d'invalidité et celle pour le remboursement des cotisations figurent sur le même formulaire.

3 LA PENSION D'INVALIDITÉ

3.1. LA DÉFINITION DE L'INVALIDITÉ

D'après les termes de la loi luxembourgeoise, est considéré comme atteint d'invalidité l'assuré qui, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure, a subi une perte de sa capacité de travail telle qu'il est incapable d'exercer la profession qu'il a exercée en dernier lieu ainsi que toute autre occupation correspondant à ses forces et aptitudes.

3.2. LES CONDITIONS D'OUVERTURE DU DROIT

Pour avoir droit à une pension d'invalidité, l'assuré doit justifier d'un stage de 12 mois d'assurance au moins au titre de l'assurance obligatoire, continuée ou facultative pendant les 3 années précédant la date de l'invalidité constatée par le Contrôle médical de la sécurité sociale ou de l'expiration de l'indemnité pécuniaire de maladie. Cette période de référence de 3 ans est étendue pour autant et dans la mesure où elle se superpose à des périodes complémentaires ou à des périodes correspondant au bénéfice du RMG. Toutefois, ce stage n'est pas exigé en cas d'invalidité de l'assuré imputable à un accident de quelque nature que ce soit ou à une maladie professionnelle reconnue, survenus pendant l'affiliation.

L'octroi de la pension d'invalidité est subordonné à la condition que l'intéressé renonce au Luxembourg ou à l'étranger à toute activité autre qu'insignifiante, c'est-à-dire rapportant un revenu qui ne dépasse pas un tiers du SSM⁵⁶. La pension est suspendue si l'activité professionnelle indépendante est exercée par autrui pour le compte de l'assuré.

Par ailleurs, le critère médical de l'invalidité doit être reconnu. Est considéré comme atteint d'invalidité l'assuré qui, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure, a subi une perte de sa capacité de travail telle qu'il est incapable d'exercer la profession qu'il a exercée en dernier lieu ainsi que toute autre occupation correspondant à ses forces et aptitudes.

L'assuré doit suivre jusqu'à l'âge de 50 ans, sous peine de suspension de la pension, les mesures de réhabilitation ou de reconversion qui peuvent être prescrites par la caisse de pension sur proposition du Contrôle médical de la sécurité sociale.

Sur base des propositions du Contrôle médical et, le cas échéant, de l'avis de l'office de placement et de rééducation professionnelle des travailleurs handicapés, la caisse de pension arrête les mesures de réhabilitation et de reconversion dans les domaines médical, professionnel et social auxquelles l'intéressé doit se soumettre⁵⁷.

3.3. LES CONDITIONS D'OCTROI ET MODALITÉS DE PAIEMENT DE LA PENSION

3.3.1. La pension d'invalidité temporaire

Lorsque l'invalidité ne revêt qu'un caractère temporaire, la pension prend cours à l'expiration du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie ou, à défaut d'un tel droit, à l'expiration d'une période ininterrompue d'invalidité de six mois. La pension d'invalidité n'est pas allouée pour une période antérieure de plus d'une année à la réception de la demande.

⁵⁶ voir également le point « 3.7. Les dispositions anti-cumul »

⁵⁷ Pour plus de détails sur les mesures de réhabilitation et de reconversion, voir le règlement grand-ducal du 2 septembre 1988.

Lorsque la pension avait déjà été accordée pour une période limitée, elle est réallouée en cas de rechute à partir du premier jour de la nouvelle période d'invalidité tant que le droit à l'indemnité pécuniaire de maladie n'a pas été rétabli.

3.3.2. La pension d'invalidité permanente

La pension d'invalidité court à partir du premier jour de l'invalidité établie, mais au plus tôt le jour où la condition de stage est remplie. En cas d'exercice d'une activité professionnelle indépendante, elle ne commence à courir qu'à partir de la cessation de cette activité. En cas de conservation légale ou conventionnelle de la rémunération de l'activité salariée exercée avant l'échéance du risque, elle ne court qu'à partir du jour de la cessation de cette rémunération. Si l'invalidité est principalement due à un accident du travail survenu ou une maladie professionnelle déclarée après le 31 décembre 2010, la pension d'invalidité ne prend cours qu'à partir de la consolidation⁵⁸.

Pour la période pendant laquelle l'assuré bénéficiaire d'une pension d'invalidité a touché également une indemnité pécuniaire de maladie découlant de l'activité salariée exercée avant l'échéance du risque, la pension d'invalidité est versée à la caisse de maladie qui transmet la différence éventuelle à l'assuré. Toutefois, si l'assuré a bénéficié d'une indemnité pécuniaire d'un régime d'assurance maladie non luxembourgeois, la pension d'invalidité ne prend cours qu'à l'expiration du droit à cette indemnité.

Si la date du début de l'invalidité ne peut pas être établie, elle est censée être celle du jour où la demande en obtention de la pension est parvenue à la CNAP.

3.3.3. La reconduction de la pension d'invalidité en pension de vieillesse

Sans qu'une décision formelle ait à intervenir en ce sens, toutes les pensions d'invalidité en cours sont reconduites en tant que pensions de vieillesse lorsque les bénéficiaires ont accompli l'âge de 65 ans. Toutefois, lorsque le bénéficiaire justifie de salaires, traitements ou revenus cotisables mis en compte au titre de l'assurance obligatoire se situant pendant la période de jouissance de la pension d'invalidité, il est procédé à un recalcul des majorations proportionnelles et, le cas échéant, à une réduction du complément pension minimum, sans que le montant total de la pension puisse subir une diminution. À cet effet, le taux déterminé à la date du début du droit à la pension est applicable⁵⁹.

3.4. LE CALCUL DE LA PENSION D'INVALIDITÉ

La pension d'invalidité annuelle se compose des éléments de pension suivants⁶⁰ :

- **Les majorations proportionnelles** déterminées de la même manière que pour la pension de vieillesse.
- **Les majorations proportionnelles spéciales** correspondant au produit résultant de la multiplication du taux des majorations proportionnelles appliqué à la base de référence, par le nombre d'années restant à courir du début du droit à la pension jusqu'à l'accomplissement de la 55^e année d'âge.

En règle générale, la base de référence est un revenu fictif qui est établi en divisant le montant des salaires, traitements ou revenus cotisables portés en compte entre le début de l'année civile suivant celle où l'assuré a accompli l'âge de 24 ans et l'échéance du risque par le nombre d'années de cette même période. Toutefois, peuvent être

⁵⁸ La consolidation est une notion médicale qui correspond à la stabilisation de l'état de santé du patient.

⁵⁹ voir le point suivant

⁶⁰ voir également le point « 2.8.4. Les taux, seuils et augmentations des majorations proportionnelles et les taux des majorations forfaitaires, selon l'année du début du droit à la pension »

neutralisées dans cette période les périodes de jouissance d'une pension d'invalidité antérieure, les périodes de formation professionnelle non indemnisées, les périodes de carence pour l'indemnisation du chômage, les périodes d'éducation d'enfants ainsi que les périodes à partir du 1^{er} janvier 1990 pendant lesquelles l'intéressé a assuré des soins à une personne se trouvant dans un état d'impotence tel qu'elle ne pouvait subsister sans les soins d'autrui.

- **Les majorations forfaitaires** déterminées de la même manière que pour la pension de vieillesse.
- **Les majorations forfaitaires spéciales** correspondant à autant de quarantièmes du produit de la multiplication du taux des majorations forfaitaires par le montant de référence⁶¹ qu'il manque d'années entre le début du droit à la pension et l'âge de 65 ans accomplis, sans que le nombre d'années mises en compte puisse dépasser, compte tenu des majorations forfaitaires, 40. L'année commencée compte pour une année entière.

Toutefois, la mise en compte des périodes prospectives pour les majorations forfaitaires spéciales n'est effectuée intégralement que si l'assuré justifie d'une carrière d'assurance ininterrompue avant l'échéance du risque, sinon elles ne sont allouées que dans la proportion du nombre d'années de périodes d'assurance accomplies à partir de l'âge de 25 ans par rapport au nombre d'années se situant entre cet âge et l'échéance du risque.

- **Une allocation de fin d'année** calculée de la même manière que pour les pensions de vieillesse.

Un exemple de calcul d'une pension d'invalidité en 2013⁶²

Données

Date de naissance : 01.08.1967

Début de l'année civile suivant celle où l'assuré a accompli l'âge de 24 ans : 01.01.1992

Accomplissement de la 55^e année : 01.08.2022

Accomplissement de la 65^e année : 01.08.2032

Cessation de l'activité professionnelle : 28.02.2013

Période d'assurance totale de 1982 à 2013 : 372 mois

Revenu professionnel total pendant cette période : 520.000 €

Début de la pension : 01.03.2013

Base de référence du 01.01.1992 au 01.03.2013 : 18.000 €

Majorations forfaitaires

Normales (a)

372 mois / 12 = 31 années soit 31/40 de 435,94 € = 337,85 €

Spéciales (b)

du 01.03.2013 au 01.08.2032 = 233 mois / 12 = 19,41 années

⁶¹ Le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions. Il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an.

⁶² nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405

a) + b) ne sauraient dépasser un maximum de 40 années

donc $40 - 31 = 9$ années soit $9/40$ de $435,94 = 98,09$ €

Majorations proportionnelles

Normales

$1,844\%$ de 520.000 € = $9.588,80$ € / $12 = 799,07$ €

Spéciales

du début de la pension jusqu'à l'âge de 55 ans

= du 01.03.2013 au 01.08.2022 = 113 mois = 9,41 années

= $1,844\%$ de $9,41 \times$ base de référence annuelle / 12

= $1,844\%$ de $9,41 \times 18.000$ € / 12 = $260,28$ €

Échelonnées

Âge + carrière à l'échéance du risque : $46 + 31 = 77 < 93$; d'où 0 € (aucune augmentation échelonnée du taux des majorations proportionnelles)

Allocation de fin d'année

372 mois / $12 = 31$ années soit $31/40$ de $709,79$ € = $550,09$ €

Montant mensuel théorique : $550,09$ € / $12 = 45,84$ €

Pension brute mensuelle = 1.541,13 €

Pour le calcul des pensions de vieillesse, il y a lieu de se reporter au point « 2.8. Le calcul de la pension de vieillesse ».

3.5. LA PENSION MINIMUM

3.5.1. Le principe légal

Comme pour la pension de vieillesse, aucune pension d'invalidité ne peut être inférieure à 90% du montant de référence⁶³ lorsque l'assuré a accompli un stage de 40 années.

En cas d'invalidité précoce, est pris en compte pour parfaire le stage précité, le nombre d'années manquantes entre le début du droit à pension et l'âge de 65 ans, sans que le nombre total d'années ne puisse dépasser 40. Lorsque l'invalidité survient après l'âge de 25 ans, le nombre d'années d'assurance n'est pris en compte que dans la proportion de la durée entre le début de l'année suivant celle où l'assuré a accompli l'âge de 24 ans et l'échéance du risque par rapport à la durée totale de cette période. Pour autant que de besoin, un complément est accordé.

La pension minimum correspond en 2013 à un montant mensuel garanti de 1.661,58 € (indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

⁶³ Le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions. Il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an.

3.5.2. Un exemple de calcul d'une pension minimum

Le calcul d'une pension d'invalidité en 2013⁶⁴

Données

Date de naissance d'une assurée : 01.01.1959

Accomplissement de la 25^e année : 01.01.1984

Accomplissement de la 55^e année : 01.01.2014

Accomplissement de la 65^e année : 01.01.2024

Période d'assurance totale du 01.01.1983 au 31.12.2012 : 360 mois

Total des revenus professionnels au cours de cette période : 260.000 €

Début de la pension : 01.01.2013

Base de référence annuelle calculée pour la période de l'accomplissement de la 25^e année jusqu'au début de la pension : 8.700 €

Périodes d'éducation d'enfants du 01.03.1979 au 31.12.1981 = 34 mois / 12 = 2,83 ans

Les majorations forfaitaires

Normales (a)

$360 + 34 = 394 \text{ mois} / 12 = 32,83$

Donc 33 années soit 33/40 de 435,94 € = 359,65 €

Spéciales (b)

Du début de la pension à l'accomplissement de la 65^e année = du 01.01.2013 au 01.01.2024 = 132 mois / 12 = 11 années

$a) + b) = 33 + 11 = 44$; or, $a) + b)$ ne sauraient dépasser un maximum de 40 années

donc $40 - 33 = 7$ années, soit 7/40 de 435,94 = 76,29 €

Les majorations proportionnelles

Normales

$1,844\%$ de 260.000,00 € = 4.794,40 € / 12 = 399,53 €

Spéciales

Du début de la pension jusqu'à l'accomplissement de la 55^e année = du 01.01.2013 au 01.01.2014 = 12 mois = 1 année

$1,844\%$ de 1 x base de référence annuelle / 12 = $1,844\%$ de 8.700 € / 12 = 13,37 €

Échelonnées

Âge + carrière à l'échéance du risque : $54 + 30 = 84 < 93$; d'où 0 € (aucune augmentation échelonnée du taux des majorations proportionnelles)

Pension brute : 848,84 €

Périodes à mettre en compte pour l'octroi de la pension minimum :

Période d'assurance du 01.01.1983 au 31.12.2012 : 30 années

Période entre le début de la pension et l'âge de 65 ans : 11 années

⁶⁴ nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405

Période d'éducation d'enfants du 01.03.1979 au 31.12.1981 : 2,83 années

Total : 43,83 années

L'assurée a donc droit à la pension minimum de 40 années d'assurance = 1.661,58 €

Elle peut donc prétendre à un complément de 1.661,58 € - 848,84 € = 812,74 €.

L'assurée pourra prétendre en plus à une **allocation de fin d'année** correspondant à 33/40 de 709,79 € = **585,58 €** ou théoriquement 48,80 € par mois.

3.6. LE RETRAIT DE LA PENSION D'INVALIDITÉ

La pension d'invalidité est retirée si le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'invalidité ou s'il exerce une activité professionnelle dépassant un tiers du SSM⁶⁵.

3.7. LES DISPOSITIONS ANTI-CUMUL

Des dispositions anti-cumul sont appliquées dans les deux hypothèses suivantes :

3.7.1. *Le concours d'une pension d'invalidité avec une activité professionnelle*

Lorsqu'un bénéficiaire d'une pension d'invalidité exerce encore une activité professionnelle, les revenus retirés de cette activité ne peuvent dépasser un tiers du SSM, à savoir 624,73 € (au 1^{er} janvier 2013, indice 756,27) ; auquel cas, la pension est retirée.

3.7.2. *Le concours d'une pension d'invalidité avec une rente d'accident*

En cas de concours d'une pension d'invalidité avec une rente d'accident, la pension est réduite dans la mesure où elle dépasse, ensemble avec la rente d'accident :

- soit la moyenne des cinq revenus annuels les plus élevés de la carrière d'assurance, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%⁶⁶ ;
- soit le revenu professionnel qui a servi de base au calcul de la rente d'accident, si cet autre mode de calcul est plus favorable.

3.8. LE SUPPLÉMENT DE PENSION ALLOUÉ AUX VICTIMES D'ACTES ILLÉGAUX DE L'OCCUPANT (COMPLÉMENT DIFFÉRENTIEL)

Un supplément de pension est attribué aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant durant la Seconde Guerre mondiale⁶⁷. Ainsi, en cas d'invalidité précoce⁶⁸ de ces personnes, elles ont droit à la pension qui aurait été due à l'âge de 65 ans.

⁶⁵ voir le point suivant

⁶⁶ 2.215,44 € par mois au 1^{er} janvier 2013 (le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions ; il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an)

⁶⁷ voir également la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces.

⁶⁸ Un complément différentiel peut également être accordé en cas de décès précoce.

À cet effet, il est ajouté à la pension arrêlée au moment de la réalisation du risque un supplément déterminé dans le régime général d'après les règles suivantes. Le montant du complément différentiel est déterminé en raison de la moyenne des cinq salaires ou traitements annuels cotisables, et le cas échéant ajustés, les plus élevés de la carrière d'assurance, sinon et pour le cas où cette mise en compte serait plus favorable, du salaire ou traitement cotisable, le cas échéant ajusté, de l'année de calendrier ayant précédé immédiatement celle de la survenance du risque. Pour les indépendants, on tient compte des cotisations valablement payées.

Le complément différentiel est suspendu dans la mesure où il se superpose aux majorations spéciales de pension en cas d'invalidité ou de décès précoces.

Le complément différentiel est ajouté à la pension arrêlée autant de fois qu'il manque d'années jusqu'à la limite d'âge de retraite.

3.9. LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE EN MATIÈRE DE PENSION D'INVALIDITÉ

3.9.1. La présentation de la demande

Les pensions d'invalidité ne sont accordées que sur demande formelle des intéressés⁶⁹. La situation personnelle du demandeur détermine la procédure à suivre pour l'introduction de la demande. Si l'intéressé vient de cesser son occupation professionnelle pour des raisons de santé, il doit présenter une demande de pension d'invalidité auprès de la CNAP au moyen du formulaire qui lui sera transmis par la CNS. Si, en revanche, l'intéressé avait cessé son activité professionnelle depuis un certain temps déjà ou s'il est bénéficiaire d'une indemnité de chômage, il est obligé de remplir la demande lui-même ou avec l'aide des syndicats, des organisations patronales, des offices sociaux, etc.

a) l'intéressé vient de cesser son occupation professionnelle pour raisons de santé

La première chose à faire est d'introduire une déclaration de maladie auprès de la CNS. Celle-ci accorde des indemnités pécuniaires de maladie et cherche à constater si la cessation du travail est la suite d'une maladie passagère ou s'il s'agit d'une invalidité pouvant entraîner l'allocation d'une pension d'invalidité. À cet effet, un rapport médical détaillé est demandé au médecin traitant. Si sur base de ce rapport, le Contrôle médical de la sécurité sociale arrive à la conclusion qu'il s'agit effectivement d'une invalidité durable, il en informe la CNS qui propose alors à l'assuré d'introduire une demande en obtention d'une pension d'invalidité auprès de la CNAP.

b) l'intéressé a cessé son occupation professionnelle depuis un certain temps déjà

Dans cette hypothèse, une indemnité pécuniaire n'est pas due de la part de la CNS. La présentation de la demande de pension se fait sans le concours de cette caisse. L'assuré lui-même se procure un formulaire de demande auprès de la CNAP et le remplit aussi exactement que possible. La CNAP charge le médecin traitant d'établir un rapport médical détaillé. Les frais de ce rapport médical sont à charge de l'établissement d'assurance.

c) l'invalidité est la suite d'un accident de travail

L'Association d'assurance accident (AAA) et la CNAP sont des administrations distinctes. Il ne suffit donc pas de solliciter l'octroi d'une rente auprès de l'AAA, mais il faut introduire également une demande en obtention d'une pension d'invalidité auprès de la CNAP. La demande est présentée sans le concours de la caisse de maladie, suivant la procédure décrite ci-avant. Si l'invalidité est entièrement imputable à l'accident professionnel, il est inutile de joindre un certificat médical, car l'avis du Contrôle médical se base sur le dossier concernant l'accident.

⁶⁹ formulaire (reproduit en annexe) disponible sur le site en ligne de la CNAP: www.cnap.lu/formulaires/

d) le cas particulier du frontalier

La demande en obtention de la pension est en principe présentée dans le pays dans lequel le demandeur réside. Il est dérogé à ce principe en ce qui concerne les assurés occupés en dernier lieu sur le territoire du Luxembourg et habitant en France, en Belgique ou en Allemagne. À condition de bénéficier de l'indemnité pécuniaire de maladie de la part d'une caisse de maladie luxembourgeoise, ils peuvent adresser leur demande en obtention de la pension d'invalidité à la CNAP. Si le frontalier était affilié également dans son pays de résidence, la CNAP se mettra en rapport avec l'organisme de pension compétent du pays de résidence en vue de l'examen des droits à pension dans ce pays.

3.9.2. L'instruction de la pension

On entend par instruction de la pension tous les travaux nécessaires à la régularisation de la demande présentée. La durée de cette instruction est fonction de la disponibilité et de la fiabilité des données de base et peut donc varier fortement d'une demande à l'autre. Si l'organisme de pension dispose de toutes les pièces médicales et administratives, la régularisation de la demande ne prendra pas plus de quatre à six semaines. Si, en revanche, la collecte des données implique des recherches complexes à l'étranger, l'instruction peut prendre des mois.

Lorsque l'instruction est terminée, la pension est accordée ou rejetée par une décision présidentielle susceptible d'opposition.

4 LES PENSIONS DE SURVIE

4.1. LA PENSION DE SURVIE DU CONJOINT OU PARTENAIRE

4.1.1. Les conditions d'attribution

A droit à une pension de survie, le conjoint ou partenaire survivant d'un bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'un assuré si celui-ci au moment de son décès justifie d'un stage de 12 mois d'assurance au moins au titre de l'assurance obligatoire ou continuée pendant les 3 années précédant la réalisation du risque.

Cette période de référence de 3 ans est étendue pour autant et dans la mesure où elle se superpose à des périodes complémentaires. Toutefois, ce stage n'est pas exigé en cas de décès de l'assuré imputable à un accident de quelque nature que ce soit ou à une maladie professionnelle reconnue, survenus pendant l'affiliation.

Il faut noter qu'aucun droit à une pension de survie n'est ouvert pour les conjoints qui ont contracté un mariage :

- soit avec un bénéficiaire d'une pension (de vieillesse ou d'invalidité) ;
- soit avec un assuré moins d'un an avant sa mise à la retraite (pour cause d'invalidité ou pour cause de vieillesse) ou avant son décès.

Il existe cependant les exceptions suivantes :

- le décès ou l'attribution de la pension d'invalidité sont dus à un accident ;
- un enfant est issu du mariage ;
- le mariage a duré plus d'une année et la différence d'âge entre les conjoints est inférieure à 15 années ;
- le mariage a duré 10 années.

Les mêmes dispositions sont applicables dans le cadre d'un partenariat.

4.1.2. Les droits à pension du conjoint divorcé ou de l'ancien partenaire

En cas de décès de son ex-conjoint, le conjoint divorcé a droit à une pension de survie à condition de ne pas avoir contracté un nouveau mariage avant le décès de son conjoint divorcé.

La pension de survie du conjoint divorcé est établie sur la base de la pension de survie en fonction des périodes d'assurance accomplies par le conjoint pendant la durée du mariage par rapport à la durée totale des périodes d'assurance mises en compte.

En cas de concours d'un ou de plusieurs conjoints divorcés avec un conjoint, la pension de survie est répartie entre les ayants droit proportionnellement à la durée des différents mariages.

Ces mêmes dispositions s'appliquent en cas de dissolution d'un partenariat pour une cause autre que le décès.

4.1.3. Les personnes assimilées au conjoint ou au partenaire survivant

Lorsqu'un bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou un assuré remplissant les conditions prévues pour l'octroi d'une pension de survie décède sans laisser de conjoint ou de

partenaire survivant, le droit à la pension de survie est ouvert au profit des parents et alliés en ligne directe (fils ou fille, petit-fils ou petite-fille, père ou mère et les conjoints ou partenaires de ces personnes), aux parents en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré inclusivement (frère et soeur) et aux enfants adoptifs mineurs lors de l'adoption, à condition :

- qu'ils soient veufs ou veuves, divorcés, séparés de corps, anciens partenaires ou célibataires ;
- qu'ils vivent depuis au moins cinq années précédant le décès de l'assuré ou du bénéficiaire de pension en communauté domestique avec lui ;
- qu'ils aient fait son ménage pendant la même période ;
- que l'assuré ou le bénéficiaire de pension ait contribué d'une part prépondérante à leur entretien pendant la même période ;
- qu'ils soient âgés de plus de 40 ans au moment du décès de l'assuré ou du bénéficiaire de pension.

4.1.4. *Le mode de calcul*

La pension annuelle de survie se compose en cas de décès d'un bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'un assuré :

- de 3/4 des majorations proportionnelles⁷⁰ et des majorations proportionnelles spéciales auxquelles l'assuré avait ou aurait eu droit ;
- de la totalité des majorations forfaitaires et des majorations forfaitaires spéciales auxquelles l'assuré avait ou aurait eu droit ;
- de la totalité de l'allocation de fin d'année calculée pour la pension à laquelle l'assuré avait ou aurait eu droit.

En aucun cas, l'ensemble des pensions de survivants du chef d'un assuré ne peut être supérieur à la pension qui aurait été due à l'assuré ou, si ce mode de calcul est plus favorable, à la moyenne des cinq salaires, traitements ou revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%⁷¹. Si le total des pensions des survivants dépasse cette limite, elles sont réduites proportionnellement⁷².

Si la pension n'est pas versée au bénéficiaire pour l'année civile entière, l'allocation de fin d'année se réduit à un douzième pour chaque mois de calendrier entier. Le conjoint ou le partenaire survivant ayant vécu en communauté domestique avec le bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité a droit à la totalité de l'allocation pour la période de l'année civile s'étendant jusqu'à la fin du mois du décès.

Une pension minimum peut être également accordée en faveur des conjoints ou des partenaires survivants, d'un assuré ou d'un bénéficiaire de pension remplissant les conditions de stage pour l'obtention de la pension minimum. La pension de survie est augmentée jusqu'à concurrence de la pension minimum à laquelle avait ou aurait eu droit l'assuré décédé. En cas de décès précoce, est pris en compte pour parfaire le stage précité, le nombre d'années manquantes entre le début du droit à pension et l'âge de 65 ans, sans que le nombre total ne puisse dépasser 40.

⁷⁰ comprenant le cas échéant l'augmentation échelonnée

⁷¹ 2.215,44 € par mois au 1^{er} janvier 2013 (le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions ; il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an).

⁷² voir le point « 4.2.2. Le mode de calcul et les dispositions anti-cumul » pour des exemples de calculs de pensions de survie

Pour le calcul de la pension de survie maximum, les facteurs de réversion s'appliquent en tenant compte de la pension maximum prévue pour l'assuré principal.

Les pensions de survie sont indexées aux variations du coût de la vie et ajustées à l'évolution du niveau des salaires.

La CSL a développé un logiciel, disponible sur son site en ligne⁷³, permettant de calculer automatiquement le montant de la pension de survie du conjoint ou partenaire.

4.1.5. Les dispositions anti-cumul

En cas de concours d'une pension de survie avec une rente d'accident de survie, la pension est réduite dans la mesure où elle dépasse ensemble avec la rente d'accident :

- soit 3/4 de la moyenne des cinq salaires, revenus ou traitements annuels les plus élevés de la carrière, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%⁷⁴ ;
- soit le revenu professionnel qui a servi de base au calcul de la rente d'accident, si cet autre mode de calcul est plus favorable.

Lorsque la pension de survie dépasse, ensemble avec des revenus professionnels, des revenus de remplacement ou des pensions personnelles, un seuil correspondant au montant de référence augmenté de 50%⁷⁵, elle est réduite à raison de 30% du montant des revenus personnels, à l'exclusion de ceux représentant la différence entre la pension de survie et le seuil prévu au cas où la pension de survie est inférieure à ce seuil.

Ce seuil est augmenté de 4% pour chaque enfant ouvrant droit à la mise en compte des *baby-years* ou du forfait d'éducation. Ce pourcentage est porté à 12% pour chaque enfant ouvrant droit à une pension d'orphelin.

Cependant, parmi les revenus professionnels ou les revenus de remplacement se rapportant à une activité professionnelle, un montant correspondant à 2/3 du montant de référence n'est pas pris en considération⁷⁶.

Exemples d'application des dispositions anti-cumul en 2013⁷⁷

Lorsque la pension de survie dépasse ensemble avec les revenus personnels du bénéficiaire un seuil de 2.769,30 € par mois, elle est réduite à raison de 30% du montant des revenus personnels, à l'exclusion de ceux représentant la différence entre la pension de survie et le seuil prévu au cas où la pension de survie est inférieure à ce seuil.

Sont pris en compte au titre des revenus personnels, les revenus professionnels et les revenus de remplacement dépassant 1.230,80 € par mois. Les pensions personnelles par contre sont toujours mises en compte, quel que soit le montant.

Concours d'une pension de survie avec une pension personnelle

a) Pension de survie mensuelle : 2.800,00 €

Pension personnelle mensuelle : 625,00 €

Total : 3.425,00 €

Seuil : 2.769,30 €

73 www.csl.lu/calcul-personnalise-de-votre-pension

74 2.215,44 € par mois au 1^{er} janvier 2013 (le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions ; il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an).

75 2.769,30 € par mois au 1^{er} janvier 2013

76 Ce revenu professionnel immunisé correspond, au 1^{er} janvier 2013, à un montant mensuel de 1.230,80 €

77 nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405

Étant donné que la pension de survie à elle seule dépasse déjà le seuil, elle est réduite à raison de 30% de la pension personnelle

$$30\% \text{ de } 625,00 \text{ €} = 187,50 \text{ €}$$

$$\text{Pension de veuve réduite: } 2.800,00 \text{ €} - 187,50 \text{ €} = 2.612,50 \text{ €}$$

b) Pension de survie mensuelle : 1.200,00 €

Pension personnelle mensuelle : 1.600,00 €

Total : 2.800,00 €

Seuil : 2.769,30 €

Étant donné que la pension de survie est inférieure au seuil, mais que le total des deux pensions est supérieur au seuil, la pension de survie est réduite à raison de 30% du montant de la pension personnelle, à l'exclusion du montant de la différence entre la pension de survie et le seuil.

Ce montant s'élève à :

$$2.769,30 \text{ €} - 1.200,00 \text{ €} = 1.569,30 \text{ €}$$

Pension personnelle à mettre en compte :

$$1.600,00 \text{ €} - 1.569,30 \text{ €} = 30,70 \text{ €}$$

$$30\% \text{ de ce montant : } 30,70 \times 30\% = 9,21 \text{ €}$$

$$\text{Pension de survie réduite : } 1.200,00 - 9,21 = 1.190,79 \text{ €}$$

À rappeler encore une fois que si le total de deux pensions est inférieur au seuil, aucune réduction n'est à opérer.

Concours d'une pension de survie avec un revenu professionnel

Les revenus professionnels ne sont mis en compte que s'ils dépassent le montant de 1.230,80 € par mois. Ce montant immunisé est donc à déduire d'un revenu éventuellement plus élevé.

a) Salaire mensuel : 1.300,00 €

Montant immunisé : 1.230,80 €

Salaire à mettre en compte : 69,20 €

Pension de survie mensuelle : 1.000,00 €

Total à mettre en compte : 1.069,20 €

Seuil : 2.769,30 €

Le total du salaire à mettre en compte et de la pension de survie est donc inférieur au seuil, de sorte qu'il n'y a pas de réduction à opérer sur la pension de survie.

b) Salaire mensuel : 3.200,00 €

Montant immunisé : 1.230,80 €

Salaire à mettre en compte : 1.969,20 €

Pension de survie mensuelle : 1.500,00 €

Total à mettre en compte : 3.469,20 €

Seuil : 2.769,30 €

Le total du salaire à mettre en compte et de la pension de survie dépasse donc le seuil de sorte qu'une réduction est à opérer :

Réduction : 30% du salaire à mettre en compte (moins la différence entre la pension de survie et le seuil)

$$= 30\% \text{ de } [1.969,20 \text{ €} - (2.769,30 \text{ €} - 1.500 \text{ €})] = 209,97 \text{ €}$$

$$\text{Pension de survie due : } 1.500,00 \text{ €} - 209,97 \text{ €} = 1.290,03 \text{ €}$$

c) Salaire mensuel : 3.750,00 €

Montant immunisé : 1.230,80 €

Salaire à mettre en compte : 2.519,20 €

Pension de survie mensuelle : 1.100,00 €

Total à mettre en compte : 3.619,20 €

Seuil : 2.769,30 €

Le total du salaire à mettre en compte et de la pension de survie dépasse donc le seuil de sorte qu'une réduction est à opérer :

Réduction : 30% du salaire à mettre en compte (moins la différence entre la pension de survie et le seuil)

$$= 30\% \text{ de } [2.519,20 \text{ €} - (2.769,30 \text{ €} - 1.100 \text{ €})] = 254,97 \text{ €}$$

$$\text{Pension de survie due : } 1.100,00 \text{ €} - 254,97 \text{ €} = 845,03 \text{ €}$$

Par ailleurs, la CSL a développé un logiciel, disponible sur son site en ligne⁷⁸, permettant de calculer automatiquement le montant de la pension de survie en cas de cumul avec une pension personnelle ou un salaire.

4.1.6. Les modalités de paiement

La pension de survie commence à courir le jour du décès de l'assuré ou, si l'assuré était titulaire d'une pension d'invalidité ou de vieillesse, le premier jour du mois qui suit le décès.

Les pensions de survie cessent d'être payées à partir du mois suivant celui du remariage ou d'un partenariat.

Si le titulaire d'une pension de survie se remarie avant l'âge de 50 ans, la pension de survie est rachetée au taux de cinq fois le montant versé au cours des douze derniers mois. En cas de remariage après l'âge de 50 ans, le taux est réduit à trois fois le montant précité. Ne sont pas comprises dans le montant du rachat les majorations proportionnelles spéciales et les majorations forfaitaires spéciales qui se réfèrent à des périodes prospectives. Ces mêmes dispositions s'appliquent dans le cadre du partenariat.

4.2. LA PENSION D'ORPHELIN

4.2.1. Les conditions d'octroi

Les enfants légitimes ont droit après le décès soit du père, soit de la mère, à une pension de survie, dans les mêmes conditions de stage que celles prévues pour les autres pensions de survie.

Sont assimilés à des enfants légitimes :

- les enfants légitimés ;

⁷⁸ www.csl.lu/calcul-personnalise-de-votre-pension

- les enfants adoptifs ;
- les enfants naturels ;
- tous les enfants, orphelins de père et de mère, à condition que l'assuré ou le bénéficiaire de pension en ait assumé l'entretien et l'éducation pendant les 10 mois précédant son décès et qu'ils n'aient pas droit à une pension d'orphelin suite au décès de leurs parents.

La pension d'orphelin est accordée jusqu'à l'âge de 18 ans. Elle est accordée ou maintenue au maximum jusqu'à l'âge de 27 ans si l'orphelin est empêché de gagner sa vie par suite de la préparation scientifique ou technique à sa future profession⁷⁹.

Les pensions d'orphelin s'éteignent à l'expiration des limites d'âge prévues ou antérieurement si l'enfant décède. Sauf en cas d'études, la pension d'orphelin cesse d'être payée à partir du mois suivant le mariage ou la déclaration de partenariat du bénéficiaire.

4.2.2. Le mode de calcul et les dispositions anti-cumul

La pension annuelle de survie de l'orphelin se compose en cas de décès d'un bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'un assuré :

- de 1/4 des majorations proportionnelles⁸⁰ et des majorations proportionnelles spéciales auxquelles l'assuré avait ou aurait eu droit ;
- de 1/3 des majorations forfaitaires et des majorations forfaitaires spéciales auxquelles l'assuré avait ou aurait eu droit ;
- de 1/3 de l'allocation de fin d'année.

Pour les orphelins de père et de mère la pension est du double de celle visée ci-dessus. Lorsqu'un droit à pension d'orphelin existe tant du chef du père que du chef de la mère, la pension la plus élevée est versée.

Le complément de la pension minimum est alloué à l'orphelin à raison de 1/4 (1/4 de 1.661,58 € = 415,40 €)⁸¹.

Les pensions d'orphelin sont indexées aux variations du coût de la vie et ajustées à l'évolution du niveau des salaires.

En cas de concours d'une pension d'orphelin avec une rente d'accident de survie, la pension est réduite dans la mesure où elle dépasse ensemble avec la rente d'accident :

lorsqu'il s'agit d'un orphelin de père et de mère

- soit 3/4 de la moyenne des cinq salaires, revenus ou traitements annuels les plus élevés de la carrière, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%⁸² ;
- soit le revenu professionnel qui a servi de base au calcul de la rente d'accident, si cet autre mode de calcul est plus favorable.

⁷⁹ La disposition de la loi modifiée du 27 juillet 1987 stipulant que les « pensions d'orphelin sont versées provisoirement sans limite d'âge au profit des descendants qui, par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, se trouvent hors d'état de gagner leur vie, à condition que l'infirmité ait été constatée avant l'âge de dix-huit ans » a été abrogée par la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. Toutefois, les pensions d'orphelins en cours avant l'entrée en vigueur de cette loi continuent à sortir leurs effets.

⁸⁰ comprenant le cas échéant l'augmentation échelonnée

⁸¹ au 1^{er} janvier 2013 (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405)

⁸² 2.215,44 € par mois au 1^{er} janvier 2013 (le montant de référence constitue un paramètre servant à déterminer certains seuils en relation avec le calcul des pensions ; il est fixé, au nombre 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 et pour l'année de base 1984, à 2.085 € par an).

lorsqu'il s'agit d'un orphelin de père ou de mère

- soit 1/3 de la moyenne des cinq salaires, revenus ou traitements annuels les plus élevés de la carrière, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%⁸² ;
- soit le revenu professionnel qui a servi de base au calcul de la rente d'accident, si cet autre mode de calcul est plus favorable.

En aucun cas, l'ensemble des pensions de survivants du chef d'un assuré ne peut être supérieur à la pension qui aurait été due à l'assuré ou, si ce mode de calcul est plus favorable, à la moyenne des cinq salaires, traitements ou revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%⁸². Si le total des pensions des survivants dépasse cette limite, elles sont réduites proportionnellement.

Exemples de calculs de pensions de survie en 2013⁸³

Soit une pension de vieillesse s'élevant à 2.201,26 € par mois et se répartissant sur les différents éléments comme suit :

Majorations forfaitaires : 435,94 €

Majorations proportionnelles : 1.706,17 €

Allocation de fin d'année (montant mensuel théorique) : 59,15 €

Total : 2.201,26 €

Calcul de la pension mensuelle du conjoint survivant

Les majorations forfaitaires sont dues intégralement : 435,94 €

Les majorations proportionnelles sont dues à raison de 3/4 :

$1.706,17 \text{ €} \times 3/4 = 1.279,63 \text{ €}$

L'allocation de fin d'année est due intégralement 59,15 €

Pension mensuelle : 1.774,72 €

Calcul de la pension pour un orphelin

Les majorations forfaitaires sont dues à raison de 1/3 : $435,94 \text{ €} \times 1/3 = 145,31 \text{ €}$

Les majorations proportionnelles sont dues à raison de 1/4 : $1.706,17 \text{ €} \times 1/4 = 426,54 \text{ €}$

L'allocation de fin d'année est due à raison de 1/3 : $59,15 \text{ €} \times 1/3 = 19,72 \text{ €}$

Pension mensuelle : 591,57 €

L'ensemble des pensions de survie ne peut être supérieur à la pension qui aurait été due à l'assuré, ou, à la moyenne des cinq salaires, traitements ou revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance, sans que cette moyenne ne puisse être inférieure au montant de référence augmenté de 20%, c'est-à-dire à 2.215,44 € par mois au 1^{er} janvier 2013.

Pension de l'assuré : 2.201,26 €

Moyenne des cinq salaires les plus élevés : $2.150 \text{ €} < 2.215,44 \text{ €}$

Pension du conjoint survivant : 1.774,72 €

Pension d'orphelin : 591,57 €

Total des deux pensions : $2.366,29 \text{ €} > 2.215,44 \text{ €}$

83 nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405

Les pensions de survie sont donc à réduire proportionnellement (plafond le plus élevé) :

Facteur de réduction : $2.215,44 / 2.366,29 = 0,93625$

Montant mensuel de la pension du conjoint survivant :

$1.774,72 \text{ €} \times 0,93625 = 1.661,58 \text{ €}$

Montant mensuel de la pension d'orphelin : $591,57 \times 0,93625 = 553,86 \text{ €}$

Total des deux pensions : 2.215,44 €

Calcul de la pension de survie en cas de divorce

Conjoint divorcé seul :

Pension de survie normale : 1.700 €

Durée du mariage : 01.02.1977 - 31.10.1987 (transcription du divorce)

Mois d'assurance pendant cette période : 129 mois

Total des mois d'assurance de 1970 - 2010 : 480 mois

Prorata divorce : $129 / 480 = 0,27$

La part de pension du conjoint divorcé s'élève donc par mois à $1.700 \text{ €} \times 0,27 = 459 \text{ €}$

Concours d'une pension de survie pour conjoint divorcé avec une pension de survie pour veuve/veuf :

Dans ce cas, les différentes parts de pension sont calculées proportionnellement à la durée des différents mariages :

Durée du 1^{er} mariage : 01.02.1977 - 31.10.1987 : 129 mois

Durée du 2^e mariage : 01.03.2001 - 28.02.2010 : 108 mois

Durée totale des deux mariages : 237 mois

Part du conjoint divorcé : $129 / 237 = 0,54$

Part de la veuve/du veuf : $108 / 237 = 0,46$

D'après ce calcul, le conjoint divorcé toucherait donc 54% de la pension normale. Or, une disposition légale supplémentaire prévoit que la part du conjoint divorcé ne peut pas excéder celle qui lui reviendrait s'il était le seul bénéficiaire.

Dans l'exemple ci-dessus, le conjoint divorcé n'a donc droit qu'au pourcentage résultant du premier calcul, c'est-à-dire à 27% (129 mois / 480 mois) de la pension de survie normale = 459 €.

La veuve/le veuf a droit à la différence entre cette part et la pension de survie normale c'est-à-dire $1.700 \text{ €} - 459 \text{ €} = 1.241 \text{ €}$, soit 73% de la pension de survie totale.

Si le pourcentage « mariages » du conjoint divorcé avait été moins élevé que le pourcentage périodes d'assurance, c'est le premier qui aurait été retenu pour le calcul de la part de pension revenant au conjoint divorcé.

En résumé, on peut dire que le conjoint divorcé a toujours droit à la part de pension la moins élevée résultant des deux calculs.

Par ailleurs, la CSL a développé un logiciel, disponible sur son site en ligne⁸⁴, permettant de calculer automatiquement le montant de la pension de survie en cas de cumul avec une pension personnelle ou un salaire.

84 www.csl.lu/calcul-personnalise-de-votre-pension

4.3. LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE EN MATIÈRE DE PENSIONS DE SURVIE

Toutes les pensions ne sont accordées que sur demande formelle des intéressés. Les formulaires de demande sont disponibles auprès de la CNAP⁸⁵. Même en cas de décès d'un bénéficiaire de pension, la pension de survie ne peut être accordée que sur demande des survivants. En cas de connaissance du décès de l'assuré, la CNAP envoie un formulaire de demande aux survivants.

Des extraits de l'acte de mariage ou de la déclaration de partenariat et de l'acte de décès sont à joindre à la demande.

Les survivants des assurés frontaliers sont obligés de présenter leur demande auprès de l'organisme compétent du lieu de leur résidence, en observant les prescriptions légales de ce pays.

Après examen des conditions d'attribution, la pension est accordée ou rejetée par une décision susceptible de recours.

4.4. LE COMPLÉMENT EN CAS DE DÉCÈS (TRIMESTRE DE FAVEUR)

Les pensions des survivants, qui ont vécu avec un bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité en ménage commun ou dont l'entretien était à sa charge, sont complétées pendant les 3 mois consécutifs à l'ouverture du droit jusqu'à concurrence de la pension du défunt.

Si le défunt n'était pas encore titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité, les pensions des survivants, ayant vécu en communauté domestique avec l'assuré ou dont l'entretien était à sa charge, sont complétées pour le mois du décès et les trois mois subséquents jusqu'à concurrence de la pension à laquelle le défunt aurait eu droit.

En cas de maintien du salaire se rapportant à la fin du mois de la survenance de décès du salarié et à l'attribution d'une indemnité égale à trois mensualités de salaire pour les survivants, la pension de survie ainsi que le complément sont versés à titre de compensation à l'employeur.

85 ainsi que sur son site en ligne (formulaire reproduit en annexe) : www.cnap.lu/formulaires/

5 LES RÉFÉRENCES JURIDIQUES

- Droit de la Sécurité sociale, ministère de la Sécurité sociale – Inspection générale de la Sécurité sociale, Luxembourg, avril 2013⁸⁶.
- Code de la sécurité sociale, livre III.
- Loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension.
- Règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 fixant les facteurs de revalorisation.
- Règlement grand-ducal du 13 mars 2013 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension.

86 Les exemples de calculs de pensions d'invalidité et de survie sont issus de cet ouvrage.

6 LES ADRESSES UTILES

Caisse nationale d'assurance pension

1A, boulevard Prince Henri
L-1724 Luxembourg
Adresse postale :
L-2096 Luxembourg
Tél. : 22 41 41-1 Fax : 22 41 41-6443
cnap@secu.lu
www.cnap.lu

Centre commun de la sécurité sociale

125, route d'Esch
L-1471 Luxembourg
Adresse postale :
L-2975 Luxembourg
Tél. : 40 14 1-1 Fax : 40 44 81
www.ccss.lu

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
Adresse postale :
BP 1263
L-1012 Luxembourg
Tél. : 27 494 200 Fax : 27 494 250
csl@csl.lu
www.csl.lu⁸⁷

Conseil arbitral de la sécurité sociale

16, boulevard de la Foire
L-1528 Luxembourg
Tél. : 45 32 86 Fax : 44 32 66

Conseil supérieur de la sécurité sociale

14, avenue de la Gare
L-1610 Luxembourg
Tél. : 26 26 05-1 Fax : 26 26 05 38

Contrôle médical de la sécurité sociale

125, route d'Esch
L-1471 Luxembourg
Adresse postale :
B.P. 1342
L-1013 Luxembourg
Tél. : 26 19 13-1

Fonds national de solidarité

8-10, rue de la Fonderie
L-1531 Luxembourg
Adresse postale :
B.P. 2411
L-1024 Luxembourg
Tél. : 49 10 81-1 Fax : 26 12 34 64
www.fns.lu

Ministère de la Sécurité sociale

26, rue Sainte Zithe
L-2763 Luxembourg
Tél. : 247-86311 Fax : 247-86328
mss@mss.etat.lu
www.mss.public.lu

⁸⁷ La CSL a développé un logiciel, disponible sur son site en ligne, permettant de calculer automatiquement le montant d'une pension (de vieillesse, d'invalidité ou de survie) en cas de cumul avec une autre pension ou un salaire: www.csl.lu/calcul-personnalise-de-votre-pension.

7 LEXIQUE

Achat rétroactif : achat de périodes d'assurance pendant lesquelles le salarié avait interrompu sa carrière professionnelle pour des raisons familiales. Cet achat a lieu au moment où le salarié part à la retraite.

Ajustement : adaptation des pensions à l'évolution générale du niveau des salaires (voir ci-dessous « Réajustement » et « Revalorisation »).

Assurance continuée ou complémentaire : continuation ou complément volontaire de la cotisation pour l'assurance pension en cas d'interruption de la carrière professionnelle ou de réduction de l'activité.

Assurance facultative : continuation ou complément volontaire de la cotisation pour l'assurance pension en cas d'interruption de la carrière professionnelle ou de réduction de l'activité pour des raisons familiales.

Assurance obligatoire : période d'assurance auprès d'une caisse de pension qui découle généralement de l'exercice d'une profession.

Augmentation échelonnée : système qui augmente le taux des majorations proportionnelles en fonction de la durée de la carrière professionnelle et de l'âge d'une personne au moment où elle part en retraite.

Baby-years : période d'interruption de la carrière ou de réduction de l'activité d'un parent qui se consacre à l'éducation d'un enfant. Pour cette période, la caisse de pension prendra en charge les prestations de pension.

Forfait d'éducation : montant accordé à tout parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant sans que ni lui, ni son conjoint n'ait bénéficié des baby-years.

Indexation : adaptation des pensions au coût de la vie.

Majorations forfaitaires : additionnées aux majorations proportionnelles, les majorations forfaitaires composent la pension de vieillesse. Le montant des majorations forfaitaires est fonction de la durée de la carrière d'assurance.

Majorations forfaitaires spéciales : éléments intervenant dans le calcul d'une pension d'invalidité. Les majorations forfaitaires spéciales sont fonction d'une prolongation fictive de la carrière d'assurance.

Majorations proportionnelles : additionnées aux majorations forfaitaires, les majorations proportionnelles composent la pension de vieillesse. Le montant des majorations proportionnelles est fonction de l'ensemble des salaires déclarés au cours de la carrière professionnelle.

Majorations proportionnelles spéciales : éléments intervenant dans le calcul d'une pension d'invalidité. Les majorations proportionnelles spéciales sont fonction d'un salaire fictif qui se calcule sur base de la carrière professionnelle de l'invalidé.

Pension d'invalidité : revenu de remplacement pour une personne active qui souffre d'une invalidité temporaire ou permanente et qui ne peut donc plus exercer aucune profession.

Pension de survie : revenu de remplacement attribué à un ou des proches d'un assuré décédé. Il peut s'agir du conjoint ou du partenaire survivant, du conjoint divorcé ou de l'ancien partenaire, de l'orphelin ou d'un membre de la famille.

Pension de vieillesse : revenu accordé à la fin de la vie professionnelle (65 ans) à une personne active qui aura suffisamment contribué à sa caisse de pension.

Pension de vieillesse anticipée : pension de vieillesse accordée, de manière anticipative et sous condition, entre l'âge de 57 et 65 ans.

Pension minimum : montant en-dessous duquel aucune pension ne peut descendre. La pension minimum pour une carrière complète de 40 années équivaut, en 2013, à 1.661,58 € (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Période de stage : période d'affiliation à une caisse de pension qui permet l'ouverture de droits à prestations.

Plafond cotisable : seuil au-delà duquel les salaires déclarés ne sont plus considérés dans le calcul de la pension de vieillesse. En 2013, ce plafond mensualisé est de cinq fois le SSM, c'est-à-dire 9.370,95 € (nombre indice 756,27 et facteur de revalorisation 1,405).

Revalorisation : actualisation des salaires inscrits dans la carrière au niveau de vie au moment du début de la pension.

Réajustement : adaptation des pensions en cours en fonction de l'évolution réelle des salaires.

ANNEXES

1. *Règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 fixant les facteurs de revalorisation prévus à l'article 220 du code de la sécurité sociale*
2. *Demande en obtention d'une pension personnelle de vieillesse ou d'invalidité (CNAP) (le même formulaire est utilisé pour demander le remboursement des cotisations)*
3. *Demande en obtention d'une pension de survie (CNAP)*
4. *Demande d'achat rétroactif de périodes d'assurances (CNAP)*
5. *Demande de restitution de cotisations remboursées (CNAP)*
6. *Demande d'admission à l'assurance volontaire (CCSS) (assurances continuée et facultative)*
7. *Demande de mise en compte des baby-years (CCSS)*
8. *Demande en obtention du forfait d'éducation (FNS)*

1. Règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 fixant les facteurs de revalorisation prévus à l'article 220 du Code de la sécurité sociale.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 220 du Code de la sécurité sociale ;

La Chambre des salariés, la Chambre des fonctionnaires et employés publics, la Chambre des métiers, la Chambre de commerce et la Chambre d'agriculture demandées en leurs avis ;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Les facteurs de revalorisation applicables aux salaires, traitements ou revenus des années se situant jusqu'au 31 décembre 2011 sont fixés comme suit :

Année	Facteur de revalorisation
1950	0,370
1951	0,385
1952	0,407
1953	0,400
1954	0,397
1955	0,413
1956	0,439
1957	0,450
1958	0,446
1959	0,461
1960	0,488
1961	0,510
1962	0,521
1963	0,538
1964	0,552
1965	0,581
1966	0,599
1967	0,613
1968	0,654
1969	0,676
1970	0,719
1971	0,746
1972	0,775
1973	0,806
1974	0,901
1975	0,901
1976	0,909
1977	0,926
1978	0,943
1979	0,962
1980	0,971

Année	Facteur de revalorisation
1981	0,980
1982	1,000
1983	0,990
1984	1,000
1985	1,010
1986	1,033
1987	1,044
1988	1,057
1989	1,088
1990	1,103
1991	1,129
1992	1,140
1993	1,164
1994	1,183
1995	1,202
1996	1,211
1997	1,218
1998	1,233
1999	1,255
2000	1,277
2001	1,299
2002	1,316
2003	1,325
2004	1,337
2005	1,350
2006	1,368
2007	1,377
2008	1,391
2009	1,403
2010	1,418
2011	1,424

Art. 2. Le règlement grand-ducal du 8 décembre 2011 fixant les coefficients d'ajustement prévus à l'article 220 du Code de la sécurité sociale est abrogé.

Art. 3. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 4. Notre Ministre de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial.

Le Ministre de la Sécurité sociale,

Mars Di Bartolomeo

Château de Berg, le 26 décembre 2012

Henri

2. Demande en obtention d'une pension personnelle de vieillesse ou d'invalidité (CNAP) (le même formulaire est utilisé pour demander le remboursement des cotisations)



Demande

en obtention de la pension d'invalidité

en obtention de la pension de vieillesse anticipée entre l'âge de 57 et 65 ans

en obtention de la pension de vieillesse à l'âge de 65 ans

en obtention du remboursement de cotisations après l'âge de 65 ans

Veuillez cocher la case appropriée.

à adresser à la

Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg
Tél.: 22 41 41 – 1

1. Renseignements concernant le demandeur

Nom:	.....				
Nom de jeune fille (pour femmes mariées):	.....				
Prénoms (souligner le prénom usuel):	.....				
Lieu de naissance:	.....				
Date de naissance:	.....	Nationalité:	.....		
Matricule:	.....				
Etat civil:	célibataire	marié(e)	veuf(ve)	divorcé(e)	séparé(e)
	remarié(e)	partenaire	ancien partenaire		
Adresse:	Pays:	-	Localité:	.....	
	(code postal)				
Numéro et Rue:	.....				
Téléphone:	.....		Portable:	.....	
Votre compte bancaire	Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire				
Dernière activité:		salariée	non salariée		
Touchez-vous des indemnités pécuniaires de maladie?		oui	non		
Bénéficiez-vous d'un reclassement interne ou externe?		oui	non		

Renseignements complémentaires concernant uniquement le demandeur de la pension d'invalidité:

Veuillez indiquer l'origine de votre invalidité en cochant une ou plusieurs des cases suivantes:

- maladie
accident du travail ou maladie professionnelle
accident de circulation
autre (à préciser)

2. Affiliation à un régime de pension luxembourgeois

Avez-vous bénéficié dans le passé d'un **remboursement de cotisations** ? oui non
Si oui, auprès de quelle institution ?

Caisse de pension agricole
Caisse de pension des artisans, commerçants et industriels
Caisse de pension des employés privés
Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité

Périodes d'occupation auprès de l'un des employeurs suivants : oui non
Si oui, auprès de quel employeur ?

Etat de.....à.....
Administration communale de.....à.....
Etablissement public ou d'utilité publique de.....à.....
Chemins de fer luxembourgeois de.....à.....
Banque centrale du Luxembourg de.....à.....

Veuillez indiquer le nom de la commune ou de l'établissement:.....

Service militaire dans l'armée luxembourgeoise : oui non

Si oui, obligatoire de.....à..... de.....à.....
 volontaire de.....à..... de.....à.....

Avez-vous siégé dans une des institutions suivantes ? oui non

Chambre des Députés de.....à..... de.....à.....
Conseil d'Etat de.....à..... de.....à.....
Parlement Européen de.....à..... de.....à.....

3. Affiliation à un régime de pension non-luxembourgeois * (joindre pièces à l'appui)

oui non

Pays	du	au	Nom et adresse de l'employeur	Matricule et organisme assureur	Profession: ouvrier, employé, non salarié, fonctionnaire

* sont visées les périodes d'occupation en dehors du Luxembourg

4. Indications au sujet du bénéfice d'une pension ou d'une rente

Etes-vous actuellement titulaire d'une pension de la part d'un des régimes luxembourgeois suivants? oui non

Etat ou établissement public
Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux
Chemins de fer luxembourgeois
Banque centrale du Luxembourg

Touchez-vous des prestations de la part des institutions suivantes ou en avez-vous fait la demande? oui non

Fonds national de solidarité
Office social communal
Fonds de chômage luxembourgeois ou étranger

Etes-vous bénéficiaire d'une pension ou d'une rente de la part d'un organisme d'assurance étranger ou international ?

Si oui, indiquez le nom et l'adresse de l'institution débitrice: oui non

5. Périodes d'éducation d'enfants

Nom et prénom de l'enfant	Matricule ou date de naissance	L'enfant est-il infirme?	Pays et commune de résidence de l'enfant jusqu'à l'âge de 6 ans
		oui non	
		oui non	
		oui non	
		oui non	
		oui non	

6. Périodes complémentaires (au sens de l'article 172 du Code de la sécurité sociale) - joindre pièces à l'appui

Avez-vous été titulaire d'une pension d'invalidité de la part d'un régime luxembourgeois avant le 01.01.1988? oui non

Si oui, de la part de quel organisme?.....

Avez-vous suivi des études secondaires, supérieures, universitaires ou une formation professionnelle, non indemnisée, entre la 18e et la 27e année d'âge accomplie? oui non

Avez-vous exercé une activité professionnelle non salariée au Luxembourg avant la création des régimes de pension respectifs?	oui	non

Si oui, artisanale, commerciale
libérale
agricole, viticole, horticole

Avez-vous soigné à partir du 01.01.1990 un bénéficiaire d'une allocation de soins ou d'une prestation assimilée ? oui non
Si oui, indiquez:

1) le nom et l'adresse du bénéficiaire:.....

2) la période pendant laquelle vous avez, avant l'âge de 65 ans, donné ces soins:.....

3) de quelle prestation s'agit-il?

allocation de soins prévue par la loi du 22.05.1989

allocation spéciale pour personnes gravement handicapées

majoration de la rente d'accident en vertu de l'article 97, alinéa 9, du Code des assurances sociales

majoration du complément du revenu minimum garanti prévu par l'article 3 de la loi modifiée du 26.07.1986

7. Renseignements concernant le conjoint / partenaire

Nom:

Nom de jeune fille (pour femmes mariées):

Prénoms (souligner le prénom usuel):

Lieu de naissance:

Date de naissance:

Matricule:

Nationalité:

Lieu et date du mariage / du contrat de partenariat:

Lieu et date du divorce / de la dissolution du partenariat:

Le conjoint / partenaire exerce-t-il une occupation professionnelle? oui non

Si oui, cochez la case appropriée: salariée non salariée

Nom et adresse de l'employeur:

Le conjoint / partenaire est-il titulaire d'une pension? oui non

Si oui, indiquez la nature de la pension : invalidité vieillesse survie

Institution débitrice:

Je déclare avoir pris connaissance du fait que de faux renseignements ou la non-réponse aux questions figurant sur la présente demande menant à l'allocation ou la continuation du paiement de prestations non dues, donnent lieu à la restitution des montants en question, sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi.

Je confirme l'exactitude des déclarations ci-dessus et je m'engage à fournir tous les changements ultérieurs y relatifs.

....., le

.....
(Signature)

3. Demande en obtention d'une pension de survie (CNAP)



Demande en obtention d'une pension de survie

à adresser à la
Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg
Tél.: 22 41 41 – 1

1. Renseignements concernant le demandeur

Nom:

Nom de jeune fille (pour femmes mariées):

Prénoms (souligner le prénom usuel):

Lieu de naissance:

Date de naissance: Nationalité:

Matricule:

Etat civil: célibataire marié(e) veuf(ve) divorcé(e) séparé(e)
remarié(e) partenaire ancien partenaire

Adresse: Pays: - Localité:
(code postal)

Numéro et Rue:

Téléphone: Portable:

Votre compte bancaire **Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire**

Relation avec l'assuré(e) décédé(e): veuf, veuve, partenaire
conjoint divorcé(e) / ancien partenaire
autre parent
orphelin / tuteur d'orphelin(s)

Date et lieu du mariage / partenariat:

Si le mariage / partenariat a été dissous indiquez la date:

Avez-vous contracté d'autres mariages / partenariats? oui non

Si oui indiquez les renseignements suivants au sujet de ce conjoint / partenaire:

Nom et prénoms:

Lieu et date de naissance:

Lieu et date du mariage / partenariat:

Date du divorce / de la dissolution du partenariat:

Lieu et date du décès:

Avez-vous vécu avec le (la) défunt(e) en ménage commun? oui non

Votre entretien a-t-il été à charge du (de la) défunt(e)? oui non

Exercez-vous une occupation professionnelle? oui non salariée non salariée

Nom et adresse de l'employeur:

2. Indications au sujet du bénéfice d'une pension ou d'une rente du demandeur

Etes-vous actuellement titulaire d'une pension de la part d'un des régimes luxembourgeois suivants?	oui	non
Etat ou établissement public Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux Chemins de fer luxembourgeois Banque centrale du Luxembourg		
Touchez-vous des prestations de la part des institutions suivantes ou <u>en avez-vous fait la demande?</u>	oui	non
Fonds national de solidarité Office social communal Fonds de chômage luxembourgeois ou étranger		
Etes-vous bénéficiaire d'une pension ou d'une rente de la part d'un organisme d'assurance étranger ou international ?		
	oui	non
Si oui, indiquez le nom et l'adresse de l'institution débitrice:		
.....		

3. Renseignements concernant les orphelins

Veuillez uniquement indiquer les enfants pour lesquels une pension d'orphelin peut être accordée, à savoir: les enfants légitimes, légitimés, adoptifs, naturels de l'assuré(e) décédé(e), ainsi que tous les enfants, orphelins de père et de mère, à condition que l'assuré(e) ou le bénéficiaire de pension en ait assumé l'entretien et l'éducation pendant les dix mois précédant son décès et qu'ils n'aient pas droit à une pension d'orphelin du chef de leurs auteurs.

La pension d'orphelin n'est accordée que jusqu'à l'âge de 18 ans, en cas de formation professionnelle jusqu'à l'âge de 27 ans.

Nom et prénom de l'enfant	Matricule ou date de naissance	Lieu de naissance	Observation (*)

*) Indiquez si l'enfant est marié, infirme, décédé (date de décès), apprenti, s'il continue ses études ou s'il exerce une occupation professionnelle.

4. Renseignements concernant l'assuré(e) décédé(e)

Nom:	.....	
Nom de jeune fille (pour femmes mariées):	.....	
Prénoms (souligner le prénom usuel):	.....	
Lieu et date de naissance:	.....	
Matricule:	.....	
Nationalité:	.....	
Lieu et date de décès:	.....	
Cause du décès:	maladie	accident de travail ou maladie professionnelle
	accident de circulation	autre (à préciser)

Si l'assuré(e) est décédé(e) en activité de service, indiquez le nom et l'adresse du dernier employeur:

.....

L'assuré(e) décédé(e) bénéficiait-t-il (elle) d'une pension luxembourgeoise ou étrangère lors du décès? oui non

Si oui, indiquez la ou les institutions débitrices:

.....

L'assuré(e) décédé(e) avait-il (elle) contracté un ou plusieurs mariages / partenariats en dehors de celui avec le demandeur de la pension de survie? oui non Si oui, la rubrique subséquente est à remplir obligatoirement!

	1er mariage / partenariat	2e mariage / partenariat
Nom et prénoms du conjoint / partenaire:		
Lieu et date de naissance:		
Lieu et date du mariage / partenariat:		
Date du divorce / de la dissolution du partenariat:		
Date du remariage / du nouveau partenariat:		
Lieu et date de décès:		

Remarque:

Si l'assuré(e) décédé(e) était bénéficiaire d'une pension au moment du décès, les rubriques suivantes ne sont plus à remplir.
N'oubliez pas de signer la demande à la dernière page!

5. Affiliation à un régime de pension luxembourgeois

Si l'assuré(e) décédé(e) avait touché un **remboursement de cotisations** auprès d'un des régimes de pension suivants, veuillez cocher la case appropriée :

Caisse de pension agricole

Caisse de pension des employés privés

Caisse de pension des artisans, commerçants et industriels

Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité

Périodes d'occupation auprès de l'un des employeurs suivants :	oui	non
---	-----	-----

Si oui, auprès de quel employeur ?

Etat de.....à.....

Administration communale de.....à.....

Etablissement public ou d'utilité publique de.....à.....

Chemins de fer luxembourgeois de.....à.....

Banque centrale du Luxembourg de.....à.....

Veuillez indiquer le nom de la commune ou de l'établissement:

Service militaire dans l'armée luxembourgeoise :	oui	non
---	-----	-----

Si oui, obligatoire de.....à..... de.....à.....

volontaire de à de à

L'assuré(e) décédé(e) a-t-il (elle) siégé dans une des institutions suivantes?	☐ oui	☒ non
--	------------------------------	---

Chambre des Députés de.....à..... de.....à.....

Conseil d'Etat de.....à..... de.....à.....

Parlement Européen de.....à..... de.....à.....

6. Affiliation à un régime de pension non-luxembourgeois (à l'étranger)					oui	non
(joindre pièces à l'appui)						
Pays	du	au	Nom et adresse de l'employeur	Matricule et organisme assureur	Profession: ouvrier, employé, non salarié, fonctionnaire	

7. Périodes complémentaires (au sens de l'article 172 du Code de la sécurité sociale)			
joindre pièces à l'appui			
L'assuré(e) a-t-il (elle) été titulaire d'une pension d'invalidité de la part d'un régime luxembourgeois avant le 01.01.1988?			oui non
Si oui, de la part de quel organisme?			
L'assuré(e) a-t-il (elle) suivi(e) des études secondaires, supérieures, universitaires ou une formation professionnelle, non indemnisée, <u>entre la 18^e et la 27^e année d'âge accomplie</u> ?			oui non
L'assuré(e) a-t-il (elle) élevé au Luxembourg des enfants de moins de 6 ans ou un enfant infirme de moins de 18 ans?			oui non
Nom et prénom de l'enfant	Matricule ou date de naissance	L'enfant est-il infirme?	Pays et commune de résidence de l'enfant jusqu'à l'âge de 6 ans
		oui non	
		oui non	
		oui non	
		oui non	
		oui non	
L'assuré(e) a-t-il (elle) exercé une activité professionnelle non salariée au Luxembourg avant la création des régimes de pension respectifs?			oui non
Si oui, artisanale, commerciale libérale agricole, viticole, horticole			
L'assuré(e) a-t-il (elle) soigné à partir du 01.01.1990 un bénéficiaire d'une allocation de soins ou d'une prestation assimilée ?			oui non
1) le nom et l'adresse du bénéficiaire:			
2) la période pendant laquelle il (elle) a, avant l'âge de 65 ans, donné ces soins:			
3) de quelle prestation s'agit-il?			
allocation de soins prévue par la loi du 22.05.1989			
allocation spéciale pour personnes gravement handicapées			
majoration de la rente d'accident en vertu de l'article 97, alinéa 9, du Code des assurances sociales			
majoration du complément du revenu minimum garanti prévu par l'article 3 de la loi modifiée du 26.07.1986			

Je déclare avoir pris connaissance du fait que de faux renseignements ou la non-réponse aux questions figurant sur la présente demande menant à l'allocation ou la continuation du paiement de prestations non dues, donnent lieu à la restitution des montants en question, sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi.

Je confirme l'exactitude des déclarations ci-dessus et je m'engage à fournir tous les changements ultérieurs y relatifs.

....., le

.....

(Signature)

Pièces justificatives à produire:

Conformément à l'article 398 du Code de la sécurité sociale, ces pièces sont délivrées gratuitement:

1. Un extrait de l'acte de décès de l'assuré(e).
2. Un extrait de l'acte de mariage /de la déclaration de partenariat délivré après le décès de l'assuré(e).
3. Un certificat d'études/scolarité ou une copie du contrat d'apprentissage pour chaque enfant âgé entre 18 et 27 ans.
4. Une copie de l'acte de tutelle pour les orphelins de père et de mère mineurs.

4. Demande d'achat rétroactif de périodes d'assurances (CNAP)

 Caisse nationale d'assurance pension	 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE Administration du personnel de l'État
 CPFEC Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux	 SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER LUXEMBOURGEOIS

Demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance

(Article 174 du code de la sécurité sociale)

à adresser

- ¹ à la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP)
- ² à l'Administration du Personnel de l'Etat (APE)
- ³ à la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux (CPFEC)
- ⁴ aux CFL (SNCFL)

selon l'activité professionnelle exercée en dernier lieu (en l'année _____) en qualité

- ¹ de salarié ou non salarié du régime général (secteur privé)
 - ou de fonctionnaire ou d'employé admis à un régime spécial (secteur public) auprès
 - ² de l'Etat
 - ³ d'une commune
 - ⁴ des CFL

I. Renseignements concernant le demandeur

Matricule : _____

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ Localité : _____

Numéro : _____ Rue _____

Téléphone : _____ Portable : _____

II. Carrière professionnelle interrompue ou réduite pendant

1. Périodes de mariage (ou de partenariat)
(un acte de mariage (ou de partenariat) récent est à joindre obligatoirement)

	Nom et prénom du conjoint/partenaire	Matricule	Durée mariage/partenariat	
			du	au
1ier mar./ part.	_____	_____	_____	_____
Autre mar./ part.	_____	_____	_____	_____

CNAP - Demande achat rétroactif V.04/2013 Page 1/6

2. Périodes d'éducation d'enfants

(jusqu'à l'âge de 6 ans ; en cas d'infirmité jusqu'à l'âge de 18 ans)

Nom et prénoms de l'enfant	Matricule de l'enfant ou date de naissance	L'enfant est-il infirmes?	Pays et commune de résidence de l'enfant jusqu'à l'âge de 6 ans
.....		oui ☐ non ☐	.....
.....		oui ☐ non ☐	.....
.....		oui ☐ non ☐	.....
.....		oui ☐ non ☐	.....

3. Périodes d'aides et de soins assurés

(au Luxembourg à une personne reconnue dépendante ou gravement handicapée)

Nom et prénom du bénéficiaire	Matricule du bénéficiaire	Période d'aides/soins	
		du	au
.....			

4. Périodes d'études ou de formation professionnelle

Avez-vous suivi des études secondaires, supérieures, universitaires ou une formation professionnelle, non indemnisée, entre la 18^e et la 27^e année d'âge accomplie ?
(Le cas échéant, veuillez joindre les pièces justificatives à l'appui)

oui ☐ non ☐**III. Carrière professionnelle internationale**

Affiliation à un régime de pension non-luxembourgeois
(joindre pièces à l'appui)

oui non

Pays	du	au	Nom et adresse de l'employeur	Matricule et organisme assureur	Profession: ouvrier, employé, non salarié, fonctionnaire
.....					
.....					

IV. Option**Fixation de l'assiette cotisable à mettre en compte pour l'achat rétroactif :**

Minimum cotisable pour la période du au
Double du minimum cotisable pour la période du au

Je certifie l'exactitude des données ci-dessus et

Je sollicite une entrevue avec un collaborateur de l'institution compétente.

Je ne sollicite pas d'entrevue

....., le

lieu

date

signature

Instructions relatives à l'achat rétroactif de périodes d'assurance

1. Base légale

- Article 174 du Code de la Sécurité Sociale.
- Règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension.

2. Objet

L'achat rétroactif a pour but de permettre à une personne ayant interrompu ou réduit son activité professionnelle pour des raisons familiales, de couvrir rétroactivement des périodes d'assurance en vue de leur mise en compte comme période de stage requise pour l'octroi d'une pension de vieillesse à l'âge de 65 ans ou d'une pension de vieillesse anticipée à l'âge de 60 ans.

3. Demande

La demande est à adresser moyennant formulaire-type à l'institution compétente en raison de l'activité professionnelle exercée en dernier lieu.

Elle est irrecevable si le demandeur a dépassé l'âge de 65 ans ou encore s'il a droit à une pension personnelle.

4. Condition d'admission

Justifier de 12 mois d'assurance obligatoire. Ce stage peut être réalisé moyennant la restitution de cotisations remboursées.

5. Périodes pouvant être couvertes

A condition de se situer après l'âge de 18 ans du demandeur :

- périodes de mariage (ou de partenariat) ;
- périodes d'éducation d'un enfant mineur ;
- périodes d'aides et de soins assurés au Luxembourg à une personne reconnue dépendante ou gravement handicapée.

Ces périodes peuvent se superposer à des périodes d'assurance obligatoire, mais les mois d'assurance afférents ne sont mis en compte qu'une seule fois.

6. Options à prendre par le demandeur

1. Détermination, à l'intérieur des périodes pouvant être couvertes (voir sub 5. ci-dessus), des mois faisant l'objet de l'achat rétroactif.
2. Fixation de l'assiette de cotisation à mettre en compte pour les mois en cause.

A noter que cette assiette ne peut être inférieure au minimum cotisable pour l'époque considérée ni être supérieure au double de ce minimum (voir tableau annexé à la présente).

Par ailleurs l'ensemble des revenus portés en compte au titre de l'achat rétroactif et de l'assurance obligatoire ne peut dépasser le maximum cotisable pendant l'année de calendrier en cause.

7. Fixation des cotisations

Le montant des cotisations à payer au titre de l'achat rétroactif est fixé par l'institution compétente. Il est fait application du taux de cotisation en vigueur au moment de la réception de la demande (actuellement 16%). Le résultat ainsi calculé est augmenté des intérêts composés au taux de quatre pour cent l'an. (voir tableau annexé)

8. Paiement des cotisations

Sous peine de déchéance, les cotisations sont à payer dans les trois mois qui suivent la décision (visée sub 7. ci-dessus).

Il est toutefois loisible à l'assuré de solliciter, dans le délai précité, un paiement par annuités dont le nombre ne peut cependant dépasser cinq.

Aucun versement ne sera accepté en cas d'invalidité ou de décès de l'assuré, ou encore en cas de déchéance dans les conditions ci-avant spécifiées.

A noter que les cotisations en question sont déductibles au titre des dépenses spéciales conformément à l'article 110 L.I.R.

Pour tout renseignement supplémentaire, prière de s'adresser à l'institution compétente.

Caisse nationale d'assurance pension

1A, bd. Prince Henri, L - 1724 LUXEMBOURG

Tél : 22 41 41 - 1

Administration du Personnel de l'Etat

63, avenue de la Liberté, L - 1931 LUXEMBOURG

Tél. 2478 - 3200

Caisse de Prévoyance des fonctionnaires et employés communaux

20, avenue Emile Reuter, L - 2420 LUXEMBOURG

Tél. 45 02 01 - 1

CFL – Service des pensions

26, rue de la Paix, L - 2312 LUXEMBOURG

Tél. 4990 - 3343

Note

à l'attention des intéressé(e)s tombant sous le champ d'application d'un régime de pension spécial transitoire¹

Conformément aux règlements d'exécution concernant la prise en compte des périodes d'assurance se situant auprès du régime général, les périodes faisant l'objet de la présente demande ne sont pas prises en compte pour le calcul de la pension du régime spécial transitoire; elles sont cependant considérées pour compléter le temps de service requis pour l'ouverture du droit à la pension de vieillesse à condition que le fonctionnaire puisse se prévaloir d'au moins 15 années de service relevant du régime spécial transitoire.

Dans l'hypothèse de l'ouverture du droit à la pension auprès du régime de pension spécial transitoire sur la base de la totalisation des périodes d'assurance et de service, les prestations échues conjointement auprès du régime de pension général du chef des périodes dont objet se limitent aux majorations proportionnelles conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 1 de la loi du 28.07.2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension, dans le cas contraire c.-à-d. dans l'hypothèse

- où le fonctionnaire renonce à son droit à la pension différée et opte pour l'application des dispositions du CSS (assurance rétroactive - voir articles 4 à 6 de la loi précitée),
- de la déchéance du droit à la pension auprès du régime spécial transitoire dans les hypothèses prévues par la loi ou de l'inexistence d'un droit à une pension faute de remplir les conditions y prévues (assurance rétroactive),

les prestations du régime général du chef des périodes visées englobent également les majorations forfaitaires².

¹ *Sont visés par ces régimes tous les fonctionnaires, employés, agents publics et assimilés en activité de service à la date du 31.12.1998 ou ayant démissionné avant cette date avec droit à une pension différée*

² *La pension du régime spécial transitoire comprend toujours une "part fondamentale" (=majorations forfaitaires dans le régime général) intégrale tandis que les majorations forfaitaires s'acquièrent auprès du régime de pension général par quarantièmes d'un montant forfaitaire par année d'assurance*

Calcul des cotisations de pension découlant d'un achat rétroactif

Date: 01.01.2013

A	1 x minimum cotisable		2 x minimum cotisable		F
	B	C	D	E	
année	Revenu nominal	Rappel de cotisations	Revenu nominal	Rappel de cotisations	PLF
1962	1.362,42	1.549,17	2.724,84	3.098,33	4.676,26
1963	1.498,42	1.638,28	2.996,84	3.276,55	4.825,00
1964	1.596,43	1.678,30	3.192,86	3.356,60	5.003,48
1965	1.653,45	1.671,39	3.306,90	3.342,78	6.224,61
1966	1.705,51	1.657,71	3.411,02	3.315,41	6.405,57
1967	1.752,61	1.637,97	3.505,22	3.275,94	6.549,35
1968	1.864,16	1.675,21	3.728,32	3.350,43	6.772,45
1969	1.928,04	1.665,98	3.856,08	3.331,96	7.394,66
1970	2.112,05	1.754,79	4.224,10	3.509,57	8.428,38
1971	2.267,56	1.811,53	4.535,12	3.623,06	8.829,97
1972	2.398,02	1.842,07	4.796,04	3.684,14	9.742,22
1973	2.776,80	2.051,00	5.553,60	4.101,99	10.530,52
1974	3.062,01	2.174,67	6.124,02	4.349,34	12.067,46
1975	3.899,41	2.662,89	7.798,82	5.325,77	14.067,96
1976	4.285,78	2.814,17	8.571,56	5.628,34	17.771,49
1977	4.779,11	3.017,41	9.558,22	6.034,81	19.067,97
1978	5.168,26	3.137,60	10.336,52	6.275,20	19.821,57
1979	5.374,41	3.137,26	10.748,82	6.274,53	21.276,01
1980	5.705,10	3.202,21	11.410,20	6.404,42	22.820,14
1981	6.277,43	3.387,94	12.554,86	6.775,87	25.109,56
1982	6.661,69	3.457,04	13.323,38	6.914,08	26.646,72
1983	7.130,30	3.557,91	14.260,60	7.115,81	28.521,19
1984	7.535,86	3.615,65	15.071,72	7.231,30	30.143,36
1985	7.740,03	3.570,78	15.480,06	7.141,55	30.960,29
1986	8.068,34	3.579,08	16.136,68	7.158,15	32.273,58
1987	8.208,15	3.501,05	16.416,30	7.002,11	32.833,20
1988	8.225,26	3.373,41	16.450,52	6.746,83	32.901,57
1989	8.961,85	3.534,15	17.923,70	7.068,29	35.847,39
1990	9.261,50	3.511,84	18.523,00	7.023,68	37.046,60
1991	10.152,06	3.701,47	20.304,12	7.402,94	40.608,53
1992	10.655,50	3.735,60	21.311,00	7.471,20	53.278,00
1993	11.613,14	3.914,74	23.226,28	7.829,48	58.066,01
1994	12.033,84	3.900,54	24.067,68	7.801,07	60.169,51
1995	12.906,82	4.022,59	25.813,64	8.045,18	64.534,12
1996	13.012,63	3.899,59	26.025,26	7.799,17	65.062,83
1997	13.737,54	3.958,49	27.475,08	7.916,97	68.687,48
1998	13.765,53	3.813,99	27.531,06	7.627,98	68.827,34
1999	14.090,17	3.753,79	28.180,34	7.507,57	70.451,07
2000	14.472,02	3.707,23	28.944,04	7.414,45	72.360,12
2001	15.388,16	3.790,30	30.776,32	7.580,60	76.940,75
2002	15.708,39	3.720,36	31.416,78	7.440,72	78.541,90
2003	16.595,98	3.779,40	33.191,96	7.558,80	82.979,85
2004	16.940,67	3.709,52	33.881,34	7.419,03	84.703,29
2005	17.711,19	3.729,07	35.422,38	7.458,15	88.556,01
2006	18.078,62	3.660,04	36.157,24	7.320,07	90.393,32
2007	18.843,36	3.668,13	37.686,72	7.336,27	94.216,80
2008	19.235,86	3.600,52	38.471,72	7.201,04	96.179,40
2009	20.111,08	3.619,56	40.222,16	7.239,11	100.555,26
2010	20.445,42	3.538,20	40.890,84	7.076,41	102.226,98
2011	21.222,51	3.531,43	42.445,02	7.062,85	106.112,58
2012	21.752,94	3.480,47	43.505,88	6.960,94	108.764,49

A = Année

B = Revenu nominal

C = Rappel de cotisation à charge de l'intéressé(e)

= $B \times 0,16 \times 1,04^n$ ($n = 2013 - A - 1$)

D + E = Même opération à 2 x minimum cotisable

F Maximum cotisable

5. Demande de restitution de cotisations remboursées (CNAP)



Demande de restitution de cotisations remboursées

(Article 32 de la loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension)

à adresser à la

Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg
Tél.: 22 41 41 – 1

Données concernant la personne du demandeur

Matricule :
Nom et Prénom :
Adresse : Code postal : Localité :
N° et rue :
Téléphone :

Données concernant le remboursement des cotisations

En quelle année avez-vous bénéficié du remboursement des cotisations ?
(En cas de remboursements multiples, veuillez indiquer les caisses respectives)

(année)

- 19.... auprès de la Caisse de pension agricole
19.... auprès de la Caisse de pension des artisans, commerçants et industriels
19.... auprès de la Caisse de pension des employés privés
19.... auprès de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité

Je certifie l'exactitude des données ci-dessus et

Je sollicite une entrevue avec un collaborateur de la Caisse nationale d'assurance pension

Je ne sollicite pas d'entrevue.

..... le
(lieu) (date) (signature)

Informations

concernant la demande de restitution de cotisations remboursées en application de l'article 32 de la loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Les personnes qui ont bénéficié d'un remboursement de cotisations peuvent faire revivre les droits attachés initialement aux périodes d'assurance afférentes en restituant le montant des cotisations remboursées à condition qu'au moment de la demande elles n'aient ni dépassé l'âge de soixante-cinq ans ni droit à une pension personnelle.

*La restitution comprend le montant des cotisations remboursées, revalorisées compte tenu d'intérêts composés au **taux de 4%** par année pleine à partir de l'année qui suit celle du remboursement des cotisations jusqu'à la fin de l'année précédant celle de la restitution des cotisations. Le montant ainsi déterminé doit être réglé, sous peine de déchéance, dans les trois mois qui suivent la notification de la décision.*

Suivant les errements de l'Administration des contributions, les cotisations restituées sont déductibles fiscalement au titre des dépenses spéciales conformément à l'article 110 L.I.R.

La demande est à adresser à : **Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg**

Tél.: 22 41 41 – 1

6. Demande d'admission à l'assurance volontaire (CCSS) (assurances continuée et facultative)

CENTRE COMMUN
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

L-2975 Luxembourg
Tél.: 40141-1 www.ccss.lu

DEMANDE D'ADMISSION À L'ASSURANCE PENSION VOLONTAIRE

Continuée ☐ / Complémentaire ☐ / Facultative ☐

1) Données concernant l'assuré

MATRICULE ASSURÉ *

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Nom _____ Prénom(s) _____
Nom marital _____
Rue, Numéro _____
Code Postal, Localité _____ Code Pays _____
Fin de l'assurance obligatoire

--	--	--	--	--	--	--	--

 (en cas d'assurance pension continuée)

2) Données concernant les modalités de l'assurance

Début de l'assurance (cocher une des deux possibilités)

☐ premier mois subséquent à la présente demande
☐ premier mois suivant la fin de l'assurance obligatoire ou réduction de l'activité professionnelle (en cas d'assurance pension continuée ou complémentaire)

Assiette de cotisation mensuelle

☐ 1/3 du salaire social minimum (limité à 60 mois au cours de la carrière d'assurance)
☐ salaire social minimum
☐ plafond individuel, ☐ relevé à 2xSSM
☐ montant compris entre le minimum et le plafond individuel

EUR

Maximum cotisable pour les fonctionnaires du régime spécial transitoire

☐ dernier traitement pensionnable payé avant l'admission à l'assurance continuée ou facultative
☐ différence entre le traitement pensionnable actuellement payé et le dernier traitement payé avant l'admission à l'assurance complémentaire

Je désire m'acquitter des cotisations par procuration bancaire ☐ oui ☐ non

Lieu

, le

Date

Signature

Code Archivage C030 (V2009)

* à défaut de matricule, veuillez indiquer la date de naissance et joignez une copie d'une pièce d'identité officielle (passeport, carte d'identité...)

7. Demande de mise en compte des baby-years (CCSS)

CENTRE COMMUN
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

L-2975 Luxembourg
Tél.: 40141-1 www.ccss.lu

BABY YEAR
(mise en compte de 24 respectivement 48 mois pour
l'assurance pension)

Le/la soussigné(e) demande par la présente le bénéfice des dispositions de l'article 171, alinéa 1^{er}, point 7 du Code de la sécurité sociale pour s'être consacré(e) principalement à l'éducation d'un enfant

1) Données concernant le requérant

MATRICULE DU REQUÉRANT ¹

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Nom _____ Prénom(s) _____
Nom marital _____
Rue, Numéro _____
Code Postal, Localité _____ Code Pays _____

2) Données concernant l'enfant

MATRICULE DE L'ENFANT ¹

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Nom _____ Prénom(s) _____

Code de la sécurité sociale

Comptent comme périodes effectives d'assurance obligatoire, toutes les périodes d'activité professionnelle au Luxembourg ou périodes y assimilées pour lesquelles des cotisations ont été versées, à savoir:

7) sur demande, une période de vingt-quatre mois dans le chef de l'un ou des deux parents se consacrant à l'éducation d'un enfant légitime, légitimé, naturel ou **adoptif** âgé de moins de quatre ans lors de l'adoption, à condition que l'intéressé justifie de douze mois d'assurance au titre de l'article 171 pendant une période de référence de trente-six mois précédant celui de la naissance ou de l'adoption de l'enfant. Cette période de référence est étendue pour autant et dans la mesure où elle se superpose à des périodes visées à l'article 172, alinéa 1, sous 4). La période de vingt-quatre mois mise en compte ne doit pas se superposer avec une période couverte auprès d'un régime spécial luxembourgeois ou d'un régime étranger. Elle prend cours le mois suivant la naissance ou l'adoption de l'enfant, ou, le cas échéant, le mois suivant la date de l'expiration de l'indemnité pécuniaire de maternité. Elle est étendue à quarante-huit mois si, au moment de la naissance ou de l'adoption de l'enfant, l'intéressé élève dans son foyer au moins deux autres enfants légitimes, légitimés, naturels ou adoptifs ou si l'enfant est atteint d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une **insuffisance ou d'une diminution permanente d'au moins cinquante pour cent de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge**². La période de vingt-quatre ou quarante-huit mois **peut être répartie entre les parents**³, à condition que les demandes présentées par les deux parents n'excèdent pas cette durée maximale. A défaut d'accord des deux parents au sujet de la répartition de la période, la mise en compte s'effectue prioritairement en faveur de celui des parents qui s'occupe principalement de l'éducation de l'enfant. La condition que des cotisations aient été versées ne s'applique pas.

_____, le _____ Date _____ Signature _____

Code Archivage C028 (V2009)

¹ A défaut de matricule, veuillez indiquer la date de naissance et joignez une copie d'une pièce d'identité officielle (passeport, carte d'identité...)

² Veuillez joindre l'acte d'adoption.

³ Au cas où il s'agit d'un enfant handicapé, veuillez joindre le certificat médical attestant le handicap.

⁴ Veuillez, le cas échéant, vous adresser au Centre commun ou à la Caisse nationale d'assurance pension pour fixer les modalités de la répartition.

8. Demande en obtention du forfait d'éducation (FNS)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

8-10, rue de la Fonderie
LUXEMBOURG

Tél: 49 10 81-1 Fax: 26 12 34 64

Boîte Postale 2411
L-1024 Luxembourg

Heures d'ouverture des guichets :
matin : de 8h30 à 11h30

DEMANDE EN OBTENTION DU FORFAIT D'ÉDUCATION
LOI DU 28 JUIN 2002

I. DEMANDEUR

Nom :	_____	Prénom :	_____
Date de naissance :	_____	Matricule :	_____
Rue et numéro :	_____		
Code postal et localité :	_____		
État civil		Téléphone / GSM : _____	
célibataire	☐	Institut bancaire :	_____
marié(e)	☐	Numéro IBAN :	_____
veuf, veuve	☐	Code BIC :	_____
divorcé(e)	☐		

Êtes-vous bénéficiaire d'une pension personnelle ?

oui ☐ non ☐

si oui, veuillez indiquer le nom de votre caisse de pension : _____

Êtes-vous bénéficiaire d'une pension de survie ?

oui ☐ non ☐

si oui, veuillez indiquer le nom de votre caisse de pension : _____

Veuillez indiquer la caisse de maladie
auprès de laquelle vous êtes assuré(e) : _____

Exercez-vous encore une activité professionnelle ?

oui ☐ non ☐

Remarque : La loi du 02.08.2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel prévoit que les renseignements demandés par ce formulaire ainsi que ceux nécessaires à la gestion de la prestation ne peuvent servir à d'autres fins qu'à l'application des dispositions de la loi du 28.06.2002 concernant le forfait d'éducation. Conformément aux termes de la précitée législation, le droit d'accès, de rectification et de suppression des données est garanti.

Luxembourg, le _____

Signature : _____

nom

II. ENFANT(S)

Indications sur les enfants pour lesquels le demandeur a assuré l'éducation.

	1	2	3	4	5
Nom :					
Prénom :					
Date de naissance :					
Matricule :					
Lieu de naissance :					
Enfant légitime ou naturel :	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐
Enfant adoptif :	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐
Autre enfant :	.....	.....	.....	.....	.....

	6	7	8	9	10
Nom :					
Prénom :					
Date de naissance :					
Matricule :					
Lieu de naissance :					
Enfant légitime ou naturel :	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐
Enfant adoptif :	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐
Autre enfant :	.....	.....	.....	.....	.....

Veuillez joindre pour chaque enfant pour lequel vous demandez le forfait d'éducation un acte de naissance.

Sozialversicherungsrecht

Die Rentenreform im Jahr 2013

Stand am 1. September 2013

Impressum

Herausgeber

Arbeitnehmerkammer

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. +352 27 494 200
F. +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur

Druck

Imprimerie Watgen

Vertrieb

Librairie "Um Fieldgen Sàrl"
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. +352 48 88 93
F. +352 40 46 22
info@libuf.lu

ISBN : 978-2-919888-52-8

Im September 2013 beträgt der Index an den die Löhne und Renten angepasst werden 756,27. Am 1. Oktober 2013 wird er um 2,5% auf 775,17 erhöht.

Die Angaben in dieser Broschüre berühren unter keinen Umständen die Auslegung und Anwendung der Gesetzestexte durch die staatlichen Behörden oder die zuständigen Gerichte.

Die Arbeitnehmerkammer haftet nicht für mögliche Auslassungen oder Fehler im Text oder für Folgen, die sich aus der Verwendung der Inhalte dieser Veröffentlichung ergeben.

Vorwort



Jean-Claude Reding
Präsident der Arbeitnehmerkammer

Obleich das Rentensystem in Luxemburg derzeit stabil ist, wurde im Dezember 2012 eine Reform des allgemeinen Systems (für privatrechtliche Arbeitnehmer) und der gesetzlichen Systeme (für Beamte und Angestellte des öffentlichen Dienstes) verabschiedet. Das erklärte Ziel dieser Reform ist die Sicherstellung der langfristigen Tragfähigkeit dieser Rentensysteme. Die Notwendigkeit der vorgeschlagenen Maßnahmen und deren Auswirkungen auf die gegenwärtigen und künftigen Rentner wurden lebhaft diskutiert. Eine eindeutige Schlussfolgerung lässt sich daraus allerdings ziehen: Das neue Gesetz wird zu einem Absinken des Rentenniveaus führen, was insbesondere die derzeit oder in Kürze auf den Arbeitsmarkt kommenden Arbeitnehmer zu spüren bekommen werden.

Der Arbeitnehmerkammer (CSL) schien es daher erforderlich, im Rahmen ihrer Publikationsreihe „Sozialversicherungsrecht“ eine Broschüre zu veröffentlichen, die das allgemeine Rentenversicherungssystem im Großherzogtum erklären soll, d.h. die geltenden Bestimmungen für die privatrechtlichen Arbeitnehmer. Die vorliegende Veröffentlichung berücksichtigt dabei die neuesten Änderungen, die durch das am 21. Dezember 2012 verabschiedete und am 1. Januar 2013 in Kraft getretene Gesetz vorgenommen wurden.

Die neuen Vorschriften des allgemeinen Rentenversicherungssystems gelten im Wesentlichen für die ab dem 1. Januar 2013 in den Ruhestand tretenden Versicherten. Versicherte, die bereits vor diesem Datum in den Ruhestand traten, sind vom Kern dieser Reform, d.h. vom Absinken des Rentenniveaus aufgrund einer geänderten Berechnung der proportionalen Steigerungen, nicht betroffen. Die Abwärtskorrektur bei der Anpassung der Renten an die Reallöhne (Angleichung) und die mögliche Streichung der Jahresendzulage wird aber auch an den gegenwärtigen Rentnern nicht spurlos vorübergehen.

Zusammenfassend wird sich ein Rentner bei gleichen Beitragszeiten künftig mit einer niedrigeren Rente begnügen müssen, sofern er nicht zu einer Verlängerung seiner Berufslaufbahn bereit ist.

Sämtliche dieser neuen Vorschriften werden in der vorliegenden Veröffentlichung erläutert und durch Beispiele veranschaulicht.

Die vorliegende Ausgabe des „Sozialversicherungsrechts“ beschäftigt sich auch allgemeiner mit der Altersrente und beschreibt dabei insbesondere die zu erfüllenden Anspruchsvoraussetzungen.

Neben der Rentenpflichtversicherung behandelt die vorliegende Broschüre auch die Bedeutung der Begriffe Weiterversicherung, freiwillige Versicherung und Nachkauf von Versicherungszeiten.

Beispiele für die Berechnung einer Altersrente, einer vorgezogenen Altersrente und der Kumulierung der Renten mit anderen Einkünften sollen das Verständnis der insgesamt sehr komplexen Gesetzgebung erleichtern.

Schließlich behandelt die vorliegende Veröffentlichung neben der Altersrente auch die Invalidenrente, die Hinterbliebenenrente und die Waisenrente.

Die Arbeitnehmerkammer möchte den Arbeitnehmern und Rentnern mit dieser Veröffentlichung nützliche Informationen zum besseren Verständnis des kürzlich reformierten Rentensystems bereitstellen.



Inhalt

1. Historischer Überblick über die Rentenversicherung in Luxemburg	95
2. Altersrente	98
2.1. Definitionen und konzeptuelle Abgrenzung	98
2.2. Finanzierungsweise der allgemeinen Rentenversicherung	98
2.2.1. Umlage- und Kapitaldeckungsverfahren	99
2.2.2. Reine Umlageprämie	99
2.2.3. Belastungskoeffizient	99
2.2.4. Ersatzquote	99
2.3. Finanzierungsquellen der allgemeinen Rentenversicherung	100
2.4. Bewilligungsvoraussetzungen	100
2.4.1. Gesetzliche Altersrente	100
2.4.2. Vorgezogene Altersrente	100
2.4.3. Unterschied zwischen der vorgezogenen Altersrente und dem Vorruhestand	101
2.5. Versicherungszeiten	102
2.5.1. Pflichtversicherung	102
2.5.2. Zurechnungszeiten	103
2.5.3. Weiterversicherung und freiwillige Versicherung	105
2.5.4. Nachkauf von Versicherungszeiten	107
2.5.5. Berechnungseinheiten für die Versicherungszeiten	109
2.5.6. Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge	109
2.6. Beantragung und Zahlung der Altersrente	110
2.6.1. Entstehen des Rechtsanspruchs und Zahlung	110
2.6.2. Rentenantrag für gebietsansässige Personen	110
2.6.3. Rentenantrag für Grenzgänger	111
2.7. Rechtsbehelfe	114
2.8. Berechnung der Altersrente	114
2.8.1. Proportionale Steigerungen	115
2.8.2. Gestaffelte Anhebung der proportionalen Steigerungen	115
2.8.3. Pauschale Steigerungen	116
2.8.4. Prozentsätze, Schwellenwerte und Anhebungen der proportionalen Steigerungen und Prozentsätze der pauschalen Steigerungen in Abhängigkeit vom Jahr des Beginns des Rentenanspruchs	117
2.8.5. Jahresendzulage	118
2.8.6. Doppelte Anpassung der Renten	118
2.8.7. Beispiel für die Berechnung einer Altersrente	121
2.8.8. Beispiel für die Berechnung einer vorgezogenen Altersrente	123

2.9. Mindest- und Höchstbetrag der Altersrente	124
2.9.1. Mindestrente	124
2.9.2. Höchstrente	125
2.10. Erziehungspauschale	125
2.10.1. Anspruchsberechtigte	125
2.10.2. Entstehen des Rechtsanspruchs	125
2.10.3. Höhe	126
2.10.4. Finanzierung und Organisation	126
2.10.5. Verfahren	126
2.11. Zusammentreffen der Altersrente mit anderen Einkünften	126
2.11.1. Zusammentreffen einer Regelaltersrente mit anderen Einkünften	126
2.11.2. Vorgezogene Altersrente und nicht selbstständige Erwerbstätigkeit	127
2.11.3. Vorgezogene Altersrente und selbstständige Erwerbstätigkeit	128
2.11.4. Neufestsetzung des Rentenbetrags	128
2.11.5. Altersrente und Unfallrente	128
2.12. Abzüge von der Altersrente	129
2.13. Beitragserstattung	130

3. Invalidenrente **131**

3.1. Definition der Invalidität	131
3.2. Voraussetzungen für das Entstehen des Rechtsanspruchs	131
3.3. Bewilligungsvoraussetzungen und Zahlungsmodalitäten der Rente	132
3.3.1. Rente bei vorübergehender Invalidität	132
3.3.2. Rente bei dauerhafter Invalidität	132
3.3.3. Umwandlung der Invalidenrente in eine Altersrente	132
3.4. Berechnung der Invalidenrente	133
3.5. Mindestrente	135
3.5.1. Rechtsgrundsatz	135
3.5.2. Beispiel für die Berechnung einer Mindestrente	135
3.6. Entziehung der Invalidenrente	136
3.7. Antikumulierungsvorschriften	137
3.7.1. Zusammentreffen einer Invalidenrente mit einer Erwerbstätigkeit	137
3.7.2. Zusammentreffen einer Invalidenrente mit einer Unfallrente	137
3.8. Rentenzulage für Opfer rechtswidriger Handlungen einer Besatzungsmacht (Ausgleichszulage)	137
3.9. Verwaltungsverfahren in Bezug auf die Invalidenrente	138
3.9.1. Einreichung des Antrags	138
3.9.2. Bearbeitung des Rentenanspruchs	139

4. Hinterbliebenenrenten	140
4.1. Hinterbliebenenrente des Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartners	140
4.1.1. Bewilligungsvoraussetzungen	140
4.1.2. Rentenansprüche des geschiedenen Ehegatten oder des ehemaligen eingetragenen Lebenspartners	140
4.1.3. Dem überlebenden Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartner gleichgestellte Personen	141
4.1.4. Berechnungsart	141
4.1.5. Antikumulierungsvorschriften	142
4.1.6. Zahlungsmodalitäten	144
4.2. Waisenrente	145
4.2.1. Bewilligungsvoraussetzungen	145
4.2.2. Berechnungsart und Antikumulierungsvorschriften	145
4.3. Verwaltungsverfahren in Bezug auf die Hinterbliebenenrenten	148
4.4. Sterbegeld (Sterbevierteljahr)	149
5. Gesetzliche Grundlagen	150
6. Nützliche Adressen	151
7. Glossar	152
Anhänge	154
1. Großherzogliche Verordnung vom 26. Dezember 2012 zur Festsetzung der in Artikel 220 des Sozialgesetzbuchs vorgesehenen Aufwertungsfaktoren	155
2. Antrag auf Bewilligung einer persönlichen Alters- oder Invalidenrente (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)	157
3. Antrag auf Bewilligung einer Hinterbliebenenrente (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)	161
4. Antrag auf Nachkauf von Versicherungszeiten (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)	166
5. Antrag zur Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)	172
6. Antrag zur freiwilligen Rentenversicherung (Sozialversicherungsanstalt CCSS)	174
7. Antrag auf Anrechnung der Babyjahre (Sozialversicherungsanstalt CCSS)	175
8. Antrag auf Zahlung der Erziehungspauschale (Nationaler Solidaritätsfonds FNS)	176

VERWENDETE ABKÜRZUNGEN

- AAA:** Unfallversicherungsanstalt (Association d'assurance accident)
- CCSS:** Sozialversicherungsanstalt (Centre commun de la sécurité sociale)
- CFL:** Nationale Eisenbahngesellschaft (Société nationale des chemins de fer luxembourgeois)
- CNAP:** Nationale Rentenversicherungskasse (Caisse nationale d'assurance pension)
- CNS:** Nationale Gesundheitskasse (Caisse nationale de santé)
- CSL:** Arbeitnehmerkammer (Chambre des salariés)
- EWR:** Europäischer Wirtschaftsraum
- FNS:** Nationaler Solidaritätsfonds (Fonds national de solidarité)
- IGSS:** Generalinspektion der Sozialversicherung (Inspection générale de la sécurité sociale)
- RMG:** Garantiertes Mindesteinkommen (revenu minimum garanti)
- SSM:** Sozialer Mindestlohn (salaire social minimum)
- EU:** Europäische Union

1 HISTORISCHER ÜBERBLICK ÜBER DIE RENTENVERSICHERUNG IN LUXEMBURG

Die Sozialversicherung wurde in Luxemburg erst zu Beginn des 20. Jahrhunderts eingeführt. Das im Großherzogtum eingerichtete Sozialversicherungssystem lehnte sich stark an das deutsche Sozialversicherungsmodell an. Zu jener Zeit war Luxemburg im Rahmen des Zollvereins mit Deutschland verbunden. Durch das Gesetz vom **6. Mai 1911** wurde ein Pflichtrentenversicherungssystem für Arbeiter und Privatangestellte eingeführt, deren Jahreseinkommen zur damaligen Zeit Francs 3 750 Franken nicht überstieg. Der Kreis der Versicherten wurde später schrittweise auf die nachstehenden Personengruppen ausgeweitet:

- 1931 auf alle Privatangestellten;
- 1951 auf Handwerker;
- 1956 auf Landwirte;
- 1960 auf Kaufleute und Gewerbetreibende;
- 1964 auf Selbstständige in geistigen Tätigkeiten.

Durch das Gesetz vom **10. April 1951** wurde die Anpassung der Renten der Arbeiter und Privatangestellten an den Preisindex eingeführt. Auch bei der Schaffung der Rentensysteme für Handwerker, Landwirte, Kaufleute und Gewerbetreibende und schließlich für Selbstständige in geistigen Tätigkeiten war jeweils eine gleitende Anpassung vorgesehen. Das Einheitsgesetz vom 13. Mai 1964 ist eine der wichtigsten Regelungen im Bereich der beitragsfinanzierten Rentenversicherung. Durch das Gesetz wurde insbesondere das Prinzip der Anpassung der Renten an den Anstieg des Reallohnlevels eingeführt. Weitere wesentliche Verbesserungen wurden mit dem Gesetz vom **25. Oktober 1968** erzielt, durch das Sondersteigerungen in den beitragsfinanzierten Rentensystemen bei Invalidität oder vorzeitigem Tod festgelegt wurden.

Durch das Gesetz vom **23. Mai 1984** wurde eine generelle Risikogemeinschaft der vier beitragsfinanzierten Rentensysteme begründet und das geltende Finanzierungssystem grundlegend geändert.

Das alte Finanzierungssystem war zu einem unübersichtlichen Gewirr von Systemen geworden, die sowohl auf Kapitaldeckung als auch auf Umlagefinanzierung beruhten¹ und zudem nicht mehr definitionsgemäß angewandt wurden.

Während die Regelleistungen theoretisch durch ein kapitalgedecktes System finanziert wurden, wurde die Anpassung aus dem rein umlagefinanzierten System bestritten. Die Grundrente und die Zulage zur Mindestrente gingen direkt zu Lasten des Staatshaushalts und wurden daher auch nach dem reinen Umlageverfahren finanziert.

Zum Zeitpunkt der Rentenfinanzierungsreform wurden über 50% der Leistungen ausdrücklich durch ein reines Umlageverfahren, die übrigen Leistungen durch Kapitaldeckungsverfahren finanziert, für die die geforderten Reserven jedoch nicht in voller Höhe gebildet worden waren.

Da die Verwaltungsstruktur der vier Rentenkassen durch das Gesetz erhalten blieb, wurde die Risikogemeinschaft durch Ausgleichstransfers zwischen den vier Kassen verwirklicht. Die Mischfinanzierung wurde beibehalten, d.h. die Rentenausgaben wurden zum einen durch die auf das Erwerbseinkommen der Versicherten erhobenen Beiträge und zum anderen durch eine direkte Beteiligung des Staates gedeckt.

1 Zur Definition dieser Begriffe: Siehe Punkt „2.2.1. Umlage- und Kapitaldeckungsverfahren“

Vollendet wurde die Harmonisierung und Vereinheitlichung der beitragsfinanzierten Rentensysteme durch das Gesetz vom **27. Juli 1987**. Durch die Zusammenlegung der vier beitragsfinanzierten Rentensysteme wurde ein einheitliches beitragsfinanziertes Rentenversicherungssystem für Alters-, Invaliden- und Hinterbliebenenrente geschaffen. Die selbstständige Verwaltung der Rentenkassen blieb insofern erhalten, als diese weiterhin für die von ihnen versicherten Berufsgruppen zuständig blieben. Durch dieses Gesetz wurde eine neue Rentenberechnungsformel eingeführt, die eine vollständige Anpassung der Rente an die Entwicklung des Reallohnlevels und eine vorübergehende strukturelle Rentenerhöhung von 7% vorsah (diese Erhöhung stellte sich schließlich als endgültig heraus). Außerdem wurden zahlreiche Verbesserungen in konkreten Bereichen verwirklicht (Berufsinvalidität für Arbeiter, Witwerrente, Mindestrenten, Babyjahre).

Durch das Gesetz vom **24. April 1991** zur Verbesserung der beitragsfinanzierten Rentensysteme wurde die vorübergehende Rentenerhöhung von 7% in eine endgültige strukturelle Erhöhung umgewandelt und durch eine zusätzliche strukturelle Erhöhung von 4% der proportionalen Steigerungen und 10% der pauschalen Steigerungen ergänzt². Außerdem wurde das Alter für die vorgezogene Altersrente auf 57 Jahre herabgesetzt und der Rückstand bei der Anpassung der Renten an das Reallohnlevel verkürzt. Die Beitragsbemessungsgrenze wurde vom Vierfachen auf das Fünffache des sozialen Mindestlohns (SSM) angehoben.

Das Gesetz vom **28. Juni 2002** wurde im Anschluss an eine Studie des Internationalen Arbeitsamts in Genf und die Konzertierung der am sogenannten Rentendesch versammelten treibenden Kräfte Luxemburgs verabschiedet. Das Gesetz führte zu einer Anhebung der pauschalen und der proportionalen Steigerungen sowie zu einer teilweisen Staffelung letzterer nach Alter und Beitragszeiten des Versicherten. Die Bezieher von Niedrigrenten wurden durch die durch dieses Gesetz vorgesehene Heraufsetzung der Mindestrenten und Verbesserungen des Gesetzes über das garantierte Mindesteinkommen (RMG) besser gestellt. Das Gesetz führte außerdem eine Jahresendzulage für Rentner ein. Schließlich wertete das Gesetz die Kindererziehung auf, was durch die Überarbeitung der Bestimmungen zu den Babyjahren und die Einführung einer Erziehungspauschale für jeden Elternteil erfolgte, der sich der Erziehung eines Kindes widmete und dessen persönliche Rente oder die Rente seines Ehegatten keine Babyjahre umfasst.

Durch das Gesetz vom **13. Mai 2008** über die Einführung eines Einheitsstatuts wurde die Unterscheidung zwischen den Berufsgruppen der Privatangestellten und der Arbeiter im Bereich der Sozialversicherung und des Arbeitsrechts aufgehoben. Das Einheitsstatut führte folglich zur Zusammenlegung der verschiedenen Gesundheits- und Rentenkassen der unter das allgemeine System fallenden Arbeitnehmer und führte zur Schaffung der Nationalen Gesundheitskasse (CNS) und der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP).

Das am 1. Januar 2013 in Kraft getretene Gesetz vom **21. Dezember 2012** führte schließlich zu einer wesentlichen Reform der Rentenversicherungssysteme. Was das allgemeine System betrifft, so hat das neue Gesetz eine erhebliche Senkung des Rentenniveaus für die ab 2013 in den Ruhestand tretenden Versicherten zur Folge. Diese Senkung ist im Wesentlichen durch eine schrittweise Senkung der proportionalen Steigerungen bedingt, die bis 2052 von 1,85% auf 1,6% reduziert werden.

² Zur Definition der verschiedenen Steigerungsarten: Siehe Punkt „2.8. Berechnung der Altersrente“

Diese Senkung geht Hand in Hand mit einer Abwärtskorrektur bei der Anpassung der Renten an die Reallöhne, sowie mit einer absehbaren Streichung der Jahresendzulage. Überdies sieht der neue Gesetzestext in Bezug auf die Leistung der gestaffelten Anhebung der proportionalen Steigerungen in Zukunft den Ausschluss der im Rahmen der Weiterversicherung und der freiwilligen Versicherung zurückgelegten Versicherungszeiten sowie der nachgekauften Versicherungszeiten vor³. Im Übrigen reicht die schrittweise Erhöhung der pauschalen Steigerungen von 23,5% auf 28% des Referenzbetrages bis zum Jahr 2052 nicht aus, um die seitens der großen Mehrheit der Arbeitnehmer durch die Reform erlittenen Verluste auszugleichen. Bei gleichen Beitragszeiten muss sich ein Rentner fortan mit einer niedrigeren Rente begnügen, sofern er nicht zu einer Verlängerung seiner Berufslaufbahn bereit ist.

3 Zur Definition dieser Begriffe: Siehe Punkt 2.5.3. und Punkt 2.5.4.

2 ALTERSRENTE

2.1. DEFINITIONEN UND KONZEPTUELLE ABGRENZUNG

Im vorliegenden Kapitel werden die Rechtsgrundlage und die Verfahren der gesetzlichen Altersrente der Sozialversicherung beschrieben. Damit ist die Rente der unter das allgemeine System fallenden Arbeitnehmer gemeint, d.h. derjenigen Arbeitnehmer, die Beiträge an die Nationale Rentenversicherungskasse (CNAP) leisten.

Bis 1998 sprach man gewöhnlich vom beitragsfinanzierten System (privatrechtliche Arbeitnehmer) und vom beitragsfreien System (Beamte und Angestellte des öffentlichen Dienstes), da die Versicherten, die Arbeitgeber und der Staat im Rahmen des erstgenannten Systems einen nach den Löhnen berechneten Beitrag entrichten. Dieser Beitrag bestimmt zum großen Teil die spätere Leistung, d.h. die Rente. Seit 1998 leisten jedoch auch die Beamten und Angestellten des öffentlichen Dienstes einen Beitrag in Höhe von 8% ihrer Gehälter, wonach deren System faktisch ebenfalls zu einem beitragsfinanzierten System geworden ist. Seither wird korrekterweise vom allgemeinen System für die Arbeitnehmer mit Privatstatut und von den statutarischen Systemen für die Beamten und Angestellten des öffentlichen Dienstes, der Kommunen und der Nationalen Eisenbahngesellschaft (CFL) gesprochen.

In den beiden Gesetzen vom 3. August 1998 wurde das Rentenberechnungssystem für die bei Inkrafttreten der Reform pensionierten Bediensteten des öffentlichen Dienstes beibehalten, gleichzeitig jedoch eine Übergangsphase für ihre noch im Dienst stehenden Kollegen vorgesehen, bei der zwar die Philosophie des „letzten Gehalts“ gewahrt, die 5/6-Berechnung jedoch herabgesetzt und ein Rentensystem für die künftigen Beamten und Angestellten des öffentlichen Dienstes geschaffen wurde, das mit dem allgemeinen System vergleichbar ist.

In Bezug auf das allgemeine Rentenversicherungssystem berücksichtigt die vorliegende Broschüre die durch das am 1. Januar 2013 in Kraft getretene Reformgesetz vom 21. Dezember 2012 eingeführten Änderungen.

2.2. FINANZIERUNGSWEISE DER ALLGEMEINEN RENTENVERSICHERUNG

Das luxemburgische Rentensystem beruht wie das vieler anderer Länder auch auf dem Umlageverfahren. Die jährlichen Einnahmen müssen nicht nur die laufenden Ausgaben decken, sondern zusätzlich zum Erhalt einer Reserve beitragen, die mindestens das 1,5-fache der Höhe der jährlichen Leistungen beträgt. 2012 belief sich die Reserve auf das 3,9-fache der Höhe der jährlichen Leistungen.

Mit dem Inkrafttreten des Reformgesetzes vom 21. Dezember 2012 wird der Gesamtbeitragssatz für jeden Deckungszeitraum von zehn Jahren⁴ auf Grundlage einer versicherungstechnischen Bilanz und versicherungsmathematischen Prognosen der Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) festgesetzt. Dieser konstante Beitragssatz wird so bestimmt, dass der aktualisierte Wert der wahrscheinlichen Einnahmen den aktualisierten Wert der wahrscheinlichen Ausgaben und der Erhöhung der Reserve deckt. Die Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) aktualisiert ihre Bilanz und ihre Prognosen im Abstand von fünf Jahren. Sollte der anfangs festgesetzte Gesamtbeitragssatz die Gewährleistung des finanziellen

4 anstatt der früheren sieben Jahre

Gleichgewichts nicht ermöglichen, so wird der Beitragssatz durch ein Sondergesetz für einen neuen Deckungszeitraum von zehn Jahren neu festgesetzt⁵.

2.2.1. Umlage- und Kapitaldeckungsverfahren

Diese beiden Begriffe sind in der Rentendiskussion häufig zu hören.

Bei einem **reinen umlagefinanzierten** System werden die Altersrenten der Anspruchsberechtigten (Rentner) mit den Beiträgen bezahlt, die aus der Lohn- und Gehaltssumme der Erwerbstätigen erhoben werden. In diesem Fall spricht man von einer generationenübergreifenden Solidarität oder von einem Sozialvertrag zwischen den Erwerbstätigen und den Rentnern: Die erwerbstätige Generation übernimmt die Renten der Generation im Ruhestand.

Bei einem **kapitalgedeckten System** werden die erhobenen Beiträge nicht zur Zahlung der Renten der jeweiligen Rentner herangezogen, sondern ertragswirksam an den Finanzmärkten angelegt. Am Ende der Berufslaufbahn des Versicherten bestimmt das auf diese Weise angesammelte Kapital die Höhe der Altersleistung des sich im Ruhestand befindenden Anspruchsberechtigten.

Diese beiden Systeme unterscheiden sich nicht grundsätzlich. Das Umlageverfahren beruht auf der demographischen Entwicklung, während das Kapitaldeckungsverfahren von der Ertragsentwicklung der Finanzmärkte abhängt. Überdies sei betont, dass dieser Ertrag letztendlich ebenfalls von der demographischen Entwicklung abhängt. Je mehr Rentner und je weniger Erwerbstätige es gibt, desto weniger Geld wird an den Finanzmärkten angelegt, da die Rentner eher dazu neigen, ihre Vermögenswerte zu verkaufen, während immer weniger Erwerbstätige sparen und ihr Ersparnis anlegen können.

Der unbestreitbare Vorteil des Umlageverfahrens besteht in der Möglichkeit der Einführung sozialer Elemente, d.h. in der Anpassung der Renten an die Gesamtentwicklung der Löhne und an die Lebenshaltungskosten⁶. Diese Anpassung ist beim Kapitaldeckungsverfahren nicht möglich.

2.2.2. Reine Umlageprämie

Als reine Umlageprämie bezeichnet man das Verhältnis zwischen den jährlichen Ausgaben und der jährlichen Masse der beitragspflichtigen Einkünfte⁷.

2012 beläuft sich diese Prämie auf 21,36% und bleibt demnach niedriger als der auf 24% festgesetzte Beitragssatz.

2.2.3. Belastungskoeffizient

Der Belastungskoeffizient ist ein im Rentenbereich häufig verwendeter Indikator. Er bezeichnet die Anzahl der Rentner pro 100 beitragszahlender Erwerbstätigen. Ein Belastungskoeffizient von 25% bedeutet somit, dass auf 4 Erwerbstätige ein Rentner kommt. Ein Belastungskoeffizient von 150% bedeutet, dass es mehr Rentner als Erwerbstätige gibt (und zwar kommen auf einen Erwerbstätigen 1,5 Rentner).

2012 beläuft sich dieser Koeffizient auf 40,4%.

2.2.4. Ersatzquote

Die Ersatzquote lässt sich entweder als das Verhältnis zwischen der Rente und dem letzten Erwerbseinkommen zum Zeitpunkt des Renteneintritts oder als das Verhältnis zwischen

5 Siehe auch Punkt „2.3. Finanzierungsquellen der allgemeinen Rentenversicherung“

6 Siehe Punkt „2.8.6. Doppelte Anpassung der Renten“

7 Siehe auch Punkt „2.8.6.1. Aufwertung und Angleichung“

dem durchschnittlichen Rentenniveau in der Rentenbezugszeit und dem durchschnittlichen Einkommensniveau in der Zeit der Erwerbstätigkeit definieren.

Bezieht eine Person eine Rente von 1500 € und lag ihr letzter Lohn bei 2000 €, beträgt die Ersatzquote 75%.

2.3. FINANZIERUNGSQUELLEN DER ALLGEMEINEN RENTENVERSICHERUNG

Die Ausgaben der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) werden hauptsächlich durch die Beiträge gedeckt, ergänzt durch Kapitalerträge und sonstige Einnahmen. Seit 1. Januar 1985 liegt der Gesamtbeitragssatz bei 24% des beitragspflichtigen Erwerbseinkommens. Bis 1991 betrug die Beitragsbemessungsgrenze das Vierfache des sozialen Mindestlohns. Ab 1992 wurde sie auf das Fünffache des sozialen Mindestlohns (SSM) angehoben. Die 24% verteilen sich wie folgt: 8% zu Lasten des Arbeitnehmers, 8% zu Lasten des Arbeitgebers und 8% zu Lasten des Staates. Für Selbstständige beläuft sich der Beitragssatz auf 16%, was der Summe der Arbeitnehmer- und dem Arbeitgeberanteile entspricht.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Empfänger einer Altersrente, die nach dem vollendeten 65. Lebensjahr eine selbstständige Tätigkeit ausüben, nicht der Versicherungspflicht unterstehen.

Sofern der Empfänger einer Altersrente nach dem vollendeten 65. Lebensjahr eine nicht selbstständige Tätigkeit ausübt, erfolgt die Beitragszahlung wie im Falle der Versicherungspflicht. Letzterer hat auf Antrag dann Anspruch auf die Erstattung der nach Vollendung seines 65. Lebensjahres entrichteten Beiträge. Die Erstattung erfasst ausschließlich den dem Versicherten obliegenden Anteil der Beiträge und wird nicht an den Indexstand der Lebenshaltungskosten angepasst. Die Erstattung kann für jedes Kalenderjahr beantragt werden.

2.4. BEWILLIGUNGSVORAUSSETZUNGEN

2.4.1. Gesetzliche Altersrente

Auf eine Altersrente hat jeder Versicherte Anspruch, **der das 65. Lebensjahr vollendet hat und 120 Monate obligatorische Versicherungszeiten, Versicherungszeiten im Rahmen einer Weiterversicherung, einer freiwilligen Versicherung oder im Rahmen des Nachkaufs von Versicherungszeiten nachweisen kann**⁸.

2.4.2. Vorgezogene Altersrente

Auf eine vorgezogene Altersrente **ab Vollendung des 60. Lebensjahrs hat jeder Versicherte Anspruch, der 480 Monate obligatorische Versicherungszeiten, Versicherungszeiten im Rahmen einer Weiterversicherung, einer freiwilligen Versicherung, im Rahmen des Nachkaufs von Versicherungszeiten oder in Form von Zurechnungszeiten nachweisen kann, von denen mindestens 120 Monate tatsächliche Pflichtversicherungszeiten, Versicherungszeiten im Rahmen einer Weiterversicherung, einer freiwilligen Versicherung oder im Rahmen des Nachkaufs von Versicherungszeiten sind.**

⁸ Zur Definition dieser Begriffe: Siehe Punkt „2.5. Versicherungszeiten“

Auf eine vorgezogene Altersrente **ab Vollendung des 57. Lebensjahrs** hat jeder Versicherte Anspruch, der **480 Monate tatsächliche Pflichtversicherungszeiten** nachweisen kann.

Die zur Vervollständigung der bei Renteneintritt erforderlichen verschiedenen Wartezeiten anerkannten Versicherungszeiten						
Renten-alter	Mindestjahre	Tatsächliche Pflicht-versicherungszeiten	Zurechnungszeiten	Weiterversicherungszeiten	Freiwillige Versicherungszeiten	Versicherungszeiten im Rahmen des Nachkaufs
57 Jahre	40 Jahre					
60 Jahre	40 Jahre davon 10 Jahre					
65 Jahre	10 Jahre					

 Art der zur Erzielung der Mindestversicherungsjahre berücksichtigten Versicherungszeiten

 Art der zur Erzielung der Mindestversicherungsjahre nicht berücksichtigten Versicherungszeiten

2.4.3. Unterschied zwischen der vorgezogenen Altersrente und dem Vorruhestand

Die vorgezogene Altersrente wird gemeinhin gerne mit dem Vorruhestand verwechselt.

Diese Verwechslung entstand aus der Einführung der vorgezogenen Rente mit 57 Jahren, die nach der Einführung des Vorruhestands erfolgte, der ebenfalls ab 57 Jahren gewährt werden kann.

Es besteht jedoch ein grundlegender Unterschied zwischen diesen beiden Arten von Einkünften: Die Altersrente vor Vollendung des 65. Lebensjahres gehört zur Rentenversicherung, während der Vorruhestand, der auf drei Jahre begrenzt ist, insbesondere ein Instrument zur Bekämpfung von Arbeitslosigkeit darstellt und demnach den Versicherungsjahren gleichgestellt ist, die für die Altersrente angerechnet werden.

Es gibt vier Arten des Vorruhestands:

- den Solidaritätsvorruhestand (bei Ersatz eines mindestens 57 jährigen Arbeitnehmers durch einen Arbeitssuchenden, einen Arbeitnehmer, dem die unmittelbare Kündigung aus wirtschaftlichen Gründen droht, oder durch einen Lehrling);
- den Anpassungsvorruhestand (anwendbar auf das Personal von Unternehmen in wirtschaftlichen Schwierigkeiten);
- den Vorruhestand für Schichtarbeiter und Nachtarbeiter (anwendbar auf Arbeitnehmer, die nachweisen können, dass sie mindestens 20 Jahre unter diesen Bedingungen gearbeitet haben);
- die Altersteilzeit (Umwandlung eines Vollzeitarbeitsplatzes in eine Teilzeitstelle unter denselben Bedingungen wie beim Solidaritätsvorruhestand).

Das Eintrittsalter in den Vorruhestand muss bei mindestens 57 Jahren liegen. Um Anspruch auf den Vorruhestand zu haben, muss der Arbeitnehmer Anspruch auf eine Altersrente oder auf eine vorgezogene Altersrente ab dem 57. Lebensjahr haben.

Die Berechnung des Vorruhestandsgeldes erfolgt auf Grundlage des durchschnittlichen Bruttoeinkommens während der letzten 3 Monate unmittelbar vor Bewilligung des Vorruhestands einschließlich der Gratifikationen und des 13. Monatsgehalts in Höhe eines Zwölftels pro Monat.

Bei Arbeitnehmern, deren Einkommen sich aus einem festen und einem variablen Teil zusammensetzt, wird das Vorruhestandsgeld auf Grundlage eines Referenzzeitraums von zwölf Monaten berechnet, sofern sich dieses Berechnungsverfahren für den Arbeitnehmer als vorteilhafter erweist.

Im ersten Jahr wird der Betrag des Vorruhestandsgelds auf 85% des durchschnittlichen monatlichen Bruttoverdienstes des Anspruchsberechtigten festgesetzt. Im zweiten Jahr sinkt er auf 80% und im dritten Jahr auf 75%. Die Obergrenze des Vorruhestandsgelds ist auf das Fünffache des sozialen Mindestlohns (SSM) festgesetzt.

2.5. VERSICHERUNGSZEITEN

2.5.1. Pflichtversicherung

Alle Personen, die in Luxemburg eine vergütete nicht selbstständige oder selbstständige Erwerbstätigkeit ausüben oder mit solchen Erwerbstätigkeitszeiten gleichgestellte Zeiten nachweisen können, sind im allgemeinen Rentenversicherungssystem pflichtversichert.

Die Erwerbstätigkeit von Seeleuten auf Seeschiffen unter luxemburgischer Flagge, die von luxemburgischen Staatsangehörigen, den Staatsangehörigen von Ländern, mit denen Luxemburg einen bi- oder multilateralen Sozialversicherungsvertrag abgeschlossen hat, oder von in Luxemburg ansässigen Personen ausgeübt wird, ist einer Erwerbstätigkeit im Großherzogtum Luxemburg gleichgestellt.

Gleiches gilt für Tätigkeiten, die in Beteiligung an einer friedenserhaltenden Maßnahme internationaler Organisationen ausgeübt werden.

Diese tatsächlichen Versicherungszeiten sind Zeiten, die sowohl für den Erwerb des Rentenanspruchs (Wartezeit) als auch für die Rentenberechnung zählen.

Es sind Erwerbstätigkeitszeiten oder diesen gleichgestellte Zeiten, für die Beiträge gezahlt wurden, d.h.:

1. Zeiten, in denen eine nicht selbstständige Erwerbstätigkeit ausgeübt worden ist;
2. Zeiten, in denen eine selbstständige Erwerbstätigkeit ausgeübt worden ist;
3. Zeiten, für die ein Ersatzeinkommen gezahlt worden ist, auf dem Beiträge für die Rentenversicherung erhoben werden (Krankengeld, Mutterschaftsgeld, Arbeitslosengeld, Vorruhestandsgeld);
4. Zeiten, in denen Mitglieder von Religionsgemeinschaften und ihnen gleichgestellte Personen eine Tätigkeit zum Wohle von Kranken oder im Interesse des Gemeinwohls ausgeübt haben;
5. Zeiten, die den im Rahmen einer praktischen Lehre vergüteten Berufsausbildungszeiten nach Vollendung des 15. Lebensjahres entsprechen;
6. Zeiten, in denen von Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartnern oder bei landwirtschaftlichen Tätigkeiten von den Eltern und Verschwägerten bis einschließlich des dritten Grades eines Versicherten eine selbstständige Erwerbstätigkeit ausgeübt worden ist, vorausgesetzt, der Ehegatte oder eingetragene Lebenspartner, das Elternteil oder der Verschwägte war mindestens 18 Jahre alt und hat dem Versicherten in einem solchen Maße notwendige Dienste geleistet, dass diese als Haupttätigkeit gelten können;
7. auf Antrag⁹ ein Zeitraum von 24 oder 48 Monaten, in dem Eltern eines oder mehrere Kinder in Luxemburg erzogen haben (Babyjahre):

Die Modalitäten für die Gewährung von *Babyjahren*

- Der Betroffene muss eine tatsächliche Pflichtversicherungszeit von 12 Monaten im Verlauf der der Geburt oder Adoption des Kindes unter vier Jahren vorausgehenden

⁹ Das entsprechende Formular (im Anhang wiedergegeben) ist auf der Internetseite der Sozialversicherungsanstalt (CCSS) erhältlich: www.ccass.lu/formulaires/formulaires/

36 Monate nachweisen. Dieser Referenzzeitraum wird erweitert, sofern und soweit er Zeiten überlagert, in denen der Betroffene ein oder mehrere Kinder in Luxemburg erzogen hat¹⁰.

- Der Zeitraum von 24 Monaten kann auf 48 Monate ausgedehnt werden, wenn der Betroffene in seinem Haushalt mindestens zwei weitere Kinder erzieht oder wenn das Kind eine dauerhafte Beeinträchtigung seiner körperlichen oder geistigen Fähigkeiten von mindestens 50% im Vergleich zu einem nicht beeinträchtigten Kind gleichen Alters aufweist.
 - Die Babyjahre können im Rahmen der Höchstdauer (24 oder 48 Monate) auf beide Eltern verteilt werden. Besteht keine Einigkeit darüber, erfolgt die Anrechnung vorrangig zu Gunsten des Elternteils, der sich hauptsächlich der Erziehung des Kindes gewidmet hat.
 - Die Bedingung, dass Beiträge gezahlt worden sein müssen, gilt nicht. Die Finanzierung der Babyjahre erfolgt nicht über die Beiträge¹¹.
 - Für Grenzgänger wird die Residenzbedingung aufgehoben, falls kein anderes Land als Luxemburg die Kindererziehungszeiten berücksichtigt.
8. Zeiten, die im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit in Entwicklungsländern zurückgelegt worden sind;
 9. Kriegezeiten für Opfer rechtswidriger Handlungen einer Besatzungsmacht;
 10. Pflichtwehrdienstzeiten in der luxemburgischen Armee;
 11. Zeiten, in denen eine Person an einer friedenserhaltenden Maßnahme internationaler Organisationen teilgenommen hat;
 12. Zeiten, in denen eine Person freiwillig Dienst in der Armee geleistet hat;
 13. Zeiten, in denen eine Person einer pflegebedürftigen Person Hilfestellung und Pflegedienste geleistet hat, ohne dass es sich dabei um eine Erwerbstätigkeit gehandelt hat;
 14. Zeiten, in denen eine Person ein Kind rund um die Uhr oder ganztätig betreut hat und die Betreuung in einem nach gesetzlichen Vorschriften für die Beziehungen zwischen dem Staat und im sozialen, familiären und therapeutischen Bereich tätigen Einrichtungen anerkannten Träger stattgefunden hat;
 15. Zeiten, in denen eine Person Freiwilligenarbeit geleistet hat;
 16. Zeiten, in denen der Versicherte Elternurlaub in Anspruch genommen hat;
 17. Zeiten, in denen eine Person eine seitens des Nationalen Olympischen Komitees von Luxemburg anerkannte Tätigkeit als Spitzensportler ausgeübt hat;
 18. Beschäftigungszeiten behinderter Arbeitnehmer in einer Werkstatt für behinderte Menschen ab dem 1. Juni 2004¹².

Die im Hinblick auf eine berufliche Eingliederung oder Wiedereingliederung zurückgelegten Zeiten können ebenfalls angerechnet werden.

2.5.2. Zurechnungszeiten

Als Versicherungszeiten, allerdings nur zur Auffüllung der für die vorgezogene Altersrente ab dem vollendeten 60. Lebensjahr und für die Mindestrente erforderlichen Wartezeit und zum Erwerb des Anspruchs auf die pauschalen Rentensteigerungen, werden die folgenden Zeiten

¹⁰ Siehe Punkt „2.5.2. Zurechnungszeiten“

¹¹ Siehe die Punkte „2.8.1. Proportionale Steigerungen“ und „2.8.7. Beispiel für die Berechnung einer Altersrente“ für die Anrechnung der Babyjahre im Rahmen der Rentenberechnung.

¹² Inkrafttreten des Gesetzes vom 12. September 2003 über Menschen mit Behinderungen

berücksichtigt, sofern sie nicht anderweitig in einem luxemburgischen oder ausländischen Rentensystem angerechnet werden:

1. Zeiten, in denen eine Invalidenrente gezahlt worden ist;
2. Studienzeiten oder Berufsausbildungszeiten, für die keine Ausbildungsvergütung geleistet worden ist, sofern diese Zeiten zwischen dem 18. und 27. Lebensjahr liegen.

Hierunter fallen in Luxemburg oder im Ausland absolvierte Sekundar-, Hochschul- bzw. Universitätsstudien, Erwachsenenabendkurse des technischen oder Sekundarunterrichts, sowie für die Verleihung des Abschlusszeugnisses erforderliche Praktika.

Diesen gleichgestellt sind krankheitsbedingte Unterbrechungszeiten, Ferienzeiten und am Ende des Studiums die Zeit zwischen dem Ende des Studienjahres und dem darauf folgenden 31. Oktober;

3. die Zeit der Anmeldefrist, die ein junger Arbeitssuchender vor Erwerb des vollen Arbeitslosengeldanspruchs erfüllen muss;
4. Zeiten, in denen ein Elternteil in Luxemburg ein oder mehrere Kinder bis zum vollendeten 6. Lebensjahr erzogen hat. Diese Zeiten müssen bei der Geburt von 2 Kindern mindestens 8 Jahre und bei der Geburt von 3 Kindern mindestens 10 Jahre betragen. Die Altersgrenze wird auf 18 Jahre erhöht, wenn das Kind körperlich oder geistig behindert ist, sofern die Erziehung und Betreuung des Kindes keiner spezialisierten Trägereinrichtung übertragen wurde. Der für die Sozialversicherung zuständige Minister kann Betroffene von der Anforderung befreien, dass das Kind in Luxemburg erzogen wird.

Bei diesen Erziehungszeiten wird davon ausgegangen, dass die Mutter das Kind erzogen hat. Der Vater kann jedoch in den nachstehenden Fällen den Gegenbeweis erbringen:

- sofern er das Kind betreut hat;
- sofern die Mutter eine Erwerbstätigkeit ausgeübt hat und der Vater die Kinder betreut hat;
- sofern der Vater allein mit dem Kind gelebt hat;
- sofern beide Eltern gleichzeitig eine Erwerbstätigkeit ausgeübt haben und der Vater ein niedrigeres Einkommen bezogen hat oder jünger ist.

Die Nachweise können bis zum Anspruch auf eine Leistung erbracht werden.

5. Versicherungszeiten, in denen vor dem 1. Januar 1993 eine beitragsfreie selbstständige Erwerbstätigkeit ausgeübt worden ist;
6. Erwerbstätigkeitszeiten bis zu maximal 15 Jahren Dauer in Luxemburg, die vor der Errichtung der alten Beitragsrentensysteme zurückgelegt worden sind, oder gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen dieser Rentensysteme von der Versicherungspflicht befreite Zeiten, sofern durch sie kein Anspruch auf andere Leistungen besteht und diese nach Vollendung des 14. Lebensjahres zurückgelegt wurden;
7. Zeiten ab dem 1. Januar 1990, in denen eine pflegebedürftige Person, die Pflegeleistungen, Sonderleistungen für Schwerbehinderte, eine Zulage zur Unfallrente wegen Bewegungsunfähigkeit oder einen Zuschlag zum garantierten Mindesteinkommen (RMG) bezog, gepflegt wurde;
8. Erwerbstätigkeitszeiten, die nach dem Recht des Herkunftslandes für Personen versicherungspflichtig sind, die vor Erwerb der luxemburgischen Staatsangehörigkeit den Status eines politischen Flüchtlings genossen haben¹³, sofern sie vom Anspruch auf Leistungen jedes anderen internationalen oder ausländischen Systems ausgeschlossen sind;

¹³ im Sinne von Artikel 1 des am 28. Juli 1951 in Genf unterzeichneten Übereinkommens

9. Zeiten, in denen der behinderte Arbeitnehmer aus von ihm nicht zu verantwortenden Gründen nicht in einer Werkstatt für behinderte Menschen beschäftigt werden konnte, sowie Zeiten, in denen der Betroffene nach Vollendung des 18. Lebensjahres infolge einer körperlichen oder geistigen Behinderung nicht dazu in der Lage war, seinen Lebensunterhalt selbst zu bestreiten. Diese Zeiten müssen vor dem 1. Juni 2004 liegen¹⁴.

2.5.3. Weiterversicherung und freiwillige Versicherung

2.5.3.1. Weiterversicherung

Personen, die innerhalb des Zeitraums von 3 Jahren vor dem Verlust der Pflichtmitgliedschaft oder der Einschränkung der Erwerbstätigkeit 12 Pflichtversicherungsmonate nachweisen können, können die Fortsetzung oder die Ergänzung ihres Versicherungsverhältnisses beantragen. Der Referenzzeitraum von 3 Jahren wird ausgedehnt, sofern und soweit er Zurechnungszeiten, frühere Weiterversicherungszeiten oder Anspruchszeiten auf den Zuschlag zum garantierten Mindesteinkommen (RMG) überlagert. Der entsprechende Antrag ist innerhalb von 6 Monaten nach Verlust der Pflichtmitgliedschaft bei der Sozialversicherungsanstalt¹⁵ (CCSS) für das zuletzt auf den Versicherten zutreffende System zu stellen.

Diese 6-monatige Frist ist jedoch von dem Tag, an dem ein Antrag auf Invalidenrente gestellt wird, bis zu dem Tag, an dem ein rechtskräftiger Bescheid ergeht, ausgesetzt.

Die Weiter- oder Zusatzversicherung muss einen fortlaufenden Zeitraum abdecken.

2.5.3.2. Freiwillige Versicherung

Personen, die die Voraussetzungen für die Weiterversicherung nicht erfüllen, können sich für Versicherungszeiten, in denen sie aus familiären Gründen keine oder eine eingeschränkte Erwerbstätigkeit ausüben, nach positiver Stellungnahme des kontrollärztlichen Dienstes der Sozialversicherung freiwillig versichern lassen.

Hierzu müssen die Betroffenen die nachstehenden Voraussetzungen erfüllen:

- im Großherzogtum Luxemburg wohnhaft sein;
- mindestens 12 Monate im Rahmen tatsächlicher Pflichtversicherungszeiten versichert gewesen sein;
- das 65. Lebensjahr noch nicht vollendet und zum Antragszeitpunkt keinen Anspruch auf eine persönliche Rente haben.

Unter denselben Voraussetzungen versichert der Staat Personen, die bei einer diplomatischen, wirtschaftlichen oder touristischen Vertretung Luxemburgs im Ausland beschäftigt sind, sofern diese nicht anderweitig rentenversichert sind.

Personen, die die oben genannten Voraussetzungen erfüllen, können sich für Ehezeiten, Erziehungszeiten für minderjährige Kinder und Hilfs- und Pflegezeiten für eine als pflegebedürftig anerkannte Person freiwillig versichern lassen. Hierzu müssen sie einen schriftlichen Antrag an die Sozialversicherungsanstalt (CCSS)¹⁶ richten.

Ebenso wie die Weiter- und Zusatzversicherung muss auch die freiwillige Versicherung einen fortlaufenden Zeitraum abdecken.

¹⁴ Inkrafttreten des Gesetzes vom 12. September 2003 über Menschen mit Behinderungen

¹⁵ Das entsprechende Formular (im Anhang wiedergegeben) ist auf der Internetseite der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) erhältlich: www.cnap.lu/formulaires/

2.5.3.3. Beitragsbemessungsgrundlage

Die monatliche Beitragsbemessungsgrundlage darf den monatlichen sozialen Mindestlohn SSM nicht unterschreiten und dessen Fünffaches nicht überschreiten.

Der Betroffene kann die Bemessungsgrundlage der Weiterversicherung, der Zusatzversicherung oder der freiwilligen Versicherung nach Belieben festlegen. Diese darf jedoch die nachstehenden Beträge nicht überschreiten:

- die auf den Durchschnitt der fünf höchsten beitragspflichtigen Jahreseinkommen der Versicherungszeit festgesetzte Bemessungsgrenze, gegebenenfalls bis zur Höhe des doppelten monatlichen sozialen Mindestlohns erhöht;
- die Entschädigung, die der Versicherte gegebenenfalls als Mitglied der Abgeordneten-kammer erhält;
- die Vergütung, die der Versicherte im Jahr vor dem Beitrittsjahr bei einer offiziellen internationalen Einrichtung bezogen hat, bei der kein Anspruch auf ein statutarisches System mit Zahlung einer regelmäßigen Rente besteht;
- das letzte rentenfähige Gehalt, das vor der Zulassung zur Weiterversicherung oder zur freiwilligen Versicherung für die Ausübung einer einem besonderen Übergangsrentensystem (Beamte des öffentlichen Dienstes und der Gemeinden, Bedienstete der Nationalen Eisenbahngesellschaft CFL) unterliegenden Erwerbstätigkeit gezahlt wurde, gegebenenfalls bis zur Höhe des als Bezugswert herangezogenen doppelten sozialen Mindestlohns (SSM) erhöht. Bei Urlaub zur Ausübung einer Halbtagsbeschäftigung oder Teilzeitarbeit wird das einer Vollzeitbeschäftigung entsprechende Gehalt herangezogen;
- die Differenz zwischen dem rentenfähigen Gehalt, das während der Weiterversicherung oder der freiwilligen Versicherung für die Ausübung einer einem besonderen Übergangsrentensystem unterliegenden Erwerbstätigkeit gezahlt wurde, einerseits, und dem letzten rentenfähigen Gehalt, das vor der Zulassung zur Weiterversicherung oder zur freiwilligen Versicherung gemäß vorherigem Absatz gezahlt wurde, andererseits, oder
- die Vergütung von Personen, die bei einer staatlich anerkannten diplomatischen, wirtschaftlichen oder touristischen Vertretung Luxemburgs im Ausland beschäftigt sind.

Bei der Zusatzversicherung und der freiwilligen Versicherung umfasst die Beitragsbemessungsgrundlage die Bemessungsgrundlage der Pflichtversicherung.

Durch das Gesetz vom 21. Dezember 2012 über die Reform der Rentenversicherung wurde darüber hinaus im Bereich der Weiterversicherung und der freiwilligen Versicherung eine neue Mindesthöhe für die monatliche Beitragsbemessungsgrundlage eingeführt. Somit kann der Versicherte von nun an in diesem Rahmen und für einen maximalen Zeitraum von fünf Jahren die Senkung der monatlichen Beitragsbemessungsgrundlage auf ein Drittel des monatlichen sozialen Mindestlohns (SSM) beantragen. Diese Option wurde eingeführt, um Personen, die ihre Erwerbstätigkeit unterbrechen, zum Abschluss einer freiwilligen Rentenversicherung zur Vermeidung von Lücken in der Gesamtversicherungszeit zu ermutigen. Nach Ablauf des maximalen Zeitraums von fünf Jahren muss die Beitragshöhe des Versicherten erneut mindestens der Bemessungsgrundlage des monatlichen sozialen Mindestlohns (SSM) entsprechen.

Die großherzogliche Verordnung vom 13. März 2013 schafft hingegen für freiwillig Versicherte die Möglichkeit ab, sich lediglich über einen Zeitraum von 4 Monaten pro Kalenderjahr zu versichern¹⁶. Von nun an muss der Versicherte mit seiner freiwilligen Versicherung das gesamte Jahr abdecken. Eine in der großherzoglichen Verordnung vorgesehene Übergangsbestimmung

¹⁶ Großherzogliche Verordnung vom 13. März 2013 zur Abänderung der geänderten großherzoglichen Verordnung vom 5. Mai 1999 über die Weiterversicherung, die Zusatzversicherung, die freiwillige Versicherung, den Rückkauf von Versicherungszeiten und die Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge im allgemeinen Rentenversicherungssystem

ermöglicht jedoch den Versicherten, die eine nicht fortlaufende freiwillige Versicherung abgeschlossen haben, die weniger als 12 Monate pro Geschäftsjahr abdeckt, vor Einführung der neuen Option zwischen der Aufrechterhaltung ihres früheren Systems oder der Ausübung der neuen Option in Bezug auf eine 60-monatige freiwillige Versicherung auf Grundlage einer Beitragsbemessungsgrundlage von einem Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) zu wählen.

2.5.4. Nachkauf von Versicherungszeiten

Personen, die ihre Erwerbstätigkeit aus familiären Gründen aufgegeben oder eingeschränkt haben, oder ein ausländisches Rentenversicherungssystem verlassen haben, das nicht durch einen bi- oder multilateralen Sozialversicherungsvertrag gedeckt ist, oder ein Rentenversicherungssystem einer internationalen Organisation, das keine Nachkaufpauschale oder deren versicherungsmathematischen Gegenwert vorsieht, können diese Zeiten durch Nachkauf versichern oder ergänzen, vorausgesetzt, sie sind im Großherzogtum Luxemburg wohnhaft, waren mindestens 12 Monate pflichtversichert und haben zum Zeitpunkt des Antrags weder das 65. Lebensjahr bereits vollendet noch Anspruch auf eine persönliche Rente.

2.5.4.1. Antragstellung

Der Antrag auf Nachkauf von Versicherungszeiten ist bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP)¹⁷ zu stellen, die für die Bearbeitung des Antrags zuständig ist.

2.5.4.2. Anrechnungszeiten

Die rückwirkend zu deckenden Versicherungszeiten dürfen nicht vor dem 18. Lebensjahr liegen und die nachstehenden Zeiten nicht überschreiten:

- 1) die Ehezeiten;
- 2) die Erziehungszeiten für ein minderjähriges Kind;
- 3) die Hilfs- und Pflegezeiten für eine als pflegebedürftig anerkannte Person oder eine Person, die Pflegeleistungen, Sonderleistungen für Schwerbehinderte, eine Zulage zur Unfallrente wegen Bewegungsunfähigkeit oder einen Zuschlag zum garantierten Mindesteinkommen (RMG) bekommt;
- 4) die Versicherungszeiten bei einem ausländischen Rentenversicherungssystem oder bei einem Rentenversicherungssystem einer internationalen Organisation;
- 5) die Zeiten, für die Anspruch auf Zahlung einer Entschädigung für verheiratete Beamtinnen bestanden hat, die vor Eintritt des Rentenanspruchs aus dem Dienst ausgeschieden sind (diese Bestimmung wurde durch ein Gesetz vom 25. Juli 1985 aufgehoben), sowie die gleichen Zeiten, die den Bestimmungen der sonstigen besonderen Übergangssysteme unterliegen;
- 6) die Beschäftigungszeiten bei einer diplomatischen, wirtschaftlichen oder touristischen Vertretung Luxemburgs im Ausland vor dem 1. September 2000.

Die Nationale Rentenversicherungskasse (CNAP) kann vom Antragsteller die Einreichung von Belegen für die oben genannten Zeiten verlangen.

Die unter den Punkten 1) bis 3) vorgesehenen Anrechnungszeiten können sich mit Pflichtversicherungszeiten überschneiden, die entsprechenden Versicherungsmonate werden jedoch nur einmal gezählt. Dies gilt ebenfalls für die in einem besonderen Übergangsrentensystem zurückgelegten Zeiten.

¹⁷ Das entsprechende Formular (im Anhang wiedergegeben) ist auf der Internetseite der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) erhältlich: www.cnap.lu/formulaires/

2.5.4.3. Beitragsbemessungsgrundlage

Für einen rückwirkend zu deckenden Versicherungsmonat in einer der unter 1) bis 3) und unter 5) vorgesehenen Anrechnungszeiten wird auf Antrag des Betroffenen ein Einkommen in Höhe des bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) in diesen Zeiten geltenden einfachen oder zweifachen minimalen beitragspflichtigen Einkommens angerechnet. In keinem Fall dürfen die im Rahmen der Pflichtversicherung und im Rahmen des Nachkaufs von Versicherungszeiten verbuchten Einnahmen das im betreffenden Kalenderjahr bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) geltende maximale beitragspflichtige Einkommen übersteigen.

Der für die rückwirkende Deckung von Versicherungszeiten zu entrichtende Betrag wird für die oben genannten Einkünfte nach dem zum Zeitpunkt der Antragstellung geltenden Gesamtbeitragsatz berechnet.

Der Nennbetrag der so berechneten Beiträge wird um Zinseszinsen zu einem jährlichen Satz von 4% erhöht. Die Zinsen sind ab dem Jahr, das auf das rückwirkend zu deckende Jahr folgt und bis zum Ende des Jahres, das der Antragstellung vorausgeht, jeweils für das volle Jahr fällig.

Die Beitragslast wird zwischen dem Betroffenen und dem Staat aufgeteilt, wobei der Betroffene zwei Drittel und der Staat ein Drittel übernimmt.

Rentenbeiträge aus dem Nachkauf von Versicherungszeiten

1. Januar 2013

Jahr	1 x minimales beitragspflichtiges Einkommen		2 x minimales beitragspflichtiges Einkommen		Beitragsbemessungsgrenze
	Nominaleinkommen	Beitragsnachzahlung*	Nominaleinkommen	Beitragsnachzahlung*	
1962	1.362,42	1.549,17	2.724,84	3.098,33	4.676,26
1963	1.498,42	1.638,28	2.996,84	3.276,55	4.825,00
1964	1.596,43	1.678,30	3.192,86	3.356,60	5.003,48
1965	1.653,45	1.671,39	3.306,90	3.342,78	6.224,61
1966	1.705,51	1.657,71	3.411,02	3.315,41	6.405,57
1967	1.752,61	1.637,97	3.505,22	3.275,94	6.549,35
1968	1.864,16	1.675,21	3.728,32	3.350,43	6.772,45
1969	1.928,04	1.665,98	3.856,08	3.331,96	7.394,66
1970	2.112,05	1.754,79	4.224,10	3.509,57	8.428,38
1971	2.267,56	1.811,53	4.535,12	3.623,06	8.829,97
1972	2.398,02	1.842,07	4.796,04	3.684,14	9.742,22
1973	2.776,80	2.051,00	5.553,60	4.101,99	10.530,52
1974	3.062,01	2.174,67	6.124,02	4.349,34	12.067,46
1975	3.899,41	2.662,89	7.798,82	5.325,77	14.067,96
1976	4.285,78	2.814,17	8.571,56	5.628,34	17.771,49
1977	4.779,11	3.017,41	9.558,22	6.034,81	19.067,97
1978	5.168,26	3.137,60	10.336,52	6.275,20	19.821,57
1979	5.374,41	3.137,26	10.748,82	6.274,53	21.276,01
1980	5.705,10	3.202,21	11.410,20	6.404,42	22.820,14
1981	6.277,43	3.387,94	12.554,86	6.775,87	25.109,56
1982	6.661,69	3.457,04	13.323,38	6.914,08	26.646,72
1983	7.130,30	3.557,91	14.260,60	7.115,81	28.521,19
1984	7.535,86	3.615,65	15.071,72	7.231,30	30.143,36
1985	7.740,03	3.570,78	15.480,06	7.141,55	30.960,29
1986	8.068,34	3.579,08	16.136,68	7.158,15	32.273,58
1987	8.208,15	3.501,05	16.416,30	7.002,11	32.833,20
1988	8.225,26	3.373,41	16.450,52	6.746,83	32.901,57

*Nominaleinkommen x 0,16 x 1,04ⁿ (n = 2013 – Jahr – 1)

	1 x minimales beitragspflichtiges Einkommen		2 x minimales beitragspflichtiges Einkommen		
Jahr	Nominaleinkommen	Beitragsnachzahlung*	Nominaleinkommen	Beitragsnachzahlung*	Beitragsbemessungsgrenze
1989	8.961,85	3.534,15	17.923,70	7.068,29	35.847,39
1990	9.261,50	3.511,84	18.523,00	7.023,68	37.046,60
1991	10.152,06	3.701,47	20.304,12	7.402,94	40.608,53
1992	10.655,50	3.735,60	21.311,00	7.471,20	53.278,00
1993	11.613,14	3.914,74	23.226,28	7.829,48	58.066,01
1994	12.033,84	3.900,54	24.067,68	7.801,07	60.169,51
1995	12.906,82	4.022,59	25.813,64	8.045,18	64.534,12
1996	13.012,63	3.899,59	26.025,26	7.799,17	65.062,83
1997	13.737,54	3.958,49	27.475,08	7.916,97	68.687,48
1998	13.765,53	3.813,99	27.531,06	7.627,98	68.827,34
1999	14.090,17	3.753,79	28.180,34	7.507,57	70.451,07
2000	14.472,02	3.707,23	28.944,04	7.414,45	72.360,12
2001	15.388,16	3.790,30	30.776,32	7.580,60	76.940,75
2002	15.708,39	3.720,36	31.416,78	7.440,72	78.541,90
2003	16.595,98	3.779,40	33.191,96	7.558,80	82.979,85
2004	16.940,67	3.709,52	33.881,34	7.419,03	84.703,29
2005	17.711,19	3.729,07	35.422,38	7.458,15	88.556,01
2006	18.078,62	3.660,04	36.157,24	7.320,07	90.393,32
2007	18.843,36	3.668,13	37.686,72	7.336,27	94.216,80
2008	19.235,86	3.600,52	38.471,72	7.201,04	96.179,40
2009	20.111,08	3.619,56	40.222,16	7.239,11	100.555,26
2010	20.445,42	3.538,20	40.890,84	7.076,41	102.226,98
2011	21.222,51	3.531,43	42.445,02	7.062,85	106.112,58
2012	21.752,94	3.480,47	43.505,88	6.960,94	108.764,49

*Nominaleinkommen x 0,16 x 1,04ⁿ (n = 2013 - Jahr - 1)

2.5.5. Berechnungseinheiten für die Versicherungszeiten

Die Versicherungszeiten werden in Kalendermonaten gezählt. Als voller Monat zählt der Teil eines Monats, dem im Falle von Zeiten der nicht selbstständigen Erwerbstätigkeit oder diesen gleichgestellten Zeiten mindestens 64 Arbeitsstunden oder andernfalls 10 Kalendertage entsprechen.

Die unter dieser Grenze liegenden Teile eines Monats werden auf die folgenden Monate vorge tragen und für den ersten Monat angerechnet, in dem die Gesamtzahl der Arbeitsstunden einschließlich des Vortrags die vorgesehene Mindeststundenzahl überschreitet. Löhne, Gehälter und Einkünfte werden hingegen für den Monat angerechnet, auf den sie sich beziehen. Fallen jedoch mehrere Versicherungszeiten (Pflichtversicherung, Weiterversicherung, freiwillige Versicherung, Nachkauf von Versicherungszeiten) in einen Monat, wird höchstens ein Monat angerechnet. Erforderlichenfalls werden die Monate in Jahre und die Zwölftel in Dezimalzahlen umgerechnet.

Diese Bestimmungsweise der Versicherungszeiten gilt für nach dem 1. Januar 1988 zurückgelegte Zeiten. Bei den davor liegenden Zeiten werden die Tage mit dem Divisor 22,5 in Monate umgewandelt.

2.5.6. Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge

Personen, die eine Auszahlung der Beiträge erhalten haben, können die ursprünglich an die entsprechenden Versicherungszeiten geknüpften Rechte wieder aufleben lassen, indem sie den Betrag der ausgezahlten Beiträge rückerstatten, sofern sie zum Zeitpunkt der Antragstellung weder das 65. Lebensjahr überschritten, noch Anrecht auf eine persönliche Rente haben¹⁸.

¹⁸ Das entsprechende Antragsformular (im Anhang wiedergegeben) ist auf der Internetseite der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) erhältlich: www.cnap.lu/formulaires/

Die Rückerstattung beinhaltet den Betrag der ausgezahlten Beträge, aufgewertet durch Zinseszins von 4% pro vollem Jahr, berechnet ab dem Jahr, welches dem der Beitragsauszahlung folgt bis zum Ende des Jahres, welches dem der Rückerstattung der Beiträge vorausgeht. Der auf diese Weise festgesetzte Betrag ist unter Androhung der Verwirkung innerhalb von drei Monaten nach Zustellung des Bescheids zu zahlen.

Zu bemerken bleibt jedoch, dass die mit dem nicht ausgezahlten Teil verknüpften Rechte in jedem Fall durch die Zurücklegung einer neuen Versicherungszeit von 48 Monaten im Rahmen der Pflichtversicherung, der Weiterversicherung oder der freiwilligen Versicherung wieder aufleben¹⁹.

2.6. BEANTRAGUNG UND ZAHLUNG DER ALTERSRENTE

2.6.1. Entstehen des Rechtsanspruchs und Zahlung

Die Altersrente wird vom 65. Geburtstag des Versicherten an geleistet, oder - sofern die Anspruchsvoraussetzungen erst später erfüllt werden - von diesem Zeitpunkt an. Ein Versicherter, der am 7. Mai 1949 geboren ist, hat somit ab 7. Mai 2014 Anspruch auf die Regelaltersrente.

Die vorgezogene Altersrente wird erst ab dem Tag nach dem Ablauf des Anspruchs des Versicherten auf seine beruflichen Einkünfte geleistet. Im Falle der Fortsetzung einer nicht selbstständigen Tätigkeit, die ein Einkommen erbringt, das ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) übersteigt, wird die gegebenenfalls gekürzte Rente²⁰ ab dem ersten Tag des Monats nach dem Monat der Antragstellung geleistet, jedoch spätestens ab dem Monat, in dem die Vergütung die auf den Durchschnitt der fünf höchsten beitragspflichtigen Jahreseinkommen der Versicherungszeit festgesetzte Obergrenze unterschreitet²¹.

Die Altersrente wird monatlich im Voraus ausgezahlt. Die Zahlungen erfolgen in Euro auf zwei Dezimalstellen genau.

Die Zahlung erfolgt durch Überweisung auf ein Bankkonto oder Postcheckkonto des Anspruchsberechtigten.

Die Rente wird bis zum Ende des Monats geleistet, in dem der Berechtigte gestorben ist. Gegebenenfalls zu viel geleistete Monatsbeiträge für die Monate nach dem Tod müssen zurückgezahlt werden.

Fällige Rentenbeträge (Zahlungsrückstand), die sich gegebenenfalls auf einen Zeitraum vor dem Tod beziehen und noch nicht geleistet worden sind, werden vorrangig an den nicht getrennt lebenden überlebenden Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartner ausgezahlt und andernfalls an die Erben in gerader Linie bis zum zweiten Grad, d.h. an die Kinder, Enkel, Eltern und Großeltern.

2.6.2. Rentenantrag für gebietsansässige Personen

An dieser Stelle sei darauf hingewiesen, dass sämtliche Sozialversicherungsleistungen generell nur auf förmlichen Antrag des Betroffenen gewährt werden. Um unnötige Verzögerungen zu

¹⁹ siehe auch Artikel 32 des geänderten Gesetzes vom 28. Juli 2000 über die Koordination der gesetzlichen Rentensysteme, sowie die geänderte großherzogliche Verordnung vom 5. Mai 1999 in Bezug auf die Modalitäten und Voraussetzungen, unter denen die Versicherten, die eine Beitragsrückzahlung erhalten haben, die ausgezahlten Beiträge rückerstatten.

²⁰ siehe Punkt „2.11.2. Vorgezogene Altersrente und nicht selbstständige Erwerbstätigkeit“

²¹ Diese Grenze darf nicht unter dem 50% erhöhten Referenzbetrag liegen : 33 231,54 € im Jahr, 2 769,30 € im Monat (Stand: 01.01.2013)

vermeiden, sollte der Antrag auf Altersrente zusammen mit den Nachweisen mehrere Monate vor dem Entstehen des Rechtsanspruchs bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) eingereicht werden. Die Antragsformulare sind bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP)²².

Die Bearbeitungsdauer der Rentenanträge hängt von der Verfügbarkeit und Zuverlässigkeit der Grunddaten ab und kann demnach von Antrag zu Antrag erheblich variieren. Im Allgemeinen reichen sechs bis acht Wochen für die Berechnung einer Rente eines Versicherten aus, der seine gesamte Laufbahn im Großherzogtum zurückgelegt hat. Erfordert die Datenerhebung indessen umfangreiche Nachforschungen im Ausland, kann die Bearbeitung Monate dauern.

Nach Abschluss der Bearbeitung wird die Rente durch einen rechtsmittelfähigen Bescheid gewährt oder abgelehnt²³.

Grenzgänger müssen ihren Antrag beim zuständigen Träger ihres Wohnsitzes unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen des jeweiligen Landes einreichen²⁴.

2.6.3. Rentenantrag für Grenzgänger

Grenzgänger²⁵ entrichten ihre Beiträge im Land des Arbeitsortes (im vorliegenden Fall in Luxemburg) und genießen daher dieselben Rechte wie gebietsansässige Arbeitnehmer²⁶. In Bezug auf die Sozialversicherung gelten die Rechtsvorschriften des Landes des Arbeitsortes.

Zum Zeitpunkt des Renteneintritts werden alle in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union (EU), des Europäischen Wirtschaftsraums²⁷ (EWR) oder in der Schweiz zurückgelegten Beitragszeiten zum Erwerb des Rentenanspruchs und zur Berechnung der Altersrente berücksichtigt und addiert. Die Staaten sind demnach dazu verpflichtet, die in anderen Ländern zurückgelegten Versicherungszeiten zu berücksichtigen. Durch diesen Grundsatz der Zusammenrechnung von Versicherungszeiten wird gewährleistet, dass die Zeiten der Versicherung oder Erwerbstätigkeit in einem Staat bei Bedarf berücksichtigt werden, um Leistungsansprüche in einem anderen Staat zu begründen²⁸.

Ein Versicherter, der in Rente gehen will, stellt seinen Rentenantrag direkt bei der Rentenkasse seines Wohnsitzlandes, die die entsprechenden Formulare an die zuständigen Träger in den betreffenden Ländern weiterleitet.

2.6.3.1. Voraussetzungen

Das Eintrittsalter in die Altersrente richtet sich nach den nationalen Vorschriften. Dieses gesetzliche Renteneintrittsalter variiert von Land zu Land. Die staatliche Rente wird also nur dann gezahlt, wenn der Antragsteller die seitens der Rechtsvorschriften des betreffenden Landes vorgesehenen Bewilligungsvoraussetzungen erfüllt. Weist der Versicherte einer gemischten Versicherungszeit bei Rentenversicherungssystemen mit unterschiedlichem Renteneintrittsalter auf, wird ihm in jedem Land eine Teilrente bewilligt, deren Höhe und Zuerkennungszeitpunkt sich nach den in dem betreffenden Staat geltenden Bestimmungen richten.

22 sowie auf deren Internetseite (Formular im Anhang wiedergegeben): www.cnap.lu/formulaires/

23 siehe Punkt „2.7. Rechtsbehelfe“

24 siehe nachstehenden Punkt

25 Der Begriff „Grenzgänger“ bezeichnet Arbeitnehmer oder Selbstständige, die in einem anderen Staat arbeiten (im vorliegenden Fall in Luxemburg) als sie wohnen (gewöhnlich in Belgien, Frankreich, Deutschland usw.) und die üblicherweise täglich oder mindestens einmal in der Woche in ihr Wohnsitzland zurückkehren. Ein Grenzgänger, der von seinem Unternehmen entsandt wird oder der eine Dienstleistung innerhalb desselben oder eines anderen EU-Mitgliedstaates erbringt, behält den Status des Grenzgängers bis zu 4 Monate lang bei, auch wenn er im Laufe dieses Zeitraumes nicht jeden Tag oder zumindest einmal pro Woche an seinen Wohnort zurückkehren kann.

26 ausgenommen bestimmter nicht übertragbarer Leistungen

27 EU-Länder + Island, Norwegen und Liechtenstein

28 Die Zeiten der Erwerbstätigkeit im öffentlichen Dienst werden ebenfalls berücksichtigt.

Um auf eine Altersrente eines luxemburgischen Trägers Anspruch erheben zu können, muss der Versicherte mindestens ein Versicherungsjahr in Luxemburg und zusammen mit den in einem anderen Mitgliedstaat der EU, des EWR oder in der Schweiz zurückgelegten Versicherungszeiten mindestens zehn Versicherungsjahre geltend machen. Beläuft sich die Versicherungszeit auf weniger als ein Jahr, werden die Beitragsmonate in Luxemburg vom Träger des anderen Landes berücksichtigt, begründen jedoch keinen Anspruch auf Erhalt einer luxemburgischen Rente.

Nehmen wir das Beispiel eines Arbeitnehmers, der 30 Jahre in Luxemburg versichert war, wo das Renteneintrittsalter bei 65 Jahren liegt, und 5 Jahre in Frankreich, wo er mit 62 Jahren Anspruch auf eine Altersrente erheben kann. Sofern er mit 62 Jahren zu arbeiten aufhört, hat er seitens Frankreichs Anspruch auf eine relativ kleine Rente, die der Dauer der in diesem Staat zurückgelegten Versicherungszeiten entspricht (5/35). Danach muss er drei weitere Jahre warten, bevor er auf eine relativ hohe luxemburgische Rente Anspruch hat (30/35). Er kann keinen Anspruch auf eine vorgezogene Altersrente ab Vollendung des 60. Lebensjahres in Luxemburg erheben, da er keine 40 Jahre versichert war. Zur Berechnung der 40 Jahre werden nicht nur die in Luxemburg sondern auch die in Frankreich zurückgelegten Versicherungszeiten berücksichtigt. Demnach ist beim Vorliegen einer solchen Situation besondere Aufmerksamkeit geboten.

Weiteres Beispiel: Ein in Belgien wohnhafter Grenzgänger war 40 Jahre berufstätig, davon 30 Jahre in Luxemburg. Er kann nun die Rente ab 57 beantragen, dem Mindestalter für die vorgezogene Rente in Luxemburg. In diesem Fall erhält er nur den luxemburgischen Anteil seiner Rente, bis er das in Belgien geltende Renteneintrittsalter (mindestens 60 Jahre) erreicht hat.

2.6.3.2. Antragstellung

Leistungen der Sozialversicherung werden grundsätzlich nur auf förmlichen Antrag des Betroffenen gewährt. Grenzgänger müssen ihren Antrag beim zuständigen Versicherungsträger ihres Wohnortes stellen. Dabei sind die Rechtsvorschriften des jeweiligen Landes zu beachten. Dieser Träger übernimmt gegebenenfalls die Weiterleitung der entsprechenden Formulare an die Versicherungsträger anderer beteiligter Länder (der Versicherte muss trotzdem angeben, dass er auch in einem anderen Land Beiträge entrichtet hat). Sollte der Versicherte jedoch nie in seinem Wohnsitzland gearbeitet haben, muss er seinen Antrag in dem Land stellen, in dem er zuletzt gearbeitet hat.

Beispiel

Herr Mustermann hat in Land A gewohnt und im Nachbarland B als Grenzgänger gearbeitet. Er hat in Land B Rentenbeiträge entrichtet. Es gibt mehrere Möglichkeiten:

- *Wenn er zu dem Zeitpunkt, in dem er in Rente gehen will, in Land A wohnt, muss er seinen Antrag an den Rententräger in Land A richten (sofern er in diesem nie gearbeitet hat, erfolgt die Antragstellung beim Träger des Landes B);*
- *wenn er in Land B wohnt, muss er sich an den Rententräger des Landes B wenden, an den er seine Rentenbeiträge entrichtet hat;*
- *wenn er weder in dem einen noch dem anderen Land wohnt (d.h. weder in Land A noch in Land B), muss er seinen Antrag an den Rententräger richten, dem er zuletzt in Land B angehörte. Dieser wird seinen Antrag entsprechend an den oder die anderen betroffenen Träger weiterleiten.*

Um unnötigen Versäumnissen vorzubeugen, ist es wichtig, den Antrag auf Altersrente einige Zeit vor dem Entstehen des Rechtsanspruchs beim zuständigen Träger einzureichen. In Belgien muss der Antrag beispielsweise ein Jahr vor dem Entstehen des Rechtsanspruchs gestellt werden.

Abweichend vom oben beschriebenen Grundsatz kann der belgische, deutsche oder französische Grenzgänger, der von der luxemburgischen Kasse Krankengeld bezieht, beim Eintritt in die Rente seinen Rentenanspruch bei der zuständigen luxemburgischen Rentenkasse stellen. Wenn der Grenzgänger auch in seinem Wohnsitzland versichert ist, setzt sich die luxemburgi-

sche Rentenkasse mit dem zuständigen Rentenversicherungsträger in dessen Wohnsitzland in Verbindung, um die Rentenansprüche in diesem Land zu prüfen.

2.6.3.3. Zahlung der Rente

Es gibt die nachstehenden drei Möglichkeiten:

1. Hat der Grenzgänger weniger als ein Jahr im Großherzogtum Luxemburg eingezahlt und den Rest seiner Versicherungszeit im Land des Wohnsitzes zurückgelegt, muss die Rentenkasse des Wohnsitzlandes seine Rente in voller Höhe auszahlen;
2. War der Grenzgänger zum Teil im Großherzogtum Luxemburg und zum Teil in seinem Wohnsitzland und/oder in einem anderen Mitgliedstaat der EU, des EWR oder in der Schweiz berufstätig, so spricht man von einer „gemischten Versicherungszeit“; der Arbeitnehmer erhält eine Rente aus jedem einzelnen Staat, vorausgesetzt, er war in dem Land mindestens ein Jahr versichert;
3. War der Grenzgänger ausschließlich im Großherzogtum Luxemburg berufstätig, wird seine gesamte Rente von der luxemburgischen Rentenkasse gezahlt, auch wenn er in diesem Land nicht wohnt.

2.6.3.4. Rentenberechnung

Im Falle einer Versicherungszeit in einem einzigen Land, wird die Höhe der Rente nach Maßgabe der in diesem Staat geltenden Bestimmungen festgesetzt.

Bei einer gemischten Versicherungszeit erhält der Antragsteller von jedem Land, in dem er versichert war, eine Rente. Die Höhe der einzelnen Renten, auf die der Grenzgänger Anspruch hat, ist proportional zur Anzahl der in dem betreffenden Land zurückgelegten Beitragsjahre.

Jeder Staat, in dem der Grenzgänger versichert war, nimmt die folgende Rechnung vor:

- **Nationale Rente:** Sie wird auf Grundlage der nationalen Rechtsvorschriften berechnet, wobei nur die Zeiten der Erwerbstätigkeit in dem Land berücksichtigt werden, die die Mindestversicherungszeit überschreiten;
- **Theoretischer Betrag:** Der zuständige Versicherungsträger berechnet den theoretischen Rentenbetrag, auf den der Versicherte Anspruch hätte, wenn er alle Versicherungszeiten (einschließlich der ausländischen²⁹) nach den nationalen Rechtsvorschriften zurückgelegt hätte;
- **Proportionale Rente:** Auf der Grundlage des theoretischen Betrages wird nun der tatsächliche Betrag entsprechend den tatsächlich nach den nationalen Rechtsvorschriften zurückgelegten Versicherungszeiten festgesetzt.

Die zuständige Rentenkasse zahlt dann die höchste der beiden Renten aus³⁰ (im Allgemeinen die proportionale Rente).

²⁹ In Bezug auf die ausländischen Versicherungszeiten dient der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) der Jahresdurchschnitt der beitragspflichtigen Löhne, Gehälter oder Einkommen als Referenzbetrag.

³⁰ Wenn ein autonomes Anrecht besteht.

Beispiel

Die Versicherungszeit eines Versicherten ist wie folgt:

- Frankreich (FR): 3 Jahre
- Belgien (BE): 32 Jahre
- Luxemburg (LU): 5 Jahre
- Gesamt: 40 Jahre

Der Anteil, der den Übergang vom theoretischen Betrag zu dem tatsächlich seitens des luxemburgischen Trägers zu entrichtenden Betrag ermöglicht, entspricht folglich der nachstehenden Bruchrechnung:

$$\text{Versicherungszeiten LU} / (\text{Versicherungszeiten LU} + \text{Versicherungszeiten FR} + \text{Versicherungszeiten BE}) = 5/40 = 0,125$$

Folglich werden alle durch Addition ermittelten Rentenelemente (theoretischer Betrag) mit dem auf diese Weise berechneten Anteilsfaktor multipliziert.

2.7. RECHTSBEHELFE

Die Nationale Rentenversicherungskasse (CNAP) beschließt über die Gewährung oder Ablehnung jedes Rentenanspruchs.

Sollte der Betroffene mit diesem Beschluss nicht einverstanden sein, so kann er Einspruch dagegen einlegen. Über den Einspruch entscheidet der Lenkungsausschuss der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP).

Der Beschluss des Lenkungsausschusses kann vor dem Schiedsgericht der Sozialversicherung angefochten werden. Der Rechtsbehelf hat keine aufschiebende Wirkung.

Erachtet das Schiedsgericht den Rentenanspruch als begründet, legt er den Beginn der Rente fest. Sobald die Entscheidung über die grundsätzliche Stattgabe des Antrags rechtskräftig ist, setzt die Nationale Rentenversicherungskasse (CNAP) die Rentenhöhe fest.

Das Schiedsgericht entscheidet bis zu einem Streitwert von 1 250 €³¹ in letzter Instanz und bei einem höheren Streitwert unter Vorbehalt der Berufung.

Gegen das Urteil des Schiedsgerichts der Sozialversicherung kann beim Obersten Schiedsgericht der Sozialversicherung Berufung eingelegt werden. Die Berufung hat aufschiebende Wirkung.

Alle Rechtsbehelfe müssen innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach Zustellung des Beschlusses der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) oder des Urteils schriftlich eingelegt werden. Nach Ablauf dieser Frist ist der Rechtsbehelf nicht mehr zulässig und der Beschluss endgültig.

2.8. BERECHNUNG DER ALTERSRENTE

Die jährliche Altersrente setzt sich aus den proportionalen Steigerungen und den pauschalen Steigerungen zusammen. Die pauschalen Steigerungen werden in Abhängigkeit von der Versicherungsdauer gewährt und die proportionalen Steigerungen in Abhängigkeit von dem in der Versicherungszeit erzielten beitragspflichtigen Erwerbseinkommen.

Zu der Rente kommt die Jahresendzulage hinzu.

Die Renten profitieren schließlich von einer doppelten Anpassung. Sie werden an die reale Lohnentwicklung (Aufwertung und Angleichung) und an die Lebenshaltungskosten (Indexierung) angepasst.

³¹ in der gleitenden Lohnskala nicht indexierter Betrag

2.8.1. Proportionale Steigerungen

Die **proportionalen Steigerungen** entsprechen dem Ergebnis der Multiplikation eines Prozentsatzes³² mit der Summe der angerechneten beitragspflichtigen Löhne, Gehälter oder Einkommen.

Vor der durch das Gesetz vom 21. Dezember 2012 eingeführten Reform war dieser Prozentsatz auf 1,85 festgesetzt. Das neue Gesetz sieht nun eine schrittweise Senkung dieses Prozentsatzes vor, der bis 2052 von 1,85 auf 1,6% reduziert werden soll. Für Personen, deren Rentenanspruch im Jahr 2013 beginnt, beläuft sich dieser Prozentsatz bereits nur noch auf 1,844%. Für Personen, die in den kommenden Jahren in Rente gehen, reduziert sich dieser Prozentsatz schrittweise bis auf 1,6% im Jahr 2052.

Zur Berechnung der Summe der beitragspflichtigen Löhne, Gehälter oder Einkünfte, die in die Rentenberechnung eingehen, werden diese je Kalenderjahr auf Grundlage des gewichteten jährlichen Durchschnitts der monatlichen Lebenshaltungskostenindizes auf den Indexstand 100 des gewichteten Lebenshaltungskostenindex am 1. Januar 1948 abgesenkt.

Anschließend werden diese Beträge auf den Lebensstandard des Basisjahres 1984 gerechnet. Zu diesem Zweck werden sie durch Aufwertungsfaktoren geteilt, die das Verhältnis zwischen dem durchschnittlichen Bruttolohnniveau jedes Kalenderjahres und dem des Basisjahres wiedergeben³³.

Für die Babyjahre wird der monatliche Durchschnitt der beitragspflichtigen Einkommen angerechnet, die für tatsächliche Pflichtversicherungszeiten in den dem Monat der Geburt oder Adoption unmittelbar vorausgegangenen zwölf Versicherungsmonaten verbucht werden, abzüglich der anderen zu Gunsten der Betroffenen verbuchten beitragspflichtigen Einkommen. Dieser Durchschnitt darf nicht unter 270,28 € pro Kind und pro Monat beim Lebenshaltungskostenindex 100 vom 1. Januar 1948 und dem Basisjahr 1984 liegen (2 871,89 € am 1. Januar 2013, Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

2.8.2. Gestaffelte Anhebung der proportionalen Steigerungen

Die gestaffelte Anhebung der proportionalen Steigerungen hängt von 2 Kriterien ab: vom Alter und von der Pflichtversicherungsdauer.

Im Gesetz vom 21. Dezember 2012 werden die Gewährungsvoraussetzungen und die Höhe der gestaffelten proportionalen Steigerungen neu definiert. Statt den Beginn der gestaffelten proportionalen Steigerungen wie früher auf 55 Lebensjahre und 38 Versicherungsjahre zu setzen, unterliegt deren Gewährung nunmehr der Voraussetzung eines einzigen Mindestschwellenwertes, der der Summe aus Alter und Pflichtversicherungszeit entspricht und sich in Abhängigkeit vom Jahr des Renteneintritts verändert. Dieser Schwellenwert liegt 2013 bei 93 und soll bis 2052 schrittweise auf 100 angehoben werden.

Der Prozentsatz der gestaffelten proportionalen Steigerungen wird in Abhängigkeit vom Jahr des Renteneintritts schrittweise erhöht: von 0,011% pro weiterem Jahr³⁴ im Jahr 2013 auf 0,025% im Jahr 2052.

Konkret erfolgt die Berechnung der Anhebung der proportionalen Steigerungen auf Grundlage der Differenz zwischen dem durch die Anzahl der Beitragsjahre³⁵ erhöhten Alter des Anspruchsberechtigten einerseits und dem Bezugsschwellenwert (für das Jahr 2013 auf 93 festgesetzt) andererseits. Folglich ist für jede Einheit, die diesen Schwellenwert übersteigt, eine Anhebung des Prozentsatzes der proportionalen Steigerungen vorgesehen (um 0,011% für das Jahr 2013). Der Prozentsatz der Steigerung darf jedoch insgesamt 2,05%³⁶ nicht übersteigen.

32 der sich in Abhängigkeit vom Renteneintrittsjahr ändert (siehe Tabelle unter Punkt 2.8.4.)

33 Die anzuwendenden jährlichen Aufwertungsfaktoren sind in der großherzoglichen Verordnung vom 26. Dezember 2012 dargelegt (im Anhang wiedergegeben).

34 in Bezug auf die oben angegebene Schwelle

35 ausschließlich volle Jahre im Rahmen der tatsächlichen Pflichtversicherungszeiten

36 siehe Tabelle unter Punkt 2.8.4.

Wenngleich die neue Formel zu bedeutenderen gestaffelten proportionalen Steigerungen führt als unter der früheren Gesetzgebung, so werden auch die Gewährungs Voraussetzungen im Laufe der Zeit immer restriktiver. Somit hat ein 60-jähriger Versicherter, der 40 Versicherungsjahre nachweist, im Jahre 2052 keinen Anspruch mehr auf die gestaffelte Anhebung ($40 + 60 = 100$).

Beispiel

Ein 60-jähriger Rentenantragssteller, der 40 Beitragsjahre zählt, erhält demnach im Jahr 2013:

$$60 + 40 = 100$$

$$100 - 93 = 7$$

$7 \times 0,011\% = 0,077\%$ Erhöhung des Prozentsatzes der proportionalen Steigerung, der sich somit auf $1,844\% + 0,077\% = 1,921\%$ beläuft.

Im Jahre 2052 hat ein gleichaltriger Rentenantragssteller (60 Jahre) mit denselben Beitragszeiten (40 Jahre) hingegen keinen Anspruch auf Erhöhung seines Prozentsatzes der proportionalen Steigerungen. Dann wird der Schwellenwert nämlich bei 100 liegen ($100 - 100 = 0$).

Berechnungsformel für die proportionalen Steigerungen³⁷:

(Summe der Einkommen x Prozentsatz) x (Indexstand/100) x Aufwertungsfaktor

2.8.3. Pauschale Steigerungen

Die pauschalen Steigerungen werden in Abhängigkeit von der Versicherungsdauer gewährt und sind unabhängig vom Einkommensniveau des Versicherten. Zur Berechnung der Versicherungsdauer werden die tatsächlichen Pflichtversicherungszeiten, die Zeiten der Weiterversicherung, die Zeiten der freiwilligen Versicherung, der Nachkauf von Versicherungszeiten und die Zurechnungszeiten berücksichtigt.

Vor der Reform im Jahr 2012 belief sich der Betrag der pauschalen Steigerungen bei einer Versicherungszeit von 40 Jahren (480 Monaten) auf 23,5% des Referenzbetrags. Dieser Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt.

Durch das Gesetz vom 21. Dezember 2012 ist nun die schrittweise Anhebung der pauschalen Steigerungen in Abhängigkeit vom Jahr des Renteneintritts vorgesehen. Im Jahr 2013 beläuft sich der Betrag der pauschalen Steigerungen für eine vollständige Versicherungszeit (40 Jahre) auf 23,613% des Referenzbetrags und wird bis zum Jahr 2052 auf 28% erhöht. Dieser Betrag ist für alle Versicherten gleich.

Die pauschalen Steigerungen werden zu 1/40 pro vollendetem oder begonnenem Jahr erworben, wobei die Zahl der angerechneten Jahre 40 nicht übersteigen darf.

³⁷ gegebenenfalls einschließlich der gestaffelten Anhebung

Somit erhält ein Versicherter, der 2013 in Rente geht und bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) eine Versicherungszeit von 33 Jahren und 3 Monaten nachweist, pauschale Steigerungen in Höhe von 34/40 von 492,33 €³⁸, was 418,48 € entspricht (beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984). Dies entspricht am 1. Januar 2013 einem Betrag von 4 446,60 €³⁹ pro Jahr oder 370,55 € pro Monat (beim Indexstand 756,27 und mit dem Aufwertungsfaktor 1,405).

Ein anderer Versicherter, der 2013 43 Versicherungsjahre nachweist, erhält pauschale Steigerungen in Höhe von 492,33 € pro Jahr (beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984). Dies entspricht am 1. Januar 2013 einem Betrag von 5 231,30 €⁴⁰ pro Jahr oder 435,94 € pro Monat (beim Indexstand 756,27 und mit dem Aufwertungsfaktor 1,405).

Berechnungsformel für die pauschalen Steigerungen:

(Versicherungszeiten in Jahren/40) x (2.085 € x Prozentsatz) x (Indexstand/100) x Aufwertungsfaktor

2.8.4. Prozentsätze, Schwellenwerte und Anhebungen der proportionalen Steigerungen und Prozentsätze der pauschalen Steigerungen in Abhängigkeit vom Jahr des Beginns des Rentenanspruchs

Jahr des Beginns des Rentenanspruchs	Pauschale Steigerungen	Proportionale Steigerungen			Jahr des Beginns des Rentenanspruchs	Pauschale Steigerungen	Proportionale Steigerungen		
	Prozentsatz (%)	Prozentsatz (%)	Schwellenwert	Anhebung (%)		Prozentsatz (%)	Prozentsatz (%)	Schwellenwert	Anhebung (%)
vor 2013	23,500	1,850	93	0,010	2033	25,863	1,719	96	0,018
2013	23,613	1,844	93	0,011	2034	25,975	1,713	96	0,019
2014	23,725	1,838	93	0,011	2035	26,088	1,707	97	0,019
2015	23,838	1,832	93	0,012	2036	26,200	1,700	97	0,019
2016	23,950	1,825	93	0,012	2037	26,313	1,694	97	0,020
2017	24,063	1,819	93	0,012	2038	26,425	1,688	97	0,020
2018	24,175	1,813	94	0,013	2039	26,538	1,682	97	0,021
2019	24,288	1,807	94	0,013	2040	26,650	1,675	97	0,021
2020	24,400	1,800	94	0,013	2041	26,763	1,669	98	0,021
2021	24,513	1,794	94	0,014	2042	26,875	1,663	98	0,022
2022	24,625	1,788	94	0,014	2043	26,988	1,657	98	0,022
2023	24,738	1,782	94	0,015	2044	27,100	1,650	98	0,022
2024	24,850	1,775	95	0,015	2045	27,213	1,644	98	0,023
2025	24,963	1,769	95	0,015	2046	27,325	1,638	98	0,023
2026	25,075	1,763	95	0,016	2047	27,438	1,632	99	0,024
2027	25,188	1,757	95	0,016	2048	27,550	1,625	99	0,024
2028	25,300	1,750	95	0,016	2049	27,663	1,619	99	0,024
2029	25,413	1,744	95	0,017	2050	27,775	1,613	99	0,025
2030	25,525	1,738	96	0,017	2051	27,888	1,607	99	0,025
2031	25,638	1,732	96	0,018	2052	28,000	1,600	100	0,025
2032	25,750	1,725	96	0,018	nach 2052	28,000	1,600	100	0,025

Quelle: Amtsblatt (Memorial)

38 23,613% des Referenzbetrags

39 418,48 € x 1,405 x 7,5627

40 492,33 € x 1,405 x 7,5627

2.8.5. Jahresendzulage

Durch das Gesetz vom 28. Juni 2002 wurde eine Jahresendzulage für die Personen eingeführt, die am 1. Dezember Anspruch auf eine Rente haben.

Für die Empfänger einer Alters-, Invaliden- oder Hinterbliebenenrente für Ehegatten oder eingetragene Lebenspartner beträgt die Zulage 1,67 € für jedes im Rahmen der Pflichtversicherung, der Zurechnungszeiten, der Weiterversicherung, der freiwilligen Versicherung oder des Nachkaufs von Versicherungszeiten vollendete oder begonnene Versicherungsjahr. Die Zahl der angerechneten Jahre darf jedoch 40 nicht übersteigen. Dieser Betrag entspricht dem Indexstand 100 des gewichteten Lebenshaltungskostenindex am 1. Januar 1948 und dem Basisjahr 1984. Er wird an den Lebensstandard angepasst und aufgewertet und angeglichen⁴¹.

Ein Rentenempfänger, der insgesamt 40 Versicherungsjahre geltend gemacht hat, hat somit Anspruch auf:

$40 \times 1,67 \text{ €} = 66,8 \text{ €}$ beim Indexstand 100 und im Basisjahr 1984.

Im Januar 2013 entsprachen diesem Betrag: $66,8 \text{ €} \times 1,405 \times 7,5627 = 709,79 \text{ €}$

(Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Durch das Gesetz vom 21. Dezember 2012 ist jedoch nunmehr vorgesehen, die Aufrechterhaltung der Jahresendzulage an die finanzielle Lage des Rentensystems zu knüpfen. Sofern der Gesamtbeitragssatz im Bereich der Rentenversicherung 24% übersteigt, muss die Jahresendzulage folglich nicht mehr entrichtet werden.

Bei Empfängern einer Waisenrente beträgt die Zulage ein Drittel der oben festgesetzten Zulage und bei Vollwaisen zwei Drittel.

Die Zulage wird gegebenenfalls gemäß den geltenden Vorschriften für Hinterbliebenenrenten (Festsetzung im Verhältnis zur Dauer der Ehe oder der eingetragenen Partnerschaft und zur Dauer der Beschäftigung im Haushalt) auf zwei oder mehrere überlebende Ehegatten, geschiedene Ehegatten oder überlebende eingetragene Lebenspartner verteilt.

Die Zulage wird auch Verwandten und Verschwägerten in gerader Linie, Verwandten in der Seitenlinie bis zum zweiten Grad und bei Adoption minderjährigen Adoptivkindern gewährt.

Wird die Rente dem Anspruchsberechtigten nicht für das volle Kalenderjahr ausgezahlt, verkürzt sich die Zulage auf ein Zwölftel für jeden vollen Kalendermonat. Der überlebende Ehegatte oder eingetragene Lebenspartner, der mit dem Empfänger einer Alters- oder Invalidenrente in häuslicher Gemeinschaft gelebt hat, hat für den Zeitraum des Kalenderjahrs bis zum Ende des Todesmonats Anspruch auf die volle Höhe der Zulage.

Die Höhe der Zulage wird im Rahmen der Anwendung der Bestimmungen über das Zusammentreffen von Renten mit anderen Einkünften nicht berücksichtigt, aber in demselben Maße gekürzt, wie die Rente gemäß diesen Bestimmungen gekürzt wird.

In Abweichung vom Einkommenssteuergesetz wird der Steuerabzug nach der monatlichen Abzugstabelle bestimmt, d.h. die Zulage gilt nicht als nicht regelmäßiges Entgelt.

2.8.6. Doppelte Anpassung der Renten

Die Renten profitieren von einer doppelten Anpassung. Durch die Aufwertung und die Angleichung werden sie an die reale Lohnentwicklung und durch die Indexierung an den Verbraucherpreisindex und demnach an die Lebenshaltungskosten angepasst.

⁴¹ siehe Punkt „2.8.6. Doppelte Anpassung der Renten“

2.8.6.1. Aufwertung und Angleichung

Durch das Gesetz vom 21. Dezember 2012 wurde eine Unterscheidung eingeführt zwischen dem **Mechanismus der Lohnaufwertung**, d.h. der Aktualisierung der in der Versicherungszeit eingetragenen Löhne im Wert des Basisjahrs 1984 auf das Lohnniveau der Wirtschaft **zum Zeitpunkt der Rentenberechnung einerseits**, und dem Angleichungsmechanismus andererseits, der in der **im Verlauf des Rentenzeitraums** erfolgenden jährlichen Anpassung des Rentenniveaus an die Lohnentwicklung besteht.

Aufwertung

In Bezug auf die **Aufwertung** zum Zeitpunkt der Rentenbewilligung sieht das neue Gesetz vor, dass die Renten, deren Anspruchsbeginn **vor dem 1. Januar 2014** liegt, mit dem Aufwertungsfaktor multipliziert werden, der auf 1,405 festgesetzt ist. Die Renten, deren Anspruchsbeginn **nach dem 31. Dezember 2013** liegt, werden mit dem Aufwertungsfaktor des vierten Jahres vor Beginn des Rentenanspruchs multipliziert. Dieser Aufwertungsfaktor wird durch großherzogliche Verordnung festgesetzt.

Zur Berechnung der Rente eines Versicherten, der im Jahr 2020 in den Ruhestand tritt, bedeutet dies konkret, dass der Aufwertungsfaktor von 2016 Anwendung findet.

Angleichung

In Bezug auf die **Angleichung der Renten im Verlauf des Rentenzeitraums** sieht das Gesetz vom 21. Dezember 2012 einen neuen Mechanismus vor, damit die Anpassung der Renten an die Reallöhne nicht länger automatisch erfolgt und von der finanziellen Lage des Rentensystems abhängt. Wenn die reine Umlageprämie den Gesamtbeitragssatz übersteigt, wird ein **Dämpfungsmechanismus** ausgelöst und die Angleichung der zum jeweiligen Zeitpunkt ausbezahlten Renten entspricht höchstens der Hälfte der Lohnentwicklung.

Konkret werden die Renten, auf die der oben beschriebene Aufwertungsmechanismus Anwendung findet, mit dem Produkt aus den verschiedenen **Angleichungsfaktoren** multipliziert, die ab dem Jahr nach dem Beginn des Rentenanspruchs und frühestens ab dem Jahr 2014 pro Kalenderjahr festgesetzt werden.

Den Angleichungsfaktor eines Kalenderjahres erhält man, indem man der Zahl 1 das Ergebnis der Multiplikation der jährlichen Veränderungsrate des Aufwertungsfaktors zwischen dem vorletzten Jahr und dem vorvorletzten Jahr mit dem für das vorletzte Jahr geltenden Dämpfungsfaktor hinzufügt.

Dieser Dämpfungsfaktor ist ab dem Jahr 2012 auf 1 festgesetzt.

Die Regierung untersucht jedes Jahr, ob eine Überarbeitung des Dämpfungsfaktors auf gesetzlichem Wege erforderlich ist. Sollte die reine Umlageprämie des vorletzten Jahres vor der Überarbeitung den Gesamtbeitragssatz übersteigen, übermittelt die Regierung der Abgeordnetenkommer einen Bericht, der gegebenenfalls von einem Gesetzesentwurf zur Neufestsetzung des Dämpfungsfaktors auf einen Wert unter oder gleich 0,5 für die Jahre ab dem der Überarbeitung vorausgehenden Jahr begleitet ist.

Der Dämpfungsfaktor kann jedoch für die Jahre ab dem Jahr vor der Überarbeitung erneut auf einen Wert unter oder gleich 1 erhöht werden, sofern der Gesamtbeitragssatz für das vorletzte Jahr vor dem Jahr der Überarbeitung die reine Umlageprämie übersteigt.

Als reine Umlageprämie bezeichnet man das Verhältnis zwischen den jährlichen laufenden Ausgaben und der Gesamtheit der beitragspflichtigen Löhne, Gehälter und Einkommen auf Grundlage der jährlichen Beitragseinnahmen des allgemeinen Rentensystems. Die reine Umlageprämie des Vorjahres wird jährlich durch großherzogliche Verordnung festgesetzt.

De facto haben die neuen gesetzlichen Bestimmungen in Bezug auf die doppelte Anpassung gegenwärtig und auch künftig eine negative Auswirkung auf das Rentenniveau der Versicherten.

Beispiel**Ein Versicherter geht am 1. Juli 2013 im Alter von 60 Jahren in den Ruhestand**

Angenommen, die Gesamtheit der Löhne seiner 40-jährigen Versicherungszeit entspricht im Basisjahr 1984 und beim Indexstand 100 140 000 €.

Seine am 1. Juli 2013 auf Grundlage des Basisjahrs 1984 und beim Indexstand 100 berechnete jährliche Rente ist wie folgt:

$$0,23613 \times 2.085 \text{ €} + 140\,000 \times 0,01921 = 492,33 + 2\,689,4 \text{ €} = 3\,181,73 \text{ €}$$

Dieser Betrag ist mit dem anzuwendenden Aufwertungsfaktor und dem Index zu multiplizieren, d.h.:

$$3\,181,73 \text{ €} \times 1,405 \times 7,5627 = 33\,807,77 \text{ €}, \text{ was einen monatlichen Betrag von } 33\,807,77 / 12 = 2\,817,31 \text{ € ergibt.}$$

Dieser Betrag ist gesichert, d.h. dass er im Falle einer Angleichungsdämpfung nicht verändert werden darf.

Die künftige Entwicklung dieser Rente hängt jedoch von der Entwicklung der Reallöhne und von dem Verhältnis zwischen der reinen Umlageprämie und dem Gesamtbeitragssatz ab.

Angleichungsfaktor 2014

$1 + (\text{Änderung des Aufwertungsfaktors von 2012 im Verhältnis zum Aufwertungsfaktor von 2011}) \times \text{Dämpfungsfaktor}$

Zum Zeitpunkt der Ausarbeitung der vorliegenden Veröffentlichung war der Aufwertungsfaktor für das Jahr 2012 noch nicht bekannt. Der Aufwertungsfaktor für das Jahr 2011 beläuft sich auf 1,424. Wenn wir jedoch davon ausgehen, dass der durchschnittliche Reallohn 2012 um 0,6% gestiegen ist, beläuft sich der Aufwertungsfaktor von 2012 auf 1,433.

Ab 2012 wurde der Dämpfungsfaktor gesetzlich auf 1 festgesetzt.

Der Angleichungsfaktor des Jahres 2014 beläuft sich in diesem Fall auf den nachstehenden Wert:

$$1 + 0,006 \times 1 = 1,006$$

Die Rente unseres Versicherten würde folglich im Jahr 2014 auf $2\,817,31 \text{ €} \times 1,006 = 2\,834,21 \text{ €}$ steigen.

Sofern die Steigerung der Reallöhne im Jahr 2013 0,7% betragen würde, würde die anfängliche Rente des Versicherten mit dem Produkt der Angleichungsfaktoren von 2014 und 2015 multipliziert:

$$\text{Im Jahr 2015: } 2\,817,31 \text{ €} \times 1,006 \times 1,007 = 2\,854,05 \text{ €}$$

Diesem Betrag sind selbstverständlich noch die ausbezahlten Indexranchen hinzuzufügen.

2.8.6.2. Indexierung

Renten, die beim Indexstand 100 des gewichteten Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 berechnet und aufgewertet und angeglichen wurden, werden ebenso wie die Löhne und Gehälter nach der gleitenden Lohnskala (Indexranchen) angepasst⁴².

Am 1. Januar 2013 ist der geltende Indexstand 756,27.

Ab Oktober 2013 ist der geltende Indexstand 775,17.

⁴² Für Berechnungsbeispiele: Siehe die beiden nachstehenden Punkte

2.8.7. Beispiel für die Berechnung einer Altersrente

Zur Erinnerung: Die Berechnung der jährlichen Rente erfolgt beim Indexstand 100 der Lebenshaltungskosten und unter Hinzuziehung des Basisjahres 1984. Die auf diese Weise festgesetzte Rente wird über die Indexierung an die Lebenshaltungskosten angepasst und auf den Lebensstandard gebracht, indem sie mit dem Aufwertungsfaktor multipliziert wird. Im nachstehenden Beispiel erfolgte die Berechnung am 1. Januar 2013 (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Frau Weber ist am 15. September 1948 geboren. Sie befand sich bis Sommer 1968 in der Ausbildung. Sie nahm am 1. September 1968 eine Arbeit auf, die sie bis zum 31. Dezember 1975 ausübte. Zu diesem Zeitpunkt verzichtete sie auf ihre Berufstätigkeit, da sie sich um ihre Kinder kümmern wollte.

Sie zog ihre beiden Kinder groß, von denen das eine am 20. Oktober 1975 und das andere am 13. Februar 1977 geboren wurde.

Am 1. Juni 1995 nahm sie erneut eine Erwerbstätigkeit auf, hörte aber am 31. Dezember 2001 auf zu arbeiten.

Ab dem 15. September 2013 hat Frau Weber Anrecht auf eine Altersrente, da sie die Wartezeitvoraussetzungen von 120 Pflichtversicherungsmonaten aufgrund einer nicht selbstständigen Tätigkeit erfüllt. Ihre Versicherungszeiten sind wie folgt:

Vom 01.09.1968 bis zum 31.12.1975: 88 Monate

Vom 01.06.1995 bis zum 31.12.2001: 79 Monate

Dazu kommen die Babyjahre, die seit dem Gesetz vom 28. Juni 2002 auch für Kinder gewährt werden, die vor dem 1. Januar 1988 geboren wurden.

Darüber hinaus war Frau Weber bis Ende 1975 im Mutterschaftsurlaub. Ab dem 1. Januar 1976 hatte sie Anspruch auf die Babyjahre, jedoch lediglich bis Februar 1979, als ihr ältestes Kind das 2. Lebensjahr vollendete. Dies ergibt 38 Monate im Rahmen der Babyjahre.

Gesamt: $88 + 79 + 38 = 205$ Monate.

Für die pauschalen Steigerungen wurden auch die nachstehenden Zeiten berücksichtigt:

- die Studienzeiten bzw. die Zeiten der Berufsausbildung, sofern diese zwischen dem 18. und 27. Lebensjahr liegen. Im Fall von Frau Weber sind dies 24 Monate (Zeitraum zwischen dem 15.09.1966, dem Tag ihres 18. Geburtstags, und dem 01.09.1968, dem Ende ihrer Schul- und Ausbildungszeit);
- die Erziehungszeiten von Kindern unter 6 Jahren. Dies ist der Zeitraum zwischen der Geburt des ersten Kindes (20.10.1975) und dem Datum, an dem das zweite Kind 6 Jahre alt wurde (also der 13.02.1983). Dies ergibt insgesamt 7 Jahre und 5 Monate. Für zwei Kinder können die Erziehungszeiten nicht weniger als 8 Jahre betragen. Frau Weber hat schon 38 Monate für die Babyjahre bekommen und hat demnach noch Anrecht auf 58 Monate Erziehungszeiten (96-38).

Sofern Frau Weber 2013 in Rente geht, ergibt sich die nachstehende Gesamtzahl an tatsächlichen Zeiten und Zurechnungszeiten für die Wartezeit auf eine Altersrente im Alter von 65 Jahren sowie für die Berechnung der pauschalen Steigerungen:

$205 + 24 + 58 = 287$ Monate / 12 = 23,92 Jahre, die auf 24 Jahre aufgerundet werden.

Die Einkommen der tatsächlichen Versicherungszeit von Frau Weber sind wie folgt:

Jahr	Einkommen	Aufwertungsfaktor	Index	Einkommen Basis 1984
1968	929,60	0,654	156,67	907,2616
1969	2.920,20	0,676	159,79	2.703,4373
1970	3.123,46	0,719	166,67	2.606,4513
1971	3.381,26	0,746	174,38	2.599,2202
1972	3.504,68	0,775	184,26	2.454,2319
1973	3.624,24	0,806	196,24	2.291,3655
1974	3.740,92	0,901	213,11	1.948,2730
1975	2.549,34	0,901	236,19	1.197,9576
1995	9.788,20	1,202	530,94	1.533,7442
1996	19.752,10	1,211	535,29	3.047,0530
1997	20.341,06	1,218	547,56	3.049,9630
1998	23.322,36	1,233	548,67	3.447,4518
1999	24.863,12	1,255	554,38	3.573,5869
2000	27.029,96	1,277	569,41	3.717,3154
2001	29.824,72	1,299	587,24	3.909,7735
			Total:	38.987,0862

Erläuterung: Für jedes Jahr wird das von Frau Weber bezogene Einkommen durch den Aufwertungsfaktor geteilt, um es auf das Basiseinkommen von 1984 zu bringen, und durch den Index geteilt, um es auf den Indexstand 100 zu bringen. Zum Schluss wird die Summe aller jährlichen Einkommen ermittelt.

Zu diesen Einkünften kommen noch die angerechneten Babyjahre hinzu. Angenommen, Frau Weber bezog vor der Geburt des ersten Kindes ein durchschnittliches Monatseinkommen von 99,83 € mit dem Lebenshaltungsindex 100 vom 1. Januar 1948 und dem Basisjahr 1984. Nach Maßgabe des Sozialgesetzbuchs darf das Einkommen aber nicht unter 270,28 € pro Kind und pro Monat liegen, und zwar mit dem Lebenshaltungskostenindex 100 vom 1. Januar 1948 und dem Basisjahr 1984.

Für die beiden Kinder müssen deshalb hinzugefügt werden:

$$38 \times 270,28 = 10\,270,64 \text{ €}.$$

Der für die proportionalen Steigerungen angerechnete Betrag beläuft sich somit auf:

$$38\,987,0862 \text{ €} + 10\,270,64 \text{ €} = 49\,257,7262 \text{ €}.$$

Berechnung der Rente von Frau Weber

Zuerst wird der Betrag für das Basisjahr 1984 berechnet:

Frau Weber erhält 24/40 der pauschalen Steigerungen, d.h. 24/40 von 23,613% von 2 085 €, also 295,399 €.

Hinzu kommen die proportionalen Steigerungen, d.h. 1,844% von Euro 49 257,7262, also Euro 908,3125 €.

Die jährliche Rente (Basisjahr 1984 und Indexstand 100) beläuft sich demnach auf: 295,399 € + 908,3125 € = 1 203,7115 €.

Pro Monat ergibt dies 1 203,7115 / 12 = 100,3093 € beim Indexstand 100.

Zur Bestimmung des monatlichen Rentenbetrags beim Lebensstandard von 2013 und beim Indexstand vom 1. Januar 2013, muss dieser Betrag mit dem Aufwertungsfaktor und dem entsprechenden Index multipliziert werden.

Im Januar 2013 beträgt der geltende Aufwertungsfaktor 1,405 und der Index liegt bei 756,27.

Die monatliche Rente von Frau Weber beträgt also: $100,3093 \times 1,405 \times 7,5627 = 1\,065,85 \text{ €}.$

2.8.8. Beispiel für die Berechnung einer vorgezogenen Altersrente

Wie im vorherigen Beispiel erfolgt die Berechnung der jährlichen Rente mit dem Lebenshaltungskostenindex 100 und dem Basisjahr 1984. Die so berechnete Rente wird durch Indexierung an die Lebenshaltungskosten angepasst und durch Multiplikation mit dem Aufwertungsfaktor an den Lebensstandard angepasst. Im nachstehenden Beispiel wurde die Berechnung am 1. Januar 2013 vorgenommen (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Herr Schmit ist am 25. März 1956 geboren. Er begann am 1. Januar 1973 zu arbeiten. Seine berufliche Laufbahn stellt sich wie folgt dar:

Jahr	Einkommen	Aufwertungsfaktor	Index	Einkommen Basis 1984
1973	3.730,10	0,806	196,24	2.358,2937
1974	3.929,40	0,901	213,11	2.046,4334
1975	4.341,46	0,901	236,19	2.040,0908
1976	4.717,16	0,909	259,59	1.990,0735
1977	5.143,34	0,926	278,34	1.995,5317
1978	5.486,08	0,943	289,42	2.010,1196
1979	5.813,40	0,962	300,97	2.007,8531
1980	6.221,58	0,971	319,48	2.005,5698
1981	6.221,58	0,980	340,92	1.862,1820
1982	6.403,04	1,000	358,31	1.787,0112
1983	6.588,86	0,990	383,51	1.735,3952
1984	7.202,70	1,000	405,33	1.776,9965
1985	9.028,28	1,010	416,31	2.147,1718
1986	9.195,32	1,033	424,43	2.097,2995
1987	9.489,36	1,044	428,67	2.120,3782
1988	9.692,10	1,057	429,56	2.134,6126
1989	10.187,88	1,088	443,04	2.113,5474
1990	11.526,50	1,103	457,86	2.282,3868
1991	12.847,08	1,129	475,12	2.395,0091
1992	14.898,40	1,140	490,02	2.666,9875
1993	15.942,62	1,164	505,37	2.710,1745
1994	17.459,44	1,183	521,18	2.831,7690
1995	19.292,32	1,202	530,94	3.022,9749
1996	19.442,28	1,211	535,29	2.999,2586
1997	20.454,64	1,218	547,56	3.066,9934
1998	23.408,34	1,233	548,67	3.460,1611
1999	24.888,50	1,255	554,38	3.577,2348
2000	29.209,04	1,277	569,41	4.016,9950
2001	29.870,62	1,299	587,24	3.915,7906
2002	32.147,42	1,316	599,46	4.075,0226
2003	35.012,24	1,325	605,61	4.363,2589
2004	36.956,72	1,337	624,63	4.425,2639
2005	42.241,06	1,350	640,24	4.887,1789
2006	46.914,00	1,368	653,52	5.247,5608
2007	55.807,52	1,377	668,46	6.062,9412
2008	64.271,26	1,391	682,39	6.771,0657
2009	65.740,72	1,403	699,44	6.699,2521
2010	68.890,90	1,418	711,07	6.832,3998
2011	71.224,22	1,424	724,34	6.905,1838
2012	74.489,82	1,424	747,05	7.002,2444
2013	24.829,96	1,424	756,27	2.305,6276
Gesamt:				136.760,2953

Erläuterung: Für jedes Jahr wird das von Herrn Schmit bezogene Einkommen durch den Aufwertungsfaktor geteilt, um es auf das Basiseinkommen von 1984 zu bringen, und durch den Index geteilt, um es auf den Indexstand 100 zu bringen. Zum Schluss wird die Summe aller jährlichen Einkommen ermittelt.

Am 25. März 2013 wird Herr Schmit 57 Jahre alt. Zu diesem Zeitpunkt hat er bereits über 40 Jahre gearbeitet. Er hat 483 tatsächliche Versicherungsmonate angesammelt. Herr Schmit hat somit im Alter von 57 Jahren Anspruch auf die vorgezogene Altersrente.

Die Höhe der Rente von Herrn Schmit wird wie folgt berechnet

Zuerst wird der Betrag für das Basisjahr 1984 berechnet:

Herr Schmit kann eine vollständige Versicherungszeit nachweisen und hat somit Anspruch auf alle pauschalen Steigerungen, d.h. 23,613% von 2 085 €, also 492,3311 €.

Dazu kommen die proportionalen Steigerungen. Herr Schmit hat aufgrund seines Alters und der Dauer seiner Versicherungszeit Anspruch auf die Anhebung des Prozentsatzes der proportionalen Steigerungen.

Die Anhebung entspricht 0,044% ($0,011\% \times 4$; da $\text{Alter} + \text{Versicherungszeit} - \text{Schwellenwert} = 57 + 40 - 93 = 4$).

Der Prozentsatz der proportionalen Steigerungen liegt also bei

$1,844\% + 0,044\% = 1,888\%$.

Folglich belaufen sich die proportionalen Steigerungen auf:

$1,888\% \text{ von } 136\,760,2953\,€ = 2\,582,0344\,€$.

Die Jahresrente (Basis 1984 und Indexstand 100) beträgt folglich:

$492,3311 + 2\,582,0344 = 3\,074,3655\,€$.

Dies entspricht einer Monatsrente von $3\,074,3655\,€ / 12 = 256,1971\,€$ beim Indexstand 100.

Zur Bestimmung des monatlichen Rentenbetrags beim Lebensstandard 2013 und beim aktuellen Indexstand vom 1. Januar 2013, muss dieser Betrag mit dem Aufwertungsfaktor und dem entsprechenden Index multipliziert werden.

Am 1. Januar 2013 beträgt der geltende Aufwertungsfaktor 1,405 und der Index liegt bei 756,27.

Die **Monatsrente beläuft sich demnach auf:** $256,1971\,€ \times 1,405 \times 7,5627 = 2\,722,25\,€$.

2.9. MINDEST- UND HÖCHSTBETRAG DER ALTERSRENTE

2.9.1. Mindestrente

Eine Altersrente darf 90% des Referenzbetrags⁴³ nicht unterschreiten, wenn der Versicherte mit seinen tatsächlichen Pflichtversicherungszeiten, den Zeiten der Weiterversicherung, den Zeiten der freiwilligen Versicherung, mit dem Nachkauf von Versicherungszeiten oder mit den Zurechnungszeiten eine Wartezeit von mindestens 40 Jahren erfüllt hat. Sofern der Versicherte diese Wartezeit nicht erfüllt hat, aber 20 gleichwertige Versicherungsjahre nachweisen kann, verringert sich die Mindestrente für jedes fehlende Jahr um 1/40.

Die monatliche Mindestrente eines Versicherten, der 40 Versicherungsjahre nachweist, beträgt somit im Jahr 2013 $1\,661,58\,€$ ⁴⁴ (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

⁴³ Der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt.

⁴⁴ $(0,9 \times 2\,085\,€ \times 1,405 \times 7,5627) / 12$

Die Mindestrente eines Versicherten, der nur 26 Versicherungsjahre nachweisen kann, beträgt 1 080,03 € (26/40 von 1 661,58 €).

Berechnungsformel für die Mindestrente:

(Versicherungszeiten in Jahren/40) x (2085 x 90%) x (Indexstand/100) x Aufwertungsfaktor

2.9.2. Höchstreute

Eine persönliche Rente darf 5/6 des Fünffachen des Referenzbetrags nicht übersteigen⁴⁵. Dies entspricht im Jahr 2013 einem Betrag von monatlich 7 692,49 €⁴⁶ (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

2.10. ERZIEHUNGSPAUSCHALE

Das Gesetz vom 28. Juni 2002, das auch eine Erziehungspauschale eingeführt hat, wurde am 16. Dezember 2010 geändert.

2.10.1. Anspruchsberechtigte

Die Erziehungspauschale wird dem Elternteil gewährt, der sich hauptsächlich der Erziehung eines ehelichen, für ehelich erklärten, nichtehelichen oder adoptierten⁴⁶ Kindes gewidmet hat und der im Großherzogtum Luxemburg ansässig und zum Zeitpunkt der Geburt oder der Adoption des Kindes dort tatsächlich wohnhaft war. Ab dem 1. Januar 2009 gilt die Bedingung in Bezug auf die Ansässigkeit und den Wohnsitz nicht länger für Personen, die gemäß einem bi- oder multilateralen Abkommen zur Koordinierung der Sozialversicherungssysteme versichert sind.

Anspruch auf die Erziehungspauschale besteht jedoch nur, wenn auf die Rente des Anspruchsberechtigten oder seines Ehegatten keine Babyjahre für das Kind angerechnet werden, für das der Antrag auf Erziehungspauschale gestellt wird.

Die Erziehungspauschale wird darüber hinaus auch allen Personen gewährt, die sich anstelle der Eltern um die Erziehung des Kindes gekümmert haben.

Besteht Uneinigkeit über den Anspruchsberechtigten, wird die Erziehungspauschale dem Elternteil gewährt, der sich über einen längeren Zeitraum der Erziehung des Kindes gewidmet hat.

Nach Maßgabe der EU-Vorschriften ist die Erziehungspauschale einem Rentenelement gleichzustellen, da sie im Rahmen der Rentenversicherung zusätzlich zu den aus der Anrechnung der Erziehungsjahre hervorgegangenen Elementen gewährt wird. Infolgedessen finden die im Rentenbereich vorgesehenen Grundsätze mit den damit verbundenen Folgen Anwendung: Persönlicher Anspruch für Personen, die unter den Anwendungsbereich der Verordnung fallen und Exportmöglichkeit. Abschließend sei erwähnt, dass auch Grenzgänger Anspruch auf die besagte Leistung als Rentenelement haben, was sowohl für das Entstehen des Rechtsanspruchs als auch für die Berechnung gilt. Da es sich jedoch um ein persönliches Recht handelt, sind die Hinterbliebenen der Grenzgänger davon ausgeschlossen.

2.10.2. Entstehen des Rechtsanspruchs

Seit 1. Januar 2011 besteht ab dem 65. Lebensjahr (und nicht länger ab dem 60. Lebensjahr wie früher) Anspruch auf die Erziehungspauschale.

Personen, die ab dem 1. Januar 2011 Anspruch auf die Erziehungspauschale hatten, behalten jedoch den Leistungsanspruch unabhängig davon, ob sie das 65. Lebensjahr erreicht haben oder nicht.

Der Entzug der Rente bewirkt den Entzug der Erziehungspauschale.

⁴⁵ (5/6 x 5 x 2 085 € x 1,405 x 7,5627) / 12

⁴⁶ das bei der Adoption unter vier Jahre alt war

2.10.3. Höhe

Bei Personen, die lediglich die Erziehungspauschale beziehen, beläuft sich diese im Jahr 2013 pro Kind auf 86,54 € monatlich (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Bei Personen, die darüber hinaus eine persönliche Rente beziehen und die Erziehungspauschale anstatt der Babyjahre erhalten, ändert sich diese mit der Entwicklung der Lebenshaltungskosten und der Löhne. Sie beläuft sich im Jahr 2013 pro Kind auf 106,26 € monatlich (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Die Erziehungspauschale unterliegt den für Renten vorgesehenen Sozial- und Steuerabgaben. Sie ist übertragbar und pfändbar.

Bei Personen, die eine Zulage zur Mindestrente beziehen, wird die Erziehungspauschale um den Anteil der Zulage gekürzt, der durch die Anrechnung der Erziehungszeiten zur Bestimmung der Wartezeit entsteht⁴⁷.

Zur Bestimmung der Mittel im Rahmen des Zuschusses zum garantierten Mindesteinkommen (RMG) ist die Erziehungspauschale einem Ersatzeinkommen gleichgestellt, was bedeutet, dass sie als Mittel der Haushaltsgemeinschaft berücksichtigt wird.

2.10.4. Finanzierung und Organisation

Die Erziehungspauschale geht zu Lasten des Staates, der dem zuständigen Verwaltungsträger, dem Nationalen Solidaritätsfonds (FNS), jeden Monat diesbezügliche Vorauszahlungen leistet.

2.10.5. Verfahren

Die Anträge auf Gewährung der Erziehungspauschale sind an den Nationalen Solidaritätsfonds (FNS)⁴⁸ zu richten.

Die Antragsteller müssen alle Auskünfte und Daten vorlegen, die für notwendig erachtet werden, um die Erfüllung der für die Gewährung der Erziehungspauschale vorgesehenen Voraussetzungen feststellen zu können.

Die Behörden und Anstalten des öffentlichen Rechts, insbesondere die Sozialversicherungsträger, müssen dem Nationalen Solidaritätsfonds (FNS) die Auskünfte erteilen, die dieser im Rahmen der Kontrolle der Voraussetzungen und der Festsetzung der Erziehungspauschale von ihnen anfordert.

Die Erziehungspauschale wird monatlich im Voraus ausgezahlt. Der monatliche Betrag ist bei Fälligkeit in voller Höhe zahlbar.

2.11. ZUSAMMENTREFFEN DER ALTERSRENTE MIT ANDEREN EINKÜNFTE

2.11.1. Zusammentreffen einer Regelaltersrente mit anderen Einkünften

Die luxemburgische Gesetzgebung erlaubt Rentnern über 65 Jahren die Ausübung jedweder beliebigen Erwerbstätigkeit. Demnach können Rentner ihre Altersrente nach Belieben mit anderen Einkünften kombinieren.

⁴⁷ Siehe Punkt „2.5.2. Zurechnungszeiten“

⁴⁸ Das entsprechende Antragsformular (im Anhang wiedergegeben) ist auf der Internetseite des Nationalen Solidaritätsfonds (FNS) erhältlich: www.fns.lu/formulaires/

2.11.2. Vorgezogene Altersrente und nicht selbstständige Erwerbstätigkeit

Der Empfänger einer vorgezogenen Altersrente darf lediglich eine geringfügige oder gelegentliche nicht selbstständige Erwerbstätigkeit ausüben. Als geringfügige oder gelegentliche nicht selbstständige Erwerbstätigkeit gilt jede andauernde oder zeitweilige Tätigkeit, die in Luxemburg oder im Ausland Einkünfte einbringt, die aufgeteilt auf ein Kalenderjahr monatlich ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) nicht übersteigen. Der monatliche soziale Mindestlohn (SSM) beläuft sich am 1. Januar 2013 (Indexstand 756,27) auf 1 874,19 €; ein Drittel des sozialen Mindestlohns entspricht demnach 624,73 €.

Somit wird die Rente eines Empfängers einer vorgezogenen Altersrente, dessen Lohn auf ein Jahr aufgeteilt monatlich ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) nicht übersteigt, nicht gekürzt.

Wenn der auf ein Kalenderjahr aufgeteilte Bruttolohn monatlich ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) übersteigt, finden hingegen Antikumulierungsvorschriften Anwendung. Dies kann in den nachstehenden drei Fällen eintreten:

- 1) Wenn die Kumulierung der vorgezogenen Altersrente mit einem Lohn den Durchschnitt der fünf höchsten beitragspflichtigen Jahreseinkommen der Versicherungszeit übersteigt, wird die Rente um den Betrag der Differenz zwischen der Summe aus Lohn und Rente einerseits und der Bemessungsgrenze der fünf höchsten Einkünfte andererseits gekürzt, wenn die Rente selbst unter dieser Bemessungsgrenze liegt. Diese Bemessungsgrenze darf nicht unter dem um 50% erhöhten Referenzbetrag liegen⁴⁹.

Beispiel⁵⁰:

Der Empfänger einer vorgezogenen Altersrente bezieht weiterhin 12 Monate im Jahr einen Monatslohn von 1 500 €, was einen Jahreslohn von 18 000 € ergibt.

Angenommen, seine ohne Kürzung berechnete monatliche Rente beläuft sich auf 2 500 €, d.h. auf 30 000 € pro Jahr.

Nehmen wir ebenfalls an, dass sich der Durchschnitt der fünf höchsten Jahreseinkommen der Versicherungszeit beim Indexstand vom 1. Januar 2013 auf 34 100 € beläuft.

Der bezogene Lohn übersteigt ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM).

Die Summe aus Lohn und Rente beläuft sich demnach auf 48 000 € (30 000 € + 18 000 €).

Der kumulierte Betrag der Jahresrente und des Jahreslohns übersteigt die fünf höchsten Löhne der Gesamtversicherungszeit um 13 900 € (48 000 € - 34 100 €).

Dieser Betrag ist demnach von der Rente unseres Versicherten abzuziehen, der weiterhin 16 100 € Rente pro Jahr bezieht (30 000 € - 13 900 €), d.h. 1 341,67 € pro Monat.

- 2) Sollte die Rente allein bereits die Bemessungsgrenze übersteigen, wird sie um die Höhe des erzielten Lohns gekürzt.

Sofern der Versicherte aus unserem Beispiel eine Jahresrente (ohne Kürzung) von 35 000 € erhält, wird diese um 18 000 € gekürzt. Unser Versicherter würde weiterhin eine Jahresrente von 17 000 € beziehen (35 000 € - 18 000 €), d.h. 1 416,67 € pro Monat.

- 3) Wenn die Vergütung schließlich die vorgesehene Bemessungsgrenze übersteigt, wird der Rentenanspruch abgelehnt oder die Rente entzogen.

49 33 231,54 € pro Jahr, d.h. 2 769,30 € pro Monat am 1. Januar 2013 (der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt).

50 Der Einfachheit halber erfolgen unsere Berechnungen für das Jahr 2013. Alle Beträge werden mit ihrem auf den Indexstand 100 am 1. Januar 1948 verringerten Wert veranschlagt und für das Basisjahr 1984 festgesetzt. Das mit der Rente zusammentreffende Einkommen wird durch Teilung durch den Aufwertungsfaktor und den Indexstand auf den Standard des Basisjahrs vermindert.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Bemessungsgrenze der fünf höchsten Löhne im Falle einer gemischten Versicherungszeit (in Luxemburg und im Ausland) je nach Versicherungsdauer in Luxemburg anteilmäßig berechnet wird.

Darüber hinaus hat die Arbeitnehmerkammer (CSL) eine Software entwickelt, die auf ihrer Internetseite⁵¹ zur Verfügung steht und die automatische Berechnung der Höhe der vorgezogenen Altersrente im Falle der Kumulierung mit einem Lohn ermöglicht.

2.11.3. Vorgezogene Altersrente und selbstständige Erwerbstätigkeit

Bei der Kumulierung einer Rente mit dem Einkommen aus einer selbstständigen Erwerbstätigkeit wird die Rente nicht gekürzt, solange das Einkommen ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) nicht überschreitet.

Übersteigt das Einkommen ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM), wird die vorgezogene Altersrente entzogen. Es besteht also ein grundlegender Unterschied zur Kumulierung einer vorgezogenen Altersrente mit einer nicht selbstständigen Erwerbstätigkeit.

2.11.4. Neufestsetzung des Rentenbetrags

Die vorgezogene Altersrente wird nur einmal pro Jahr am 1. April neu berechnet.

Abgesehen von dieser automatischen Neufestsetzung, findet in den nachstehenden Fällen eine Neuberechnung statt:

- wenn das Erwerbseinkommen des Anspruchsberechtigten um mehr als 25% steigt;
- auf Antrag des Anspruchsberechtigten, sofern er eine Minderung seines Einkommens von mindestens 10% in einem Zeitraum von 3 Monaten nachweisen kann;
- wenn der Anspruchsberechtigte seine Erwerbstätigkeit wiederaufnimmt oder aufgibt.

Die Antikumulbestimmungen gelten bis zur Vollendung des 65. Lebensjahres. Ab diesem Zeitpunkt wird die vorgezogene Altersrente eine Regelaltersrente und unterliegt damit nicht mehr den Bestimmungen in Bezug auf das Kumulierungsverbot.

Während der vorgezogenen Altersrente bezogene Löhne oder Einkünfte werden angerechnet und bewirken eine Neufestsetzung der proportionalen Steigerungen.

2.11.5. Altersrente und Unfallrente

Bei Zusammentreffen einer Altersrente oder vorgezogenen Altersrente mit einer Unfallrente wird die Altersrente gekürzt, wenn sie zusammen mit der Unfallrente:

- entweder den Durchschnitt der fünf höchsten Jahreseinkommen der Versicherungszeit übersteigt, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzbetrag liegen darf⁵²,
- oder das als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente herangezogene Erwerbseinkommen übersteigt, sofern sich diese Berechnungsweise als günstiger erweist.

Beispiel⁵³:

Einkommen, das als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente diente: 27 750 €.

⁵¹ www.csl.lu/individuelle-berechnung-ihrer-rente

⁵² 26 585,23 € pro Jahr, d.h. 2 215,44 € pro Monat am 1. Januar 2013 (der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt).

⁵³ Der Einfachheit halber erfolgen unsere Berechnungen für das Jahr 2013 (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Durchschnitt der fünf höchsten Jahreseinkommen der Versicherungszeit: 25 640 €.

Dieser Durchschnitt darf nicht unter 26 585,23 € pro Jahr liegen.

Das Einkommen, das als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente diente, bleibt dennoch höher und wird demnach als Bemessungsgrenze herangezogen. Es beträgt pro Monat: $27\,750\,€ / 12 = 2\,312,50\,€$.

Monatliche Altersrente: 1 856,25 €

Monatliche Unfallrente: 604,00 €

Gesamt: 2 460,25 €

Bemessungsgrenze (monatlich): 2 312,50 €

Kürzungsbetrag: $2\,460,25 - 2\,312,50 = 147,75\,€$

Die gekürzte Altersrente beläuft sich daher auf:

$1\,856,25\,€ - 147,75\,€ = 1\,708,50\,€$.

Zusammenfassung der Antikumulierungsvorschriften in Bezug auf die vorgezogene Altersrente

Einkommen	Höhe des Einkommens	Auswirkung der Antikumulierungsvorschriften der vorgezogenen Altersrente	
Einkommen aus selbstständiger Tätigkeit	< 1/3 des sozialen Mindestlohns (SSM)		Keine Kürzung
	> 1/3 des sozialen Mindestlohns (SSM)		Entzug
Einkommen aus nicht selbstständiger Tätigkeit	< 1/3 des sozialen Mindestlohns (SSM)		Keine Kürzung
	> 1/3 des sozialen Mindestlohns (SSM) und < M5R	Rente + Einkommen < M5R	Keine Kürzung
		Rente + Einkommen > M5R	Kürzung um die Überschreitung
Unfallrente	> M5R		Entzug
		Rente + Unfallrente < entweder M5R oder RBA	Keine Kürzung
		Rente + Unfallrente > entweder M5R oder RBA	Kürzung um die Überschreitung

RBA: Als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente herangezogenes Einkommen

M5R: Durchschnitt der fünf höchsten Löhne oder Einkommen der Versicherungszeit (Dieser Durchschnitt darf im Fall der Unfallrente nicht unter dem um 20% erhöhten und im Fall der nicht selbstständigen Tätigkeit nicht unter dem um 50% erhöhten Referenzbetrag liegen)

Quelle: Nationale Rentenversicherungskasse (CNAP)

2.12. ABZÜGE VON DER ALTERSRENTE

Bei der Altersrente werden in der Regel 3 Arten von Abzügen durchgeführt:

- **Krankenversicherungsbeiträge**

Die Beiträge der Rentner die Mitglied der CNS sind, werden zu gleichen Teilen von den Versicherten und von der Nationalen Rentenkasse (CNAP) gezahlt. Die Beiträge sind ausschließlich für die Finanzierung von Sachleistungen bestimmt, da kein Krankengeld mehr gewährt wird. Der Krankenversicherungsbeitrag für Rentner liegt im Jahr 2013 bei 2,8% der Bruttorente.

- **Pflegeversicherungsbeitrag**

Im Jahr 2013 beträgt der Pflegeversicherungsbeitrag 1,4% der Rente nach Abzug eines Freibetrags in Höhe eines Viertels des sozialen Mindestlohns (SSM) ($1\,874,19\,€ / 4 = 468,55\,€$, am 1. Januar 2013, Indexstand 756,27).

- **Steuern**

Renten sind für natürliche Personen einkommenssteuerpflichtig. Eine Steuerabzugstabelle für Renten wird im Rahmen einer Ministerialverordnung veröffentlicht. Diese Tabelle kann auf der Internetseite der Steuerverwaltung⁵⁴ eingesehen werden, wo es auch möglich ist, die Einkommenssteuer und die verschiedenen Steuerabzüge von den Löhnen und Renten selbst zu berechnen.

2.13. BEITRAGSERSTATTUNG

- Erfüllt der Versicherte bei Vollendung des 65. Lebensjahres die Wartezeitvoraussetzungen für eine Altersrente nicht, werden ihm die tatsächlich gezahlten Beiträge mit Ausnahme des staatlichen Anteils unter Berücksichtigung der Anpassung an den Verbraucherpreisindex auf Antrag⁵⁵ erstattet. Die Erstattung bewirkt den Verlust aller Leistungsansprüche.
- Übersteigt die Gesamtbeitragsbemessungsgrundlage eines Versicherten infolge der Kumulierung mehrerer versicherungspflichtiger Erwerbstätigkeiten oder Leistungen den beitragspflichtigen Höchstbetrag, wird die Differenz bei der Rentenberechnung nicht berücksichtigt. Der Versicherte hat hingegen auf Antrag spätestens zum Zeitpunkt der Rentenbewilligung Anspruch auf Erstattung des ihm zustehenden entsprechenden Beitragsanteils je Kalenderjahr.
- Übt der Empfänger einer Regelaltersrente eine nicht selbstständige Erwerbstätigkeit aus, hat er auf Antrag Anspruch auf Erstattung der nach Vollendung des 65. Lebensjahres gezahlten Beiträge. Die Erstattung erfolgt ausschließlich in Höhe des Beitragsanteils des Versicherten und wird nicht an den Verbraucherpreisindex angepasst. Die Erstattung kann für jedes Kalenderjahr beantragt werden.

⁵⁴ www.impotsdirects.public.lu

⁵⁵ Das entsprechende Formular (im Anhang wiedergegeben) ist auf der Internetseite der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) erhältlich: www.cnap.lu/formulaires/

3 INVALIDENRENTE

3.1. DEFINITION DER INVALIDITÄT

Gemäß den Bestimmungen der luxemburgischen Gesetzgebung wird der Versicherte als invalide betrachtet, wenn er infolge längerer Krankheit, eines Gebrechens oder infolge von Abnützung eine Minderung der Arbeitsfähigkeit erlitten hat, die ihn daran hindert, seinen zuletzt ausgeübten Beruf oder eine andere seinen Kräften und Fähigkeiten entsprechende Beschäftigung auszuüben.

3.2. VORAUSSETZUNGEN FÜR DAS ENTSTEHEN DES RECHTSANSPRUCHS

Um Anspruch auf eine Invalidenrente zu haben, muss der Versicherte während der letzten 3 Jahre vor Eintritt der seitens des kontrollärztlichen Dienstes der Sozialversicherung festgestellten Invalidität oder dem Erlöschen des Anspruchs auf Krankengeld eine Wartezeit von mindestens 12 Monaten im Rahmen der Pflichtversicherung, der Weiterversicherung oder der freiwilligen Versicherung nachweisen. Dieser Referenzzeitraum von 3 Jahren wird erweitert, sofern und soweit er Zurechnungszeiten oder Anspruchszeiten auf das garantierte Mindesteinkommen (RMG) überlagert. Die Erfüllung dieser Wartezeit ist jedoch nicht erforderlich, wenn die Invalidität des Versicherten auf einen wie auch immer gearteten Unfall oder auf eine anerkannte Berufskrankheit zurückzuführen ist, die während der Mitgliedschaft eingetreten ist.

Die Gewährung der Invalidenrente unterliegt der Voraussetzung, dass der Betroffene in Luxemburg oder im Ausland auf die Ausübung jedweder Tätigkeit mit Ausnahme einer geringfügigen Tätigkeit verzichtet, d.h. auf die Ausübung jedweder Tätigkeit, die ein Einkommen nach sich zieht, das ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM)⁵⁶ übersteigt. Die Rentenzahlung wird eingestellt, sofern die Erwerbstätigkeit von einem Dritten für den Versicherten ausgeübt wird.

Darüber hinaus muss das medizinische Kriterium der Invalidität anerkannt sein. Der Versicherte wird als invalide betrachtet, wenn er infolge längerer Krankheit, eines Gebrechens oder infolge von Abnützung eine Minderung der Arbeitsfähigkeit erlitten hat, die ihn daran hindert, seinen zuletzt ausgeübten Beruf oder eine andere seinen Kräften und Fähigkeiten entsprechende Beschäftigung auszuüben.

Der Versicherte muss unter Androhung der Einstellung der Rentenzahlung bis zum Alter von 50 Jahren Rehabilitierungs- oder Umschulungsmaßnahmen absolvieren, die von der Rentenkasse auf Vorschlag des kontrollärztlichen Dienstes der Sozialversicherung verordnet werden können.

Auf Grundlage der Vorschläge des kontrollärztlichen Dienstes und gegebenenfalls der Stellungnahme des Arbeitsvermittlungs- und Umschulungszentrums für behinderte Arbeitnehmer setzt die Rentenkasse die Rehabilitierungs- und Umschulungsmaßnahmen im medizinischen, beruflichen und sozialen Bereich fest, denen sich der Betroffene unterziehen muss⁵⁷.

⁵⁶ siehe auch Punkt „3.7. Antikumulierungsvorschriften“

⁵⁷ Für weitere Einzelheiten zu den Rehabilitierungs- und Umschulungsmaßnahmen siehe die großherzogliche Verordnung vom 2. September 1988.

3.3. BEWILLIGUNGSVORAUSSETZUNGEN UND ZAHLUNGSMODALITÄTEN DER RENTE

3.3.1. Rente bei vorübergehender Invalidität

Falls die Invalidität lediglich vorübergehend ist, wird die Rente ab Erlöschen des Anspruchs auf Krankengeld oder, in Ermangelung eines solchen Anspruchs, nach Ablauf von sechs Monaten ununterbrochener Invalidität gezahlt. Die Invalidenrente wird nicht für einen Zeitraum von mehr als einem Jahr vor Antragstellung bewilligt.

Wenn die Rente bereits für einen begrenzten Zeitraum bewilligt wurde, wird sie bei einem Rückfall erneut ab dem ersten Tag der erneuten Invalidität bewilligt, wenn der Anspruch auf Krankengeld nicht wieder aufgelebt ist.

3.3.2. Rente bei dauerhafter Invalidität

Die Invalidenrente beginnt ab dem 1. Tag der festgestellten Invalidität, jedoch frühestens, sobald alle Voraussetzungen in Bezug auf die Wartezeit erfüllt sind. Wenn der Versicherte eine selbstständige Erwerbstätigkeit ausübt, wird die Rente erst ab der Einstellung dieser Tätigkeit gezahlt. Im Falle einer gesetzlich oder vertraglich vorgesehenen Aufrechterhaltung der Vergütung für die vor Eintritt des Risikofalls ausgeübte nicht selbstständige Tätigkeit, wird die Rente jedoch erst ab dem Tag der Einstellung dieser Vergütung gezahlt. Sofern die Invalidität in erster Linie auf einen eingetretenen Arbeitsunfall oder auf eine nach dem 31. Dezember 2010 gemeldete Berufskrankheit zurückzuführen ist, wird die Invalidenrente erst nach der Konsolidierung⁵⁸ gezahlt.

Für den Zeitraum, während dem der Empfänger einer Invalidenrente auch Krankengeld aufgrund einer von ihm vor Eintritt des Risikofalls ausgeübten nicht selbstständigen Tätigkeit bezogen hat, wird die Invalidenrente an die zuständige Gesundheitskasse gezahlt, die eine mögliche Differenz an den Versicherten zahlt. Sofern der Versicherte von einem nicht luxemburgischen Krankenversicherungssystem Krankengeld erhalten kann, wird die Invalidenrente jedoch erst bei Ablauf des Anspruchs auf diese Entschädigung gezahlt.

Wenn das Datum des Beginns der Invalidität nicht festgestellt werden kann, gilt der Tag, an dem der Rentenanspruch bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) eingegangen ist, als Datum des Beginns der Invalidität.

3.3.3. Umwandlung der Invalidenrente in eine Altersrente

Sämtliche laufenden Invalidenrenten werden ohne diesbezüglichen formellen Beschluss in Altersrenten umgewandelt, wenn die Empfänger das Alter von 65 Jahren erreicht haben. Wenn der Anspruchsberechtigte jedoch während des Bezugs der Invalidenrente im Rahmen der Pflichtversicherung angerechnete beitragspflichtige Löhne, Gehälter oder Einkünfte nachweisen kann, werden die proportionalen Steigerungen neu berechnet und gegebenenfalls die Zulage zur Mindestrente reduziert, ohne dass die Gesamthöhe der Rente verringert werden kann. Zu diesem Zweck findet der am Datum des Beginns des Rentenanspruchs festgesetzte Prozentsatz Anwendung⁵⁹.

⁵⁸ Konsolidierung ist ein medizinischer Fachausdruck für die Stabilisierung des Gesundheitszustands des Patienten.

⁵⁹ siehe nachstehenden Punkt

3.4 BERECHNUNG DER INVALIDENRENTE

Die jährliche Invalidenrente setzt sich aus den nachstehenden Rentenelementen zusammen⁶⁰:

- **Den proportionalen Steigerungen**, deren Festsetzung auf dieselbe Weise wie für die Altersrente erfolgt.
- **Den proportionalen Sondersteigerungen**, die dem Ergebnis der Multiplikation des Prozentsatzes der proportionalen Steigerungen der Referenzgrundlage mit der Anzahl der noch verbleibenden Jahre zwischen dem Beginn des Rentenanspruchs und der Vollendung des 55. Lebensjahrs entsprechen.

Unter der Referenzgrundlage versteht man im Allgemeinen ein fiktives Einkommen, das man erhält, wenn man die Höhe der zwischen dem Beginn des Kalenderjahres nach Vollendung des 24. Lebensjahres des Versicherten und dem Eintritt des Risikofalls verbuchten beitragspflichtigen Löhne, Gehälter oder Einkünfte durch die Anzahl der Jahre dieses Zeitraums dividiert. Innerhalb dieses Zeitraums können jedoch die Zeiten des Bezugs einer früheren Invalidenrente, die Zeiten einer nicht vergüteten Berufsausbildung, die Wartezeiten auf das Arbeitslosengeld, die Kindererziehungszeiten und die Zeiten ab dem 1. Januar 1990 neutralisiert werden, in denen der Betroffene eine Person gepflegt hat, deren hilfloser Zustand ein Weiterleben ohne die Pflege Dritter nicht zuließ.

- **Den pauschalen Steigerungen**, deren Festsetzung auf dieselbe Weise wie für die Altersrente erfolgt.
- **Den pauschalen Sondersteigerungen**, die der Anzahl der Vierzigstel des Ergebnisses der Multiplikation des Prozentsatzes der pauschalen Steigerungen mit dem Referenzbetrag⁶¹ gleichkommen, die den fehlenden Jahren zwischen dem Beginn des Rentenanspruchs und der Vollendung des 65. Lebensjahres entsprechen, wobei die Anzahl der angerechneten Jahre unter Berücksichtigung der pauschalen Steigerungen 40 nicht übersteigen darf. Ein begonnenes Jahr zählt dabei als volles Jahr.

Die Anrechnung der zukünftigen Versicherungszeiten für die pauschalen Sondersteigerungen erfolgt jedoch nur dann vollständig, wenn der Versicherte vor Eintritt des Risikofalls eine ununterbrochene Versicherungszeit nachweisen kann. Andernfalls werden sie lediglich im Verhältnis der Anzahl der ab dem 25. Lebensjahr zurückgelegten Versicherungsjahre zur Anzahl der zwischen diesem Alter und dem Eintritt des Risikofalls gelegenen Jahre gewährt.

- **Einer Jahresendzulage**, deren Berechnung auf dieselbe Weise wie für die Altersrente erfolgt.

Beispiel für die Berechnung einer Invalidenrente im Jahr 2013⁶²

Daten des Versicherten

Geburtsdatum: 01.08.1967

Beginn des Kalenderjahres nach Vollendung des 24. Lebensjahres des Versicherten: 01.01.1992

Vollendung des 55. Lebensjahres: 01.08.2022

⁶⁰ siehe auch Punkt „2.8.4. Prozentsätze, Schwellenwerte und Anhebungen der proportionalen Steigerungen und Prozentsätze der pauschalen Steigerungen in Abhängigkeit vom Jahr des Beginns des Rentenanspruchs“

⁶¹ Der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt.

⁶² Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405

Vollendung des 65. Lebensjahres: 01.08.2032

Beendigung der Erwerbstätigkeit: 28.02.2013

Gesamtversicherungszeit von 1982 bis 2013: 372 Monate

Gesamtbetrag des Erwerbseinkommens während dieses Zeitraums: 520 000 €

Rentenbeginn: 01.03.2013

Referenzgrundlage vom 01.01.1992 bis zum 01.03.2013: 18 000 €

Pauschale Steigerungen

Normale pauschale Steigerungen (a)

$372 \text{ Monate} / 12 = 31 \text{ Jahre}$, d.h. $31/40$ von $435,94 \text{ €} = 337,85 \text{ €}$

Pauschale Sondersteigerungen (b)

vom 01.03.2013 bis zum 01.08.2032 = 233 Monate / 12 = 19,41 Jahre

a) + b) dürfen 40 Jahre nicht übersteigen;

also $40 - 31 = 9 \text{ Jahre}$, d.h. $9/40$ von $435,94 = 98,09 \text{ €}$

Proportionale Steigerungen

Normale Proportionale Steigerungen

$1,844\%$ von $520 000 \text{ €} = 9 588,80 \text{ €} / 12 = 799,07 \text{ €}$

Proportionale Sondersteigerungen

Vom Rentenbeginn bis zum 55. Lebensjahr

= vom 01.03.2013 bis zum 01.08.2022 = 113 Monate = 9,41 Jahre

= $1,844\%$ von $9,41 \times \text{jährliche Referenzgrundlage} / 12$

= $1,844\%$ von $9,41 \times 18 000 \text{ €} / 12 = 260,28 \text{ €}$

Gestaffelte Anhebungen

Alter + Versicherungszeit bis zum Eintritt des Risikofalls: $46 + 31 = 77 < 93$; daher 0 €
(keine gestaffelte Anhebung des Prozentsatzes der proportionalen Steigerungen)

Jahresendzulage

$372 \text{ Monate} / 12 = 31 \text{ Jahre}$, d.h. $31/40$ von $709,79 \text{ €} = 550,09 \text{ €}$

Theoretischer Monatsbetrag: $550,09 \text{ €} / 12 = 45,84 \text{ €}$

Monatliche Bruttorente = 1. 541,13 €

Zur Berechnung der Altersrenten beziehen Sie sich bitte auf Punkt „2.8. Die Berechnung der Altersrente“.

3.5 MINDESTRENTE

3.5.1. Rechtsgrundsatz

Ebenso wie im Fall der Altersrente gilt, dass die Höhe der Invalidenrente mindestens 90% des Referenzbetrags⁶³ betragen muss, wenn der Versicherte eine Wartezeit von 40 Jahren nachweisen kann.

Bei Frühinvalidität wird zur Vervollständigung der vorgenannten Wartezeit die Anzahl der fehlenden Jahre zwischen dem Beginn des Rentenanspruchs und dem 65. Lebensjahr berücksichtigt, wobei die Gesamtanzahl der Jahre 40 nicht übersteigen darf. Wenn die Invalidität nach dem 25. Lebensjahr eintritt, wird die Anzahl der Versicherungsjahre lediglich im Verhältnis der Dauer zwischen dem Beginn des Jahres nach Vollendung des 24. Lebensjahres des Versicherten und dem Eintritt des Risikofalls zur Gesamtdauer dieses Zeitraums berücksichtigt. Bei Bedarf wird eine Zulage gewährt.

Die Mindestrente entspricht im Jahr 2013 einem garantierten Monatsbetrag von 1 661,58 € (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

3.5.2. Beispiel für die Berechnung einer Mindestrente

Berechnung einer Invalidenrente im Jahr 2013⁶⁴

Angaben der Versicherten

Geburtsdatum der Versicherten: 01.01.1959

Vollendung des 25. Lebensjahres: 01.01.1984

Vollendung des 55. Lebensjahres: 01.01.2014

Vollendung des 65. Lebensjahres: 01.01.2024

Gesamtversicherungszeit vom 01.01.1983 bis zum 31.12.2012: 360 Monate

Gesamtbetrag des beruflichen Einkommens während dieses Zeitraums: 260 000 €

Rentenbeginn: 01.01.2013

Jährliche Referenzgrundlage, berechnet für den Zeitraum von der Vollendung des 25. Lebensjahres bis zum Rentenbeginn: 8 700 €

Zeiten der Kindererziehung vom 01.03.1979 bis zum 31.12.1981 = 34 Monate / 12 = 2,83 Jahre

Die pauschalen Steigerungen

Normale pauschale Steigerungen (a)

$360 + 34 = 394 \text{ Monate} / 12 = 32,83$

Folglich 33 Jahre, d.h. 33/40 von 435,94 € = 359,65 €

Pauschale Sondersteigerungen (b)

Vom Rentenbeginn bis zur Vollendung des 65. Lebensjahres = vom 01.01.2013 bis zum 01.01.2024 = 132 Monate / 12 = 11 Jahre

$a) + b) = 33 + 11 = 44$; a) + b) dürfen eine Höchstanzahl von 40 Jahren nicht überschreiten

Folglich $40 - 33 = 7$ Jahre, d.h. 7/40 von 435,94 € = 76,29 €

⁶³ Der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt.

⁶⁴ Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405

Die proportionalen Steigerungen**Normale proportionale Steigerungen**

$1,844\%$ von $260\,000,00\text{ €}$ = $4\,794,40\text{ €}$ / 12 = $399,53\text{ €}$

Proportionale Sondersteigerungen

Vom Rentenbeginn bis zur Vollendung des 55. Lebensjahres = vom 01.01.2013 bis zum 01.01.2014 = 12 Monate = 1 Jahr

$1,844\%$ von $1 \times$ jährliche Referenzgrundlage / 12 = $1,844\%$ von $8\,700\text{ €}$ / 12 = $13,37\text{ €}$

Gestaffelte Anhebungen

Alter + Versicherungszeit bis zum Eintritt des Risikofalls: $54 + 30 = 84 < 93$; daher 0 €
(keine gestaffelte Anhebung des Prozentsatzes der proportionalen Steigerungen)

Bruttorente: 848,84 €

Für die Gewährung der Mindestrente anzurechnende Zeiten:

Versicherungszeit vom 01.01.1983 bis zum 31.12.2012: 30 Jahre

Zeit zwischen dem Rentenbeginn und dem 65. Lebensjahr: 11 Jahre

Zeiten der Kindererziehung vom 01.03.1979 bis zum 31.12.1981: 2,83 Jahre

Gesamt: 43,83 Jahre

Die Versicherte hat folglich Anspruch auf die Mindestrente von 40 Versicherungsjahren = $1\,661,58\text{ €}$

Die Versicherte kann demnach eine **Zulage** in Höhe von $1\,661,58\text{ €} - 848,84\text{ €} = 812,74\text{ €}$ beanspruchen.

Die Versicherte kann darüber hinaus eine **Jahresendzulage** in Höhe von $33/40$ von $709,79\text{ €}$ = **585,58 €** oder theoretisch $48,80\text{ €}$ monatlich beanspruchen.

3.6. ENTZIEHUNG DER INVALIDENRENTE

Die Invalidenrente wird entzogen, wenn der Anspruchsberechtigte die Voraussetzungen für die Invalidität nicht länger erfüllt oder eine berufliche Tätigkeit ausübt, deren Vergütung ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) übersteigt⁶⁵.

⁶⁵ siehe nachstehenden Punkt

3.7. ANTIKUMULVORSCHRIFTEN

In den beiden nachstehenden Fällen werden Antikumulvorschriften angewandt:

3.7.1. Zusammentreffen einer Invalidenrente mit einer Erwerbstätigkeit

Wenn der Empfänger einer Invalidenrente noch eine Erwerbstätigkeit ausübt, dürfen die aus dieser Tätigkeit entstehenden Einkünfte ein Drittel des sozialen Mindestlohns (SSM) nicht übersteigen, d.h. 624,73 € (am 1. Januar 2013, Indexstand 756,27). Andernfalls wird die Rente entzogen.

3.7.2. Zusammentreffen einer Invalidenrente mit einer Unfallrente

Bei Zusammentreffen einer Invalidenrente mit einer Unfallrente wird die Invalidenrente gekürzt, sofern sie zusammen mit der Unfallrente die nachstehenden Beträge übersteigt:

- entweder den Durchschnitt der fünf höchsten Jahreseinkommen der Versicherungszeit, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzbetrag liegen darf⁶⁶;
- oder das als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente herangezogene Erwerbseinkommen, sofern sich diese Berechnungsweise als günstiger erweist.

3.8. RENTENZULAGE FÜR OPFER RECHTSWIDRIGER HANDLUNGEN EINER BESATZUNGSMACHT (AUSGLEICHSZULAGE)

Personen, die während des Zweiten Weltkriegs rechtswidrigen Handlungen einer Besatzungsmacht zum Opfer fielen, wird eine Rentenzulage gewährt⁶⁷. Bei Frühinvalidität⁶⁸ haben diese Personen somit Anspruch auf die Rente, die im Alter von 65 Jahren gezahlt werden müsste.

Zu diesem Zweck wird zu der zum Zeitpunkt des Eintritts des Risikofalls festgesetzten Rente eine Zulage hinzugerechnet, die im allgemeinen Rentensystem nach Maßgabe der nachstehenden Vorschriften bestimmt wird. Die Höhe der Ausgleichszulage wird in Abhängigkeit vom Durchschnitt der fünf höchsten und gegebenenfalls angeglichenen beitragspflichtigen Jahreslöhne oder Jahresgehälter der Versicherungszeit bestimmt, oder andernfalls (sofern diese Anrechnung günstiger ist) in Abhängigkeit von den gegebenenfalls angeglichenen beitragspflichtigen Löhnen oder Gehältern des Kalenderjahres unmittelbar vor dem Eintritt des Risikofalls. Für Selbstständige berücksichtigt man dabei die rechtsgültig entrichteten Beiträge.

Die Ausgleichszulage wird eingestellt, sofern sie Sondersteigerungen der Rente im Falle von Frühinvalidität oder vorzeitigem Tod überlagert.

Die Ausgleichszulage wird der festgesetzten Rente so oft hinzugefügt, wie Jahre bis zur Altersgrenze für die Rente fehlen.

⁶⁶ 2 215,44 € pro Monat am 1. Januar 2013 (Der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt)

⁶⁷ siehe auch das Gesetz vom 26. März 1974 zur Festsetzung der Rentenzulagen für Opfer rechtswidriger Handlungen einer Besatzungsmacht im Fall von Frühinvalidität oder vorzeitigem Tod.

⁶⁸ Auch im Falle des vorzeitigen Todes kann eine Ausgleichszulage gewährt werden.

3.9. VERWALTUNGSVERFAHREN IN BEZUG AUF DIE INVALIDENRENTE

3.9.1. Einreichung des Antrags

Die Invalidenrente wird nur auf formellen Antrag der Betroffenen bewilligt⁶⁹. Die persönliche Situation des Antragstellers ist ausschlaggebend für das bei Antragseinreichung einzuhaltende Verfahren. Wenn der Betroffene seine Erwerbstätigkeit aus gesundheitlichen Gründen eingestellt hat, wird der Antrag auf Invalidenrente in der Regel auf Bewegen der Nationalen Gesundheitskasse (CNS) eingereicht. Wenn der Betroffene seine Erwerbstätigkeit hingegen bereits seit geraumer Zeit eingestellt hat oder Arbeitslosengeld bezieht, muss er den Antrag selbst oder mit Hilfe der Gewerkschaften, Arbeitgeberverbände, Sozialämter, usw. ausfüllen.

a) Der Betroffene hat seine Erwerbstätigkeit aus gesundheitlichen Gründen eingestellt

Zuallererst muss der Betroffene eine Krankmeldung bei der Nationalen Gesundheitskasse (CNS) einreichen, die Krankengeld gewährt und festzustellen versucht, ob die Arbeitseinstellung die Folge einer vorübergehenden Krankheit ist oder ob es sich um eine Invalidität handelt, die die Zuweisung einer Invalidenrente nach sich ziehen könnte. Zu diesem Zweck wird beim behandelnden Arzt ein detaillierter ärztlicher Bericht angefordert. Sofern der kontrollärztliche Dienst der Sozialversicherung auf Grundlage dieses Berichts zu der Schlussfolgerung gelangt, dass es sich tatsächlich um eine dauerhafte Invalidität handelt, setzt er die Nationale Gesundheitskasse (CNS) darüber in Kenntnis, die dem Versicherten dann vorschlägt, bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) einen Antrag auf Gewährung einer Invalidenrente einzureichen.

b) Der Betroffene hat seine Erwerbstätigkeit bereits seit geraumer Zeit eingestellt

In diesem Fall gibt es keine Krankengeldzahlungen von der Nationalen Gesundheitskasse (CNS). Die Einreichung des Rentenanspruchs erfolgt ohne Mitwirkung dieser Kasse. Der Versicherte besorgt sich das Antragsformular selbst bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP). Die CNAP beauftragt den behandelnden Arzt mit der Erstellung eines detaillierten ärztlichen Berichts. Die Kosten für diesen ärztlichen Bericht trägt der Versicherungsträger.

c) Invalidität infolge eines Arbeitsunfalls

Die Unfallversicherungsanstalt (AAA) und die Nationale Rentenversicherungskasse (CNAP) sind zwei verschiedene Behörden. Demnach reicht es nicht aus, die Bewilligung einer Rente bei der Unfallversicherungsanstalt (AAA) zu beantragen, sondern ein weiterer Antrag auf Bewilligung einer Invalidenrente ist auch bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) zu stellen. Die Einreichung des Rentenanspruchs erfolgt ohne Mitwirkung der Gesundheitskasse unter Einhaltung des vorstehend beschriebenen Verfahrens. Falls die Invalidität in vollem Umfang auf einen Arbeitsunfall zurückzuführen ist, ist es nicht erforderlich, ein ärztliches Attest beizufügen, da sich die Stellungnahme des kontrollärztlichen Dienstes auf die infolge des Unfalls eröffnete Akte bezieht.

d) Der Sonderfall des Grenzgängers

Grundsätzlich ist der Rentenanspruch im Wohnsitzland des Antragstellers einzureichen. Die zuletzt in Luxemburg beschäftigten und in Frankreich, Belgien oder Deutschland wohnhaften Arbeitnehmer bilden jedoch eine Ausnahme. Sofern sie Anspruch auf seitens einer luxemburgischen Gesundheitskasse gezahltes Krankengeld haben, können Grenzgänger ihren Antrag auf Bewilligung einer Invalidenrente bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) einreichen. Wenn der betreffende Grenzgänger zusätzlich auch in seinem Wohnsitzland ver-

⁶⁹ Das entsprechende Formular (im Anhang wiedergegeben) ist auf der Internetseite der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP) erhältlich: www.cnap.lu/formulaires/

sichert ist, setzt sich die Nationale Rentenversicherungskasse (CNAP) mit dem zuständigen Rentenversicherungsträger des Wohnsitzlandes in Verbindung, um die Rentenansprüche in diesem Land zu überprüfen.

3.9.2. *Bearbeitung des Rentenantrags*

Unter der Bearbeitung des Rentenantrags versteht man sämtliche Arbeiten, die zur Anerkennung des eingereichten Antrags erforderlich sind. Die Dauer dieser Bearbeitung hängt von der Verfügbarkeit und der Zuverlässigkeit der grundlegenden Daten ab und kann demnach von Antrag zu Antrag sehr unterschiedlich sein. Wenn der Rentenversicherungsträger über sämtliche medizinischen und verwaltungstechnischen Belege verfügt, dauert die Bearbeitung nicht länger als vier bis sechs Wochen. Wenn das Einholen der Informationen jedoch umfangreiche Recherchen im Ausland erfordert, kann sich die Bearbeitung über mehrere Monate hinziehen.

Nach Abschluss der Bearbeitung wird die Rente durch einen rechtsmittelfähigen Bescheid gewährt oder abgelehnt.

4 HINTERBLIEBENENRENTEN

4.1. HINTERBLIEBENENRENTE DES EHEGATTEN ODER EINGETRAGENEN LEBENSPARTNERS

4.1.1. Bewilligungsvoraussetzungen

Anspruch auf eine Hinterbliebenenrente hat der überlebende Ehegatte oder eingetragene Lebenspartner eines Empfängers einer Alters- oder Invalidenrente oder eines Versicherten, sofern dieser zum Zeitpunkt seines Todes während der letzten 3 Jahre vor dem Eintritt des Risikofalls eine Wartezeit von mindestens 12 Versicherungsmonaten im Rahmen der Pflichtversicherung oder Weiterversicherung nachweisen kann.

Dieser Referenzzeitraum von 3 Jahren wird erweitert, sofern und soweit er Zurechnungszeiten überlagert. Die Erfüllung dieser Wartezeit ist jedoch nicht erforderlich, wenn der Tod des Versicherten auf einen wie auch immer gearteten Unfall oder auf eine anerkannte Berufskrankheit zurückzuführen ist, die während der Mitgliedschaft eingetreten ist.

Es sei darauf hingewiesen, dass Ehegatten in den nachstehenden Fällen keinen Anspruch auf Hinterbliebenenrente haben:

- wenn sie einen Ehevertrag mit einem Empfänger einer Alters- oder Invalidenrente geschlossen haben;
- Wenn sie einen Ehevertrag mit einem Versicherten weniger als ein Jahr vor dessen Eintritt in den Ruhestand (aus Invaliditäts- oder Altersgründen) oder vor dessen Tod geschlossen haben.

Es gelten jedoch die nachstehenden Ausnahmen:

- der Tod oder die Gewährung der Invalidenrente sind auf einen Unfall zurückzuführen;
- aus der Ehe ist ein Kind hervorgegangen;
- die Ehe hat über ein Jahr angedauert und der Altersunterschied zwischen den Ehegatten beträgt weniger als 15 Jahre;
- die Ehe hat 10 Jahre angedauert.

Dieselben Bestimmungen gelten im Fall einer eingetragenen Lebenspartnerschaft.

4.1.2. Rentenansprüche des geschiedenen Ehegatten oder des ehemaligen eingetragenen Lebenspartners

Beim Ableben des geschiedenen Ehegatten hat der überlebende geschiedene Ehegatte Anspruch auf eine Hinterbliebenenrente, sofern er vor dem Ableben seines geschiedenen Ehegatten keine neue Ehe geschlossen hat.

Die Hinterbliebenenrente des geschiedenen Ehegatten wird auf Grundlage der Hinterbliebenenrente im Verhältnis der von dem verstorbenen Ehegatten während der Dauer der Ehe zurückgelegten Versicherungszeiten im Verhältnis zu den angerechneten Gesamtversicherungszeiten ermittelt.

Im Falle des Zusammentreffens eines oder mehrerer geschiedenen Ehegatten mit einem Ehegatten, wird die Hinterbliebenenrente entsprechend der Dauer der jeweiligen Ehe unter den Anspruchsberechtigten anteilig aufgeteilt.

Dieselben Bestimmungen gelten im Falle der Auflösung einer eingetragenen Lebenspartnerschaft aus anderen Gründen als dem Tod.

4.1.3. Dem überlebenden Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartner gleichgestellte Personen

Verstirbt ein Empfänger einer Alters- oder Invalidenrente oder ein Versicherter, der die Voraussetzungen für die Bewilligung einer Hinterbliebenenrente erfüllt, ohne einen überlebenden Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartner zu hinterlassen, haben dessen Verwandte und Verschwägerter in gerader Linie (Sohn oder Tochter, Enkel oder Enkelin, Vater oder Mutter und die Ehegatten oder Lebenspartner dieser Personen), dessen Verwandte der Seitenlinie bis einschließlich zum 2. Grad (Geschwister) und dessen bei der Adoption minderjährige Adoptivkinder unter den nachstehenden Voraussetzungen Anspruch auf eine Hinterbliebenenrente:

- sie sind Witwer oder Witwen, geschieden, getrennt lebend, ehemalige Lebenspartner oder ledig;
- sie haben seit mindestens fünf Jahren vor dem Tod des Versicherten oder Rentenempfängers in einer Haushaltsgemeinschaft mit diesem gelebt;
- sie haben während des gleichen Zeitraums seinen Haushalt geführt;
- der Versicherte oder der Rentenempfänger hat während des gleichen Zeitraums einen entscheidenden Teil zu ihrem Unterhalt beigetragen;
- zum Zeitpunkt des Todes des Versicherten oder des Rentenempfängers sind sie älter als 40 Jahre.

4.1.4. Berechnungsart

Die jährliche Hinterbliebenenrente setzt sich im Todesfall eines Alters- oder Invalidenrentenempfängers oder eines Versicherten wie folgt zusammen:

- aus 3/4 der proportionalen Steigerungen⁷⁰ und der proportionalen Sondersteigerungen, auf die der Versicherte Anspruch hatte oder gehabt hätte;
- aus allen pauschalen Steigerungen und pauschalen Sondersteigerungen, auf die der Versicherte Anspruch hatte oder gehabt hätte;
- aus der gesamten Jahresendzulage für die Rente, auf die der Versicherte Anspruch hatte oder gehabt hätte.

In jedem Fall darf die Gesamtheit der Hinterbliebenenrenten eines Versicherten nicht höher ausfallen, als die Rente, die der Versicherte bezogen hätte, oder wenn dieser Berechnungsmodus für den Empfänger günstiger ist, nicht höher als der Durchschnitt der fünf höchsten beitragspflichtigen Jahreslöhne, Jahresgehälter oder Jahreseinkommen der Versicherungszeit, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzbetrag liegen darf⁷¹. Wenn die Gesamtheit der Hinterbliebenenrenten diese Grenze überschreitet, werden die Renten proportional gekürzt⁷².

Sollte die Rente dem Anspruchsberechtigten nicht für das volle Kalenderjahr ausgezahlt werden, reduziert sich die Jahresendzulage für jeden vollen Kalendermonat auf ein Zwölftel. Der überlebende Ehegatte oder eingetragene Lebenspartner, der mit dem Empfänger einer

⁷⁰ gegebenenfalls einschließlich der gestaffelten Anhebung

⁷¹ 2 215,44 € pro Monat am 1. Januar 2013 (Der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt).

⁷² Für Beispiele zur Berechnung von Hinterbliebenenrenten: siehe Punkt „4.2.2. Berechnungsart und Antikumulierungsvorschriften“

Alters- oder Invalidenrente in einer Haushaltsgemeinschaft gelebt hat, hat für den Zeitraum des sich bis zum Monat des Ablebens erstreckenden Kalenderjahres Anspruch auf die gesamte Jahresendzulage.

Auch überlebenden Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartnern eines Versicherten oder Rentenempfängers, der die Wartezeit für die Bewilligung der Mindestrente nachweisen kann, kann eine Mindestrente gewährt werden. Die Hinterbliebenenrente wird bis zur Höhe der Mindestrente erhöht, auf die der verstorbene Versicherte Anspruch hatte oder gehabt hätte. Im Falle des vorzeitigen Todes wird zur Vervollständigung der vorgenannten Wartezeit die Anzahl der fehlenden Jahre zwischen dem Beginn des Rentenanspruchs und dem 65. Lebensjahr berücksichtigt, wobei die Gesamtanzahl 40 Jahre nicht übersteigen darf.

Zur Berechnung der maximalen Hinterbliebenenrente werden die Übertragungsfaktoren unter Berücksichtigung der für den Hauptversicherten vorgesehenen Höchstrente angewandt.

Die Hinterbliebenenrenten werden an die Schwankungen des Lebenshaltungskostenindex gekoppelt und an die Entwicklung des Lohnniveaus angepasst.

Die Arbeitnehmerkammer (CSL) hat eine Software entwickelt, die auf ihrer Internetseite⁷³, zur Verfügung steht und die automatische Berechnung der Höhe der Hinterbliebenenrente des Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartners ermöglicht.

4.1.5. Antikumulvorschriften

Bei Zusammentreffen einer Hinterbliebenenrente mit einer Unfallrente für Hinterbliebene, wird die Hinterbliebenenrente reduziert, sofern sie zusammen mit der Unfallrente die nachstehenden Beträge übersteigt:

- entweder 3/4 des Durchschnitts der fünf höchsten Jahreslöhne, Jahreseinkommen oder Jahresgehälter der Versicherungszeit, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzbetrag liegen darf⁷⁴;
- oder das als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente herangezogene Erwerbseinkommen, sofern diese Berechnungsweise günstiger ist.

Wenn die Hinterbliebenenrente zusammen mit dem Erwerbseinkommen, dem Ersatzeinkommen oder den persönlichen Renten einen Schwellenwert übersteigt, der dem um 50% erhöhten Referenzbetrag entspricht⁷⁵, wird sie um 30% des Betrags der persönlichen Einkünfte gekürzt, mit Ausnahme derer, die die Differenz zwischen der Hinterbliebenenrente und dem Schwellenwert darstellen, wenn die Hinterbliebenenrente unter diesem Schwellenwert liegt.

Dieser Schwellenwert wird für jedes Kind, das Anspruch auf Anrechnung der Babyjahre oder der Erziehungspauschale verleiht, um 4% erhöht. Für jedes Kind, das Anspruch auf Waisenrente hat, wird dieser Prozentsatz auf 12% erhöht.

Im Rahmen der sich auf eine Erwerbstätigkeit beziehenden Erwerbseinkommen oder Ersatzeinkommen wird jedoch ein Betrag in Höhe von 2/3 des Referenzbetrags nicht berücksichtigt⁷⁶.

Beispiele für die Anwendung der Antikumulierungsvorschriften im Jahr 2013⁷⁷

Wenn die Hinterbliebenenrente zusammen mit den persönlichen Einkünften des Anspruchsberechtigten einen Schwellenwert von 2 769,30 € pro Monat übersteigt, wird

⁷³ www.csl.lu/individuelle-berechnung-ihrer-rente

⁷⁴ 2 215,44 € pro Monat am 1. Januar 2013 (Der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt).

⁷⁵ 2 769,30 € pro Monat am 1. Januar 2013

⁷⁶ Dieser Freibetrag des Erwerbseinkommens entspricht am 1. Januar 2013 einem monatlichen Betrag von 1 230,80 €

⁷⁷ Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405

sie um 30% des Betrags der persönlichen Einkünfte gekürzt, mit Ausnahme derer, die die Differenz zwischen der Hinterbliebenenrente und dem Schwellenwert darstellen, wenn die Hinterbliebenenrente unter diesem Schwellenwert liegt.

Zu den persönlichen Einkünften zählen die *Erwerbseinkommen* und die *Ersatzeinkommen*, die 1 230,80 € pro Monat übersteigen. Die persönlichen Renten werden ungeachtet ihrer Höhe hingegen immer angerechnet.

Kumul einer Hinterbliebenenrente mit einer persönlichen Rente

a) Monatliche Hinterbliebenenrente: 2 800,00 €

Monatliche persönliche Rente: 625,00 €

Gesamt: 3 425,00 €

Schwellenwert: 2 769,30 €

Da die Hinterbliebenenrente selbst diesen Schwellenwert bereits übersteigt, wird sie um 30% der persönlichen Rente gekürzt

30% von 625,00 € = 187,50 €

Gekürzte Witwenrente: 2 800,00 € - 187,50 € = 2 612,50 €

b) Monatliche Hinterbliebenenrente: 1 200,00 €

Monatliche persönliche Rente: 1 600,00 €

Gesamt: 2 800,00 €

Schwellenwert: 2 769,30 €

Da die Hinterbliebenenrente unterhalb des Schwellenwertes liegt, der Gesamtbetrag der beiden Renten jedoch den Schwellenwert übersteigt, wird die Hinterbliebenenrente um 30% des Betrags der persönlichen Rente gekürzt, mit Ausnahme des Differenzbetrags zwischen der Hinterbliebenenrente und dem Schwellenwert.

Dieser Betrag beläuft sich auf:

2 769,30 € - 1 200,00 € = 1 569,30 €

Anzurechnende persönliche Rente:

1 600,00 € - 1 569,30 € = 30,70 €

30% dieses Betrags: 30,70 x 30% = 9,21 €

Gekürzte Hinterbliebenenrente: 1 200,00 € - 9,21 € = 1 190,79 €

Es sei erneut darauf hingewiesen, dass keinerlei Kürzung durchzuführen ist, sofern der Gesamtbetrag der beiden Renten den Schwellenwert nicht übersteigt.

Kumul einer Hinterbliebenenrente mit einem Erwerbseinkommen

Das Erwerbseinkommen wird nur dann angerechnet, wenn es den monatlichen Betrag von 1 230,80 € übersteigt. Dieser Freibetrag ist folglich von einem gegebenenfalls höheren Einkommen abzuziehen.

a) Monatslohn: 1 300,00 €

Freibetrag: 1 230,80 €

Anzurechnender Lohn: 69,20 €

Monatliche Hinterbliebenenrente: 1 000,00 €

Anzurechnender Gesamtbetrag: 1 069,20 €

Schwellenwert: 2 769,30 €

Der Gesamtbetrag des anzurechnenden Lohns und der Hinterbliebenenrente liegt demnach unterhalb des Schwellenwerts, sodass keine Kürzung der Hinterbliebenenrente durchzuführen ist.

b) Monatslohn: 3 200,00 €

Freibetrag: 1 230,80 €

Anzurechnender Lohn: 1 969,20 €

Monatliche Hinterbliebenenrente: 1 500,00 €

Anzurechnender Gesamtbetrag: 3 469,20 €

Schwellenwert: 2 769,30 €

Der Gesamtbetrag des anzurechnenden Lohns und der Hinterbliebenenrente übersteigt somit den Schwellenwert, sodass eine Kürzung durchzuführen ist:

Kürzung: 30% des anzurechnenden Lohns (abzüglich der Differenz zwischen der Hinterbliebenenrente und dem Schwellenwert)

= 30% von [1 969,20 € - (2 769,30 € - 1 500 €)] = 209,97 €

Zu zahlende Hinterbliebenenrente: 1 500,00 € - 209,97 € = 1 290,03 €

c) Monatslohn: 3 750,00 €

Freibetrag: 1 230,80 €

Anzurechnender Lohn: 2 519,20 €

Monatliche Hinterbliebenenrente: 1 100,00 €

Anzurechnender Gesamtbetrag: 3 619,20 €

Schwellenwert: 2 769,30 €

Der Gesamtbetrag des anzurechnenden Lohns und der Hinterbliebenenrente übersteigt demnach den Schwellenwert, sodass eine Kürzung durchzuführen ist:

Kürzung: 30% des anzurechnenden Lohns (abzüglich der Differenz zwischen der Hinterbliebenenrente und dem Schwellenwert)

= 30% von [2 519,20 € - (2 769,30 € - 1 100 €)] = 254,97 €

Zu zahlende Hinterbliebenenrente: 1 100,00 € - 254,97 € = 845,03 €

Darüber hinaus hat die Arbeitnehmerkammer (CSL) eine Software entwickelt, die auf ihrer Internetseite⁷⁸ zur Verfügung steht und die automatische Berechnung der Höhe der Hinterbliebenenrente im Falle der Kumulierung mit einer persönlichen Rente oder einem Lohn ermöglicht.

4.1.6. Zahlungsmodalitäten

Die Hinterbliebenenrente wird ab dem Todestag des Versicherten oder ab dem ersten Tag des auf den Tod folgenden Monats gezahlt, sofern der Versicherte Empfänger einer Invaliden- oder Altersrente war.

Die Zahlung der Hinterbliebenenrente endet ab dem Monat nach dem Eingehen einer neuen Ehe oder eingetragenen Lebenspartnerschaft.

⁷⁸ www.csl.lu/individuelle-berechnung-ihrer-rente

Sofern der Empfänger einer Hinterbliebenenrente vor dem Erreichen des 50. Lebensjahres eine neue Ehe eingeht, beträgt die Abfindung das Fünffache des im Laufe der letzten zwölf Monate ausgezahlten Betrags. Wenn die neue Ehe erst nach dem 50. Lebensjahr eingegangen wird, verringert sich der Satz auf das Dreifache des oben genannten Betrages. Proportionale Sondersteigerungen und pauschale Sondersteigerungen, die sich auf zukünftige Versicherungszeiten beziehen, sind im Abfindungsbetrag nicht enthalten. Dieselben Bestimmungen gelten in Bezug auf eine eingetragene Lebenspartnerschaft.

4.2. WAISENRENTE

4.2.1. Bewilligungsvoraussetzungen

Nach dem Tod des Vaters oder der Mutter haben die ehelichen Kinder bei Erfüllung derselben Wartezeitvoraussetzungen wie für die anderen Formen der Hinterbliebenenrente Anspruch auf eine Hinterbliebenenrente.

Ehelichen Kinder gleichgestellt sind:

- für ehelich erklärte Kinder;
- Adoptivkinder;
- nichteheliche Kinder;
- alle Kinder, Halbweisen und Vollweisen, für deren Unterhalt und Erziehung der Versicherte oder der Rentenempfänger in den 10 Monaten vor seinem Tod gesorgt hat und die nicht infolge des Todes ihrer Eltern Anspruch auf eine andere Waisenrente haben.

Die Waisenrente wird bis zum Alter von 18 Jahren gewährt. Falls die Waise infolge der wissenschaftlichen oder fachlichen Vorbereitung auf ihren künftigen Beruf nicht in der Lage ist, für ihren Lebensunterhalt zu sorgen, wird die Waisenrente maximal bis zum Alter von 27 Jahren gewährt oder aufrechterhalten⁷⁹.

Die Zahlung der Waisenrenten endet bei Ablauf der vorgesehenen Altersgrenzen oder im Falle des Todes des Kindes bereits früher. Außer im Studienfall endet die Zahlung der Waisenrente ab dem Monat nach der Heirat oder der Eintragung einer Lebenspartnerschaft des Anspruchsberechtigten.

4.2.2. Berechnungsart und Antikumulierungsvorschriften

Die jährliche Hinterbliebenenrente der Waisen setzt sich im Falle des Todes eines Empfängers einer Alters- oder Invalidenrente oder eines Versicherten wie folgt zusammen:

- aus 1/4 der proportionalen Steigerungen⁸⁰ und der proportionalen Sondersteigerungen, auf die der Versicherte Anspruch hatte oder gehabt hätte;
- aus 1/3 der pauschalen Steigerungen und der pauschalen Sondersteigerungen, auf die der Versicherte Anspruch hatte oder gehabt hätte;
- aus 1/3 der Jahresendzulage.

⁷⁹ Die Bestimmung des geänderten Gesetzes vom 27. Juli 1987, die besagt, dass die „Waisenrenten vorläufig ohne Altersbegrenzung zu Gunsten der Kinder ausbezahlt werden, die infolge einer körperlichen oder geistigen Behinderung außer Stande sind, ihren eigenen Lebensunterhalt zu bestreiten, vorausgesetzt die Behinderung wurde vor dem achtzehnten Lebensjahr festgestellt“, wurde durch das Gesetz vom 12. September 2003 in Bezug auf Menschen mit Behinderungen außer Kraft gesetzt. Die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ausgezahlten Waisenrenten bleiben jedoch weiter wirksam.

⁸⁰ gegebenenfalls einschließlich der gestaffelten Anhebung

Für Vollwaisen beläuft sich die Rente auf das Doppelte des oben angegebenen Betrags. Wenn ein Anspruch auf Waisenrente sowohl aufgrund des Vaters als auch aufgrund der Mutter besteht, wird die höhere Rente ausgezahlt.

Die Zulage zur Mindestrente wird der Waisen zu 1/4 gewährt ($1/4$ von 1 661,58 € = 415,40 €)⁸¹.

Die Waisenrenten werden an die Schwankungen des Lebenshaltungskostenindex gekoppelt und an die Entwicklung des Lohnniveaus angepasst.

Bei Zusammentreffen einer Waisenrente mit einer Unfallrente für Hinterbliebene, wird die Waisenrente gekürzt, sofern sie zusammen mit der Unfallrente die nachstehenden Beträge übersteigt:

Bei Vollwaisen

- entweder $3/4$ des Durchschnitts der fünf höchsten Jahreslöhne, Jahreseinkommen oder Jahresgehälter der Versicherungszeit, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzbetrag liegen darf⁸²;
- oder das als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente herangezogene Erwerbseinkommen, sofern diese Berechnungsweise günstiger ist.

Bei Halbwaisen

- entweder $1/3$ des Durchschnitts der fünf höchsten Jahreslöhne, Jahreseinkommen oder Jahresgehälter der Versicherungszeit, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzbetrag liegen darf⁸²;
- oder das als Berechnungsgrundlage für die Unfallrente herangezogene Erwerbseinkommen, sofern diese Berechnungsweise günstiger ist.

In jedem Fall darf die Gesamtheit der Hinterbliebenenrenten eines Versicherten nicht höher ausfallen, als die Rente, die der Versicherte bezogen hätte, oder wenn dieser Berechnungsmodus für den Empfänger günstiger ist, nicht höher als der Durchschnitt der fünf höchsten beitragspflichtigen Jahreslöhne, Jahresgehälter oder Jahreseinkommen der Versicherungszeit, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzwert liegen darf⁸². Wenn die Gesamtheit der Hinterbliebenenrenten diese Grenze überschreitet, werden die Renten proportional gekürzt.

Beispiele für die Berechnung der Hinterbliebenenrenten im Jahr 2013⁸³

Ausgehend von einer Altersrente von 2 201,26 € monatlich, die sich wie folgt auf die verschiedenen Rentenelemente aufteilt:

Pauschale Steigerungen: 435,94 €

Proportionale Steigerungen: 1 706,17 €

Jahresendzulage (theoretischer Monatsbetrag): 59,15 €

Gesamt: 2 201,26 €

Berechnung der Monatsrente des überlebenden Ehegatten

Die pauschalen Steigerungen sind in voller Höhe zu entrichten: 435,94 €

Die proportionalen Steigerungen sind zu $3/4$ zu entrichten:

81 am 1. Januar 2013 (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405)

82 2 215,44 € pro Monat am 1. Januar 2013 (Der Referenzbetrag ist ein Parameter, der zur Bestimmung einer Reihe von Schwellenwerten für die Rentenberechnung dient. Er wurde beim Indexstand 100 des Verbraucherpreisindex am 1. Januar 1948 und für das Basisjahr 1984 auf 2 085 € pro Jahr festgelegt).

83 Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405

$$1\,706,17\text{ €} \times 3/4 = 1\,279,63\text{ €}$$

Die Jahresendzulage ist in voller Höhe zu entrichten: 59,15 €

Monatliche Rente: 1 774,72 €

Berechnung der Rente für eine Waise

Die pauschalen Steigerungen sind zu 1/3 zu entrichten:

$$435,94\text{ €} \times 1/3 = 145,31\text{ €}$$

Die proportionalen Steigerungen sind zu 1/4 zu entrichten:

$$1.706,17\text{ €} \times 1/4 = 426,54\text{ €}$$

Die Jahresendzulage ist zu 1/3 zu entrichten: $59,15\text{ €} \times 1/3 = 19,72\text{ €}$

Monatliche Rente: 591,57 €

Der Gesamtbetrag der Hinterbliebenenrenten darf nicht höher sein als die Rente, die der Versicherte bezogen hätte, oder als der Durchschnitt der fünf höchsten beitragspflichtigen Jahreslöhne, Jahresbezüge oder Jahreseinkommen der Versicherungszeit, wobei dieser Durchschnitt nicht unter dem um 20% erhöhten Referenzbetrag liegen darf, d.h. nicht unter 2 215,44 € pro Monat am 1. Januar 2013.

Rente des Versicherten: 2 201,26 €

Durchschnitt der fünf höchsten Löhne: 2 150 € < 2 215,44 €

Rente des überlebenden Ehegatten: 1 774,72 €

Waisenrente: 591,57 €

Gesamtbetrag der beiden Renten: 2 366,29 € > 2 215,44 €

Die Hinterbliebenenrenten sind demnach anteilmäßig zu kürzen:

(höchste Obergrenze)

$$\text{Kürzungsfaktor: } 2\,215,44 / 2\,366,29 = 0,93625$$

Monatliche Höhe der Rente des überlebenden Ehegatten:

$$1\,774,72\text{ €} \times 0,93625 = 1\,661,58\text{ €}$$

Monatliche Höhe der Waisenrente: $591,57 \times 0,93625 = 553,86\text{ €}$

Gesamtbetrag der beiden Renten: 2 215,44 €

Berechnung der Hinterbliebenenrente bei Scheidung

Geschiedener Ehegatte allein:

Normale Hinterbliebenenrente: 1 700 €

Dauer der Ehe: 01.02.1977 - 31.10.1987 (Eintragung des Scheidungsurteils)

Versicherungsmonate innerhalb dieses Zeitraums: 129 Monate

Gesamtanzahl der Versicherungsmonate von 1970 - 2010: 480 Monate

$$\text{Trennungsanteil: } 129/480 = 0,27$$

Der Rentenanteil des geschiedenen Ehegatten beläuft sich demnach auf monatlich $1\,700\text{ €} \times 0,27 = 459\text{ €}$

Zusammentreffen einer Rente für geschiedene Ehegatten mit einer Witwenrente:

In diesem Fall erfolgt die Berechnung der verschiedenen Rentenanteile im Verhältnis zur

Dauer der verschiedenen Ehen.

Dauer der 1. Ehe: 01.02.1977 - 31.10.1987: 129 Monate

Dauer der 2. Ehe: 01.03.2001 - 28.02.2010: 108 Monate

Gesamtdauer beider Ehen: 237 Monate

Anteil des geschiedenen Ehegatten: $129 / 237 = 0,54$

Anteil der Witwe/des Witwers: $108 / 237 = 0,46$

Dieser Berechnung zufolge würde der geschiedene Ehegatte folglich 54% der Regelrente beziehen. Eine zusätzliche gesetzliche Bestimmung sieht nun vor, dass der Anteil des geschiedenen Ehegatten den Betrag nicht übersteigen darf, der ihm zustehen würde, wenn er der einzige Anspruchsberechtigte wäre.

Im obigen Beispiel hat der geschiedene Ehegatte folglich lediglich Anspruch auf den aus der ersten Berechnung hervorgegangenen Prozentsatz, d.h. auf 27% (129 Monate / 480 Monate) der normalen Hinterbliebenenrente = 459 €.

Die Witwe/der Witwer hat Anspruch auf die Differenz zwischen diesem Anteil und der normalen Hinterbliebenenrente, d.h. auf $1\,700\text{ €} - 459\text{ €} = 1\,241\text{ €}$, also 73% der gesamten Hinterbliebenenrente.

Wenn der „Ehe“-Prozentsatz des geschiedenen Ehegatten niedriger gewesen wäre als der Prozentsatz der Versicherungszeiten, wäre der erste Prozentsatz für die Berechnung des dem geschiedenen Ehegatten zustehenden Anteils herangezogen worden.

Zusammenfassend kann man sagen, dass der geschiedene Ehegatte stets Anspruch auf den aus den beiden Berechnungen hervorgehenden geringeren Rentenanteil hat.

Darüber hinaus hat die Arbeitnehmerkammer (CSL) eine Software entwickelt, die auf ihrer Internetseite⁸⁴ zur Verfügung steht und die automatische Berechnung der Höhe der Hinterbliebenenrente im Falle der Kumulierung mit einer persönlichen Rente oder einem Lohn ermöglicht.

4.3. VERWALTUNGSVERFAHREN IN BEZUG AUF DIE HINTERBLIEBENENRENTEN

Alle Renten werden nur auf formellen Antrag der Betroffenen gewährt. Die Antragsformulare sind bei der Nationalen Rentenversicherungskasse (CNAP)⁸⁵ erhältlich. Auch im Falle des Todes eines Rentenempfängers kann die Hinterbliebenenrente nur auf Antrag der Hinterbliebenen gewährt werden. Falls die CNAP davon Kenntnis hat, wird den Hinterbliebenen das Formular zugestellt.

Dem Antrag sind Auszüge der Heiratsurkunde oder der Eintragung der Lebenspartnerschaft und der Sterbeurkunde beizufügen.

Die Hinterbliebenen von versicherten Grenzgängern müssen ihren Antrag beim zuständigen Träger an ihrem Wohnsitz unter Einhaltung der rechtlichen Bestimmungen des jeweiligen Landes stellen.

Nach Prüfung der Bewilligungsvoraussetzungen wird der Rentenanspruch durch einen rechtsmitelfähigen Bescheid gewährt oder abgelehnt.

⁸⁴ www.csl.lu/individuelle-berechnung-ihrer-rente

⁸⁵ sowie auf ihrer Internetseite (Formular im Anhang wiedergegeben): www.cnap.lu/formulaires/

4.4. STERBEGELD (STERBEVIERTELJAHR)

Die Renten der Hinterbliebenen, die mit dem Empfänger einer Alters- oder Invalidenrente in einer Haushaltsgemeinschaft gelebt haben oder in einem Haushalt, dessen Unterhalt dem Rentenempfänger oblag, werden während der 3 Monate nach dem Entstehen des Rechtsanspruchs bis zur Höhe der Rente des Verstorbenen ergänzt.

Sofern der Verstorbene noch keine Alters- oder Hinterbliebenenrente erhalten hatte, werden die Renten der Hinterbliebenen, die mit dem Versicherten in einer Haushaltsgemeinschaft gelebt haben oder in einem Haushalt, dessen Unterhalt dem Versicherten oblag, im Todesmonat und in den drei Folgemonaten bis zur Höhe der Rente ergänzt, auf die der Verstorbene Anspruch gehabt hätte.

Im Falle der Lohnfortzahlung bis zum Ende des Monats, in dem der Arbeitnehmer verstarb, und der Entrichtung einer Entschädigung in Höhe von drei Monatslöhnen für die Hinterbliebenen, werden die Hinterbliebenenrente und das Sterbegeld direkt als Ausgleich an den Arbeitgeber gezahlt.

5 GESETZLICHE GRUNDLAGEN

- Droit de la Sécurité sociale, Ministère de la Sécurité sociale - Inspection générale de la Sécurité sociale, Luxembourg, avril 2013⁸⁶
- Sozialgesetzbuch, Buch III
- Gesetz vom 21. Dezember 2012 zur Reform der Rentenversicherung
- Großherzogliche Verordnung vom 26. Dezember 2012 zur Festsetzung der Aufwertungsfaktoren
- Großherzogliche Verordnung vom 13. März 2013 zur Änderung der geänderten großherzoglichen Verordnung vom 5. Mai 1999 über die Weiterversicherung, die Zusatzversicherung, die freiwillige Versicherung, den Rückkauf von Versicherungszeiten und die Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge im allgemeinen Rentenversicherungssystem.

⁸⁶ Verschiedene Rechenbeispiele basieren auf Beispielen dieser Veröffentlichung.

6 NÜTZLICHE ADRESSEN

Nationale Rentenversicherungskasse

1A, boulevard Prince Henri
L-1724 Luxemburg
Postanschrift:
L-2096 Luxemburg
Tel.: 22 41 41-1 Fax: 22 41 41-6443
cnap@secu.lu
www.cnap.lu

Sozialversicherungsanstalt

125, route d'Esch
L-1471 Luxemburg
Postanschrift:
L-2975 Luxemburg
Tel.: 40 14 1-1 Fax: 40 44 81
www.ccsl.lu

Arbeitnehmerkammer

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxemburg
Postanschrift:
Postfach 1263
L-1012 Luxemburg
Tel.: 27 494 200 Fax: 27 494 250
csl@csl.lu
www.csl.lu⁸⁷

Schiedsgericht der Sozialversicherung

16, boulevard de la Foire
L-1528 Luxemburg
Tel.: 45 32 86 Fax: 44 32 66

Oberstes Schiedsgericht der Sozialversicherung

14, avenue de la Gare
L-1610 Luxemburg
Tel.: 26 26 05-1 Fax: 26 26 05 38

Kontrollärztlicher Dienst der Sozialversicherung

125, route d'Esch
L-1471 Luxemburg
Postanschrift:
Postfach 1342
L-1013 Luxemburg
Tel.: 26 19 13-1

Nationaler Solidaritätsfonds

8-10, rue de la Fonderie
L-1531 Luxemburg
Postanschrift:
Postfach 2411
L-1024 Luxemburg
Tel.: 49 10 81-1 Fax: 26 12 34 64
www.fns.lu

Ministerium für Sozialversicherungswesen

26, rue Sainte Zithe
L-2763 Luxemburg
Tel.: 247-86311 Fax: 247-86328
mss@mss.etat.lu
www.mss.public.lu

⁸⁷ Die Arbeitnehmerkammer (CSL) hat eine Software entwickelt, die auf ihrer Internetseite zur Verfügung steht und die automatische Berechnung der Höhe einer Rente (Alters-, Invaliden- oder Hinterbliebenenrente) im Falle der Kumulierung mit einer anderen Rente oder einem Lohn ermöglicht: www.csl.lu/individuelle-berechnung-ihrer-rente

GLOSSAR

Altersrente: Einkommen, das einer berufstätigen Person, die in ausreichender Höhe Beiträge in ihre Rentenkasse eingezahlt hat, am Ende des Berufslebens (mit 65 Jahren) gewährt wird.

Angeleichung: Anpassung der laufenden Renten an die reale Lohnentwicklung.

Anpassung: Angleichung der Renten an die allgemeine Entwicklung des Lohnniveaus (siehe „Angleichung und Aufwertung“).

Aufwertung: Aktualisierung der in der Versicherungszeit eingetragenen Löhne auf den Lebensstandard zum Zeitpunkt des Renteneintritts.

Babyjahre: Zeitraum der Unterbrechung der Berufslaufbahn oder der Einschränkung der Erwerbstätigkeit eines Elternteils, der sich der Erziehung eines Kindes widmet. Für den Zeitraum übernimmt die Rentenversicherung die Rentenleistungen.

Beitragsbemessungsgrenze: Schwellenwert, oberhalb dessen die angegebenen Löhne nicht mehr für die Berechnung der Altersrente berücksichtigt werden. 2013 beläuft sich diese monatliche Bemessungsgrenze auf das Fünffache des sozialen Mindestlohns, d.h. auf 9 370,95 € (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Erziehungspauschale: Betrag, der jedem Elternteil gewährt wird, das sich der Erziehung eines Kindes widmete und dessen persönliche Rente oder die Rente seines Ehegatten keine Babyjahre umfasst.

Freiwillige Versicherung: Freiwillige Fortsetzung oder Vervollständigung der Beitragszahlung für die Rentenversicherung im Falle der Unterbrechung der Berufslaufbahn oder der Einschränkung der Erwerbstätigkeit aus familiären Gründen.

Gestaffelte Anhebung: System zur Erhöhung des Prozentsatzes der proportionalen Steigerungen in Abhängigkeit von der Dauer der Berufslaufbahn und des Alters einer Person bei Renteneintritt.

Hinterbliebenenrente: Ersatz Einkommen, das einem oder mehreren Angehörigen eines verstorbenen Versicherten gewährt wird. Dabei kann es sich um den überlebenden Ehegatten oder eingetragenen Lebenspartner, den geschiedenen Ehegatten oder den ehemaligen eingetragenen Lebenspartner, die Waise oder um ein Familienmitglied handeln.

Indexierung: Anpassung der Renten an die Lebenshaltungskosten.

Invalidenrente: Ersatz Einkommen für eine berufstätige Person, die unter vorübergehender oder dauerhafter Invalidität leidet und folglich keinen Beruf mehr ausüben kann.

Mindestrente: Betrag, unter den keine Rente absinken darf. Die Mindestrente für eine vollständige Versicherungszeit von 40 Jahren entspricht 2013 1 661,58 € (Indexstand 756,27 und Aufwertungsfaktor 1,405).

Nachkauf: Kauf von Versicherungszeiten, während denen der Arbeitnehmer seine berufliche Laufbahn aus familiären Gründen unterbrochen hatte. Dieser Kauf findet zum Zeitpunkt des Renteneintritts des Arbeitnehmers statt.

Pauschale Sondersteigerungen: Berechnungselemente einer Invalidenrente. Die pauschalen Sondersteigerungen sind von einer fiktiven Verlängerung der Versicherungszeit abhängig.

Pauschale Steigerungen: Die pauschalen Steigerungen bilden zusammen mit den proportionalen Steigerungen die Altersrente. Die Höhe der pauschalen Steigerungen ist von der Dauer der Versicherungszeit abhängig.

Pflichtversicherung: Versicherungszeit bei einer Rentenkasse, die sich im Allgemeinen aus der Ausübung eines Berufs ergibt.

Proportionale Sondersteigerungen: Berechnungselemente einer Invalidenrente. Die proportionalen Sondersteigerungen sind von einem fiktiven Lohn abhängig, der auf Grundlage der Berufslaufbahn des Invaliden berechnet wird.

Proportionale Steigerungen: Die proportionalen Steigerungen bilden zusammen mit den pauschalen Steigerungen die Altersrente. Die Höhe der proportionalen Steigerungen ist von der Gesamtheit der im Laufe der Berufslaufbahn angegebenen Löhne abhängig.

Vorgezogene Altersrente: Altersrente, die vorzeitig und bedingt zwischen dem 57. und dem 65. Lebensjahr gewährt wird.

Wartezeit: Zeitraum der Mitgliedschaft in einer Rentenkasse, der das Entstehen des Rechtsanspruchs auf Leistungen ermöglicht.

Weiter- oder Zusatzversicherung: Freiwillige Fortsetzung oder Vervollständigung der Beitragszahlung für die Rentenversicherung im Falle der Unterbrechung der Berufslaufbahn oder der Einschränkung der Erwerbstätigkeit.

ANHÄNGE

1. *Großherzogliche Verordnung vom 26. Dezember 2012 zur Festsetzung der in Artikel 220 des Sozialgesetzbuchs vorgesehenen Aufwertungsfaktoren*
2. *Antrag auf Bewilligung einer persönlichen Alters- oder Invalidenrente (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP) (dasselbe Formular wird zur Beantragung der Beitragserstattung verwendet)*
3. *Antrag auf Bewilligung einer Hinterbliebenenrente (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)*
4. *Antrag auf Nachkauf von Versicherungszeiten (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)*
5. *Antrag zur Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)*
6. *Antrag zur freiwilligen Rentenversicherung (Sozialversicherungsanstalt CCSS) (Weiterversicherung und freiwillige Versicherung)*
7. *Antrag auf Anrechnung der Babyjahre (Sozialversicherungsanstalt CCSS)*
8. *Antrag auf Zahlung der Erziehungspauschale (Nationaler Solidaritätsfonds FNS)*

1. Großherzogliche Verordnung vom 26. Dezember 2012 zur Festsetzung der in Artikel 220 des Sozialgesetzbuchs vorgesehenen Aufwertungsfaktoren.

Wir, Henri, Großherzog von Luxemburg, Herzog von

Nassau,

Nach Einsicht von Artikel 220 des Sozialgesetzbuchs;

Nach Anfrage der Stellungnahmen der Arbeitnehmerkammer, der Kammer der Beamten und Angestellten des öffentlichen Dienstes, der Handwerkskammer, der Handelskammer und der Landwirtschaftskammer;

Nach Einsicht von Artikel 2 (1) des Gesetzes vom 12. Juli 1996 über die Reform des Staatsrats und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht unseres Sozialversicherungsministers und nach Beratung der Regierung im Rat;

verfügen:

Art. 1. Die auf die Löhne, Bezüge oder Einkommen der Jahre bis zum 31. Dezember 2011 anwendbaren Aufwertungsfaktoren sind wie nachstehend festgesetzt:

Jahr	Aufwertungsfaktor
1950	0,370
1951	0,385
1952	0,407
1953	0,400
1954	0,397
1955	0,413
1956	0,439
1957	0,450
1958	0,446
1959	0,461
1960	0,488
1961	0,510
1962	0,521
1963	0,538
1964	0,552
1965	0,581
1966	0,599
1967	0,613
1968	0,654
1969	0,676
1970	0,719
1971	0,746
1972	0,775
1973	0,806
1974	0,901
1975	0,901
1976	0,909
1977	0,926
1978	0,943
1979	0,962
1980	0,971

Jahr	Aufwertungsfaktor
1981	0,980
1982	1,000
1983	0,990
1984	1,000
1985	1,010
1986	1,033
1987	1,044
1988	1,057
1989	1,088
1990	1,103
1991	1,129
1992	1,140
1993	1,164
1994	1,183
1995	1,202
1996	1,211
1997	1,218
1998	1,233
1999	1,255
2000	1,277
2001	1,299
2002	1,316
2003	1,325
2004	1,337
2005	1,350
2006	1,368
2007	1,377
2008	1,391
2009	1,403
2010	1,418
2011	1,424

Art. 2. Die großherzogliche Verordnung vom 8. Dezember 2011 zur Festsetzung der in Artikel 220 des Sozialgesetzbuchs vorgesehenen Anpassungskoeffizienten wird aufgehoben.

Art. 3. Die vorliegende Verordnung tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Art. 4. Unserem Sozialversicherungsminister obliegt die Durchführung der vorliegenden Verordnung, die im Amtsblatt veröffentlicht wird.

Der Sozialversicherungsminister,

Mars Di Bartolomeo

Schloss Berg, den 26. Dezember 2012.

Henri

**2. Antrag auf Bewilligung einer persönlichen Alters- oder Invalidenrente
(Nationale Rentenversicherungskasse CNAP) (dasselbe Formular wird zur
Beantragung der Beitragserstattung verwendet)**



Antrag

auf Gewährung einer Invalidenpension

auf Gewährung einer vorzeitigen Alterspension ab dem 57. bis zum 65. Lebensjahr

auf Gewährung einer Alterspension ab dem 65. Lebensjahr

auf Erstattung der Sozialbeiträge nach Vollendung des 65. Lebensjahres

Bitte das Kästchen vor der beantragten Leistung ankreuzen.

zu richten an die

Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg
Tél.: 22 41 41 – 1

1. Angaben über den Antragssteller

Name:
Geburtsname (für Ehefrauen):
Vorname(n) und Rufname:
Geburtsort:
Geburtsdatum: Nationalität:
Sozialversicherungsnummer:
Zivilstand: ledig verheiratet verwitwet geschieden getrennt
wiederverheiratet eingetragene Partnerschaft aufgelöste Partnerschaft
Adresse: Land: - Ortschaft:
(Postleitzahl)
Hausnummer und Straße:
Telefonnummer: Handynummer:
Ihre Bankverbindung: **Obligatorisch beizufügen ist ein vom Bankinstitut ausgestellter
Kontoausweis**

Zuletzt ausgeübte Tätigkeit:	entlohnt	selbstständig
Beziehen Sie zurzeit Krankengeld?	ja	nein
Sind Sie zurzeit in einer beruflichen Wiedereingliederungsmaßnahme?	ja	nein

Ergänzende Fragen die nur vom Antragsteller einer Invalidenpension zu beantworten sind:

Erteilen Sie bitte Auskunft über den Ursprung Ihrer Invalidität indem Sie eines oder mehrere der nachstehenden Kästchen ankreuzen:

Krankheit
Arbeitsunfall oder Berufskrankheit
Verkehrsunfall
sonstiger Unfall

2. Zugehörigkeit zu einer luxemburgischen Pensionsversicherung

Wurden Ihnen in vergangener Zeit von einer der folgenden Pensionskassen **Beiträge erstattet** ? ja nein
Wenn ja, kreuzen Sie bitte das Kästchen vor der zuständigen Stelle an.

Caisse de pension agricole
Caisse de pension des artisans, commerçants et industriels
Caisse de pension des employés privés
Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité

Beschäftigungszeiten bei einem der folgenden Arbeitgeber : ja nein

Staat von.....bis.....
Gemeinde von.....bis.....
öffentliche Verwaltungen von.....bis.....
Eisenbahn (CFL) von.....bis.....
Zentralbank (BCL) von.....bis.....

Geben Sie gegebenenfalls die Gemeinde bzw. die Verwaltung an :

Militärdienstzeit in der luxemburgischen Armee : ja nein

Wenn ja, obligatorisch von.....bis..... von.....bis.....
freiwillig von.....bis..... von.....bis.....

Waren Sie **Mandatsträger** in einer der folgenden Einrichtungen ? ja nein

Abgeordnetenversammlung von.....bis..... von.....bis.....
Staatsrat von.....bis..... von.....bis.....
Europaparlament von.....bis..... von.....bis.....

3. Versicherungszeiten in einem nicht-luxemburgischen Rentensystem * ja nein (bitte Belege beifügen)

Land	von	bis	Name und Anschrift des Arbeitgebers	Versicherungsträger und Versicherungsnummer	Beruf: Arbeiter, Angestellter, Beamter, Selbstständiger

4. Angaben über den Bezug von Pensionen und Renten

Beziehen Sie zurzeit eine Pension seitens einer der folgenden luxemburgischen Pensionsversicherungen ? ja nein

Staat oder öffentlicher Dienst
Gemeindebeamtenkasse
Eisenbahn (CFL)
Zentralbank (BCL)

Beziehen Sie Leistungen seitens der folgenden Stellen oder haben Sie bei diesen einen Antrag auf Leistung gestellt ? ja nein

Nationaler Solidaritätsfonds (FNS)
Sozialamt der Gemeinde
Arbeitslosenfürsorgefonds in Luxemburg oder im Ausland

Beziehen Sie eine Pension oder Rente seitens einer ausländischen oder internationalen Sozialversicherungsanstalt ? ja nein
Wenn ja, bitte Namen und Adresse der Versicherungsanstalt angeben

5. Kindererziehungszeiten

Name und Vorname des Kindes	Versicherungsnummer oder Geburtsdatum	Ist das Kind behindert ?	Land und Sitz der Wohnortgemeinde des Kindes bis zum 6ten Lebensjahr
		ja nein	
		ja nein	
		ja nein	
		ja nein	
		ja nein	

6. Ergänzungszeiten (gemäss Artikel 172 des Sozialgesetzbuches) – bitte Belege beifügen

Waren Sie vor dem 01.01.1988 Bezieher einer Invalidenpension seitens einer luxemburgischen Pensionskasse? ja nein

Wenn ja bei welcher Kasse ?

Haben Sie zwischen dem 18. und 27. Lebensjahr eine unentgeltliche Berufsausbildung oder ein Studium verfolgt ? ja nein

Haben Sie in Luxemburg bereits einen Beruf ausgeübt bevor die zuständige Pensionskasse geschaffen war ? ja nein

Wenn ja, in einem Handwerks- oder Geschäftsbetrieb
 in einer freischaffenden Tätigkeit
 in einem Landwirtschafts-, Winzer oder Gärtnerbetrieb

Haben Sie ab dem 01.01.1990 Pflegedienst geleistet
zugunsten eines Beziehers einer Pflegezulage oder gleichgestellten Leistung ?

ja nein

Wenn ja, bitte geben Sie an :

1) Name und Adresse der gepflegten Person

2) Zeitperiode während der Sie, vor Vollendung Ihres 65. Lebensjahres, diese Person gepflegt haben :

3) um welche Leistung handelt es sich ?

Pflegezulage die im Gesetz vom 22.05.1989 vorgesehen ist

Pflegezulage für Schwerbehinderte

Steigerung der Unfallrente gemäß Artikel 97, Absatz 9, des Sozialgesetzbuches

Steigerung des Mindesteinkommens gemäß Artikel 3 des abgeänderten Gesetzes vom 26.07.1986

7. Angaben über den Ehepartner / Partner des Antragstellers

Name:

Geburtsname (für Ehefrauen):

Vornamen (Rufnamen bitte unterstreichen):

Geburtsort:

Geburtsdatum:

Sozialversicherungsnummer:

Nationalität:

Ort und Datum der Eheschließung / Partnerschaft:

Ort und Datum der Ehescheidung / Auflösung der Partnerschaft :

Übt der Ehepartner / Partner einen Beruf aus? ja nein

Wenn ja, bitte ankreuzen: entlohnt selbständig

Name und Adresse des Arbeitgebers:

Bezieht der Ehepartner / Partner eine Pension ? ja nein

Wenn ja welche : Invalidenpension Alterspension

Hinterbliebenenpension

Sozialversicherungsnummer oder Pensionsnummer:

Pensionskasse:

Ich erkläre hiermit davon Kenntnis zu haben, dass falsche Angaben oder die Nichtbeantwortung in diesem Antrag gestellter Fragen, welche zur Gewährung oder Weiterzahlung nicht geschuldeter Leistungen führen, die Rückzahlung der jeweiligen Beträge zur Folge hat, unbeschadet der im Gesetz vorgesehenen Strafmaßnahmen.

Ich bestätige die Richtigkeit der oben stehenden Angaben und verpflichte mich ferner alle Änderungen, welche mit diesen in Zusammenhang stehen, mitzuteilen.

....., den

.....
(Unterschrift)

zu richten an die
Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg
Tel.: 22 41 41 – 1

Name:

Geburtsname (für Ehefrauen):

Vornamen (Rufname bitte unterstreichen):

Geburtsort:

Geburtsdatum: Nationalität:

Sozialversicherungsnummer:

Zivilstand: ledig verheiratet verwitwet geschieden getrennt
wiederverheiratet eingetragene Partnerschaft aufgelöste Partnerschaft

Adresse: Land: - Ortschaft:
(Postleitzahl)

Hausnummer und Straße:

Telefonnummer: Handynummer:

Kontonummer: **Obligatorisch beizufügen ist ein vom Bankinstitut ausgestellter Kontoausweis**

Datum und Ort der Eheschließung / Partnerschaft mit dem (der)
verstorbenen Versicherten:

Wurde diese Ehe geschieden / Partnerschaft aufgelöst?
Wenn ja, Datum der Scheidung / Auflösung

Wenn ja, machen Sie bitte folgende Angaben über den Ehepartner / Partner :

Haben Sie mit dem (der) Verstorbenen in häuslicher Gemeinschaft gelebt?	ja	nein
War Ihr Lebensunterhalt zu Lasten des (der) Verstorbenen?	ja	nein
Sind Sie berufstätig?	ja	nein
	entlohnt	selbständig
Gegebenenfalls Name und Anschrift des Arbeitgebers:		

2. Angaben über den Bezug von Pensionen oder Renten des Antragstellers

Beziehen Sie zurzeit eine Pension seitens einer der folgenden luxemburgischen Pensionsversicherungen ? ja nein

Staat oder öffentlicher Dienst
Gemeindebeamtenkasse
Eisenbahnerkasse (CFL)
Zentralbank (BCL)

Beziehen Sie Leistungen seitens der folgenden Stellen oder haben Sie bei diesen einen Antrag auf Leistungen gestellt? ja nein

Nationaler Solidaritätsfonds
Sozialamt der Gemeinde
Arbeitslosenfürsorgefonds in Luxemburg oder im Ausland

Beziehen Sie eine Pension oder Rente seitens einer ausländischen oder internationalen Sozialversicherungsanstalt? ja nein

Wenn ja, bitte Namen und Adresse der Versicherungsanstalt angeben:

3. Auskünfte betreffend die Waisen

Bitte nur die Kinder angeben für die eine Waisenpension gewährt werden kann, nämlich: eheliche Kinder, für ehelich erklärte Kinder, Adoptivkinder, uneheliche Kinder des/der verstorbenen Versicherten, sowie alle Kinder, die Vollwaisen sind, und für deren Lebensunterhalt und Erziehung der Versicherte oder Pensionsempfänger während der zehn Monate vor seinem Tod aufgekomen ist, und die keinen Anspruch auf Waisenpension aus der Versicherung ihrer leiblichen Eltern haben.

Die Waisenpension wird bis zum 18. Lebensjahr gewährt, bei Berufsausbildung kann sie bis zum 27. Lebensjahr gewährt werden.

Name und Vornamen des Kindes	Versichertennummer oder Geburtsdatum	Geburtsort	Anmerkung (*)

(*) Bitte angeben ob das Kind verheiratet ist, behindert ist, verstorben ist (Sterbedatum), ob es sich in Berufsausbildung befindet, seine Studien fortsetzt oder ob es eine berufliche Tätigkeit ausübt.

4. Angaben über den verstorbenen Versicherten

Name:
Geburtsname (für Ehefrauen):
Vornamen (Rufnamen bitte unterstreichen):
Geburtsort und -datum:
Sozialversicherungsnummer:
Nationalität:
Sterbeort und -datum:
Todesursache: Krankheit Arbeitsunfall oder Berufskrankheit
 Verkehrsunfall sonstiger Unfall

Falls der (die) verstorbene Versicherte noch gegen Lohn beschäftigt war, bitte Namen und Adresse des letzten Arbeitgebers angeben:

.....

War der (die) verstorbene Versicherte Pensionsbezieher eines luxemburgischen oder ausländischen Pensionssystems? ja nein

Wenn ja, Namen und Anschrift des Zahlungsinstituts angeben::

.....

War der (die) verstorbene Versicherte außer der Heirat / Partnerschaft mit der Antragstellerin (dem Antragsteller) auf Hinterbliebenenpension noch einmal oder mehrmals verheiratet ? ja nein

Wenn ja, nachstehende Sparte unbedingt ausfüllen!

	1. Heirat / Partnerschaft	2. Heirat / Partnerschaft
Name und Vorname des Ehepartners / Partners:		
Geburtsort und –datum:		
Ort und Datum der Heirat / Partnerschaft:		
Datum der Scheidung / Auflösung der Partnerschaft:		
Datum der Wiederheirat / Partnerschaft:		
Sterbeort und –datum:		

Anmerkung:

Wenn der (die) verstorbene Versicherte zum Zeitpunkt des Todes Pensionsempfänger war, sind nachstehende Abschnitte nicht mehr auszufüllen. Vergessen Sie aber nicht, das Antragsformular auf der letzten Seite zu unterschreiben!

5. Zugehörigkeit des (der) Verstorbenen zu einer luxemburgischen Pensionsversicherung

Falls ihm / ihr in vergangener Zeit von einer der folgenden Pensionskassen die **Beiträge erstattet** wurden, bitten wir Sie das Kästchen vor der zuständigen Stelle anzukreuzen:

Caisse de pension agricole Caisse de pension des artisans, commerçants et industriels
Caisse de pension des employés privés Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité

Beschäftigungszeiten bei einem der folgenden Arbeitgebern : ja nein
Falls ja, das betreffende Kästchen ankreuzen ?

Staat von.....bis.....
Gemeinde von.....bis.....
öffentliche Anstalten von.....bis.....
Eisenbahn (CFL) von.....bis.....
Zentralbank (BCL) von.....bis.....

Bitte die Verwaltung bzw. die Gemeinde angeben :

Militärdienstzeit in der luxemburgischen Armee : ja nein

Falls ja, obligatorisch von.....bis..... von..... bis.....
freiwillig von.....bis..... von.....bis.....

War der(die) Verstorbene Mandatsträger in einer der folgenden Einrichtungen ? ja nein

Abgeordnetenkommission von.....bis..... von..... bis.....
Staatsrat von.....bis..... von.....bis.....
Europaparlament von.....bis..... von.....bis.....

6. Versicherungszeiten in einem nicht-luxemburgischen Rentensystem					ja	nein
(bitte Belege beifügen)						
Land	von	bis	Name und Anschrift des Arbeitgebers	Versicherungsträger und Versicherungsnummer	Beruf: Arbeiter, Angestellter, Beamter, Selbstständiger	

7. Ergänzungszeiten (gemäss Artikel 172 des Sozialgesetzbuches) – bitte Belege beifügen			
War der (die) Versicherte vor dem 01.01.1988 Bezieher einer Invalidenpension seitens einer luxemburgischen Pensionskasse? ja nein			
Wenn ja bei welcher Kasse ?			
Hat der (die) Versicherte <u>zwischen dem 18. und 27. Lebensjahr</u> eine unentgeltliche Berufsausbildung oder ein Studium verfolgt ? ja nein			
Hat der (die) Versicherte sich in Luxemburg der Erziehung von Kindern von weniger als 6 Jahren, oder eines behinderten Kindes von weniger als 18 Jahren gewidmet ? ja nein			
Name und Vorname des Kindes	Versicherungsnummer oder Geburtsdatum	Ist das Kind behindert ?	Land und Sitz der Wohnortgemeinde des Kindes bis zum 6ten Lebensjahr
		ja nein	
		ja nein	
		ja nein	
		ja nein	
		ja nein	
Hat der (die) Versicherte in Luxemburg bereits einen Beruf ausgeübt bevor die zuständige Pensionskasse geschaffen war ? ja nein			
Wenn ja, in einem Handwerks- oder Geschäftsbetrieb in einer freischaffenden Tätigkeit in einem Landwirtschafts-, Winzer oder Gärtnerbetrieb			
Hat der (die) Versicherte ab dem 01.01.1990 Pflegedienst geleistet zugunsten eines Bezieher einer Pflegezulage oder gleichgestellten Leistung ? ja nein			
Wenn ja, bitte geben Sie an :			
1) Name und Adresse der gepflegten Person			
2) Zeitperiode während der er/sie vor Vollendung des 65. Lebensjahres, diese Person gepflegt haben :			
3) um welche Leistung handelt es sich ?			
Pflegezulage die im Gesetz vom 22.05.1989 vorgesehen ist Pflegezulage für Schwerbehinderte Steigerung der Unfallrente gemäß Artikel 97, Absatz 9, des Sozialgesetzbuches Steigerung des Mindesteinkommens gemäß Artikel 3 des abgeänderten Gesetzes vom 26.07.1986			

Ich erkläre hiermit davon Kenntnis zu haben, dass falsche Angaben oder die Nichtbeantwortung in diesem Antrag gestellter Fragen, welche zur Gewährung oder Weiterzahlung nicht geschuldeter Leistungen führen, die Rückzahlung der jeweiligen Beträge zur Folge hat, unbeschadet der im Gesetz vorgesehenen Strafmaßnahmen.

Ich bestätige die Richtigkeit der oben stehenden Angaben und verpflichte mich ferner alle Änderungen, welche mit diesen in Zusammenhang stehen, mitzuteilen.

....., den

.....
(Unterschrift)

Beizubringende Unterlagen:

Gemäß Artikel 398 des Sozialgesetzbuches werden diese Unterlagen kostenlos ausgestellt:

1. Ein Auszug der Sterbeurkunde des (der) Versicherten.
2. Ein Auszug der Heiratsurkunde / Partnerschaftserklärung, ausgestellt nach dem Tode des (der) Versicherten.
3. Eine Studienbescheinigung / Schulbescheinigung oder einen Lehrvertrag für jedes Kind zwischen dem 18. und 27. Lebensjahr
4. Eine Abschrift der Vormundschaftsurkunde für minderjährige Vollwaisen

4. Antrag auf Nachkauf von Versicherungszeiten (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)



Caisse nationale
d'assurance pension



MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE
Administration du personnel de l'État



Caisse de prévoyance
des fonctionnaires et employés communaux



SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER LUXEMBOURGEOIS

Antrag auf Nachkauf von Versicherungszeiten

(Artikel 174 des Sozialgesetzbuches)

zu richten an

- ¹ die « Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) »
- ² die « Administration du Personnel de l'Etat (APE) »
- ³ die « Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux (CPFEC) »
- ⁴ die « CFL (SNCFL) »

entsprechend der letzten ausgeübten beruflichen Tätigkeit (im Jahr)
in der Eigenschaft als

- ¹ entlohnter Arbeitnehmer oder Selbständiger in der allgemeinen Pensionsversicherung (Privatsektor)
oder Beamter bzw. Angestellter in einer speziellen Pensionsversicherung (öffentlicher Sektor)
 - ² beim Staat
 - ³ bei einer Gemeindeverwaltung
 - ⁴ bei der nationalen Eisenbahngesellschaft (CFL)

I. Angaben über den Antragssteller

Sozialversicherungsnummer :

Name :

Vorname :

Adresse : Postleitzahl : Wohnort :

Hausnummer : Straße :

Telefonnummer : Handynummer :

II. Berufliche Laufbahn unterbrochen oder reduziert während

1. Ehezeiten oder Partnerschaftszeiten

(eine aktuelle Heirats- oder Partnerschaftsurkunde ist zwingend beizufügen)

Name und Vorname des Ehepartners/Lebenspartners	Sozialversicherungsnummer	Dauer der Ehe/Partnerschaft	
		von	bis
1. Ehe/Partners.			
Andere Ehe/Partners.			

2. Kindererziehungszeiten (bis zum 6ten Lebensjahr; im Falle einer Behinderung bis zum 18ten Lebensjahr)			
Name und Vorname des Kindes	Versicherungsnummer oder Geburtsdatum	Ist das Kind behindert?	Land und Gemeinde des Wohnsitzes des Kindes bis zum 6ten Lebensjahr
.....		ja ☐ nein ☐	.....
.....		ja ☐ nein ☐	.....
.....		ja ☐ nein ☐	.....
.....		ja ☐ nein ☐	.....

3. Pflegezeiten in Luxemburg zugunsten eines Beziehers einer Pflegezulage oder einer gleichgestellten Leistung (bitte die entsprechenden Belege beifügen)			
Name und Adresse der gepflegten Person	Sozialversicherungs- nummer	Pflegezeiten	
		von	bis
.....			

4. Studienzeiten oder Berufsausbildungsjahre	
Haben Sie zwischen dem 18. und 27. Lebensjahr ein Studium oder eine unentgeltliche Berufsausbildung verfolgt ? (gegebenenfalls bitte die entsprechenden Belege beifügen)	ja ☐ nein ☐

III. Internationale berufliche Laufbahn						
Versicherungszeiten in einem nicht-luxemburgischen Rentensystem (bitte Belege beifügen)					ja	nein
Land	von	bis	Name und Anschrift des Arbeitgebers	Versicherungs- träger und Versicherungs- nummer	Beruf : Arbeiter, Angestellter, Beamter, Selbstständiger	
.....						
.....						

IV. Wahlmöglichkeit des Antragstellers			
Als Berechnungsgrundlage zum Nachkauf ist zu berücksichtigen :			
☐	das soziale Mindesteinkommen :	für die Zeit	vom bis zum
☐	das doppelte soziale Mindesteinkommen :	für die Zeit	vom bis zum

Ich bestätige die Richtigkeit der obenstehenden Angaben und

ich wünsche ein persönliches Beratungsgespräch bei der zuständigen Verwaltung.

ich wünsche kein Beratungsgespräch.

....., den

Ort

Datum

.....

Unterschrift

Anleitung zum Nachkauf von Versicherungszeiten

1. Rechtsgrundlage

- Artikel 174 des Sozialgesetzbuches.
- Abgeänderte großherzogliche Regelung vom 5. Mai 1999 betreffend die Weiterversicherung, die Zusatzversicherung, die freiwillige Versicherung, den Nachkauf von Versicherungszeiten und die Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge in der allgemeinen Rentenversicherung.

2. Betreff

Durch den Nachkauf von Versicherungszeiten soll einem Versicherten, welcher seine Berufstätigkeit aus familiären oder sonstigen Gründen unterbrochen oder vermindert hat, ermöglicht werden nachträglich die fehlenden Versicherungszeiten zu ergänzen. Die nachgekauften Zeiten werden für die erforderliche Wartezeit, die für den Bezug einer Alterspension mit 65 Jahren oder einer vorgezogenen Pension ab 60 Jahren erforderlich ist, in Betracht gezogen.

3. Antrag

Der Antrag ist mittels des vorliegenden Formulars bei der zuständigen Behörde einzureichen. Die Zuständigkeit ergibt sich aus der letzten ausgeübten beruflichen Tätigkeit.

Hat der Antragssteller das 65. Lebensjahr bereits überschritten oder besitzt er ein Anrecht auf eine persönliche Pension, ist der Antrag unzulässig und wird abgelehnt.

4. Voraussetzungen

Nachweis von 12 Monaten Pflichtversicherung.
Diese Wartezeit kann durch die Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge erfüllt werden.

5. Zeiträume, für die ein Nachkauf möglich ist, sind

Sofern sich diese Zeiten nach dem 18. Lebensjahr des Antragstellers befinden:

- Ehezeiten oder Partnerschaftszeiten;
- Erziehungszeiten eines minderjährigen Kindes
- Pflegezeiten in Luxemburg für die Betreuung einer als pflegebedürftig oder schwerbehindert anerkannten Person;

Diese Zeiten können sich mit Zeiten der Pflichtversicherung überschneiden; die diesbezüglichen Monate werden nur einmal berücksichtigt.

6. Wahlmöglichkeiten des Antragstellers

1. Festlegung der Zeiten für den Nachkauf innerhalb der möglichen Zeiträume die für den Nachkauf in Frage kommen (siehe Punkt 5).
2. Wahl der Berechnungsgrundlage für die festgelegten Monate.

Die Berechnungsgrundlage muss entweder dem Beitragsminimum oder dem doppelten Beitragsminimum für den jeweiligen Zeitraum entsprechen (siehe beiliegende Tabelle).

Des Weiteren dürfen die in Betracht gezogenen Einkünfte aus dem Nachkauf und der Pflichtversicherung den maximalen Beitragsbetrag für das betreffende Kalenderjahr nicht überschreiten.

7. Festlegung der zu zahlenden Beiträge

Die Höhe der für den Nachkauf zu zahlenden Beiträge wird von der zuständigen Behörde festgelegt. Es gilt der zum Zeitpunkt des Antrags anwendbare Beitragssatz (aktuell 16%). Dieser Betrag wird durch Zinseszins von 4% pro Jahr erhöht (siehe beiliegende Tabelle).

8. Zahlung der Beiträge

Die Beiträge sind innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Zustellung der Rechnung zu zahlen. Der Versicherte kann jedoch, während der vorgenannten Frist, eine Zahlung in maximal 5 Jahresraten beantragen.

Im Falle von Invalidität oder Tod des Versicherten und im Falle von Nichtbeachtung der obigen Ausschlussfrist kann keine Zahlung mehr angenommen werden.

Zu bemerken bleibt, dass die Beiträge steuerlich als Sonderausgaben gemäß Artikel 110 L.I.R. absetzbar sind.

Für zusätzliche Informationen wenden Sie sich bitte an die zuständige Behörde.

Caisse nationale d'assurance pension

1A, bd. Prince Henri, L - 1724 LUXEMBOURG

Tel : 22 41 41 - 1

Administration du Personnel de l'Etat

63, avenue de la Liberté, L - 1931 LUXEMBOURG

Tel. 2478 - 3200

Caisse de Prévoyance des fonctionnaires et employés communaux

20, avenue Emile Reuter, L - 2420 LUXEMBOURG

Tel. 45 02 01 - 1

CFL – Service des pensions

26, rue de la Paix, L - 2312 LUXEMBOURG

Tel. 4990 - 3343

Hinweis

zur Kenntnisnahme der Betroffenen welche in den Geltungsbereich eines speziellen Übergangsregimes¹ fallen (régime spécial transitoire).

In Übereinstimmung mit den Durchführungsbestimmungen über die Berücksichtigung von Versicherungszeiten in der allgemeinen Pensionsversicherung, werden die Nachkaufszeiten nicht für die Berechnung der Pension im speziellen Übergangsregime berücksichtigt; jedoch werden sie als Dienstzeit für den Anspruch auf Altersrente angerechnet, sofern der Beamte mindestens 15 Jahre Dienstzeit unter dem speziellen Übergangsregime vorweisen kann.

In der Annahme des Anspruchs auf Pension im speziellen Übergangsregime auf der Grundlage der Zusammenrechnung von Versicherungszeiten und Dienstzeiten, beschränken sich die gemeinsam mit der allgemeinen Pensionsversicherung aufgelaufenen Leistungen auf die proportionalen Steigerungen, im Einklang mit Artikel 12, Absatz 1 des Gesetzes vom 28.07.2000 über die Koordinierung der gesetzlichen Pensionssysteme; anderenfalls unter der Annahme

- dass der Beamte auf sein Recht auf eine aufgeschobene Alterspension verzichtet und sich für die Anwendung der Bestimmungen des Sozialgesetzbuches entscheidet (rückwirkende Versicherung - siehe Artikel 4 bis 6 des vorher genannten Gesetzes),
- der Verwirkung des Rechts auf Pension im speziellen Übergangsregime in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen oder dem Fehlen eines Rechts auf Pension durch Nichterfüllung der vorgesehenen Bedingungen (rückwirkende Versicherung)

beinhalten die Leistungen der allgemeinen Pensionsversicherung ebenfalls die pauschalen Steigerungen².

¹ Gemeint sind mit diesen Regimen, Beamte, Angestellte im öffentlichen oder diesem gleichgestellten aktiven oder gekündigten Dienst zum Zeitpunkt des 31.12.1998 mit Anrecht auf eine aufgeschobene Alterspension.

² Die Pension im speziellen Übergangsregime enthält immer einen gesamten Grundanteil (=pauschale Steigerungen in der allgemeinen Pensionsversicherung) währenddessen die pauschalen Steigerungen in der allgemeinen Rentenversicherung sich mit Vierzigstel pro Versicherungsjahr aus einem Pauschalbetrag aufbauen.

Calcul des cotisations de pension découlant d'un achat rétroactif
Date: 01.01.2013

A	1 x minimum cotisable		2 x minimum cotisable		F
	B	C	D	E	
année	Revenu nominal	Rappel de cotisations	Revenu nominal	Rappel de cotisations	PLF
1962	1.362,42	1.549,17	2.724,84	3.098,33	4.676,26
1963	1.498,42	1.638,28	2.996,84	3.276,55	4.825,00
1964	1.596,43	1.678,30	3.192,86	3.356,60	5.003,48
1965	1.653,45	1.671,39	3.306,90	3.342,78	6.224,61
1966	1.705,51	1.657,71	3.411,02	3.315,41	6.405,57
1967	1.752,61	1.637,97	3.505,22	3.275,94	6.549,35
1968	1.864,16	1.675,21	3.728,32	3.350,43	6.772,45
1969	1.928,04	1.665,98	3.856,08	3.331,96	7.394,66
1970	2.112,05	1.754,79	4.224,10	3.509,57	8.428,38
1971	2.267,56	1.811,53	4.535,12	3.623,06	8.829,97
1972	2.398,02	1.842,07	4.796,04	3.684,14	9.742,22
1973	2.776,80	2.051,00	5.553,60	4.101,99	10.530,52
1974	3.062,01	2.174,67	6.124,02	4.349,34	12.067,46
1975	3.899,41	2.662,89	7.798,82	5.325,77	14.067,96
1976	4.285,78	2.814,17	8.571,56	5.628,34	17.771,49
1977	4.779,11	3.017,41	9.558,22	6.034,81	19.067,97
1978	5.168,26	3.137,60	10.336,52	6.275,20	19.821,57
1979	5.374,41	3.137,26	10.748,82	6.274,53	21.276,01
1980	5.705,10	3.202,21	11.410,20	6.404,42	22.820,14
1981	6.277,43	3.387,94	12.554,86	6.775,87	25.109,56
1982	6.661,69	3.457,04	13.323,38	6.914,08	26.646,72
1983	7.130,30	3.557,91	14.260,60	7.115,81	28.521,19
1984	7.535,86	3.615,65	15.071,72	7.231,30	30.143,36
1985	7.740,03	3.570,78	15.480,06	7.141,55	30.960,29
1986	8.068,34	3.579,08	16.136,68	7.158,15	32.273,58
1987	8.208,15	3.501,05	16.416,30	7.002,11	32.833,20
1988	8.225,26	3.373,41	16.450,52	6.746,83	32.901,57
1989	8.961,85	3.534,15	17.923,70	7.068,29	35.847,39
1990	9.261,50	3.511,84	18.523,00	7.023,68	37.046,60
1991	10.152,06	3.701,47	20.304,12	7.402,94	40.608,53
1992	10.655,50	3.735,60	21.311,00	7.471,20	53.278,00
1993	11.613,14	3.914,74	23.226,28	7.829,48	58.066,01
1994	12.033,84	3.900,54	24.067,68	7.801,07	60.169,51
1995	12.906,82	4.022,59	25.813,64	8.045,18	64.534,12
1996	13.012,63	3.899,59	26.025,26	7.799,17	65.062,83
1997	13.737,54	3.958,49	27.475,08	7.916,97	68.687,48
1998	13.765,53	3.813,99	27.531,06	7.627,98	68.827,34
1999	14.090,17	3.753,79	28.180,34	7.507,57	70.451,07
2000	14.472,02	3.707,23	28.944,04	7.414,45	72.360,12
2001	15.388,16	3.790,30	30.776,32	7.580,60	76.940,75
2002	15.708,39	3.720,36	31.416,78	7.440,72	78.541,90
2003	16.595,98	3.779,40	33.191,96	7.558,80	82.979,85
2004	16.940,67	3.709,52	33.881,34	7.419,03	84.703,29
2005	17.711,19	3.729,07	35.422,38	7.458,15	88.556,01
2006	18.078,62	3.660,04	36.157,24	7.320,07	90.393,32
2007	18.843,36	3.668,13	37.686,72	7.336,27	94.216,80
2008	19.235,86	3.600,52	38.471,72	7.201,04	96.179,40
2009	20.111,08	3.619,56	40.222,16	7.239,11	100.555,26
2010	20.445,42	3.538,20	40.890,84	7.076,41	102.226,98
2011	21.222,51	3.531,43	42.445,02	7.062,85	106.112,58
2012	21.752,94	3.480,47	43.505,88	6.960,94	108.764,49

A = Année
B = Revenu nominal
C = Rappel de cotisation à charge de l'intéressé(e)
= B x 0,16 x 1,04ⁿ (n = 2013 - A - 1)
D + E = Même opération à 2 x minimum cotisable
F Maximum cotisable

5. Antrag zur Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge (Nationale Rentenversicherungskasse CNAP)



Antrag zur Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge

(Artikel 32 des Gesetzes vom 28 Juli 2000 über die Koordination der legalen Pensionssysteme)

zu richten an
Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg
Tel.: 22 41 41 – 1

Angaben über den Antragssteller

Sozialversicherungsnummer :

Name und Vorname :

Adresse : Postleitzahl : Ortschaft :

Nummer und Straße :

Telefonnummer :

Angaben zur Rückerstattung der Beiträge

In welchem Jahr und bei welcher Kasse ist die Rückerstattung Ihrer Beiträge erfolgt ?
(Im Falle mehrerer Rückerstattungen, geben Sie bitte die jeweiligen Pensionskassen an)

(Jahr)

19.... bei der « Caisse de pension agricole »

19.... bei der « Caisse de pension des artisans, commerçants et industriels »

19.... bei der « Caisse de pension des employés privés »

19.... beim « Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité »

Ich bestätige die Richtigkeit der obenstehenden Angaben und

ich wünsche ein Beratungsgespräch bei der « Caisse nationale d'assurance
pension »

ich wünsche kein Beratungsgespräch.

..... den
(Ort) (Datum)

.....
(Unterschrift)

Information

Betreffend den Antrag auf Rückerstattung der ausgezahlten Beiträge gemäß Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juli 2000 über die Koordination der legalen Pensionssysteme

Personen, welche eine Auszahlung der Beiträge erhalten haben, können die ursprünglich an die entsprechenden Versicherungszeiten verknüpften Rechte wieder aufleben lassen, indem sie den Betrag der ausgezahlten Beiträge rückerstatten unter der Bedingung, dass sie weder ihr 65. Lebensjahr überschritten, noch Anrecht auf eine persönliche Pension haben.

Der Antrag für die Rückerstattung ist mittels Vordruck an die nationale Pensionsversicherungsanstalt zu richten.

*Die Rückerstattung beinhaltet den Betrag der ausgezahlten Beiträge, aufgewertet durch **Zinseszins von 4%** pro Jahr berechnet ab dem Jahr welches dem der Auszahlung folgt bis zum Ende des Jahres welches dem der Rückerstattung vorausgeht.*

Zu bemerken bleibt, dass die anhängenden Rechte der nicht ausgezahlten Beiträge (Arbeitgeberanteil) durch eine neue obligatorische, freiwillige oder fakultative Versicherungszeit von 48 Monaten wieder aufleben.

Die Beiträge sind innerhalb von drei Monaten von der Zustellung der Rechnung an gerechnet zu zahlen.

Laut den Bestimmungen der Steuerverwaltung sind die rückerstatteten Beiträge nach Artikel 110 L.I.R. als Sonderausgaben steuerlich absetzbar.

Der Antrag ist zu richten an :

**Caisse Nationale d'Assurance Pension
L-2096 Luxembourg**

Tél.: 22 41 41 – 1

6. Antrag zur freiwilligen Rentenversicherung [Sozialversicherungsanstalt CCSS] [Weiterversicherung und freiwillige Versicherung]



ANTRAG ZUR FREIWILLIGEN RENTENVERSICHERUNG

Weiter- ☐ / Zusatz- ☐ / Fakultativversicherung ☐

1) Angaben zum Versicherten

VERSICHERTENNUMMER *

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Name _____ Vorname(n) _____
 Name des (Ehe)partners _____
 Straße, Nr. _____
 Postleitzahl, Ort _____ Landeskennzeichen _____
 Ende der Pflichtversicherung

--	--	--	--	--	--	--	--

 (im Falle einer Weiterversicherung)

2) Angaben zur Versicherung

Beginn der Versicherung (nur eine der zwei Möglichkeiten ankreuzen)

- ☐ Erster Monat nach dem Antrag
☐ Erster Monat nach dem Ende der Pflichtversicherung (bei Weiter- oder Zusatzversicherung)

Monatliche Berechnungsgrundlage

- ☐ 1/3 vom gesetzlichen Mindestlohn (auf 60 Monate pro Versicherungslaufbahn begrenzt)
☐ der gesetzliche Mindestlohn
☐ maximale Beitragsgrundlage
☐ Betrag zwischen der minimalen und der maximalen Beitragsgrundlage EUR

Maximale Beitragsbemessungsgrundlage für Beamte des Übergangsregimes

- ☐ zuletzt bezahltes Gehalt vor dem Abschluss der Weiter- oder Fakultativversicherung
☐ Unterschied zwischen dem zurzeit bezahlten Gehalt und dem zuletzt bezahlten Gehalt vor dem Abschluss der Zusatzversicherung

Ich möchte meine Beiträge per Einzugsermächtigung entrichten ☐ ja ☐ nein

_____, den _____, Ort _____ Datum _____ Unterschrift _____



Code Archivage C030 (V2009)

* Falls keine Versicherungsnummer besteht, bitte das Geburtsdatum angeben und eine Kopie eines offiziellen Ausweispapieres beilegen (Pass, Personalausweis...)

[illegible][illegible]

⁴ Veuillez, le cas échéant, vous adresser au Centre commun ou à la Caisse nationale d'assurance pension pour fixer les modalités de la répartition.

8. Antrag auf Zahlung der Erziehungspauschale (Nationaler Solidaritätsfonds FNS)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

8-10, rue de la Fonderie
LUXEMBOURG
Tél: 49 10 81-1 Fax: 26 12 34 64

Boîte Postale 2411
L-1024 Luxembourg

Öffnungszeiten der Schalter :
Morgens : von 8h30 bis 11h30

ANTRAG AUF ZAHLUNG DER ERZIEHUNGSPAUSCHALE GESETZ VOM 28. JUNI 2002

I. ANTRAGSTELLER

Name :	_____	Vorname :	_____
Geburtsdatum :	_____	Erkennungsnummer :	_____
Strasse & Nummer :	_____		
Postleitzahl und Wohnort :	_____		
Zivilstand	Telefon / Handy: _____		
ledig ☐	Bank : _____		
verheiratet ☐	IBAN-Nummer : _____		
verwitwet ☐	Code BIC : _____		
geschieden ☐			

Sind Sie Bezieher einer Eigenrente ? ja ☐ nein ☐
wenn ja, geben Sie bitte die für die Auszahlung zuständige Pensionskasse an : _____

Sind Sie Bezieher einer Witwenrente ? ja ☐ nein ☐
wenn ja, geben Sie bitte die für die Auszahlung zuständige Pensionskasse an : _____

Geben Sie bitte die Krankenkasse an, bei
welcher Sie versichert sind: _____

Gehen Sie noch einer beruflichen Tätigkeit nach ? ja ☐ nein ☐

Anmerkung : Das Gesetz vom 02.08.2002 betreffend den Schutz von Personen bezüglich ihrer Datenverarbeitung sieht vor, dass die im Formular gewünschten Angaben sowie die zur Bearbeitung Ihrer Akte notwendigen Daten nur zur Ausführung des Gesetzes über die Erziehungspauschale vom 28.06.2002 dienen. Gemäss Wortlaut des ersterwähnten Gesetzes ist das Recht auf Zugriff, Berichtigung und Aufhebung von Daten gewährleistet.

Luxemburg, den _____ Unterschrift : _____

nom

II. KIND (ER)

Angaben betreffend die Kinder deren Erziehung durch den Antragsteller gewährleistet wurde

	1	2	3	4	5	
Name :						
Vorname :						
Geburtsdatum :						
Erkennungsnummer :						
Geburtsort :						
Leibliches Kind :	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐
Adoptivkind :	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐
Anderes Kind :						

	6	7	8	9	10	
Name :						
Vorname :						
Geburtsdatum :						
Erkennungsnummer :						
Geburtsort :						
Leibliches Kind :	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐
Adoptivkind :	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐	ja ☐	nein ☐
Anderes Kind :						

Bitte fügen Sie für jedes Kind, für welches Sie eine Erziehungspauschale beantragen, eine Geburtsurkunde bei.

Notes/Notizen

[illegible]

[illegible]

Notes/Notizen

[illegible]

Droit de la sécurité sociale

La réforme des pensions en 2013

La loi du 21 décembre 2012, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, est venue réformer les régimes de pension au Luxembourg.

Aussi, la Chambre des salariés a décidé d'éditer une brochure destinée à expliquer le régime général d'assurance pension au Grand-Duché, c'est-à-dire les dispositions en vigueur pour les salariés de droit privé. Cette publication tient compte des dernières modifications apportées par la loi.

La nouvelle législation entraîne une baisse graduelle du niveau des pensions en fonction de l'année de départ à la retraite entre 2013 et 2052. Les pleins effets de cette baisse se répercuteront sur les salariés qui sont fraîchement entrés ou entreront bientôt sur le marché du travail.

En résumé, pour une durée de cotisation identique, un retraité devra se contenter d'une pension moins élevée qu'auparavant, à moins d'accepter une prolongation de sa vie active.

Toutes les nouvelles règles sont expliquées dans la présente publication et sont illustrées par des exemples. Les démarches à effectuer pour l'obtention d'une pension sont également exposées. En plus de la pension de vieillesse, le présent ouvrage traite aussi de la pension d'invalidité, de la pension de survie et de la pension d'orphelin.

Avec cette publication, notre chambre souhaite que les salariés et retraités puissent trouver les informations qui leur seront utiles pour mieux comprendre et appréhender le système de pension récemment réformé.

Sozialversicherungsrecht

Die Rentenreform im Jahr 2013

Das am 1. Januar 2013 in Kraft getretene Gesetz vom 21. Dezember 2012 hat die Luxemburger Rentensysteme reformiert.

Daher hat sich die Arbeitnehmerkammer dazu entschieden, im Rahmen ihrer Publikationsreihe „Sozialversicherungsrecht“ eine Broschüre zu veröffentlichen, die das allgemeine Rentenversicherungssystem im Großherzogtum erklären soll, d.h. die geltenden Bestimmungen für die privatrechtlichen Arbeitnehmer. Die vorliegende Veröffentlichung berücksichtigt die durch das Gesetz eingeführten neuesten Änderungen.

Die neue Gesetzgebung führt zu einem schrittweisen Absinken des Rentenniveaus abhängig vom Jahr des Renteneintritts zwischen 2013 und 2052. Die vollen Auswirkungen dieses Absinkens werden sich auf diejenigen Arbeitnehmer auswirken, die ganz frisch in den Arbeitsmarkt eingetreten sind oder in Kürze eintreten werden.

Zusammenfassend wird sich ein Rentner bei gleichen Beitragszeiten künftig mit einer niedrigeren Rente als bisher begnügen müssen, sofern er nicht zu einer Verlängerung seiner Berufslaufbahn bereit ist.

In der vorliegenden Veröffentlichung werden alle neuen Vorschriften erläutert und anhand von Beispielen veranschaulicht. Darüber hinaus werden auch die Vorgehensweisen im Hinblick auf die Bewilligung einer Rente dargelegt. Neben der Altersrente behandelt das vorliegende Werk auch die Invalidenrente, die Hinterbliebenenrente und die Waisenrente.

Mit dieser Veröffentlichung möchte unsere Berufskammer den Arbeitnehmern und Rentnern nützliche Informationen zum besseren Verständnis des kürzlich reformierten Rentensystems bereitstellen.

Diffusée par :

Librairie Um Fieldgen

3, rue Glesener - L-1631 Luxembourg
info@libuf.lu

Cette publication est également disponible au siège de la CSL.

Éditée par :



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200 F +352 27 494 250
csl@csl.lu www.csl.lu

Prix : 5 €

ISBN : 978-2-919888-18-8

